DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES
RHÔNE-ALPES

SERVICE RÉGIONAL DE L'ARCHÉOLOGIE

BILAN SCIENTIFIQUE

2006 - 2



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère
Culture
Communication

DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES
RHÔNE-ALPES

SERVICE RÉGIONAL DE L'ARCHÉOLOGIE

tome 2

BILAN QUADRIENNAL DE LA CIRA
(2003 - 2006)

PROGRAMMATION SCIENTIFIQUE INTERRÉGIONALE
- Antiquité

MINISTÈRE
DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION
DIRECTION de l'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE
SOUS-DIRECTION DE L'ARCHÉOLOGIE, DE L'ETHNOLOGIE,
DE L'INVENTAIRE ET DU SYSTEME D'INFORMATION
MISSION ARCHÉOLOGIE
2008

DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES
SERVICE RÉGIONAL DE L'ARCHÉOLOGIE
Le Grenier d'Abondance
6 quai Saint-Vincent
69283 LYON CEDEX 01

Ce numéro spécial du bilan scientifique régional 2006 (tome 2)
a été réalisé avec la contribution des membres
de la CIRA Centre-Est (cf. p. 5.) et de l'ensemble du personnel
du Service régional de l'archéologie Rhône-Alpes (cf. p. 171)

Image de couverture :

Rencontre "au sommet" entre patrimoine archéologique monumental
et faune sauvage dans le Parc naturel régional des Bauges :
fauconneaux au nid dans un trou de boulin de la Tour de la place à Chignin (Savoie)
pendant les travaux de sécurisation
cliché Marie-Pierre FEUILLET (SRA)

Coordination : Anne LE BOT, Michel LENOBLE,
Philippe THIRION, Geneviève MARTIN
Maquette : Sylviane BRUN
Cartographie : Fiorella COCCO,
Christine THOLLON-POMMEROL,
Guillaume VARENNES
C. GILLET (stagiaire Master 2 pro)

ISSN 1240-859 X © 2008

MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

BILAN QUADRIENNAL DE LA CIRA PROGRAMMATION SCIENTIFIQUE INTERREGIONALE

2003 - 2006

RHÔNE-ALPES

Table des matières tome 2

PREMIERE PARTIE
Bilan quadriennal de la CIRA Centre-Est (2003 - 2006) 5

Index 49

SECONDE PARTIE
Programmation scientifique interrégionale - Antiquité 53

Historique de la programmation 55

Les départements 57

L'Antiquité 99

Compte-rendu des débats 165

Liste des participants 169

Liste du personnel du SRA de 2003 à 2006 171

PREMIERE PARTIE

Bilan quadriennal 2003 - 2006

C I R A

2003 - 2006

CIRA Centre-Est
(Commission interrégionale de la recherche archéologique)

**Présidée par Monsieur le Préfet de la région Rhône-Alpes,
représenté par Anne LE BOT-HELLY, conservatrice régionale de l'archéologie (Rhône-Alpes)**

**En présence de Jacques TARRÊTE, conservateur général du Patrimoine,
inspecteur général du Patrimoine désigné par le Ministre de la Culture et de la Communication**

Membres scientifiques :

- Florence VERDIN, CNRS

- Pierre-Yves LAFFONT, Université du Maine (Le Mans)

**- Hélène DARTEVELLE, MCC, Direction régionale des affaires culturelles
(Auvergne) service régional de l'archéologie**

- Bruno DUFAŸ, archéologue départemental des Yvelines puis de l'Indre-et-Loire

- Sophie HETTIGER, archéologue bénévole

- Anne AUGEREAU, expert, spécialiste du Néolithique, INRAP

- Jacques BUISSON-CATIL, expert, spécialiste du Paléolithique, MCC, Direction régionale des affaires culturelles (Provence-Alpes-Côte-d'Azur) service régional de l'archéologie

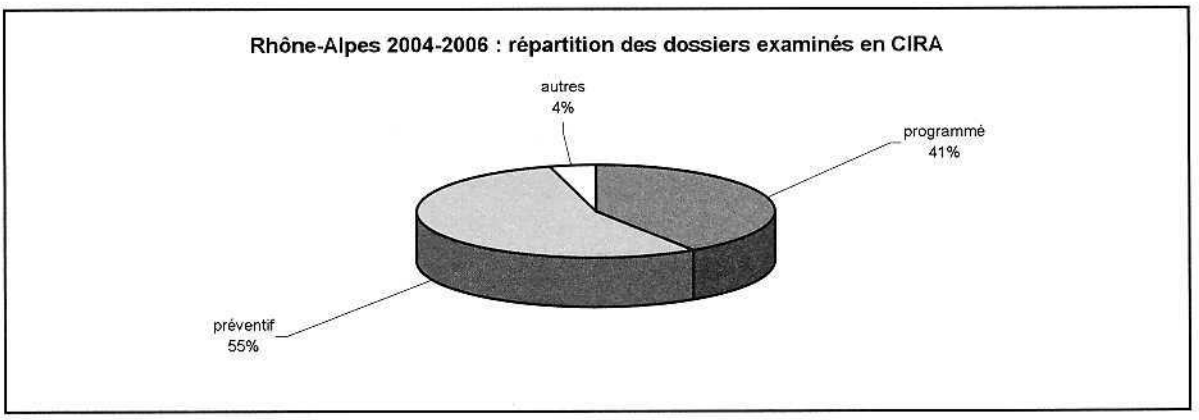
---

**Assistait également aux réunions de la commission :
- Frédérik LETTERLÉ, conservateur régional de l'archéologie (Auvergne)**

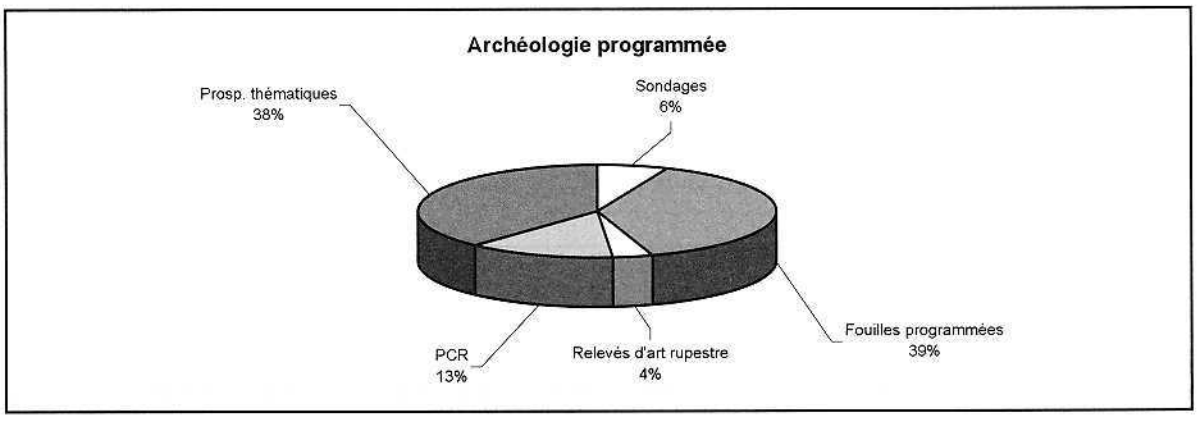
**Le secrétariat était assuré par :
- Laure DEVILLARD, MCC, Direction régionale des affaires culturelles (Rhône-Alpes) service régional de l'archéologie**

■ *L'examen des dossiers par la CIRA*

De 2003 à 2006, près de 400 dossiers concernant la région Rhône-Alpes ont été examinés par les experts de la CIRA Centre-Est (projets de fouilles préventives, demandes d'autorisation d'opérations programmées, dossiers de demandes d'aide à la préparation de publication ou d'édition, demandes d'analyses, examen a posteriori des rapports de fin d'opérations, demandes d'allocation de recherches.



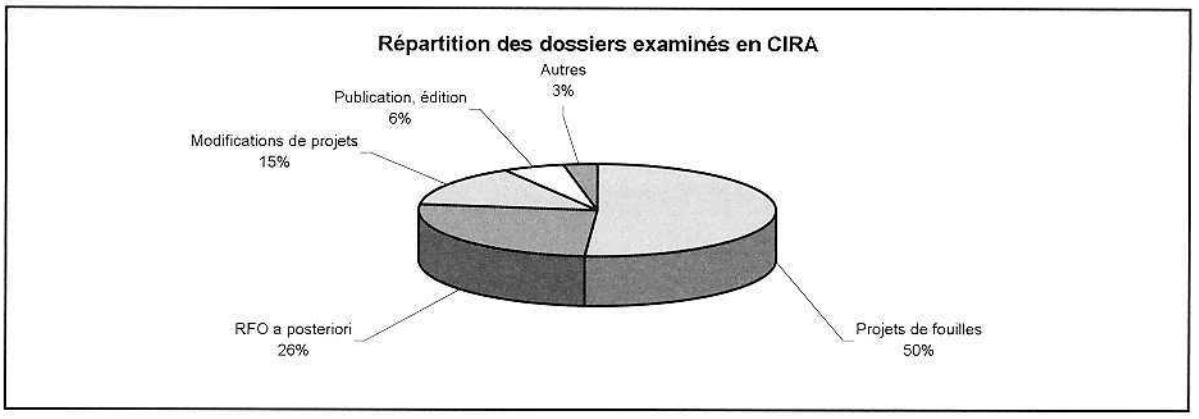
En archéologie programmée, l'ensemble des dossiers de demandes de fouilles, de prospections thématiques et de projets collectifs de recherche (PCR) a été soumis à l'avis de la commission (158 dossiers). Chaque année, quelques projets ont fait l'objet d'ajournement lors d'un premier examen par la commission, en l'attente de compléments ou de modification de la demande, puis d'un examen complémentaire après réception des éléments demandés. Quelques rares dossiers ont fait l'objet d'un avis défavorable.



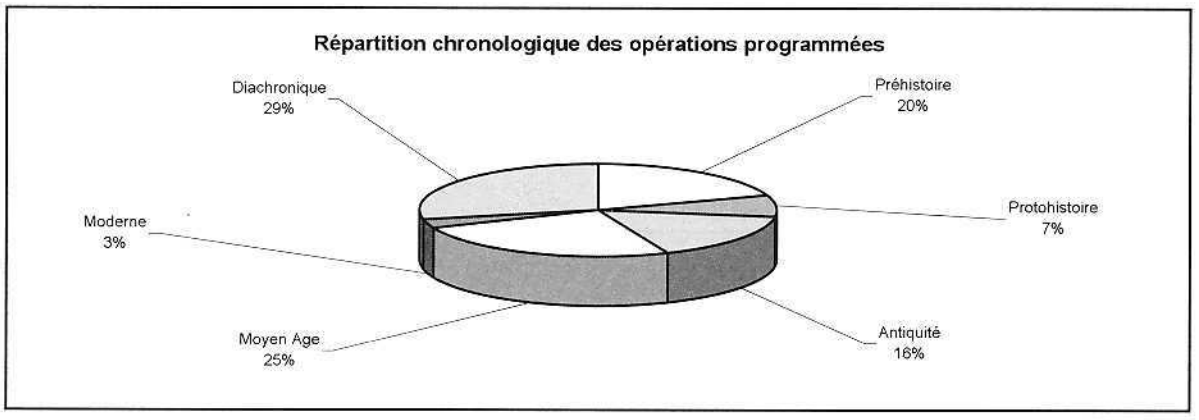
En archéologie préventive, tous les projets ayant donné lieu à une prescription de fouille préventive ont été soumis à l'avis de la CIRA (119 dossiers). Un diagnostic en cours de réalisation a fait l'objet d'une demande d'avis de la commission pour en valider la poursuite.
Il faut remarquer qu'un certain nombre d'opérations de fouilles est régulièrement évité grâce à une politique systématique de prescriptions favorisant, avant tout, la conservation *in situ* des sites par des modifications de la consistance des projets ou des fondations adaptées. Ainsi, on notera qu'après diagnostics, pour les terrains où une fouille se justifiait, 11,3% des sites repérés ont fait l'objet de prescriptions de conservation en 2003, 16,3% en 2004, 17,6% en 2005, 11,5% en 2006. Aucun site n'a cependant été protégé au titre des monuments historiques.

Ces dossiers de modifications de projets ont régulièrement fait l'objet d'une information auprès de la CIRA (34 dossiers ont été présentés).
Dans quelques rares cas (6), la CIRA a recommandé de ne pas donner suite au projet de fouille présenté par le SRA en arguant, par exemple, de la nature trop érodée des vestiges ou en estimant que la fouille n'aurait pas apporté davantage d'informations scientifiques que le diagnostic.

Afin de respecter les délais imposés par la loi, 27 fouilles préventives ont dû faire l'objet d'un examen par un ou deux rapporteurs entre deux séances de la commission. Ces dossiers ont été validés par la commission lors de la séance suivante.



■ *Les opérations d'archéologie programmée*



La répartition chronologique des opérations programmées autorisées entre 2003 et 2006 n'est pas égale. Les opérations concernant la période protohistorique sont peu nombreuses. Le Moyen Age est bien représenté ainsi que les opérations diachroniques qui relèvent souvent de PCR. L' Antiquité est assez faiblement représentée eu égard au potentiel de la région. L'époque moderne moins concernée est néanmoins régulièrement présente. Cette vision générale doit être nuancée pour chacun des huit départements. Ainsi dans l'Ain, les opérations concernant la Pré- et Protohistoire ainsi que le Moyen Age dominent. En revanche, l'Antiquité est absente de l'archéologie programmée dans ce département. Dans l'Ardèche et dans la Drôme, les deux périodes les plus représentées en archéologie programmée sont la Préhistoire et le Moyen Age. En Isère, où les opérations programmées sont les plus nombreuses, toutes les périodes sont représentées par au moins une opération dont certaines sont pluriannuelles et très importantes. On compte de nombreuses opérations diachroniques du fait de l'abondance de programmes de prospections. Dans la Loire, ce sont les opérations diachroniques qui dominent, puis le Moyen Age et la Préhistoire. Dans le Rhône où le nombre d'opérations programmées est très faible, c'est l'Antiquité qui est majoritairement représentée. En Savoie et en Haute-Savoie, la répartition entre les périodes est plus équilibrée. Tous les départements, sauf le Rhône, apportent une aide financière à l'archéologie programmée. Ces aides ont une influence directe sur le développement et le dynamisme de la recherche.L'archéologie régionale a aussi été fortement dynamisée grâce à trois ACR concernant respectivement la Préhistoire récente, l'Antiquité et le Moyen Age.

■ *Les opérations archéologiques préventives*

Le nombre total de prescriptions de fouilles préventives émises pour la région Rhône-Alpes entre 2003 et 2006 s'élève à 113. Il est important de noter que durant cette période, aucune opération lourde de type « grands travaux» (création de ligne ferroviaire, autoroute...) n'a été mise en œuvre.
La moyenne régionale du nombre de prescriptions de fouille par rapport au nombre de dossiers reçus est de 1 , 2 % . Elle est de 6% pour les prescriptions de diagnostics.
Ces prescriptions sont majoritairement émises à l'intérieur des zones de saisine (84%). Il s'agit pour l'essentiel de prescriptions qui font suite à des demandes de permis de construire. C'est également sur ces dossiers d'urbanisme que sont émises les prescriptions de modification de consistance de projets. Le taux de prescriptions de fouilles préventives sur les lotissements a baissé depuis l'application des dispositions du décret du 3 juin 2004 prévoyant que hors des zones de saisine, seuls les projets de lotissements supérieurs à 3 ha sont soumis systématiquement à l'instruction des SRA. Ceci a pour conséquence d'augmenter le taux de prescription à l'intérieur des zones de saisine.

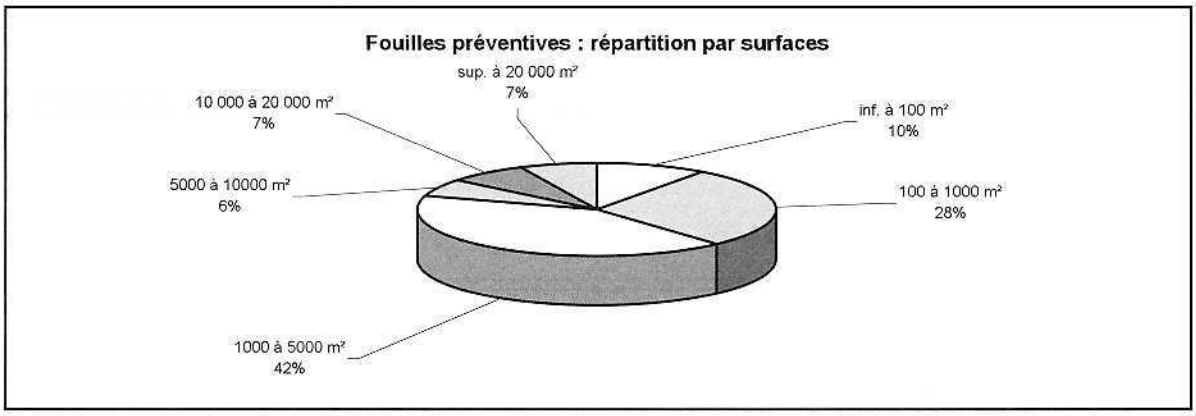
La superficie des opérations de fouilles prescrites dans ces zones de saisine est le plus souvent comprise entre 1000 et 5000 m² ; on note toutefois un nombre important d'opérations urbaines prescrites comprises entre 100 et 1000 m². En ce qui concerne les opérations supérieures à 2 ha, elles sont le plus souvent situées hors des zonages archéologiques ; il s'agit de projets de carrières, de ZAC ou de travaux routiers.

On note une évolution dans les pratiques de prescription sur le bâti hors-sol : en 2003, dans cette catégorie, 10 diagnostics ont été prescrits, alors qu'a partir de 2004 cette pratique se raréfie au profit des prescriptions de fouilles directes. Ainsi entre 2004 et 2006, 17 opérations de fouilles préventives ont été prescrites sur du bâti sans diagnostic préalable, souvent sur des édifices protégés au titre des Monuments Historiques (10 projets).

Superficies des opérations de fouilles préventives prescrites par département :

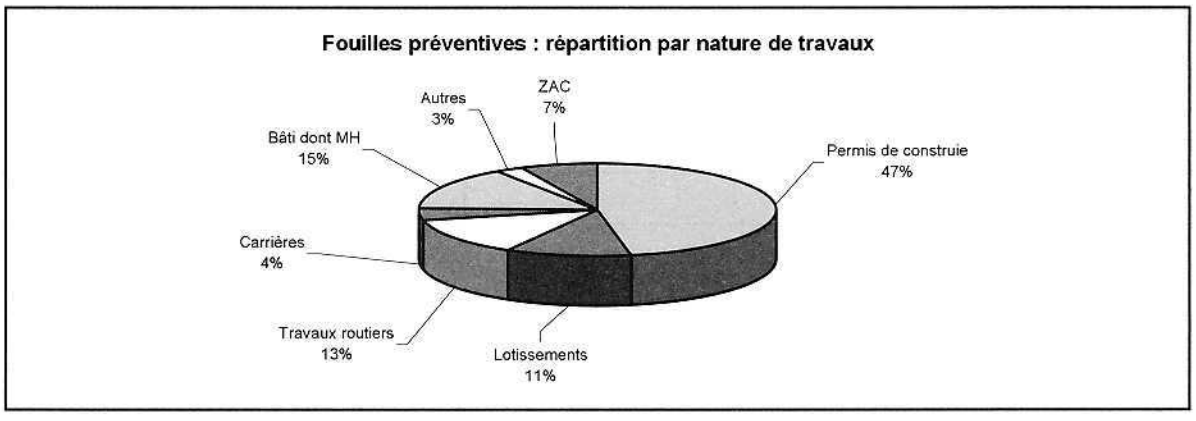
Les opérations de bâti ne sont pas comptabilisées dans ce tableau

	Ain	Ardèche	Drôme	Isère	Loire	Rhône	Savoie	Haute Savoie	Total
Fouilles inf. à100 m²		1	2	1		5	1		**10**
Entre 100 et 1000 m²		1	2	1	8	12	1	3	**28**
Entre 1000 et 5000 m²	3	2	5	2	4	19	1	5	**41**
Entre 5000 et 10 000 m²			3		1			2	**6**
Entre 10 000 et 20 000 m²	1	1	2		3				**7**
Sup. à 20 000 m²	1		3		2			1	**7**



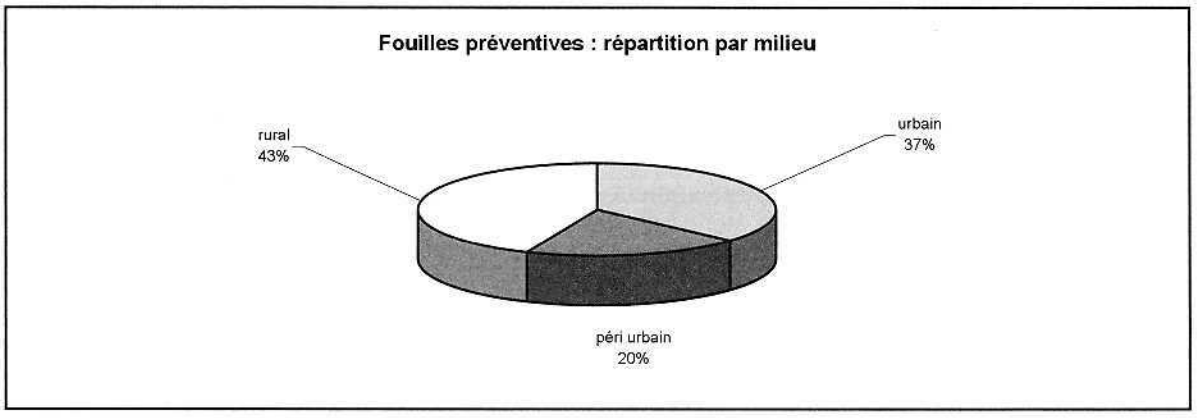
Les fouilles préventives prescrites par type de travaux d'aménagement :

	Ain	Ardèche	Drôme	Isère	Loire	Rhône	Savoie	Haute Savoie	
PC	1	3	4	1	9	30	1	5	**54**
LT	1		6	2		2	1	1	**13**
Travaux routiers	2	1	6	1	2	1		2	**15**
Carrières	1				4				**5**
Bâti MH	2	1	3	1	5	4	1		**17 dont 10 MH**
Autres		2			1				**3**
ZAC		1	1		2	1		3	**8**



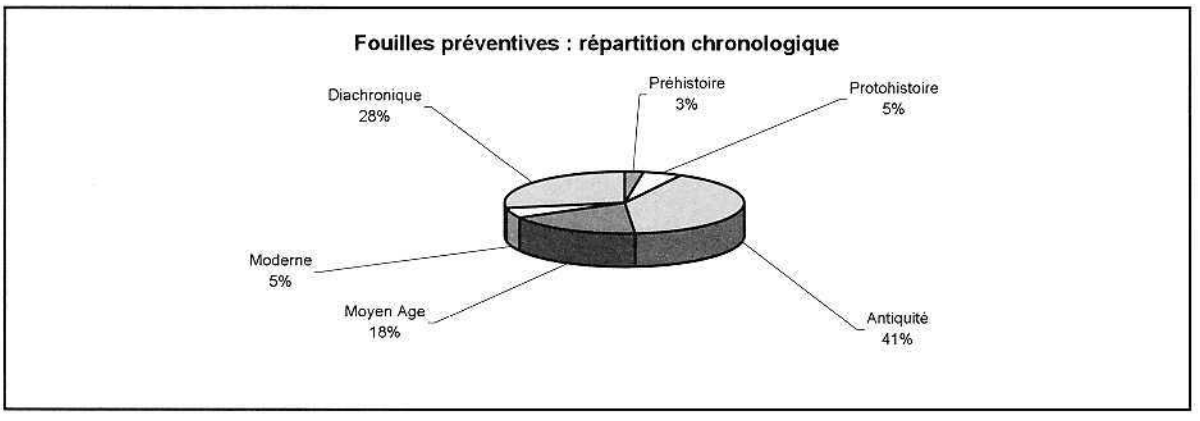
Les fouilles préventives par milieu :

De 2003 à 2006, les fouilles préventives prescrites se répartissent selon le diagramme suivant :



Cette répartition démontre clairement le caractère urbain de la région Rhône-Alpes où l'ensemble des fouilles en milieu urbain et péri urbain représente près des 2/3 du total. Si l'on prend en compte les surfaces concernées, les fouilles en milieu rural couvrent la plus grand superficie : 453 190 m² ; elles sont suivies par les fouilles en milieu péri-urbain 47 443 m², puis par celles en milieu urbain 43 951 m².

La répartition chronologique



Le tableau de répartition chronologique des opérations de fouilles préventives montre une nette prédominance de la période antique ; le Moyen Age est également bien représenté.

Il faut noter que dans le cadre de l'archéologie préventive, les opérations concernant uniquement la période médiévale sont le plus souvent des études de bâti. Les opérations diachroniques sont nombreuses, en raison du nombre important de fouilles en milieu urbain. Ainsi 50 % des opérations se répartissent de manière égale en deux catégories : les opérations qui couvrent les périodes allant de la Préhistoire à l'Epoque moderne et celles allant de l'Antiquité à l'Epoque moderne. L'autre moitié va de la Préhistoire à l'Antiquité.

Par département, c'est le Rhône qui compte le plus d'opérations de fouilles préventives (38) qui se répartissent en trois catégories : Antiquité, Moyen Age et opérations diachroniques allant de la Préhistoire récente à la Période moderne. Sur ces 38 opérations de fouilles, 23 concernent la ville de Lyon.

La Loire a fait l'objet de 21 prescriptions de fouilles essentiellement pour l'Antiquité et le Moyen Age, mais il faut toutefois mentionner le site de plein air épipaléolithique du domaine Brisson à la Pacaudière.

La Drôme est représentée par 20 opérations de fouilles préventives dont notamment celles des sites importants de la vallée du Rhône occupés de la Préhistoire récente jusqu'au Moyen Age.

La Haute-Savoie a fait l'objet de 11 prescriptions essentiellement pour des sites antiques, mais il faut mentionner la fouille de l'importante nécropole néolithique de Genevray à Thonon-les-Bains.

Toutes natures d'opérations confondues, pour l'ensemble des départements de Rhône-Alpes, les sites concernant les périodes anciennes (Paléolithique et Mésolithique) sont étudiés quasi exclusivement dans le cadre de l'archéologie programmée.

De manière moins exceptionnelle, les opérations d'archéologie préventive ont permis d'étudier un certain nombre de sites néolithiques, notamment chasséens situés dans la vallée du Rhône (plaine de Montélimar et de Pierrelatte). Ces sites qui s'étendent sur de très grandes superficies font souvent l'objet de diagnostics importants mais de fouilles limitées en surface ; les parties non fouillées étant conservées *in situ* grâce à la pose de remblais ou à la mise en oeuvre de fondations spéciales.

Les dossiers concernant l'âge du Bronze sont peu nombreux mais il concernent tous les départements de Rhône-Alpes tant dans le cadre de l'archéologie préventive que par l'archéologie programmée.

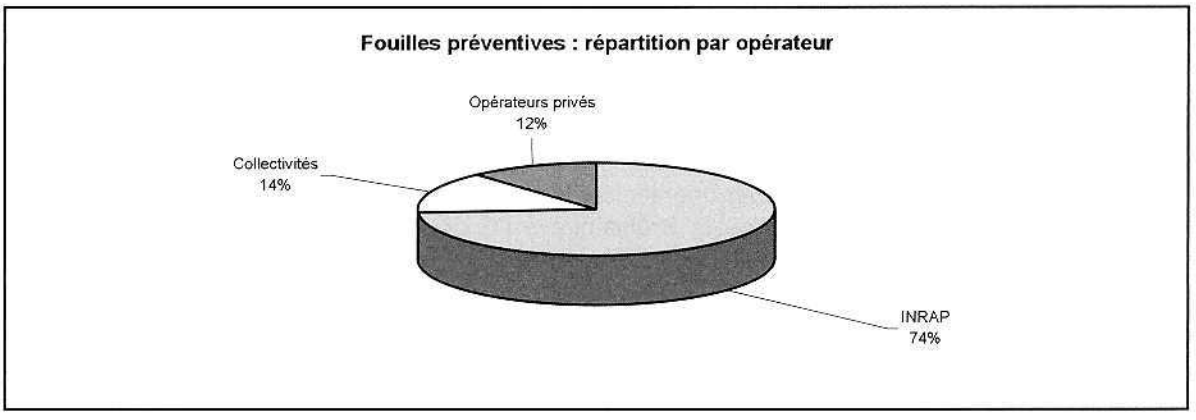
Les dossiers concernant l'âge du Fer sont rares en particulier pour le premier âge du Fer. Ils sont rattachés pour la plus grande part à l'archéologie préventive ; on notera, dans cette catégorie, les chantiers de la plaine de Vaise à Lyon. L'existence de deux capitales de provinces et de nombreux chefs-lieux de cités en Rhône-Alpes implique que la période antique soit évidemment bien représentée en particulier dans le cadre de l'archéologie préventive.

Pour la période médiévale, les opérations se répartissent également entre l'archéologie préventive et l'archéologie programmée. Les études d'églises et de châteaux sont nombreuses, mais, comme le soulignent les rapporteurs de la CIRA, les études programmées concernant les problématiques technologiques, l'artisanat et l'industrie ont une place importante en Rhône-Alpes (Dufaÿ, Laffont, *infra*). Les études de bâti portent autant sur les édifices religieux que sur l'habitat civil ou seigneurial.

■ *Les acteurs de l'archéologie en Rhône-Alpes*

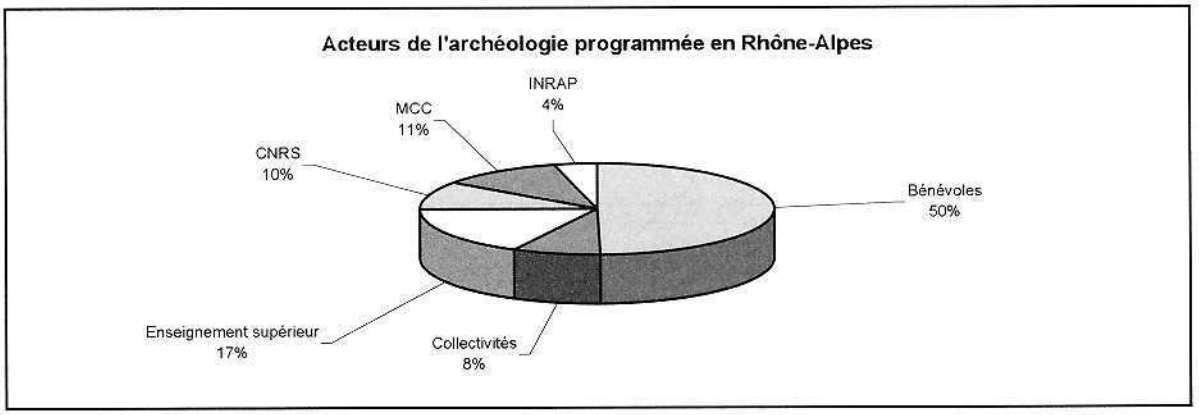
Concernant l'archéologie préventive, c'est l'INRAP qui d'une manière générale a réalisé l'essentiel des opérations. Toutefois, à la suite des dispositions du décret du 3 juin 2004, les opérations de fouilles réalisées par des opérateurs privés agréés par le ministère ont été au nombre de 6. Ces opérations ont été confiées par les aménageurs à la société Archéodunum ; elles ont été réalisées dans la Loire, l'Ain et le Rhône.

En ce qui concerne les services archéologiques de collectivités territoriales, le seul service actuellement agréé en Rhône-Alpes est celui de la Ville de Lyon qui a réalisé entre 2003 et 2006 10 opérations de fouille préventive sur le territoire municipal. Durant la même période, l'INRAP a effectué 11 opérations de fouille préventive sur ce même territoire.



Pour ce qui concerne l'archéologie programmée, les acteurs se répartissent de manière à peu près constante :

NB : Les étudiants sont comptabilisés dans la rubrique bénévoles.



La présence des bénévoles-étudiants (doctorants et post-doctorants) globalement importante doit être nuancée pour certains départements. Ainsi les bénévoles dans le Rhône sont en faible nombre, ce qui s'explique par l'absence d'aide financière départementale. Dans ce département, les acteurs de l'archéologie programmée entre 2003 et 2006 sont répartis essentiellement entre université, CNRS et MCC. Rhône-Alpes se distingue d'une manière générale par une faible participation des chercheurs de l' Université et du CNRS. Les archéologues de collectivités territoriales sont bien représentés en Isère. Les chercheurs du MCC appartiennent au SRA et au DRASSM.

- ***Les rapports de fin d'opération***

Le taux de rendu des rapports d'archéologie préventive (RFO) en région Rhône-Alpes est bon. Son taux pour les années de 2003 à 2006 est de 90 % de rapports rendus. Le taux de rendu en archéologie programmée est un peu plus faible (80 %.), notamment pour ce qui concerne les rapports de fin de programmes pluriannuels. La majorité des rapports a été validée par la CIRA.

En ce qui concerne leur qualité, les rapports d'archéologie préventive tendent à l'amélioration, ils sont souvent considérés comme bons ou très bons. Il faut noter cependant que les rapporteurs de la CIRA remarquent, de manière récurente, l'absence d'éléments démonstratifs permettant de fonder la chronologie (dessins ou photos d'objets), le manque de mise en perspective des résultats dans le contexte local et régional, ainsi que, souvent, la mauvaise qualité des photographies et l'absence de tirages de ces photos sur papier argentique. Enfin, les inventaires systématique de mobiliers sont rares. Les inventaires sont trop souvent très partiels et très hétérogènes.

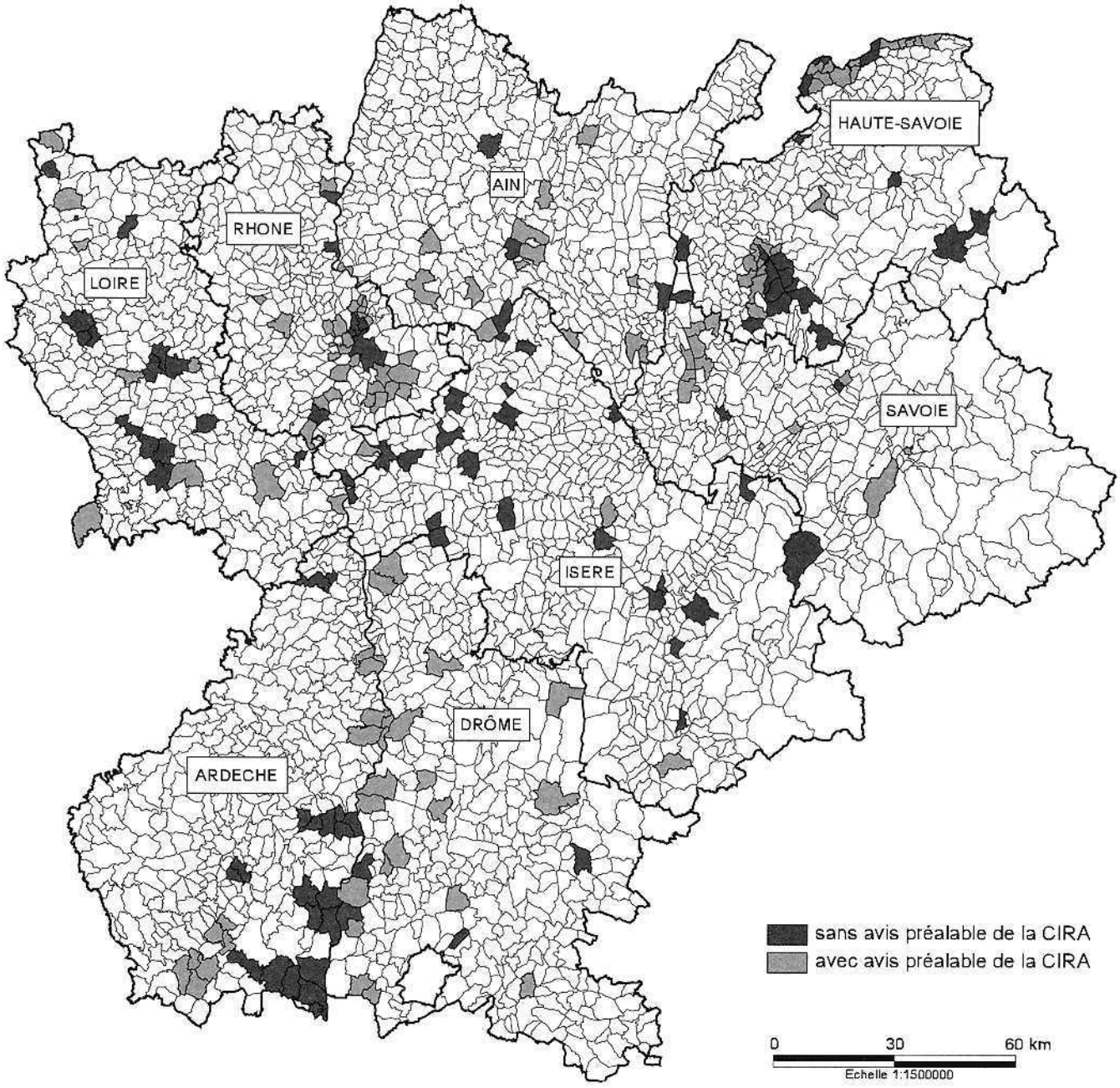
Les insuffisances parfois relevées comme l'absence d'approche géomorphologique et, plus largement, l'absence de données contextuelles, de descriptions stratigraphiques approfondies et de mise en perspective géoarchéologique sont un obstacle à la compréhension des résultats obtenus à la faveur d'une opération de diagnostic. Par voie de conséquence, ces carences ne facilitent pas les choix que doivent faire quotidiennement les agents du SRA dans la prescription, ou non, d'opérations de fouilles archéologiques préventives. En aval, ce sont les experts de la CIRA qui éprouvent les plus grandes difficultés pour statuer sur la légitimité qu'il y a, ou non, à compléter un diagnostic par une opération de fouille.

Concernant les rapports d'opérations programmées, du fait de la multiplicité institutionnelle des chercheurs, les contenus et les présentations des rapports sont disparates. Leur qualité est très inégale. Ils ne comportent généralement pas l'inventaire du mobilier ni celui de la documentation de fouilles (minutes de terrain, liste des photographies...).

- ***La publication des résultats***

Tout en suivant spécifiquement les dossiers d'aide à la préparation de publication ou d'édition (13 dossiers), la CIRA s'est attachée a donner systématiquement, au cours de l'exercice 2003/2006, un avis concernant la future publication

RHÔNE-ALPES
Communes dotées d'arrêtés de zones archéologiques de saisine au 31 décembre 2006 au titre de l'article L.522-5 du code du patrimoine



Préfecture de la région Rhône-Alpes
service régional de l'archéologie
14/09/2007

Fond cartographique issu de la BD CARTO®
© IGN - PARIS - Autorisation n°50-7549
Reproduction interdite

des résultats des opérations lors de l'examen des RFO. Ces recommandations ont porté tant sur la forme que devrait revêtir la publication (monographie, article, note, résultats à intégrer à une future synthèse etc.) que sur le support (collection, revue nationale, régionale etc.) ; elles pouvaient aussi parfois, devant la médiocrité des résultats ou du rapport, déconseiller la publication.

C'est ainsi que 118 recommandations de publication ont été émises pour la région Rhône-Alpes. Elles ont, à ce jour (août 2007), abouti à la publication de 9 monographies, des actes d'une table-ronde, de 12 communications dans le cadre de congrès, colloques etc., de 17 articles dans des revues régionales, interrégionales ou nationales et de 12 notices.

- ***Les zones de saisine archéologique***

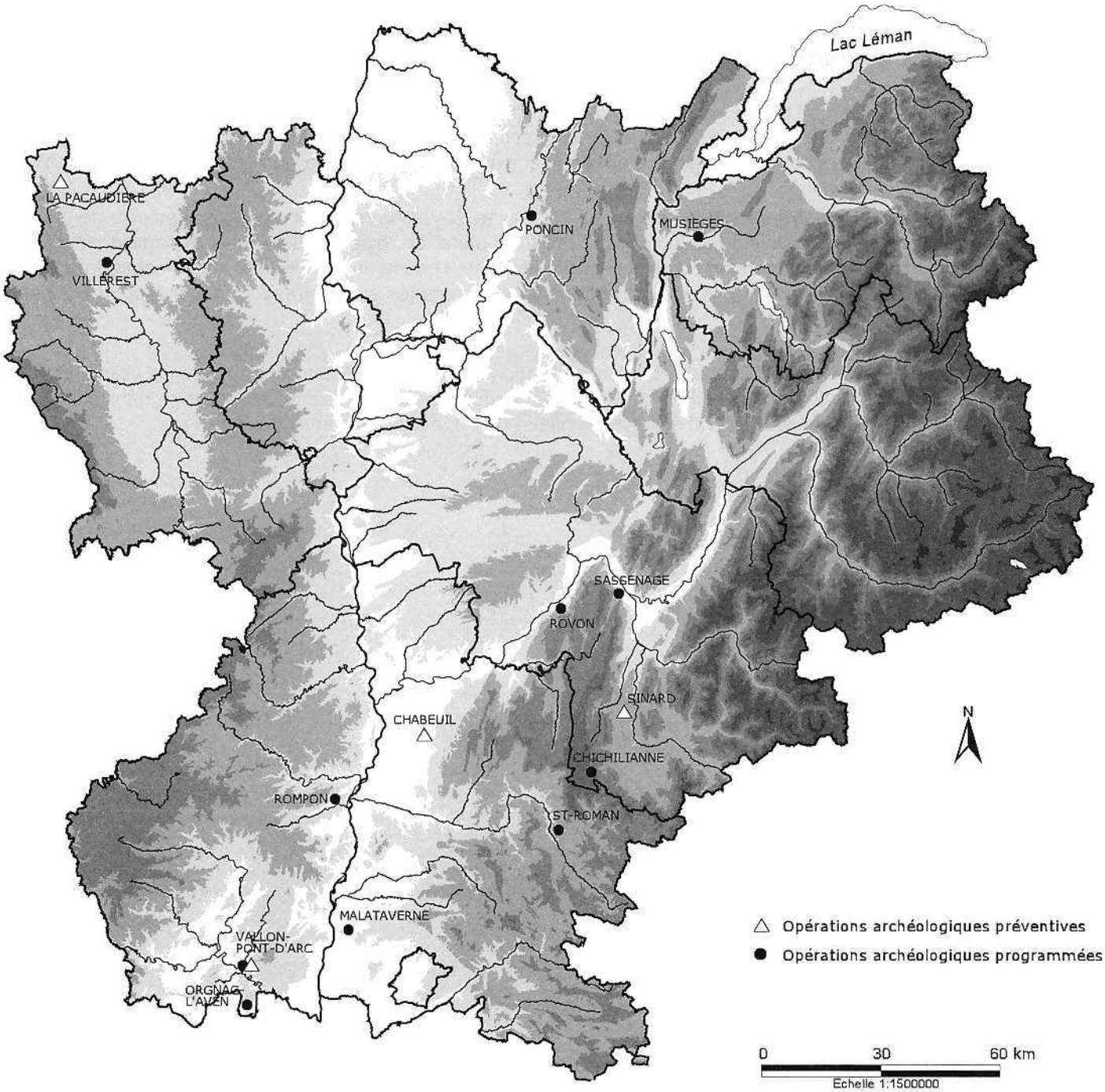
Les zones de saisines viennent progressivement, avec des ajustements, remplacer les anciens zonages inscrits dans les plans d'occupation des sols depuis 1982. La mise en place de ce dispositif a été pour le Service régional de l'archéologie l'occasion de repenser la stratégie des zonages et d'assurer plus de cohérence entre les départements.

Le décret du 3 juin 2004 (art. 5) prévoit que les zones de saisine doivent faire l'objet d'un avis préalable de la CIRA. Antérieurement 94 communes avaient fait l'objet d'un arrêté du préfet de région Rhône-Alpes. A partir de la mise en application des dispositions du décret, en septembre 2004, jusqu'au 31 décembre 2006, 129 autres communes ont été dotées de zonages après avis de la CIRA. Ce qui porte le taux de zonages exécutoires à 52% par rapport à l'ensemble projeté.

Au cours de ces quatre années, un bilan de l'état des publications a été présenté à la commission. Ce bilan dressé par le SRA est régulièrement mis à jour. L'INRAP a été invité chaque année à présenter sa politique de recherche en région, en particulier à travers les Projets d'action scientifique (PAS), accordés à ses agents.

Anne LE BOT-HELLY
Michel LENOBLE
DRAC-SRA Rhône-Alpes

Opérations archéologiques examinées en CIRA de 2003 à 2006 concernant le Paléolithique-Mésolithique



Préfecture de la région Rhône-Alpes
service régional de l'archéologie
20/09/2007

Fond cartographique issu de la BD CARTO®
© IGN - PARIS - Autorisation n° 50-7549
Reproduction interdite

■ ***Une archéologie essentiellement programmée***

Les résultats obtenus dans l'interrégion Centre-Est (Auvergne/Rhône-Alpes) pour ces lointaines périodes proviennent quasi exclusivement de l'archéologie programmée, avec cependant, nous le verrons, de fortes disparités intra et interrégionales. Cette situation, succinctement mais clairement exposée dans le rapport sur l'archéologie préventive entre 2002 et 2005 remis au Parlement, semble être une constante tant en Auvergne qu'en Rhône-Alpes. Elle peut d'ailleurs être étendue à d'autres régions comme, par exemple, Provence-Alpes-Côte d'Azur qui, de ce point de vue là au moins, présente une situation parfaitement symétrique. Pour la Préhistoire, ce sont donc les phases récentes de la période (Néolithique et âge du Bronze) qui sont les seules bénéficiaires des découvertes effectuées à la faveur d'opérations d'archéologie préventive.

Quelles explications à cela ?

Concernant le Paléolithique inférieur, une explication d'ordre archéologique peut être avancée pour pondérer l'absence de découvertes, puisque les documents de cette période sont par nature rares et difficiles à localiser. En revanche, pour le Paléolithique moyen et, dans une moindre mesure, pour le Paléolithique supérieur ainsi que pour le Mésolithique, les résultats sont très en deçà des potentialités des deux régions. Il est vrai que pour le Paléolithique supérieur et l'Épipaléolithique une explication d'ordre climatique a souvent été avancée pour justifier la rareté des gisements, ce qui n'est pas le cas des moustériens qui ont bénéficié d'un environnement globalement plus favorable. Pour le Mésolithique, la ténuité des vestiges, souvent caractéristique des sites de plein air rarement stratifiés, est un obstacle de taille à leur identification lors d'une opération de diagnostic.

Au-delà des paramètres paléoclimatiques dont on peut toujours discuter l'impact sur l'implantation plus ou moins durable des populations, l'exemple des occupations du Massif Central dans la deuxième moitié du Dernier Glaciaire et au début de l'Holocène étant de ce point de vue riche d'enseignements, il faut s'interroger sur la façon dont sont réalisés les diagnostics, ceci pouvant expliquer, pour une bonne part, le déficit chronique en gisements paléolithiques et mésolithiques mis au jour dans le cadre des opérations préventives dans l'interrégion Centre-Est.

En effet, la genèse des sites préhistoriques implique des processus nombreux et variés et il y a pléthore d'exemples montrant combien l'approche géoarchéologique est prépondérante dans le repérage de gisements attribuables à la Préhistoire. Or, le mode d'intervention de l'opérateur INRAP, réservant trop peu de temps à l'étape essentielle du diagnostic avec des agents peu ou pas formés aux méthodes archéologiques préhistoriques et surtout géologiques (le rôle des facteurs géologiques dans la formation des sites préhistoriques est d'autant plus important que l'on s'adresse à des sites appartenant à la Préhistoire ancienne) ne favorise pas, loin s'en faut, une approche géoarchéologique fine, susceptible de tordre le cou à ce qui finit par être perçu comme une fatalité qu'il est grand temps de cesser d'accuser : l'absence, ou l'extrême rareté, de gisements de plein air appartenant à la Préhistoire ancienne dans l'interrégion Centre-Est.

Puisqu'un certain nombre de principes de base ne sont pas toujours respectés lors de la phase cruciale du diagnostic (ceci reste d'ailleurs vrai pour trop d'opérations programmées), il est peut être bon de les rappeler : la compréhension de la genèse des dépôts passe nécessairement par leur intégration dans l'environnement géomorphologique. Cette démarche permet en effet de statuer sur les origines possibles du matériel sédimentaire et de sérier les mécanismes susceptibles d'avoir pris part à la sédimentogénèse et à la diagénèse des dépôts. L'analyse approfondie des structures sédimentaires et des traits pédologiques visibles sur les coupes permet, dans un deuxième temps, d'accéder aux principaux mécanismes dynamiques et diagénétiques qui ont pris part à l'élaboration des dépôts. Compte tenu des structures diagnostiques de certains mécanismes sédimentaires, cette étape analytique présuppose de disposer de coupes suffisamment importantes, les champs d'observation devant être plurimétriques. Il convient donc de privilégier, dès la phase diagnostic, une approche géologique et géomorphologique d'envergure.

Dans cette optique, l'apport des géomorphologues sur le terrain, les mieux à même de statuer sur les mécanismes responsables de l'enfouissement, du remaniement ou de la destruction des sites, devrait permettre, à terme, de mieux identifier les potentialités pour les différentes périodes chronologiques et de constituer un référentiel de données paléoenvironnementales pouvant servir de base à l'élaboration de modèles prédictifs (car-

1 Pour l'Auvergne, les opérations d'archéologie préventive se résument au diagnostic non suivi de fouille du gisement moustérien charentien de type Quina des Chausses à Mirefleurs dans le Puy-de-Dôme, à la fouille d'un modeste site mésolithique récent (fin du Boréal/début de l'Atlantique ancien) au lieu-dit Sous-le-Coudert 1 à Combronde dans le Puy-de-Dôme (A89) et au repérage, lors d'un diagnostic, du gisement de plein air paléolithique supérieur des Bourses à Droiturier dans l'Allier dont la chronologie reste à préciser. En Rhône-Alpes on retiendra la fouille du gisement épipaléolithique et mésolithique, sans plus de précisions, du domaine de Brisson à la Pacaudière dans la Loire et celle du site mésolithique moyen et récent de la Blachette sud à Sinard dans l'Isère (A 51).

tes des potentialités archéologiques des différentes unités paysagères : plaines alluviales et versants, entre autres). Par conséquent, on ne saurait trop encourager l'émergence de programmes régionaux en géoarchéologie et en archéologie spatiale permettant une restitution dynamique des paysages et une évaluation des risques archéologiques.

■. *Bilan chronologique*

Le Paléolithique ancien (P1, P2)

P1 : Les gisements paléontologiques avec ou sans indices de présence humaine

P2 : Les premières occupations paléolithiques antérieures à l'OIS 9 (> 300 ka)

Les sites du Pléistocène inférieur et moyen ancien sont uniquement représentés, dans ce bilan quadriennal, par le gisement auvergnat de Senèze à Domeyrat (Haute-Loire), choisi comme référence biostratigraphique internationale pour les niveaux d'âge Villafranchien supérieur (standarzone MNQ 18) et dont l'étude, depuis 2003, fait suite à celle réalisée en Rhône-Alpes, entre 1993 et 1999, sur le gisement Pléistocène inférieur de Saint-Vallier à Montrebut (Drôme) qui a donné lieu en 2004 à une publication monographique. Si le gisement de Senèze invalide, une fois encore, la réalité d'un peuplement très ancien (antérieur à 700 ka), des restes de mammifères rares ou nouveaux pour le site ont été recueillis : *Acinonyx pardinensis, Equus cf. stehlini, Equus Bressanus, Leptobos etruscus, Mammuthus meridionalis*... Pour statuer sur l'âge du gisement, les nouvelles recherches combinent plusieurs méthodes géochronologiques ($^{39}Ar/^{40}Ar$ pour le basalte sous-jacent ; la téphrochronologie, la résonance paramagnétique electronique sur l'émail fossile ; les corrélations par magnétostratigraphie). Un téphras à donné l'âge d'environ 2,1 Ma. Ce résultat confirmerait la date obtenue en 2000, soit *circa* 2 Ma pour ce gisement qui est le dernier en exploitation pour le Paléolithique ancien (ou Paléolithique très ancien) dans l'interrégion. Le bilan qu'il faut dresser plus globalement pour cette période, à la suite des fouilles des sites de plein air associés aux formations volcano-sédimentaires de Haute-Loire (Soleilhac, Nolhac, Ceyssaguet, Chilhac...), est plutôt contrasté, voire décevant (résultats contestés, absence de publications). Les attentes sont par conséquent importantes pour ce qui concerne Senèze.

On signalera que les velléités de redécouverte des gisements plio-pléistocènes auvergnats de Pranlary (Vals-près-le-Puy) et la Planchette (Saint-Privat-d'Allier) se sont soldées par des échecs et que la question récurrente de la légitimité de l'instruction par la CIRA des demandes portant sur des gisements paléontologiques, tout comme d'ailleurs celles portant sur les études uniquement paléoenvironnementales, continue d'être posée par les membres de la commission.

Le Paléolithique moyen (P3, P4)

P3 : Les peuplements néandertaliens l.s. (OIS 8 à 4 : 300 à 40 ka ; Paléolithique moyen l.s.)

P4 : Derniers néandertaliens et premiers Homo sapiens sapiens (Châtelperronien, Aurignacien ancien)

C'est vers la région Rhône-Alpes qu'il faut se tourner pour trouver l'activité la plus importante concernant le Moustérien. Trois gisements, auxquels il faut ajouter une prospection thématique avec sondages portant sur les sites de la fin du Pléistocène moyen et du début du Pléistocène final de la moyenne vallée du Rhône, constituent les points forts, dont la portée dépasse largement le cadre interrégional, de la recherche sur le Paléolithique moyen : la grotte de Payre à Rompon en Ardèche (Paléolithique moyen ancien, OIS 7 à 5), la grotte Mandrin à Malataverne (52-35 ka : Paléolithique moyen récent - Moustérien dit « Néronien », faciès à pointes corrélables avec d'autres sites rhodaniens (Le Figuier, baume Néron et abri Moula), sans doute marqueur des phases de transition avec le Paléolithique supérieur dans la vallée du Rhône / Paléolithique supérieur ancien - Protoaurignacien, pour lequel il est proposé le terme de « Mochien », en référence à l'un des gisements du « groupe de Grimaldi ») et le site de plein air de Maumuye à Saint-Roman dans la Drôme, non encore daté (fin OIS 5 - début OIS 4 probable).

Concernant le site de Payre, la quadriennale 2003-2006 a été exclusivement consacrée à la réalisation du manuscrit en vue d'une publication monographique. Un des intérêts majeurs du gisement réside dans la possibilité d'observer et de caractériser, avec une haute résolution, des haltes saisonnières durant la fin du Pléistocène moyen et le début du Pléistocène supérieur, d'autant que les données sur les occupations antérieures à l'OIS 5 ne sont pas légion dans le moyenne vallée du Rhône. La pause qui sera observée après 2006 dans les opérations de terrain à la grotte Mandrin sera elle aussi mise à profit pour préparer la publication de l'ensemble stratigraphique supérieur (niveaux 1 à 6). La triannuelle en cours à Maumuye est toute orientée vers l'identification des limites du gisement et la confirmation de son potentiel probablement important. Le projet de prospection thématique, motivé, entre autres, par des lacunes chronologiques, a pour but de réviser le cadre chronologique et biostratigraphique des gisements de la fin du Pléistocène moyen et du début du Pléistocène supérieur en moyenne vallée du Rhône (Ranc du Pointu n° 2, Le Figuier, abri des Pêcheurs et Baume Flandin).

En Auvergne, la période est longtemps restée l'exclusivité d'un seul chercheur portant principalement ses efforts sur le département de la Haute-Loire, notamment la grotte de Sainte-Anne 1 à Polignac, dont la publication tant attendue de l'unité J1 (OIS 6) devrait voir très prochainement le jour, et la Baume Vallée à Solignac-sur-Loire. Un frémissement cependant avec un renouveau dans les travaux de terrain et d'études concernant le département du Puy-de-Dôme avec, en particulier, les sites des Chausses à Mirefleurs, de la Tour Fondue à

Chauriat, mais aussi la reprise des fouilles en 2006 à la grotte de Sainte-Anne 1 (unité J2, OIS 7) et le démarrage, en 2006, de la prospection thématique portant sur l'espace minéral au Paléolithique moyen dans le sud du Massif central (Cantal, Haute-Loire et sud du Puy-de-Dôme). La désaffection des chercheurs pour cette période en Auvergne explique en grande partie le nombre anormalement faible des sites moustériens connus dans cette région.

Le Paléolithique supérieur (P5 à P9)

P5 : Développement des cultures aurignaciennes et gravettiennes

P6 : Solutréen, Badegoulien et prémices du Magdalénien

P7 : Magdalénien, Epigravettien

P8 : La fin du Paléolithique

P9 : L'art paléolithique et épipaléolithique (art pariétal, rupestre, mobilier, sculpture, modelage, parure...)

Concernant la transition paléolithique moyen/supérieur, la fouille de l'abri Mandrin à Malataverne dans la Drôme, où un niveau à lamelles Dufour (« Protoaurignacien ») surmonte des niveaux moustériens, peut incontestablement contribuer à alimenter la réflexion.

Le Paléolithique supérieur est sans doute la période la plus foisonnante en terme d'activité sur le terrain et de publication, même si les demandes et l'ampleur des opérations restent au-dessous du potentiel de l'interrégion. Par ailleurs, il faut signaler la persistance d'importants hiatus chronologiques, Aurignacien et Solutréen en Auvergne, ainsi que la sous représentation, toujours en Auvergne, du Gravettien (d'aucuns parlent d'incursions gravettiennes, l'époque de la première colonisation du Massif central n'interviendrait pas avant la Badegoulien). Autant de pistes à explorer prioritairement dans le cadre d'une programmation scientifique régionale et interrégionale.

La culture aurignacienne (35 000-27 000 BP), qui existe dans l'abri des Pêcheurs (Ardèche), est uniquement représentée, dans le cadre de cette quadriennale, par une partie de l'exceptionnel ensemble pariétal de la grotte Chauvet-Pont d'Arc (Ardèche) où la période la plus ancienne, avec trente-trois échantillons, se situe entre 33 000 et 29 000 BP. Cinq des représentations datées se placent dans l'Aurignacien.

Pour ce qui est de la culture gravettienne, la quadriennale 2003-2006 a incontestablement permis des avancées notables, même si certains résultats demandent encore à être confirmés. Le gisement de plein air du Sire à Mirefleurs dans le Puy-de-Dôme (Gravettien ancien ?), la publication de l'unité KL19 du site de la Vigne Brun à Villerest dans la Loire, le Programme Collectif de Recherche (en cours), toujours sur le site de la Vigne Brun et l'étude pluridisciplinaire de la grotte Chauvet-Pont d'Arc (pour sa fréquentation la plus récente, entre 27 000 et 25 000 BP), importante pour l'histoire de l'art mais également pour la connaissance de la période, sont là pour témoigner d'une vraie vitalité, plus particulièrement, il est vrai, dans la région rhônalpine.

Le Solutréen (22 000-18 000 BP), absent en Auvergne, nous l'avons vu, est également absent des demandes en Rhône-Alpes où il est pourtant présent en rive droite du Rhône (Ardèche), surtout dans ses phases ancienne et finale (grottes ornées notamment).

C'est vers la fin du Maximum Glaciaire (c. 18 000 BP), avec le Badegoulien, et le Tardiglaciaire (16 000-9 800 BP), avec le Magdalénien – moyen et supérieur - (16 000-11 800 BP) et Epipaléolithique de type Azilien (11 800-9 800 BP), qu'il faut se tourner pour retrouver une véritable activité, à la fois de terrain et éditoriale. Les publications interdisciplinaires, prévues pour 2007, des sites de plein air de la Goutte-Roffat à Villerest dans la Loire (Badegoulien et Magdalénien), fouillé en 1982, et des Petits-Guinards à Creuzier-le-Vieux dans l'Allier (Magdalénien), fouillé en 2002 et 2003, témoignent d'un réel dynamisme. A la Goutte-Roffat, la succession d'ensembles culturels, du Badegoulien au Magdalénien supérieur, représente un des intérêts majeurs du gisement. Parmi les acquis de la fouille du site des Petits-Guinards, on retiendra l'importance des activités liées à l'exploitation du bois de Renne.

Avec des fortunes diverses, la région Rhône-Alpes a monopolisé les demandes portant sur le Paléolithique supérieur final et l'Epipaléolithique, plus précisément sur le Magdalénien supérieur (voire le pré-Magdalénien supérieur), soit entre 13 500 et 11 800 BP et l'Azilien (11 800-9 800 BP). La publication en cours des résultats du Programme Collectif de Recherches intitulé : *La fin du Paléolithique supérieur dans les Alpes du Nord françaises et le Jura méridional* et la table ronde sur le même thème qui s'est tenue à Chambéry en 2005, se sont révélées très positives en terme de critique mais aussi d'acquisition des données pour ce qui concerne notamment le cadre chronologique et paléoenvironnemental. Concernant l'abri des Douattes à Musièges (Haute-Savoie), une pause a été observée dans les opérations de terrain entre 2003 et 2006. L'importance et la grande complexité de sa séquence de la fin du Tardiglaciaire (13 000-10 000 BP – Magdalénien et Azilien) imposaient que soit effectué un travail approfondi sur la dynamique sédimentaire et la chronostratigraphie du gisement.

Dans l'optique de publications monographiques, plusieurs demandes d'analyses (^{14}C AMS, caractérisation de matières premières, techno-typologie de séries lithiques...), ont été déposées. Elles ont concerné l'abri Campalou à Saint-Nazaire-en-Royans dans la Drôme (Magdalénien supérieur et Azilien), l'abri de la Fru à Saint-Christophe-la-Grotte en Haute-Savoie (Paléolithique supérieur final, Epipaléolithique et Mésolithique), les grottes de Jean-Pierre 1 (Magdalénien supérieur-Mésolithique ancien), avec un Azilien probablement antérieur à 12 000 BP qui se

situerait dans l'interstade de Bölling (14 670-13 950 cal. BP), et de Jean-Pierre 2 à Saint-Thibaud-de-Couz (Savoie), la grotte de Bange à Allèves (Haute-Savoie), et plus précisément, au sein de sa séquence tardi et postglaciaire, les couches G (Magdalénien) et E (Azilien).

La demande de datation des restes de marmotte alpine de plusieurs sites d'altitude du massif du Vercors (grottes Colomb, de La Passagère, de l'Olette, des Freydières dans l'Isère et la Drôme), s'inscrit, quant à elle, dans un ambitieux projet portant sur les comportements des chasseurs-cueilleurs tardiglaciaires en contexte montagnard à écosystème alpin.

L'art paléolithique et épipaléolithique se résume aux travaux effectués à la grotte Chauvet-Pont d'Arc. La pluriannuelle 2002-2005 a vu progresser de manière significative les travaux des pariétalistes à côté de ceux des environnementalistes et des archéologues. Témoignant de la vitalité éditoriale de l'équipe, cette pluriannuelle a aussi vu la publication en 2005 des actes des journées SPF de Lyon (2003) et d'ouvrages thématiques. L'approche interdisciplinaire et la mise en place d'un système d'archivage garantissant la pérennité des informations comptent parmi les grands défis à relever.

Le Mésolithique (P10)

P10 : Le Mésolithique

Le Mésolithique l.s. fait véritablement figure de parent pauvre. Le bilan, pour l'intervalle 2003-2006, est en effet très décevant pour l'ensemble de l'interrégion, situation que connaissent à l'identique d'autres interrégions. Néanmoins, et malgré la fouille d'un gisement pour le moins mal caractérisé (Peyre à Lacapelle-Barrès dans le Cantal – Mésolithique final/Néolithique ancien ?) et la publication d'un autre gisement posant de nombreuses questions d'ordre chronologique (grotte de la Bade de Collandres à Collandres dans le Cantal – Magdalénien final ou Azilien, Azilien final ou Sauveterrien précoce et peut-être Néolithique ancien), l'Auvergne a vu la publication en 2003 des résultats des opérations effectuées dans le gisement des Baraquettes à Velzic (Cantal), résultats qui apportent des éléments de référence pour le Mésolithique ancien et moyen. En revanche, la phase finale de la période (Mésolithique de type Castelnovien qui apparaît durant l'Atlantique c. 7500 BP), demeure toujours inaccessible dans cette région, interdisant, par voie de conséquence, l'appréhension des processus de néolithisation. Là encore, le faible investissement des chercheurs est à l'origine des nombreuses lacunes.

Si, à l'inverse de l'Auvergne, bon nombre de gisements paléolithique supérieur de Rhône-Alpes, cités précédemment, comptent des niveaux mésolithiques et que les sites de plein air en moyenne montagne, toujours en Rhône-Alpes, sont bien représentés, c'est le Mésolithique moyen ancien et récent (Sauveterrien) et Mésolithique récent (Castelnovien) de la Blachette Sud à Sinard (Isère), mis au jour sur le tracé de l'A51, qui constitue, pour le segment 2003-2006, l'unique référence fiable sur la période. On rappellera qu'une des phases d'occupation du site de plein air du domaine de Brisson à La Pacaudière dans la Loire a livré les restes lithiques d'un Mésolithique indéterminé.

Des opérations diachroniques

Quelques opérations, portant sur essentiellement sur les matières premières lithiques (prospections thématiques : *Caractérisation des silex crétacés utilisés dans les gisements préhistoriques d'Auvergne* ; *Espace minéral au Paléolithique moyen dans le sud du Massif central* ; Projets Collectifs de Recherche : *Réseau des lithothèques en Rhône-Alpes*), débutent en fin de quadriennale. Parmi elles, on retiendra plus particulièrement le projet de mise en réseau des lithothèques de Rhône-Alpes. Il apparaît en effet plus que jamais nécessaire de synthétiser les données existantes pour coordonner, d'une part, les actions de prospections futures et, d'autre part, de fournir à la recherche archéologique un outil opérationnel et unique en France pour l'étude de la provenance des matières premières siliceuses et leur circulation, autant de domaines de recherche qui doivent permettre d'appréhender les dynamiques socio-culturelles, les relations intergroupes, leurs interactions, tout au long de la Préhistoire.

Commentaire général

La quadriennale 2003-2006 montre clairement l'hégémonie exercée par les opérations programmées sur les opérations préventives, phénomène qui n'est pas propre à l'interrégion Centre-Est. Péjorations climatiques et/ou formation des personnels (il s'agit probablement des deux à la fois) sont principalement invoquées pour expliquer le faible nombre de sites mis au jour à la faveur d'opérations préventives. Quoi qu'il en soit, on ne peut espérer progresser dans la connaissance du Paléolithique et du Mésolithique sans une sensibilisation et une formation des intervenants sur le terrain, mais aussi sans le recrutement de spécialistes, tout particulièrement en Auvergne.

Ce que montre également ce bilan, c'est que l'Auvergne présente les plus grandes carences, tant du point de vue géographique que chronologique (Mésolithique en tête). Cette situation résulte de toute évidence, nous l'avons vu, du manque de forces vives. Malgré ces handicaps de taille, cette région a un bilan éditorial (articles et monographies parues et à paraître) plutôt positif pour la période considérée, même si le retard en publications reste important, comme partout ailleurs. En Rhône-Alpes, où toutes les périodes sont potentiellement bien représentées, Paléolithique moyen et Paléolithique supérieur enregistrent des avancées très significatives, alors que le Mésolithique, comme c'est la règle dans beaucoup d'autres régions, marque nettement le pas. Le bilan éditorial est là aussi plutôt positif même si d'importants travaux de synthèse, notamment sur la fin du Paléolithique, tardent à paraître alors que l'essentiel du

travail d'écriture est déjà réalisé.

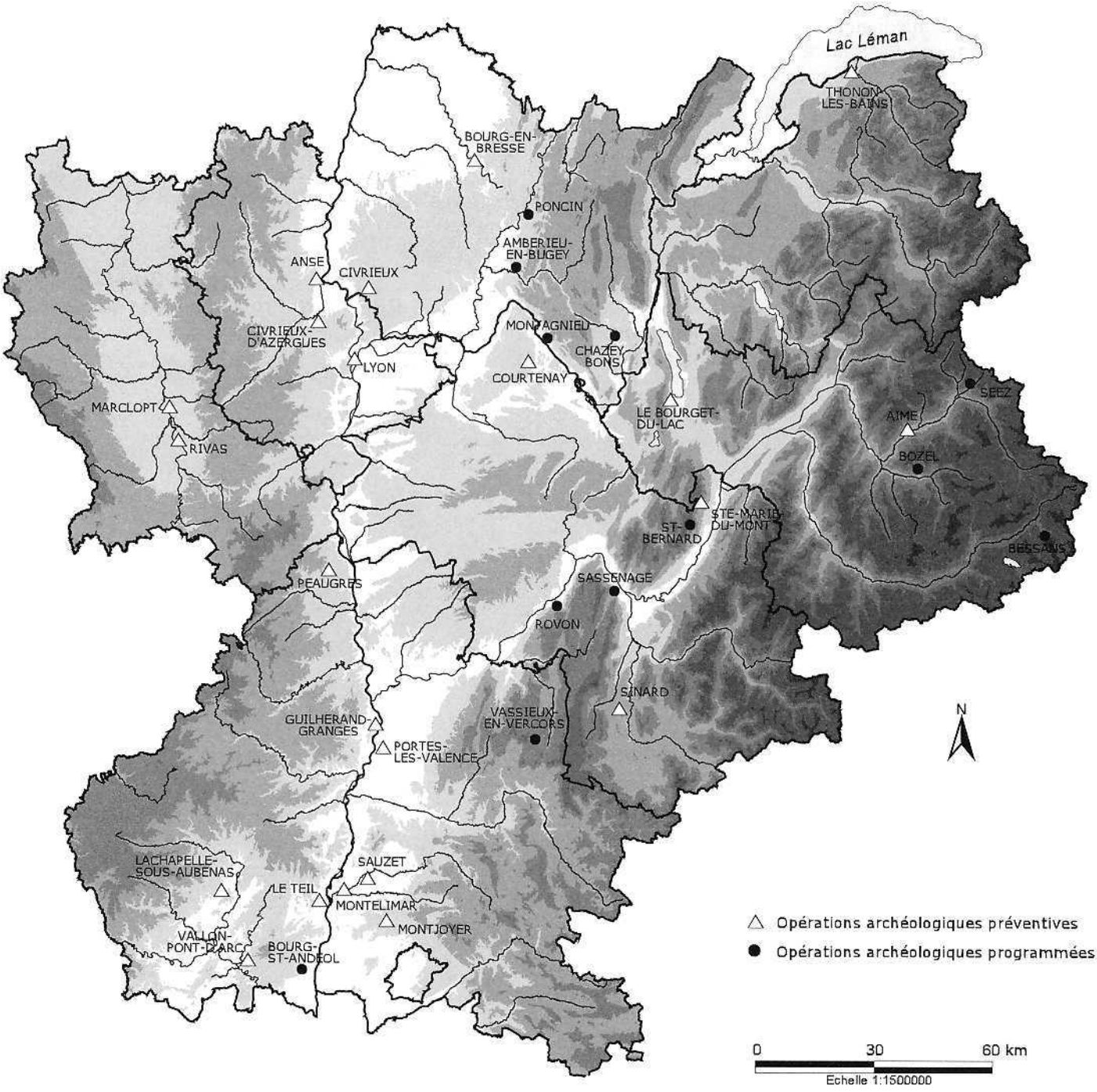
Si les moyens mis en œuvre sur le terrain, en terme de stratégie et de méthodologie, sont généralement de nature à pouvoir répondre de manière optimale aux questions que posent les gisements, on déplorera néanmoins que l'approche géoarchéologique demeure trop souvent le point faible des opérations. Elaborées sur la base d'éléments uniquement typochronologiques, les interprétations chronostratigraphiques, parfois d'une grande hardiesse, ont tendance à se substituer à de véritables démonstrations s'appuyant sur d'irréfutables arguments stratigraphiques.

D'une manière générale les rapports d'opérations sont de bonne qualité, tant sur le fond que sur la forme, trahissant un investissement important des responsables dans la traduction des données de fouille et confirmant la compétence scientifique des divers intervenants. On regrettera cependant que, dans bien des cas, jusques et y compris dans les rapports clôturant les pluriannuelles, cet exercice se résume à une juxtaposition de contributions, de bonne, voire de très bonne tenue, sans qu'un travail de synthèse, témoignant d'une réflexion aboutie, ne soit proposé. On signalera enfin le retard important qu'accusent les rapports des quelques rares opérations préventives.

Alors que la demande en études et analyses est globalement raisonnable, que les méthodes retenues et les protocoles mis en œuvre sont en adéquation avec les enjeux scientifiques, l'état d'avancement de ces différents travaux et le bilan critique des résultats obtenus sont trop rarement présentés dans les rapports intermédiaires des opérations pluriannuelles, de sorte qu'il est difficile de mesurer le degré d'interdisciplinarité ainsi que l'impact, en terme d'aide à la décision, des études connexes et analyses sur la conduite des opérations de terrain.

Jacques BUISSON-CATIL
DRAC-SRA Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Opérations archéologiques examinées en CIRA de 2003 à 2006 concernant le Néolithique



Préfecture de la région Rhône-Alpes
service régional de l'archéologie
20/09/2007

Fond cartographique issu de la BD CARTO®
© IGN - PARIS - Autorisation n° 50-7549
Reproduction interdite

Anne AUGEREAU

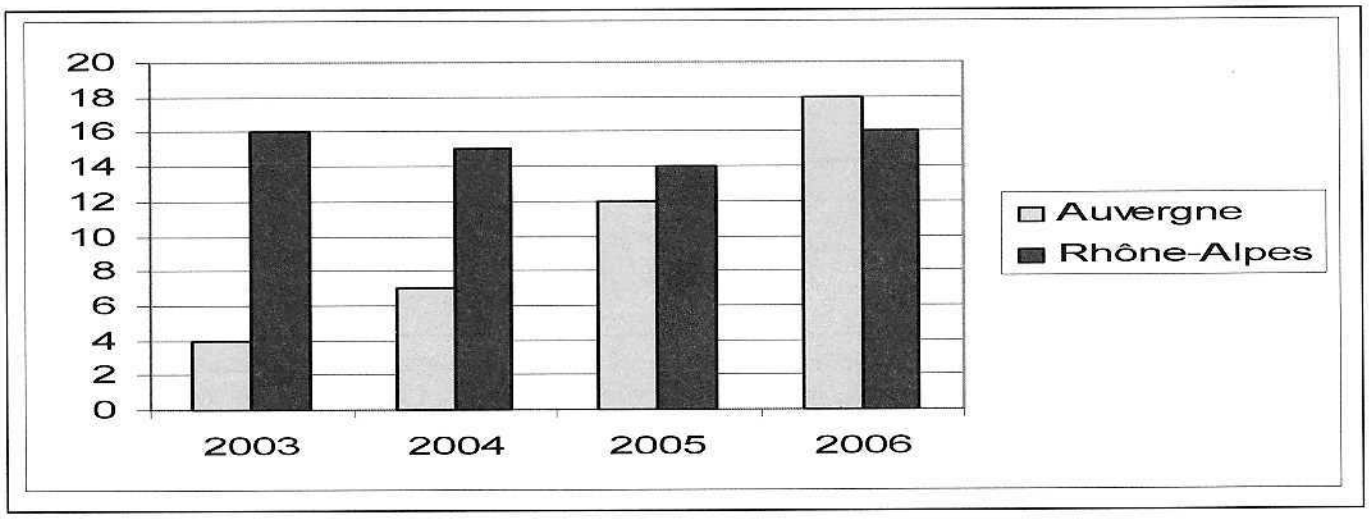
Néolithique et âge du Bronze
pro parte

Ce bilan porte principalement la période Néolithique. Toutefois, quelques dossiers concernent les débuts de l'âge du Bronze ou incluent le Néolithique dans des thématiques transversales.

■ *Données chiffrées*

Evolution du nombre de dossiers examinés

Sur la période, 102 examens de dossiers ont fait l'objet d'un avis[1]. 41 concernent la région Auvergne, 61 la région Rhône-Alpes, plus vaste.



On observe, en outre, une évolution notable en Auvergne : augmentation régulière et significative du nombre de dossiers examinés, avec 4 en 2003 et 18 en 2006. Cette évolution coïncide avec l'arrivée d'un nouveau conservateur régional et devrait, si les deux faits sont liés, se retrouver pour les autres périodes.

En revanche, le nombre de dossiers examinés en Rhône-Alpes est parfaitement stable d'une année sur l'autre, à un dossier près.

Nature des opérations

Cette analyse repose sur le nombre d'opérations distinctes et non plus sur le nombre de dossiers, une opération pouvant donner lieu à plusieurs dossiers, notamment les opérations pluri-annuelles ou les opérations ajournées. Soixante-huit opérations différentes, se répartissant de manière à peu près équilibrée entre Auvergne (30 opérations) et Rhône-Alpes (38), peuvent être dénombrées sur ces 4 années pour les périodes Néolithique et début de l'âge du Bronze.

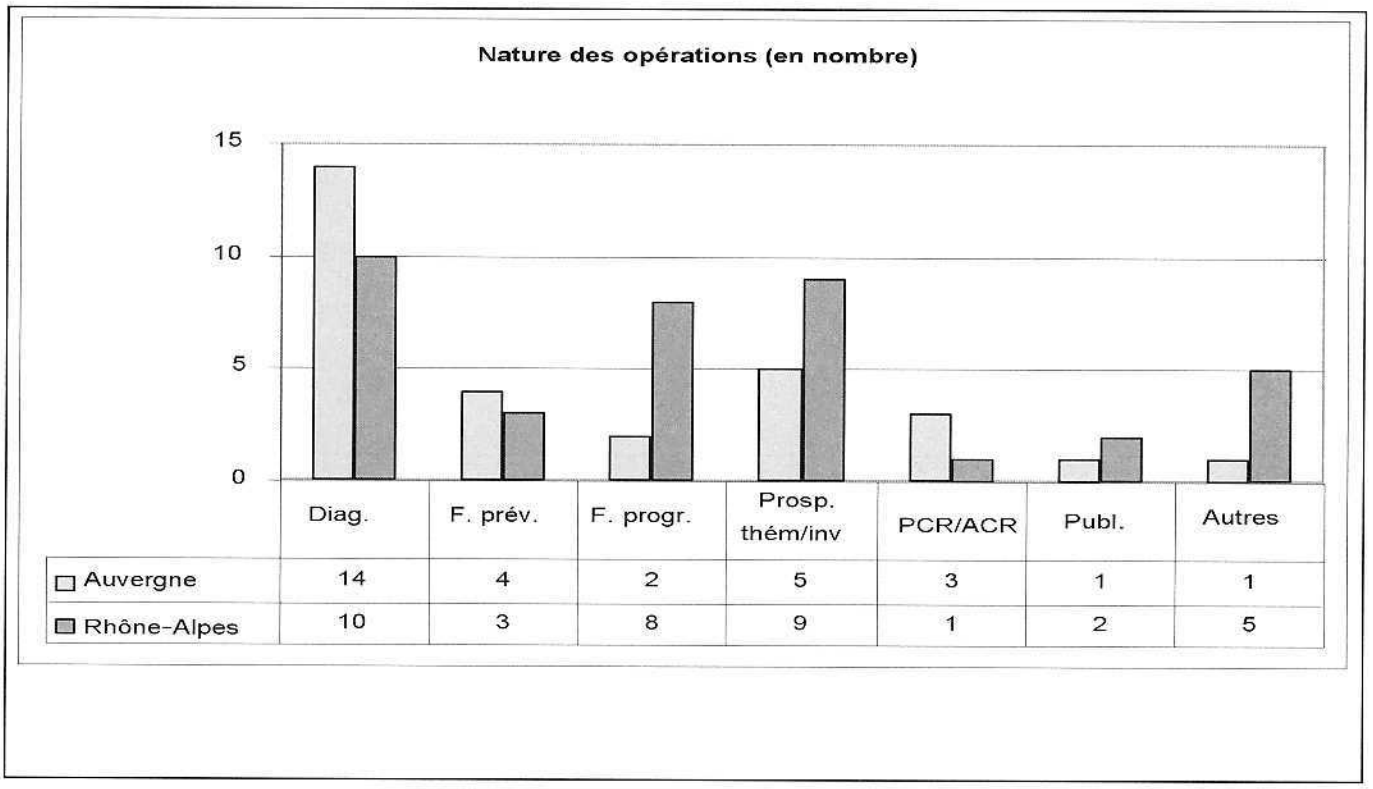
Fin 2006, le nombre total d'opérations de diagnostic examinées était légèrement plus important en Auvergne qu'en Rhône-Alpes. Il faut signaler de surcroît que l'augmentation du nombre de dossiers notée plus haut pour l'Auvergne concerne principalement les diagnostics : 1 opération de diagnostic examinée en 2003 pour 8 en 2006.

Les DFS et RFO de fouilles préventives sont peu nombreux : 4 opérations examinées en Auvergne et 3 en Rhône-Alpes sur 4 années.

Rhône-Alpes se distingue de l'Auvergne par une proportion plus importante d'opérations programmées : fouilles, mais aussi prospections thématiques et prospections inventaires. Parmi elles, 6 fouilles et 4 prospections thématiques et prospections inventaires sont des opérations pluri-annuelles s'inscrivant dans une durée souvent supérieure à 3 années ; enfin, 5 sont annuelles et 2 demandes n'ont pas eu de suite. Les fouilles programmées portent dans leur grande majorité sur des occupations de grottes et abris mais également sur une nécropole à sépultures mégalithiques.

L'Auvergne s'est fait une spécialité des prospections

[1] Il ne s'agit pas de 102 dossiers différents puisque un certain nombre de dossiers correspond à des opérations pluri-annuelles



thématiques à fort volet environnemental : sur les 5 dossiers, 3 sont dirigés par des palynologues et combinent, un peu artificiellement, approche naturaliste et carte archéologique sur des entités territoriales bien délimitées.

La CIRA a examiné, dans chacune des deux régions, un projet d'ACR. Ces ACR sont encore en cours à la fin 2006. Enfin, un seul PCR sur l'extrême fin du Néolithique et les débuts de l'âge du Bronze est actif dans l'interrégion, en Auvergne.

On remarquera ensuite le faible nombre de demandes d'aide à la publication, sur le Néolithique ou les débuts de l'âge du Bronze, que ce soit en Rhône-Alpes ou en Auvergne : seulement une en Auvergne et deux en Rhône-Alpes.

Parmi les dossiers classés dans la catégorie " Autre ", on trouve des demandes d'analyses, de bourse du patrimoine, d'aide à l'édition... ainsi que le projet Interreg III sur le col du Petit Saint Bernard mettant à contribution des équipes italiennes et françaises.

Quelques réflexions...

- Sur la qualité des rapports

Très peu de rapports examinés ont fait l'objet d'un rejet de la part de la CIRA. Toutefois, certains rapports mériteraient des améliorations notables. C'est le cas de quelques rapports de diagnostic, peu explicites et avares de descriptions, sans que les moyens puissent être mis en cause. Ils sont le fait de personnes identifiées pour lesquelles l'Inrap doit faire un effort de formation. Mais c'est aussi le cas de rapports d'opérations programmées pour lesquelles les responsables, s'inscrivant généralement dans la durée, ne conçoivent pas d'emblée l'intérêt d'un compte rendu détaillé et mis en perspective avec les résultats antérieurs de l'activité de l'année.

- Sur le contenu des prescriptions de fouilles

Je me permettrais aussi quelques remarques sur la teneur des prescriptions. D'une part, dans les cahiers de charges, l'exposé des principes méthodologiques présente parfois un luxe de détails : recommandations techniques pour le décapage de la zone considérée, la localisation des vestiges, la fouille manuelle, la mise en forme des données.... Dans un système concurrentiel, l'évaluation des projets d'opérations ne pourra jamais être véritablement efficiente si le cahier des charges livre tous les éléments nécessaires à l'élaboration du projet. En contre point, l'exposé détaillé des principes méthodologiques se fait parfois au détriment des objectifs scientifiques motivant l'intervention. Or, il s'agit, de mon point de vue, de l'objet fondamental et du principe fondateur de la prescription : considérations scientifiques sur l'apport potentiel de l'opération dans le contexte de l'ensemble des interventions menées dans le secteur, dans la région, sur telle thématique..., énoncé des objectifs de terrain à atteindre : caractériser la ou les occupation(s), en comprendre la nature et l'organisation...

■ *Les axes de recherche documentés*

Occupations en grottes et abris et modalités d'exploitation des milieux d'altitude

Présente en Rhône-Alpes de par la topographie de cette région, cette thématique concerne 8 fouilles pro-

grammées (dont une en phase de publication) et 2 prospections. Aborder ces contextes, ce que seule l'archéologie programmée permet, est une spécificité de la région qui vient compléter les domaines traités par l'archéologie préventive dans les zones de vallées et de plaine. On a ici une recherche originale et dynamique qui, par la puissance des séquences sédimentaires appréhendées, donne des éléments incomparables pour la compréhension de certains phénomènes qui agitent la communauté des néolithiciens. On pense en particulier à la transition entre le Mésolithique et le Néolithique, problématiques que l'équipe de la grotte du Gardon en particulier a su si bien exploiter. De manière plus générale, le séquençage du Mésolithique, du Néolithique ancien et du Néolithique moyen bénéficie ici de conditions d'analyse favorables, permises par la finesse des approches stratigraphique, lorsque bien entendu le matériel est en abondance suffisante. Il faut également citer la question des modalités d'exploitation des milieux d'altitude – nature, fonctions et statut des sites, impact anthropique sur l'environnement, étude des peuplements des vallées alpines... - dont les données réunies sur ces contextes mériteraient à terme de faire l'objet d'une analyse synthétique.

Liste des opérations concernées (Rhône-Alpes) :

Intitulé	Type	Responsable(s)
Chazay-Bons/L'Abbaye (Ain)	Fouille programmée	Jean-François BUARD
Ambérieu-en-Bugey/Le Gardon (Ain)	Publication	Jean-Louis VORUZ
Poncin/Abri Gay (Ain)	Fouille programmée	Pierre BINTZ
Sassenage/La Grande Rivoire (Isère)	Fouille programmée	Pierre-Yves NICOD
Saint-Bernard-du-Touvet/L'Aulp du Seuil (Isère)	Fouille programmée	David PELLETIER
Rovon/Le pas de l'Echelle (Isère)	Fouille programmée	Pierre BINTZ, Jean-Jacques MILLET
Bessans/Le Château (Savoie)	Fouille programmée	Eric THIRAULT
Bessans (Savoie)	Prospection thématique	Eric THIRAULT
Bozel/Le Cheney des Pierres (Savoie)	Fouille programmée	Pierre-Jérôme REY
Archéologie sans frontière au col du Petit-Saint-Bernard	Coopération transfrontalière France-Italie, prospection	Pierre-Jérôme REY

Grands sites chasséens de terrasses

L'archéologie de sauvetage, et maintenant préventive, a permis et permet encore, la découverte de sites chasséens remarquables dans les deux régions traitées par la CIRA. Dans le Néolithique moyen à l'échelle nationale, ces sites restent originaux et, surtout, présentent des éléments inédits dans d'autres contextes régionaux. Alain Beeching qui, le premier, a attiré l'attention sur ces sites et en a défini les problématiques d'étude, dirige actuellement une ACR sur la question. Dans la vallée du Rhône, ces très grands sites, exceptionnels par leur ampleur et par la qualité des vestiges qu'ils recèlent, ne bénéficient sans doute pas, en raison d'un contexte politique et économique local très difficile, des traitements qu'ils auraient mérités. Ainsi, les diagnostics examinés par la CIRA aboutissent à des prescriptions de fouilles réduites aux zones où la destruction par l'aménagement est inévitable. S'ensuit une lecture tronquée des sites qu'il devient dés lors difficile d'intégrer dans la compréhension globale de ces terroirs.

En Auvergne, la politique de prescription du SRA sur ces grands sites consiste en un suivi régulier de quelques zones comme Beaumont ou Champ-Lamet où, d'ailleurs, le Néolithique n'est pas la seule période attendue. Ces secteurs commencent à être bien documentés avec, en particulier, et c'est l'originalité de la région, des séries de bâtiments conséquentes. Un programme de publication des sites devrait être entrepris dans les années qui viennent sur ce sujet.

Est-il besoin de rappeler que ces ensembles de vestiges rhône-alpins et auvergnats revêtent un intérêt d'importance nationale ? C'est un des très rares secteurs où l'étude des formes de l'habitat chasséen, des pratiques funéraires et cultuelles, des mobiliers dans une perspective chrono-culturelle... peut bénéficier de données diversifiées et de grande qualité.

Liste des opérations concernées (Rhône-Alpes) :

Intitulé	Type	Responsable(s)
Les grands sites de terrasses chasséens dans le contexte des recherches rhodaniennes	ACR	Alain BEECHING, Jacques-Léopold BROCHIER
Montélimar/ZA Gournier Daurelle (Drôme)	Fouille préventive	Frédéric JALLET

Liste des opérations concernées (Auvergne) :

Intitulé	Type	Responsable(s)
Beaumont/Champ-Madame, Artière-Ronzière (Puy-de-Dôme)	Fouille préventive	Sylvie SAINTOT
Beaumont/Champ-Madame, Les Foisses (Puy-de-Dôme)	Fouille préventive	Sylvie SAINTOT
Pont-du-Château/Champ Lamet 3 (Puy-de-Dôme)	Fouille préventive	David PELLETIER

Dolménisme

L'étude des monuments mégalithiques s'inscrit, dans la plupart des cas, préalablement à leur restauration et mise en valeur dans le cadre d'une politique de valorisation culturelle des sites. En Rhône-Alpes, la fouille programmée des Géandes à Bourg-Saint-Andéol (Ardèche) puis la prospection thématique sur les dolmens du Bas Vivarais, permettent surtout d'obtenir une documentation normalisée des monuments, un inventaire et une localisation précis, une description architecturale dans son état actuel ainsi qu'un état sanitaire. Un historique des études entreprises, un recensement des mobiliers recueillis, une bibliographie complètent ces travaux de recensement, utiles dans une perspective patrimoniale essentiellement. Dans la plupart des cas, la question de la datation de ces constructions reste entière, malgré quelques investigations fines. Mais il est vrai que la tentation, bien légitime de la part des fouilleurs, d'entreprendre une fouille exhaustive de certains monuments a été largement freinée par la CIRA. Celle-ci a en effet considéré que le démantèlement total des mégalithes n'apporterait rien de plus ou, du moins, présentait un rapport quantité de travail/qualité des résultats attendus insuffisant.

Liste des opérations concernées (Rhône-Alpes) :

Intitulé	Type	Responsable(s)
Bourg-Saint-Andéol/Les Géantes (Ardèche)	Fouille programmée	Wolfgang PAPE, Bernard GELY
Les dolmens du Bas Vivarais (Ardèche)	Prospection thématique	Wolfgang PAPE, Bernard GELY

Liste des opérations concernées (Auvergne) :

Intitulé	Type	Responsable(s)
Sériers/La Table du Loup (Cantal)	Fouille programmée	Hélène VERGELY
Offiac/La Crousette (Cantal)	Fouille programmée	Jean-Pierre LAGASQUIE

Approches paléoenvironnementale

En Auvergne, trois projets tentent, parfois artificiellement, de combiner approche paléoenvironnementale et étude de l'occupation archéologique. Dirigés par des palynologues, ils visent principalement à retracer l'histoire du paysage et en particulier l'évolution du couvert végétal.

Seul le programme dirigé par Yannick Miras présente un volet archéologique important et riche en résultats : sites et indices préhistoriques, menhirs, tumulus, bâtiments divers, médiévaux ou modernes... autant d'éléments pouvant renseigner significativement la carte archéologique nationale. Toutefois, la confrontation entre les données archéologiques et les études environnementales mériterait d'être renforcée et on a parfois l'impression que le volet archéologique vient justifier l'approche purement environnementale.

Liste des opérations concernées (Auvergne) :

Intitulé	Type	Responsable(s)
Premières traces d'anthropisation et évolution des activités agropastorales révélées par l'analyse pollinique des zones humides, application au sud Cantal	Prospection thématiques	Yannick MIRAS
Etude environnementale du plateau des Dômes (Cantal)	Prospection thématique	Christelle BALLUT
Paléoenvironnement et relations sociétés/milieux sur le plateau du Limon (Cantal)	Prospection thématique	Christelle BALLUT

Référentiels chrono-culturels

Deux projets concernent l'Auvergne. Le premier est une ACR (Production et circulation des industries lithiques et céramiques en Auvergne dans le contexte chrono-culurel du Néolithique moyen) pour laquelle la CIRA avait émis un avis favorable. L'objet de ce projet est de définir l'identité du Néolithique moyen auvergnat dans le cadre culturel national à travers trois approches : une étude des mobiliers céramiques et lithiques, appuyée par un renforcement du référentiel de datations radiocarbones. Cette approche, rendue possible grâce à un essor de la recherche sur le Néolithique dans cette région, donnera à n'en pas douter des résultats importants sur les échanges nord-sud, la caractérisation des rapports Chasséen/Cortaillod/Michelsberg et la valeur de la bipartition Chasséen méridional/Chasséen septentrional.

Le second projet porte sur des périodes plus récentes et traite des composantes culturelles des premières productions céramiques du Bronze ancien dans le sud-est de la France. Il a pour objectif un examen approfondi des ensembles céramiques de l'axe rhodanien, des Alpes à l'Auvergne, afin de déterminer les composantes culturelles participant à la mise en place du Bronze ancien dans cette aire géographique. Cette problématique implique de prendre en compte les dernières manifestations du Campaniforme et de travailler sur une fourchette de temps allant de 2400 à 2000 av. J.-C. L'accroissement substantiel de la documentation ces dernières années, sa qualité, la variété des terrains explorés (Auvergne, Alpes, vallée du Rhône, Midi) ainsi que le développement fructueux de certaines approches comme l'étude des origines des pâtes céramiques et la détermination de leurs ajouts, permettent maintenant de revoir cette question avec efficacité. Ce programme, qui a démarré il y a maintenant 8 ans, devrait déboucher en 2008 sur une synthèse conséquente.

Liste des opérations concernées (Auvergne) :

Intitulé	Type	Responsable(s)
Production et circulation des industries lithiques et céramiques en Auvergne dans le contexte chrono-culturel du Néolithique moyen	ACR	Catherine GEORJON, Frédéric JALLET
Composantes culturelles des premières productions céramiques du Bronze ancien dans le sud-est de la France	PCR	Joël VITAL

Et aussi...

On ne peut passer sous silence, évidemment, l'importante nécropole de Thonon-les-Bains recélant une série de tombes en coffre de pierres à ce jour unique, dont le rapport est en cours d'achèvement. Elle a fait l'objet d'un suivi particulier de la CIRA et de l'Inrap afin que les moyens et les résultats soient à la hauteur des vestiges rencontrés.

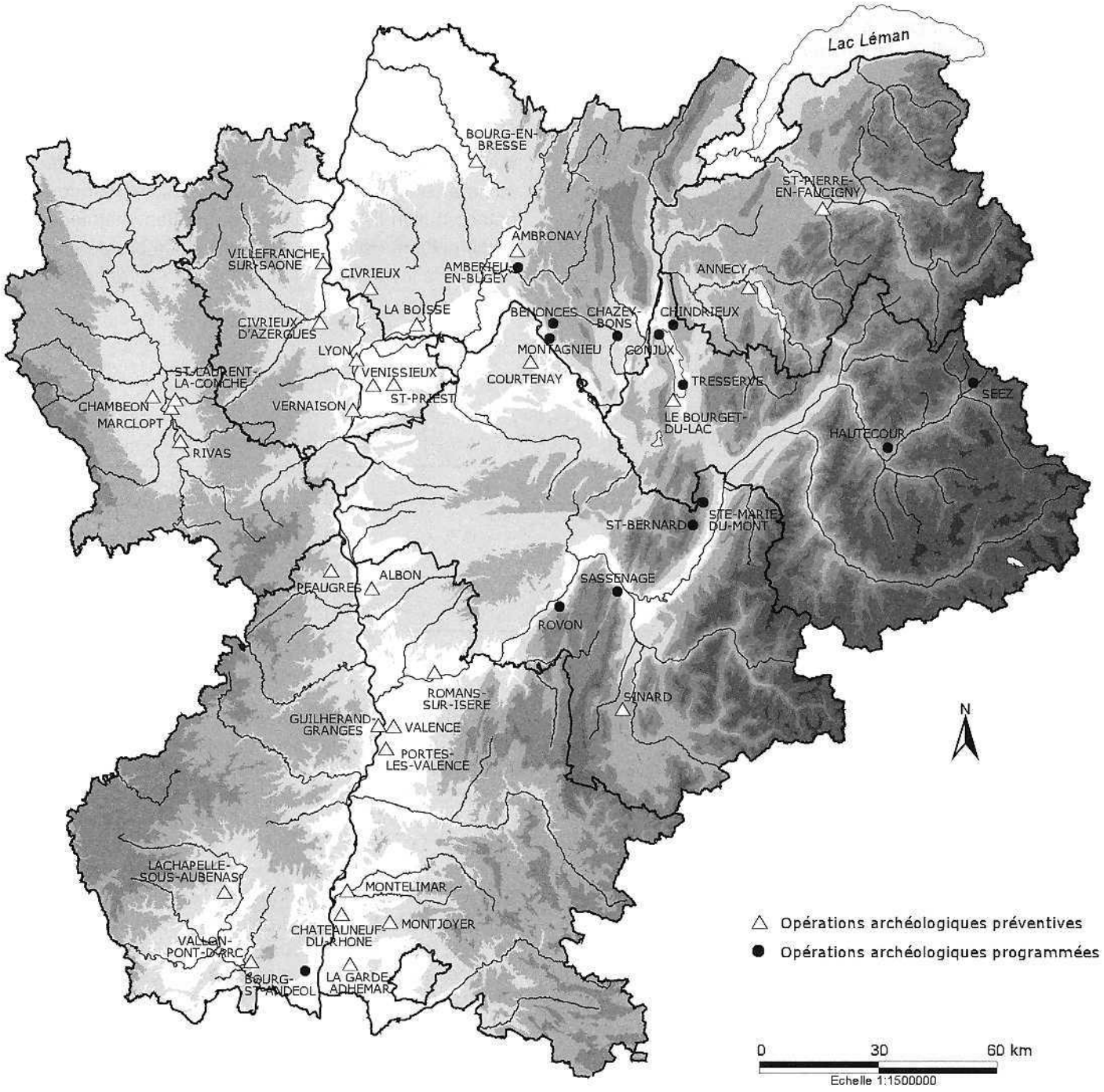
D'autres aspects ont également été documentés, sans toujours aboutir à des résultats concrets : l'exploitation des sources salées en Auvergne (prospection thématique sous la responsabilité de Olivier Weller), l'exploitation préhistorique des silex nord-alpins (prospection thématique sous la responsabilité de Céline Bressy), ce dernier projet s'inscrivant néanmoins dans la continuité de deux PCR sur la fin du Paléolithique et la Néolithisation (Pierre Bintz et Gilbert Pion).

Pour finir ce très rapide bilan, on peut souligner que la recherche sur le Néolithique ancien, en dehors des installations en grottes et abris, reste encore peu développée. Seules, quelques occupations de plein air, parfois très réduites, peuvent être mentionnées (Montjoyer, Le Brezet...). Si l'opportunité se présente de documenter le Néolithique ancien de " plein air ", il conviendra de la saisir.

En revanche, les recherches sur la fin du Néolithique et les débuts de l'âge du Bronze commencent à prendre de l'ampleur dans les deux régions : en plus des travaux de recensement entrepris dans le cadre du PCR de Joël Vital dans une perspective chrono-culturelle, quelques diagnostics examinés (tracé RCEA, Clermont-Ferrand/Le Clos Brûlé...en Auvergne, diagnostics sur la plaine de Vaise en Rhône-Alpes) laissent penser que cette thématique devrait encore se développer dans les années qui viennent et livrer des potentiels de recherche conséquents.

Anne AUGEREAU
INRAP

Opérations archéologiques examinées en CIRA de 2003 à 2006 concernant l'âge du Bronze



Préfecture de la région Rhône-Alpes
service régional de l'archéologie
20/09/2007

Fond cartographique issu de la BD CARTO®
© IGN - PARIS - Autorisation n° 50-7549
Reproduction interdite

■ *Quelques chiffres*

Archéologie préventive et programmée

79 dossiers ont été évalués dont 32 en archéologie-préventive, 38 en programmée et 9 en projets de publication et travaux universitaires [1] :

- 32 en archéologie préventive répartis en 19 dossiers a priori et 13 a posteriori. Tous les départements sont représentés en Rhône-Alpes contrairement à l'Auvergne. Le Rhône arrive en tête (38%) suivi de l'Ardèche et la Loire (15 et 12%), du Puy-de-Dôme et de la Drôme (10 et 9 %). Les autres départements de Rhône-Alpes et l'Allier sont faiblement représentés (Isère 6% puis Ain, Savoie, Haute-Savoie et Drôme 3 %). Le reste du monde auvergnat n'apparaît pas (Cantal, Haute Loire)[2]. Deux diagnostics linéaires ont porté sur plusieurs départements ;

- 38 en opérations programmées réparties entre le P 10 « Mésolithique » (3), le P 15 « Les formes de l'habitat » (14), le P 25 « Histoire des techniques de la Protohistoire au XVIIIe siècle » (3), le P 31 « Anthropisation et aménagement des milieux durant l'Holocène » (6). Elles représentent 9 sites ou thèmes dont 6 ont été renouvelés de 2 à 4 fois. Il s'agit principalement des opérations liées à la problématique des sites de hauteur dans l'Ain conduites par J.-M. Treffort (7 dossiers de prospections, Abri de Roche Noire, Bénonces), des recherches menées sur le lac du Bourget (5) par Y. Billaud. Les niveaux de l'âge du Bronze sont représentés de façon plus marginale dans des approches diachroniques sur des sites stratifiés comme la fouille programmée menée par D. Pelletier dans l'Isère à l'Aulp du Seuil (4) ou celle de la grande Rivoire à Sassenage par P.-Y. Nicod (3), voire celle des Géantes à Bourg-Saint-Andéol dans l'Ardèche par W. Pape. Deux demandes d'opérations rhônalpines n'ont pas été validées (*oppidum* d'Essalois, Saint Andéol). L'Auvergne se distingue par des approches thématiques transversales interdépartementales : les recherches menées par J. Vital sur les composantes culturelles du Bronze ancien ; celles menées par O. Weller sur l'exploitation des sources salées du Néolithique à l'âge du Fer. D'un point de vue paléo environnemental et diachronique des études sont menées dans la Loire et le Forez par Hervé Cubizolle depuis plusieurs années ; comme les travaux menés dans le Cantal par Y. Miras et C. Ballut, elles sont susceptibles d'intéresser l'âge du Bronze de façon plus éloignée ;

- six projets de publications : (La grotte du Gardon par J.-L. Voruz ; La nécropole du Bronze ancien de Gerzat Chantemerle par C. Vermeulen (présentée deux fois), les actes des 5e Rencontres méridionales de Préhistoire récente tenues à Clermont-Ferrand en 2002, le bilan de plusieurs opérations portant sur des habitats des VIe-Ve siècles av. J.-C., dans la plaine de Vaise, rue du Docteur-Horand (Lyon 9e), présenté par par C. Bellon ; les séries céramique du Bronze final de Chindrieux Chatillon par J.-C. Ozanne ;

- trois travaux universitaires dont deux demandes de bourse (études carpologiques diachroniques en Auvergne par M. Cabanis et Techniques de montage de la céramique du Bronze final par A. Vissérias en Rhône-Alpes) et une maîtrise portant sur le dépôt de l'âge du Bronze final à Saint-Priest – ZAC des Feuillys, par Muriel Poole.

Répartition départementale des dossiers

80 % des dossiers préventifs et programmés confondus concernant l'âge du Bronze sont rhônalpins, contre 20 % auvergnats. La recherche programmée alimente autant ces périodes que le préventif (tendances qui doivent d'inverser si l'on compare avec d'autres périodes comme l'Antiquité ou le Néolithique par exemple ?). Si un équilibre s'établit en Rhône-Alpes entre préventif et programmé dans la représentation des départements, on constate que plusieurs départements d'Auvergne sont faiblement représentés (Allier et Cantal) voire absents (Haute-Loire). Cependant ces données doivent être légèrement modifiées par les études interdépartementales.

Il convient de souligner que le PCR de J. Vital est la seule étude qui s'inscrit au niveau inter régional, bien

1 Ce bilan sur l'âge du Bronze est produit à partir de 53 dossiers que j'ai évalués en tant que représentante du SRA Auvergne n'étant intervenue que sur la région Rhône-Alpes. Afin d'étendre ce bilan à l'inter-région, 25 avis d'Anne Augereau ont été dépouillés en priorité sur l'Auvergne et en Rhône-Alpes lorsque des sites de l'âge du Bronze apparaissaient, bien qu'à la marge dans le cadre d'opération orientées sur des périodes plus anciennes.

2 Ces données sont à superposer avec l'activité en région (en Auvergne, le Puy-de-Dôme correspond au bassin de Clermont qui concentre la moitié de l'activité régionale). L'absence est curieuse dans l'Allier qui est un département également très actif. Elle s'explique mieux dans le Cantal et la Haute Loire. La situation doit également être examinée en Rhône-Alpes.

Département	Préventif	%	Programmé	APP, bourse	%	Total	%
Rhône-Alpes							
Ain	1	3	8	1	20	**10**	13
Ardèche	5	15	3		7	**8**	10
Drôme	3	9				**3**	4
Isère	2	6	7		16	**9**	11
Loire	4	12	4		9	**8**	10
Rhône	13	38		2	4	**15**	19
Savoie	1	3	5		11	**6**	8
Haute-Savoie	1	3	3		7	**4**	5
Trans Rhône-Alpes	0	0	0	0	0	**0**	0
Total Rhône-Alpes	**30**	**88**	**30**	**3**	**73**	**63**	**80**
Auvergne							
Allier	1	3				**1**	1
Cantal			1		2	**1**	1
Haute-Loire	0	0	0	0	0	**0**	0
Puy-de-Dôme	3	10		2	4	**5**	6
Trans Auvergne			7	2	20	**9**	11
Total Auvergne	**4**	**12**	**8**	**4**	**27**	**16**	**20**
Total Rhône-Alpes/Auvergne	**34**	**100**	**38**	**7**	**100**	**79**	**100**

que ses travaux en Rhône-Alpes soient antérieurs à 2002 et n'apparaissent pas dans les décomptes de ce bilan.

■ *Le rapporteur et la commission*

Une surcharge de travail

Les déplacements, les jours de réunions, les rapports à lire et les avis à rédiger apportent une surcharge de travail qui n'est guère compatible avec la charge quotidienne dans les SRA. Pour ces raisons de disponibilité et de plage de temps à dégager, cette mission n'est quasiment jamais exécutée sur le temps de travail mais sur le temps personnel. Il faut rappeler que les rapporteurs de la CIRA n'ont curieusement jamais été indemnisés, contrairement à d'autres missions (membre de jury par exemple). L'approche des dossiers est variable puisqu'elle est à la mesure du temps disponible investi. Il s'agit la plupart du temps de lectures diagonales avec quelques sondages dans le texte. Il est rarement possible de faire des recherches bibliographiques pour vérifier certains points. On demande au rapporteur d'avoir une carrure de déménageur avec une vision générale et pointue à la fois dans des régions ou sur des thèmes qu'il ne maîtrise pas forcément, et d'être un moteur en terme de recherche (ex. les programmations).

Du point de vue de l'exécution (lecture des rapports, avis...), cette mission fait en quelque sorte doublon avec l'activité dans les SRA et entraîne une certaine lassitude, mais montre que les pratiques et les préoccupations des SRA ne sont guère différentes d'une région à l'autre, ce dont il est finalement rassurant de se rendre compte.

La CIRA, lieu privilégié de discussion et d'information

La CIRA est un lieu qui permet d'obtenir de multiples informations sur le fonctionnement de l'Archéologie en général. En ceci, elle apporte une bouffée d'oxygène à l'univers du quotidien dont on prend conscience de l'aspect cloisonné et des difficultés que rencontre la circulation de l'information. La CIRA est ainsi un lieu de discussions et d'informations. L'ouverture qu'elle génère vers d'autres groupes de travail (ex. « *Diagnostic en milieu rural* » débouchant sur le séminaire du Mont-Beuvray 2005 auquel j'ai participé) est en outre très appréciable.

Avis du rapporteur et avis de la commission

S'ils ont existé, rares ont été les réels débats qui ont animé la discussion d'un dossier. Il faut avouer que la plupart du temps, les dossiers font l'objet d'un consensus, car comment être en mesure d'apporter une critique véritablement fondée lorsque :

- l'on est peu compétent dans la période considérée, ce que l'on est par définition en tant que rapporteur spécialisé dans une période lorsque l'on n'a pas été sollicité pour rapporter, sauf exception pour la période médiévale représentée par deux rapporteurs ;

- le dossier qui circule autour de la table n'arrive au rapporteur qu'en décalé, à la lecture des avis suivants ; cette question a été souvent soulevée et des tentatives de présentation sur transparent des éléments clef du dossier ont été faites, demeurées vaines car nécessitant préparation et toujours plus de temps pour un résultat peu satisfaisant. En effet ces dispositions ne remplacent pas la consultation du dossier. Mais au-delà de ces considérations, le temps imparti à la consultation de ce dossier (quelques minutes) permet-elle aux membres de la CIRA de fonder leur avis ?

En cas de discussion, on peut noter que celle-ci s'éta-

blira de fait davantage entre le rapporteur et le conservateur régional qui sont les deux interlocuteurs ayant connaissance du dossier. Lorsque pour certains dossiers deux rapporteurs ont été sollicités, on peut constater qu'il y a en général convergence d'avis ;

Dans le cas d'avis a priori, il est rare à exceptionnel qu'un rapporteur ne soit pas favorable à un projet de fouille, compte tenu de l'intérêt qu'il porte lui-même à sa propre période. Dans cette perspective, aucun avis n'est donné par la CIRA (lui est-il demandé ?) en terme de hiérarchisation des projets de fouille et pourtant elle devrait pouvoir discuter cette question, à l'heure de la dite régulation.

■ ***L'examen des dossiers, remarques quantitatives et qualitatives***

Des différences régionales

On remarque une certaine disproportion entre l'Auvergne et Rhône-Alpes en terme du nombre de dossiers présentés. Celui-ci ne semble pas dû à des différences au niveau de l'activité mais plutôt au niveau du choix effectué par les conservateurs régionaux. En Rhône-Alpes des dossiers a priori assortis de prescriptions techniques ont été souvent présentés, ce qui n'a été le cas que de façon très marginale pour l'Auvergne. Il en est de même pour la présentation des projets de zones de saisines (même si l'intérêt de cette présentation en CIRA semble limité car les rapporteurs n'ont pas les moyens de critiquer les choix faits par le SRA) : elle a toutefois été faite systématiquement pour la région Rhône-Alpes et jamais pour l'Auvergne.

Cette disproportion est notée également en terme de volume d'opération et de leur dimensionnement. Celui des opérations auvergnates apparaît sensiblement plus réduit qu'en Rhône-Alpes. Pourquoi cette différence de calibrage ? Tient-elle à la dimension politique des régions, à des pratiques différentes au sein des SRA comme de l'INRAP ?

La qualité des dossiers

Sur 12 rapports de fouille a posteriori, 1 est déclaré très bon, 9 bons et 2 moyens. Sur 18 rapports a priori, 8 sont bon, 7 moyens et 1 insuffisant conduisant à deux avis défavorables (11% des rapports de diagnotic). La qualité des rapports est donc meilleure dans le cas de fouilles que de diagnostics. La qualité des rapports de l'archéologie préventive peut être qualifiée de moyenne à bonne et son évolution est largement positive. On regrette que certains rapports de programmées (heureusement minoritaires) n'atteignent pas ce niveau.

Des remarques récurrentes pour la plupart d'ordre formel apparaissent dans les avis :

- L'absence de plan de situation général à l'échelle de la région et du département, particulièrement utile au lecteur extérieur, est souvent notée. Cette absence répétée est révélatrice d'un certain état d'esprit. Certains RO n'écrivent que pour ceux qui connaissent le site (agent du SRA, aménageur, AST) et n'imaginent pas que leur rapport puisse sortir de ce cadre qui constitue leur quotidien. Les sites sont de la même manière rarement replacés dans leur contexte local à régional.

- Les fautes d'orthographe ou de syntaxe montrent l'absence ou la faiblesse de la relecture de rapports en général.

- La question des photos argentiques, rarement présentes dans les rapports (et souvent de très mauvaise qualité de reproduction de photos numériques), revient incessamment, ce que d'autres rapporteurs n'auront pas manqué de souligner. - Il convient d'insister en ce qui concerne la période de l'âge du Bronze sur l'absence quasi systématique, dans les rapports de diagnostic, de l'étude du mobilier et de sa représentation (dessin, photos), dommageables pour ces périodes en terme d'argumentaire chronologique que ce soit dans le cadre de diagnostics classés sans suite ou de dossiers a priori. Cette absence est semble-t-il liée à la période chronologique et doit avoir une explication (période laissée pour compte lorsqu'elle n'est pas l'occupation majeure du site, rareté des spécialistes de cette période ?).

- Dans le cadre des diagnostics des extensions souhaitables pour caractériser les vestiges rencontrés ne sont pas toujours pratiquées sur le terrain.

- La présence des études géomorphologiques en Rhône-Alpes dues à l'existence de plusieurs géomorphologues au sein de l'INRAP dans cette région est remarquable et apporte une aide incontestable à l'étude des sites ou à la probabilité de leur existence dans le cadre de diagnostics. On ne peut pas en dire autant en Auvergne, puisque cette spécialité n'est pas représentée dans l'équipe INRAP auvergnate, bien que spécialité de l'AST mais qui compte tenu de sa charge de travail peut difficilement intervenir en étude sur le terrain.

Il faut souligner que l'ensemble des remarques est plutôt d'ordre formel ce qui est plutôt bon signe, les SRA étant du reste de plus en plus exigeants sur ces détails avec l'application du décret de septembre 2004. Il s'agit souvent de questions qui interfèrent peu sur l'étude archéologique en elle-même (photos, plan de situation, plans de contextes, fautes d'orthographes) et qui traduisent la question des délais et des compromis faits par les RO au quotidien entre la qualité du rendu et le temps imparti au rapport. Certaines remarques traduisent des questions d'absence de spécialité représentées et touchent davantage à l'organisation générale des inter régions INRAP qu'à la compétence des RO.

■ *Apports à la connaissance de l'âge du Bronze et du début du 1er âge du Fer*

Approches chrono culturelle et habitat

Campaniforme/Bronze ancien

Des avancées notables sont constatées ces dernières années notamment sur les périodes anciennes de l'âge du Bronze. Plusieurs publications de synthèse ont contribué à nourrir différentes problématiques. Il s'agit de l'aboutissement des travaux de Marie Besse sur le Campaniforme (2000 et 2003) et des publications régulières effectuées par J. Vital synthétisant l'approche typo chronologique engagée depuis 1999 sur la région Rhône-Alpes (Vital 2004, 2005). Cette approche poursuivie en Auvergne devrait déboucher sur un colloque et des publications à l'horizon 2007-2008. J. Vital a également fait une étude de l'évolution de l'habitat sur ces périodes, comparant quatre sites de référence (Géovressiat dans l'Ain, le périphérique nord de Lyon, Chabrillan Saint Martin et Roynac Le Serre 1) à l'appui de laquelle il propose une tendance à l'allongement des bâtiments campaniformes puis la réduction de ceux-ci au Bronze ancien. Ces importants travaux ne doivent pas pour autant occulter la publication enfin parue de G. Loison en 2003, première synthèse sur l'âge du Bronze en Auvergne élaborée à l'appui des nombreuses fouilles qu'il avait conduites dans le bassin de Clermont-Ferrand. Les découvertes récentes pour ces périodes sont rares, cependant il faut souligner en 2005 celle d'une occupation probablement domestique à Gerzat La Combaude (ou ZAC des Gravanches) caractérisée par des épandages de céramique, un vase de stockage et les vestiges d'un grenier sur poteaux.

Les Bronze ancien et moyen

Plusieurs petits sites ont été enregistrés en Limagne d'Auvergne, comme La Pradelle à Pont-du-Château avec une série comportant des éléments Bronze ancien mais aussi du Bronze moyen comme à Gerzat, Neige Bœuf. Des occupations de hauteur ont été mises en évidence sur le plateau de Gergovie (occupations reconnue sous le rempart par T. Pertlwieser et à proximité sur un col à Romagnat Opme (Dartevelle 2004). Des sites majeurs concernant cette période ont été mis au jour fin 2006 début 2007 dans le bassin de Clermont-Ferrand (Clermont-Ferrand Le Petit Beaulieu, Lempdes ZAC des Fontanilles, Pérignat Les Pradeaux). Ces sites d'habitats reconnus sur de très vastes emprises supérieures à 10 ha, feront l'objet de fouilles préventives et constitueront incontestablement des référentiels pour cette période en confirmant d'ores et déjà la richesse exceptionnelle du bassin de Clermont-Ferrand pour les âges du Bronze ancien et moyen.

En 2004, la découverte ardéchoise du Chemin des Mulets à Guilherand Grange a révélé une occupation du Bronze ancien avec de possibles niveaux de sol conservés (vases écrasés mais pas de structures en creux). Celle en 2005 à Chambéon-Magneux-Haute-Rive dans la Loire caractérisée par deux occupations en basse plaine, l'une du Bronze ancien et l'autre du Bronze moyen avec des foyers, des niveaux de sols et des fosses, devait également donner lieu à des fouilles préventives et permettront peut-être par leur situation de l'autre côté des monts du Forez, de créer un lien comparatif entre la Grande Limagne et la moyenne vallée du Rhône.

La période du Bronze moyen a longtemps été laissée pour compte, notamment en Auvergne où il était difficile de l'identifier à l'exception de quelques productions caractéristiques (excisées, tasses à anse ad ascia...), comme celles mises en évidence à Cournon rue Maryse-Bastié par Laurent Carozza en 2000 et publiée en 2006 ou de façon plus anecdotique sur le plateau de Corent par P.-Y. Milcent sur le site exploité par Mathieu Poux en 2006. Grâce à ces nouvelles données et aux études de Joël Vital à l'appui de la relecture systématique des collections qu'il a entreprise dans le cadre de son PCR, on constate que cette période prend progressivement et légitimement sa place. L'habitat de Pérignat-sur-Allier Les Pradeaux découvert en 2006 et comportant des niveaux stratifiés et des occupations du Bronze moyen (phase avancée) et du milieu du Bronze final sera fouillé en 2007 et l'on peut espérer qu'il constituera un second site de référence, en chrono typologie comme au niveau des structures d'habitat, thème lacunaire à Cournon compte tenu de l'érosion des sols.

Le Bronze final

Les données obtenues dans le cadre du préventif sont disparates et ponctuelles et ne contribuent guère à réorienter la recherche. Au Bronze final 1, quelques céramiques au 81 rue Gorge-de-Loup à Lyon ; au Bronze final /HaC, fosses avec séries de mobilier à Opme Romagnat dans le Puy-de-Dôme, céramique à Gerzat La Combaude, empierrements à la ZAC de Périaz en Haute-Savoie, indices d'occupation à la ZAC du Vieux Bourg à Vénissieux dans le Rhône ou à Quissaines Domérat dans l'Allier (structures fossoyées en bordure d'un ruisseau, attribuables à la période de transition entre la fin de l'âge du Bronze et le début de l'âge du Fer). Il serait souhaitable que la fosse du Bronze final II découverte en 2000 par G. Vernet à Clermont-Ferrand Le Brezet soit publiée (l'étude de ce vaisselier domestique quasi complet, des jarres de stockage aux gobelets fins avait été faite alors par P.-Y. Milcent). Ces découvertes éclatées mériteraient un inventaire et l'établissement d'un bilan des connaissances qui n'a en tous cas jamais été fait en Auvergne, qui pourrait faire l'objet d'un travail universitaire [3]. La fouille prochaine du site de Pérignat-sur-Allier Les Pradeaux avec ses niveaux stratifiés de la fin Bronze

3 Un mémoire de master à l'Université Blaise Pascal à Clermont-Ferrand aurait été produit par D. Beaumel portant sur l'âge du Bronze final en Auvergne, incluant une étude du trésor de Manson. La qualité de ce document semble incertaine et il conviendrait qu'il soit repris dans un cadre qui permettrait une approche plus fine (thèse) et sans doute encadré par un spécialiste de la période comme P.-Y. Milcent.

moyen/début du Bronze final, du BFIIb/IIIa et du BFIIIb est par conséquent très attendue.

C'est en Rhône-Alpes que la recherche est la plus avancée sur le thème de l'habitat et de la chronotypologie, due en particulier à la dynamique impulsée par le DRASSM et à l'investissement d'Y. Billaud sur les lacs d'Annecy et du Bourget en particulier sur l'extrême fin du Bronze final. Les publications sont régulières (Billaud 2006) ; I. Kerouanton a publié sa thèse sur la céramique du lac du Bourget en 2002.

Quelques vestiges sporadiques d'habitat BFIIIb fouillés en 2003 par F. Jallet à Chabeuil Les Gachets nord dans la Drôme, dignes d'intérêt pour l'ensemble céramique livré, devaient faire l'objet d'une publication dans les *DAM*.

Le site du Bronze final I/IIa des Batailles à Jons (Rhône) a été publié par Philippe Hénon en 2002. Le mobilier de l'âge du Bronze final III du site des Estournelles et de la plaine de Simandre a fait l'objet de deux publications de synthèse (Blaizot, Thieriot 2001 et Thieriot 2005). On regrette que le site de Saint-Priest ZAC des Feuillys dans le Grand Lyon (Hénon BSR 2000) qui avait livré les vestiges d'un habitat étendu du BFIIb/IIIa et deux dépôts métalliques mixtes (de 80 et 700 pièces), n'ait toujours pas été publié. Les restes d'un habitat du BFIIb développés sur un paléosol, avec calages, foyers macrorestes etc., situés en zone inondable ont été découverts dans la Loire en 2006 à Rivas Tampier et devraient faire l'objet d'une fouille enrichissante d'autant que son environnement pourra être restitué à l'appui des travaux menés par Hervé Cubizolle.

La transition Bronze/Fer

La thèse de P.-Y. Milcent en 1999 (Milcent 2004) avait permis de faire un bilan sur le Premier âge du Fer, en prenant en compte l'extrême fin du Bronze final et en établissant les critères distinctifs de ces deux périodes habituellement fondues (BFIIIb/HaC). P.-Y. Milcent a entrepris la fouille et l'étude des niveaux de cette période sur le plateau de Corent (63) et a confié à J. Gasc l'étude des niveaux hallstattiens. Il convient de citer pour cette période charnière le colloque de Beaune de 2000 publié en 2003 sur le feu domestique et ses structures, qui a permis de rassembler plusieurs contributions au niveau de l'inter-région permettant de faire un point sur les fameuses structures à pierres chauffantes à la transition Bronze/Fer. Cette question a été d'actualité en Rhône-Alpes, notamment à Saint-Priest, puisque sur ce site et d'autres en Rhône-Alpes/Auvergne a été mis en œuvre le protocole de Ramiro Y March, bien que les résultats de cette recherche n'aient pas été jugés concluants par la CIRA. Le dépotoir HaC étudié dans le cadre de l'opération Giratoire de Mauboule à Valence en 2003, avait été replacé dans son contexte paléoenvironnemental et avait livré une série mobilier très intéressante dont la CIRA avait souligné l'intérêt d'une publication. Précisons enfin que la transition Bronze/Fer a été la thématique du colloque de l'AFEAF tenu à Vienne en mai 2006.

Dépôts métalliques et productions

Le Bronze final et le 1er âge du Fer devraient bénéficier du nouveau regard porté sur les dépôts métalliques en Auvergne par P.-Y. Milcent. Cette étude devrait faire l'objet d'une APP en 2007.

L'un des deux dépôts métalliques trouvé à Saint-Priest dans le Grand Lyon, daté du milieu du Bronze final (80 pièces comprenant des bracelets réniformes, pendeloques, appliques, épingle, anneaux, disques, ciseau lingot), a fait l'objet d'une maîtrise présentée par M. Poole et d'une demande d'APP.

Un dépôt métallique du BFIIb/IIIa a été découvert par Jean-Michel Treffort dans la grotte de Miémard à Bénonces en 2003, à proximité des restes d'une crémation contemporaine. Le site Bronze ancien de Chambéon dans la Loire a livré une hache type Neyruz. Al. Visseyrias s'était donné comme objectif dans le cadre d'un diplôme universitaire d'étudier les techniques de montage de la céramique au Bronze final entre Rhin et Rhône. Espérons que cette étude prometteuse ait pu aboutir. Précisons que les thèmes extraction/réduction n'apparaissent pas encore dans l'interrégion.

Les pratiques funéraires

Cette question a été peu documentée en Rhône-Alpes ces dernières années et souffre de l'absence d'un bilan général, même si F. Blaizot a régulièrement contribué à documenter l'actualité du préventif (cf bibliographie). Le début de l'âge du Bronze est une période d'incertitude, entre les sépultures collectives, leur destructuration et l'apparition des premières sépultures individuelles, où l'on cerne encore mal la part dominante ou marginale de la pratique considérée.

Les configurations funéraires individuelles observées à la transition Campaniforme/Bronze ancien permettent à Joël Vital (Vital 2005) d'envisager pour la moyenne vallée du Rhône des liens avec les entités culturelles du nord-est des Alpes.

Le colloque de Sens sur les pratiques funéraires de 1998 a été l'occasion pour G. Loison de publier le résultat de ses investigations ciblé sur « les modes funéraires du Bronze ancien en Auvergne » (bien que cet article souffre de l'absence d'une étude anthropologique) et pour F. Blaizot et S. Rimbaut de discuter la question des inhumations en contexte domestique en introduisant un nouveau concept (sépultures de relégation, sépultures discordantes ?) au Bronze ancien en moyenne vallée

du Rhône et en basse Auvergne à l'appui des sites de Chabrillan Saint Martin 3 dans la Drôme [4] et de Aigueperse Montussang dans le Puy-de-Dôme. Ces études parues somme toute tardivement, ne tiennent pas compte de la thèse de Y. Tcheremissinoff soutenue en 2000 et publiée en 2006, des sépultures et dépôts cultuels en milieu marécageux du Brezet découvert en 1997 et 2000 à Clermont-Ferrand par G. Vernet, dont les sépultures campaniformes ont été publiées (Blaizot Vernet 2004) et d'autres découvertes ponctuelles (Chateaugay Les Graviers par exemple), mais surtout les résultats de la fouille du site tout à fait exceptionnel de la nécropole de Gerzat Chantemerle découverte en 2001, regroupant 83 individus dans 72 sépultures, avec 7 sépultures principales à l'architecture en pierre et bois parfois complexe placées au centre de leur enclos respectif, dont la monographie a été présentée par C. Vermeulen en APP en 2006.

Quelques découvertes ponctuelles sont enregistrées. Une à deux sépultures du Bronze moyen datées par C14 entre 1856 et 1629 sont enregistrées à Saint-Priest Les Luêpes. Dans La Plaine des Géantes à Bourg-Saint-Andéol en Ardèche la fouille programmée de W. Pape portant sur l'ensemble de dolmens montre qu'un des dolmens est campaniforme et un autre est réutilisé par une sépulture en coffre du Bronze ancien.

La fin du Bronze moyen et les débuts du Bronze final sont pas ou peu documentés, moins que ne le nécessiteraient la richesse et la complexité des pratiques avec l'apparition des crémations, ce que laisse supposer les découvertes suisses de Lausanne Vidy (Moinat Elbialy 2006, colloque de Sens). L'utilisation des grottes naturelles est difficile à interpréter, mais quelques données sont disponibles dans l'Ain et le Jura grâce aux recherches de J.-M. Treffort (Treffort 2005). Précisons que l'ensemble funéraire Bronze final et Tène ancienne de Champ Lamet à Pont-du-Château dans le Puy-de-Dôme a fait l'objet d'une publication monographique (Blaizot Milcent 2004), même si le Bronze final y tient une place mineure. Le site des Estournelles à Simandre (69) avait fait l'objet d'un article de synthèse qui a permis de mettre en évidence des données nouvelles sur les rituels au BFIIIa, distincts des pratiques observées au RSFO. L'inhumation sous tumulus de la fin de l'âge du Bronze à Bollène Pont de Pierre avait été publiée en 2001 dans le catalogue « Archéologie sur toute la ligne » du musée de Valence.

Compte tenu des nouvelles données qu'apporte aujourd'hui l'archéologie préventive en Auvergne notamment, il serait judicieux qu'un PCR ou une ACR sur les pratiques funéraires à l'âge du Bronze puisse être engagé au moins en Auvergne voire étendu à Rhône-Alpes (Esther Gato a été sollicitée en ce sens).

4 En 2001 dans le catalogue « Archéologie sur toute la ligne » du musée de Valence avaient été publiées les tombes en fosses du Bronze ancien de Chabrillan Saint Martin découvertes dans le cadre des opérations du

Les études paléoenvironnementales

En ce qui concerne le paléoenvironnement, plusieurs recherches diachroniques sont à citer. Il s'agit en premier lieu du PCR piloté par Joëlle Burnouf « relations homme/milieu dans le bassin versant de la Loire » dans le cadre duquel ont été ouvertes plusieurs fenêtres en Auvergne et en Rhône-Alpes et dont les études respectives ont été coordonnées par F. Trément en collaboration avec C. Ballut et J. Argant dans la plaine de la Limagne, ainsi que par Hervé Cubizolle dans le Forez. Associées au préventif dans la Loire (Vincent Georges) et dans le bassin de Clermont-Ferrand avec les opérations importantes menées dans le cadre de la Grande Halle d'Auvergne, ces recherches ont progressé et ont fait l'objet de publication, notamment pour les périodes les plus récentes incluant l'âge du Fer (Trément 2004). Pour les périodes plus anciennes, on se reportera au rapport de diagnostic et de fouille préventifs réalisés par G. Vernet (2006).

Des travaux paléoenvironnementaux sont menés par Yannick Miras dans les monts cantaliens. C. Ballut y intervient également, de même que dans le bassin de Clermont-Ferrand. Les travaux archéobotaniques de Laurent Bouby (Dallet et Romagnat Opme 63) doivent également être cités.

Habitat de hauteur et occupation en grotte

Le PCR engagé par P. Pion en 2006 cible l'étude des sites fortifiés en Auvergne. Outre leur recensement, il est nécessaire qu'ils soient contrôlés, puisque rares sont ceux qui sont datés (le seul en Auvergne est le rempart de Gergovie au Bronze final). Cette entreprise permettra un certain rééquilibrage puisque aujourd'hui la grande majorité des sites d'habitats reconnus sont en plaine.

Le département l'Ain est mieux connu grâce aux travaux menés par J.-M. Treffort (prospection inventaire sur les sites de hauteur, sondages et fouille en abris sous roche comme Roche Noire à Montagnieu). Les cavités du Jura méridional ont fait l'objet d'une publication récente (Treffort 2005). Les niveaux Bronze de la grotte du Gardon à Ambérieu en Bugey doivent faire l'objet d'une publication prochaine (sépulture collective au rituel complexe du Bronze ancien et niveaux d'habitat du Bronze moyen Final I et Final IIIa).

Les grottes de La Grande Rivoire à Sassenage dans l'Isère livrent des niveaux stratifiés durant l'âge du Bronze, même s'ils sont moins bien documentés que les périodes plus anciennes, objectifs des recherches entreprises.

Compte tenu des spécificités géologiques auvergnates, les abris sous-roche sont plus largement représentés que les grottes (Polignac le Rond du Barry). Les problématiques liées à ces occupations mises en évidence dans l'Ain ou dans la vallée du Rhône (grottes refuge,

bergerie ou grottes sépulcrales) sont par conséquent différentes en Auvergne.

■ *Conclusion*

La recherche archéologique en France, bilan publié en 1997, mettait le doigt sur « les continuités évolutives » entre le Néolithique final et l'âge du Cuivre/Bronze ancien ainsi que sur « l'approfondissement des chronologies absolues et relatives », en particulier pour le Bronze ancien et Bronze moyen ainsi qu'à la transition Bronze/Fer et soulignait la masse documentaire accumulée opposée à l'absence de publication.

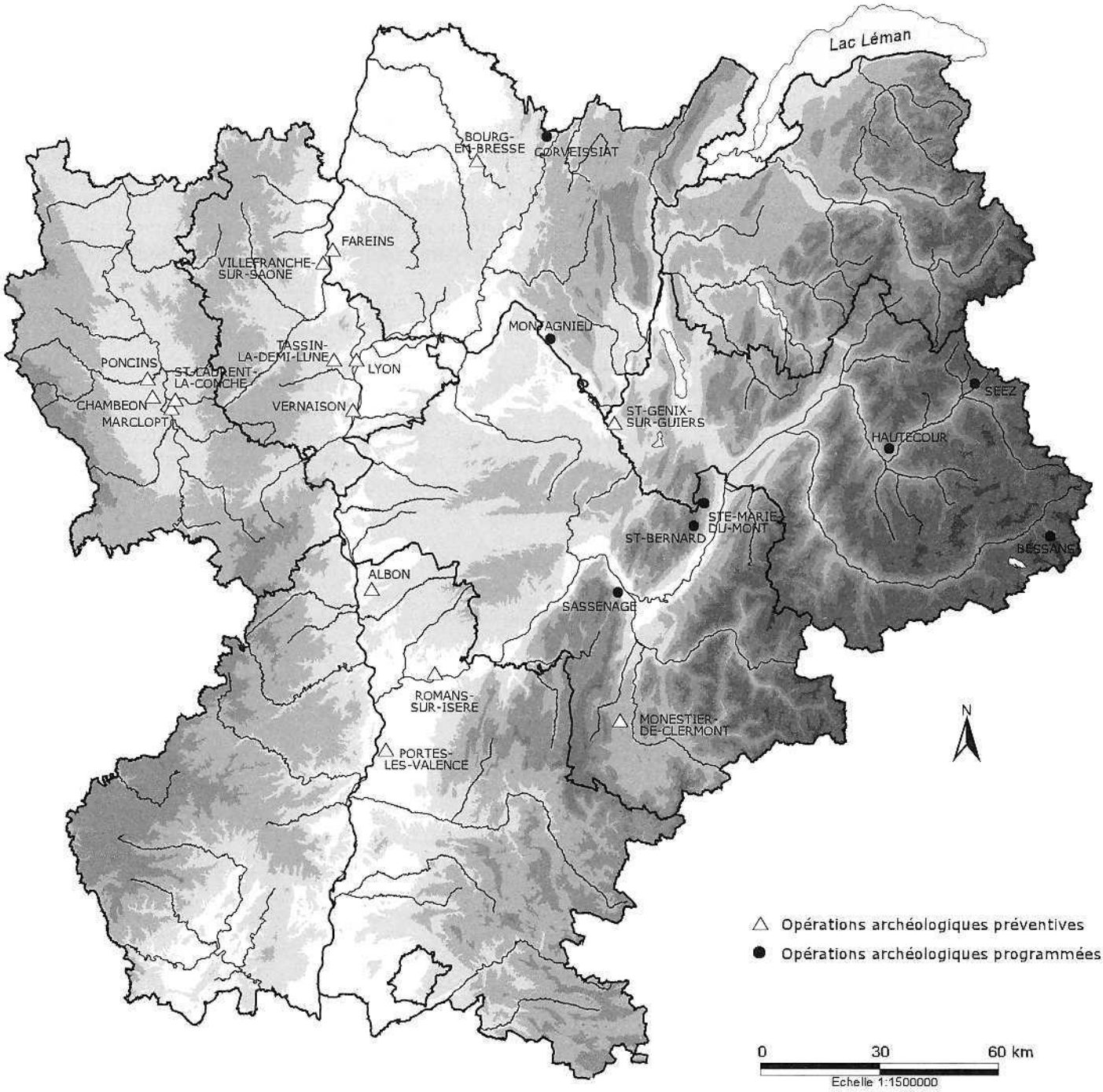
On peut considérer dix ans plus tard que ces questions ont progressé de façon notable, même si des disparités interrégionales sont constatées au niveau de la représentation des périodes, dues certes à la présence de chercheurs dans le cadre des opérations programmées mais aussi à des spécificités régionales (stations lacustres alpines du Bronze final, bassin de Clermont-Ferrand exceptionnellement riche en vestiges de l'âge du Bronze dans sa phase ancienne et moyenne). Si les thèmes « habitat/nécropoles » ont été nourris en particulier grâce au préventif –le bilan 1997 suggérait d'en saisir toutes les opportunités–, la thématique du métal est moins avancée (artisanat) à inexistante (extraction réduction). La connaissance de la fin du Bronze moyen/début du Bronze final est en perte de vitesse depuis la publication du site de référence du périphérique nord de Lyon (Jacquet, DAF 1998) et il serait nécessaire de la remettre à l'ordre du jour. Elle le sera de fait grâce à la fouille récente du site de Pérignat Les Pradeaux (Puy-de-Dôme) par Philippe Hénon en 2007, vaste habitat stratifié de plein air où des occupations du Bronze moyen jusqu'au début de l'âge du Fer ont été étudiées.

Par rapport aux autres périodes examinées en CIRA Centre Est, l'âge du Bronze fait figure de parent pauvre en terme de nombre de dossiers étudiés. Par contre les avancées scientifiques de ces dernières années peuvent être considérées comme spectaculaires et extrêmement prometteuses grâce à la qualité des sites découverts. On s'interrogera cependant d'un point de vue statistique sur le faible nombre de sites détectés dans le cadre du préventif. De même, l'âge du Bronze souffre toujours d'un effectif réduit en enseignement et en recherche, même si P.-Y. Milcent a rejoint l'Université de Toulouse et L. Carozza plus récemment le CNRS. Cependant cette remarque est sans doute en dessous de la réalité puisque les recherches universitaires ne sont examinées en CIRA que lorsqu'il s'agit de dossiers de demande de bourse.

Enfin en terme de publication des données, de gros efforts ont été consentis. Le passif documentaire est progressivement rattrapé et l'âge du Bronze n'apparaît pas en reste, même si un mandat de CIRA est une période trop courte pour en mesurer les effets sur les sites évalués.

Hélène DARTEVELLE
DRAC-SRA Auvergne

Opérations archéologiques examinées en CIRA de 2003 à 2006 concernant l'âge du Fer



Préfecture de la région Rhône-Alpes
service régional de l'archéologie
20/09/2007

Fond cartographique issu de la BD CARTO®
© IGN - PARIS - Autorisation n° 50-7549
Reproduction interdite

■ *Base documentaire*

De 2003 à 2006, si l'on comptabilise toutes les opérations qui ont fait l'objet d'un avis – y compris celles qui ont été examinées plusieurs fois par la CIRA –, 68 dossiers concernant l'âge du Fer ont été traités. Parmi ceux-ci, seulement 13 ont concerné la région Rhône-Alpes contre 55 en Auvergne. Les opérations préventives constituent la part la plus importante des interventions de terrain. Sept fouilles préventives ont été réalisées (dont une seule en Rhône-Alpes), ainsi que vingt diagnostics (14 en Auvergne, 6 en Rhône-Alpes) dont 13 ont été suivis de prescriptions de fouille (6 en Rhône-Alpes, 8 en Auvergne). Dix-neuf opérations de fouilles autorisées ont été sollicitées sur 8 sites (7 en Auvergne et 1 en Rhône-Alpes), ainsi que 8 demandes de prospections thématiques (1 seule en Rhône-Alpes). Ont également été soumis à la CIRA 3 PCR (2 en Auvergne, 1 en Rhône-Alpes) et 5 projets de publications parfois accompagnés d'APP ou d'aide à l'édition (3 en Auvergne, 2 en Rhône-Alpes). Un rapport d'expertise sur le terrain a enfin été réalisé.

■ *Des inégalités régionales*

Il est frappant de constater les inégalités existant dans l'Interrégion. C'est en effet l'Auvergne qui porte 80% des dossiers concernant l'âge du Fer, aussi bien en archéologie préventive que programmée. Ce chiffre a tout lieu de surprendre au regard du poids de la population de l'une et l'autre de ces régions et des aménagements que cela implique. Il est évident que les raisons sont multiples, purement conjoncturelles et qu'elles ne reflètent que peu la densité plus ou moins grande de sites archéologiques.

L'activité archéologique en Auvergne ne doit pas masquer une autre inégalité récurrente : celle du bassin de Clermont par rapport aux zones plus montagneuses. Si cette opposition existe aussi en Rhône-Alpes, le petit nombre de dossiers traités ne le laisse pas transparaître mais donne au contraire une image assez équilibrée des opérations au sein de chaque département. En Auvergne, l'urbanisation galopante de la Limagne, notamment autour du bassin de Sarliève, est à l'origine de 75% des opérations préventives ayant livré des vestiges de l'âge du Fer. Cette pression, déjà entamée lors de la précédente CIRA, ne s'est pas démentie au cours de ces quatre années et se poursuivra vraisemblablement à l'avenir.

Parallèlement, la région Rhône-Alpes traverse une phase relativement calme en termes d'aménagement du territoire. Les fouilles urbaines lyonnaises fournissent ponctuellement l'occasion d'appréhender des niveaux de l'âge du Fer dans le quartier de Vaise à Lyon. Cependant, il peut sembler surprenant que dans la proche périphérie de la ville, ou dans d'autres zones fortement urbanisées –notamment la vallée du Rhône – des vestiges de l'âge du Fer ne soient pas plus fréquemment rencontrés. On peut regretter à ce titre que, pour des raisons économiques évidentes, des mesures conservatoires soient privilégiées sur des sites urbains multistratifiés, comme Vienne, ou sur les rives des lacs alpins, nous privant ainsi de données de première importance. Cette situation évoque celle du Midi où les vestiges de l'âge du Fer sont très rarement mis au jour en archéologie préventive, hormis en contexte urbain. Faut-il pour autant en déduire qu'à l'image des régions méditerranéennes, l'occupation en Rhône-Alpes s'attachait principalement à des hauteurs ? Les phénomènes de recouvrement sédimentaire jouent sans doute également pour beaucoup dans cet état de fait.

Les demandes d'opérations autorisées ou programmées reflètent la même disparité entre les deux régions. Toutes les fouilles programmées sont concentrées en Auvergne. Seule une demande de sondage a concerné la région Rhône-Alpes. L'Association pour la Recherche sur l'âge du Fer en Auvergne (ARAFA), bien implantée dans le bassin de Clermont, joue un rôle moteur et fédérateur dans la recherche auvergnate tout en assurant un lien inter-institutionnel entre les chercheurs. En Rhône-Alpes, en revanche, le manque de structure fédérative ne contribue pas à dynamiser l'activité archéologique. La carte des sites montre que le potentiel existe mais qu'il est sous-exploité. Chacune des deux régions a pourtant organisé et accueilli un colloque de l'AFEAF : Clermont en 2003 et Vienne en 2006. La partie consacrée au thème régional a bien mis en évidence l'abondance des données nouvelles accumulées en Auvergne alors qu'en Rhône-Alpes, les communications ont souvent porté sur des découvertes plus anciennes.

Présenter ainsi alternativement l'archéologie préventive et programmée n'avait pas pour but d'opposer les deux approches mais bien de constater qu'elles sont indissociables et étroitement subordonnées à l'état de la recherche dans chaque région.

■ *Les principaux acquis scientifiques*

Comme on pouvait s'y attendre, les vestiges du second âge du Fer –et surtout de La Tène finale- sont plus nombreux que ceux du premier âge du Fer, ce qui reflète en partie une réalité historique, l'emprise de l'homme sur le paysage se renforçant vers la fin de la période. Les problématiques abordées sont multiples.

L'archéologie protohistorique a longtemps été tournée vers les *oppida*. De fait, ces recherches traditionnelles se poursuivent, mais se sont diversifiées en traitant non plus seulement de l'organisation spatiale interne mais

de la structuration du territoire. Les travaux de D. Lallemand dans l'Allier s'attachent aux *oppida* pour mieux appréhender leur rôle au sein du territoire des peuples gaulois. La fortification en pierre de l'*oppidum* de Hérisson à Cordes-Chateloi (Allier) laisse supposer un établissement de première importance. Dans le bassin de Clermont, la présence de trois *oppida* distants de seulement 7 km, Corent, Gondole et Gergovie, a suscité plusieurs interprétations. V. Guichard privilégiait l'hypothèse d'un déplacement des pôles de peuplement, M. Poux celle d'établissements contemporains occupant des fonctions complémentaires : Corent le sanctuaire, Gondole l'agglomération portuaire marchande et Gergovie la place militaire. Les fouilles en cours tendent à donner une image plus nuancée de la chronologie. Si Corent présente l'occupation la plus ancienne, il coexiste avec Gondole dans la première moitié du Ier siècle av. J.-C. Quant à Gergovie, les fouilles menées sur le rempart ont montré que l'occupation était postérieure à la Guerre des Gaules. L'ensemble des sites fortifiés d'Auvergne sera étudié dans le cadre d'un nouveau PCR. En Rhône-Alpes, en revanche, aucune fouille programmée n'a été réalisée, à l'exception d'une demande de sondage sur l'*oppidum* du Mont Galgan (Savoie).

Les habitats ouverts de plaine ont été diversement abordés. Le quartier bas de Gondole représente un cas intermédiaire d'établissement ouvert mais étroitement lié à l'*oppidum*. A Lyon, dans la plaine de Vaise (Les Tuileries), une occupation de la fin du VIe siècle a été mise en évidence. Dans la rue Marietton (îlot Cordier), un fossé de la seconde moitié du IIe siècle a été mis en correspondance avec les vestiges de la rue du Souvenir. La reprise du dossier du Pâtural à Clermont-Ferrand dans le cadre d'une publication monographique a permis de revenir sur l'interprétation initiale et d'identifier une agglomération villageoise (IIIe-IIe siècles). En revanche, à Aulnat-Gandaillat, la présence conjointe de vestiges d'habitat, de structures funéraires et d'aménagements peut-être rituels répond à un mode d'occupation assez lâche encore difficile à définir.

Le développement des fouilles préventives a permis de mieux connaître les établissements ruraux. Dans la lignée des opérations menées dans le Nord de la France, ce genre d'établissements fait l'objet de problématiques nouvelles. Hormis de rares structures du VIe siècle (Lempdes-sur-Allagnon/La Revaute, Haute-Loire), les fermes indigènes, souvent associées à des réseaux parcellaires, datent des IIIe-Ier siècles : Goincet à Poncins (Loire), ZA de Davayat à Saint-Rémy-en Rollat et Les Moines à Lusigny (Allier), Les Plaines, le Carré de la Garenne et la Rue de Sarlième à Cournon-d'Auvergne, Rues Albert-Elisabeth et André-Theuriet, Le Brézet, la Grande Halle d'Auvergne à Clermont, Biopôle de Saint-Beauzire, le Bru à Saint-Ours-les-Roches (Puy-de-Dôme). La plaine clermontoise a livré de nombreux vestiges de parcellaires. Mis en évidence depuis une quinzaine d'années, ils révèlent l'existence de systèmes de drainage dès le IIIe siècle av. J.-C. sur de vastes surfaces : Le Brézet et la Grande Halle d'Auvergne à Clermont, Rue de Sarlième à Cournon, Biopôle de Saint-Beauzire.

Les découvertes funéraires sont assez souvent réalisées à la périphérie des habitats, comme à Aulnat-Gandaillat ou rue André-Theuriet à Clermont. Parmi les sépultures de la Tène finale, quelques-unes sont des sépultures privilégiées contenant des chars comme celles découvertes sur le tracé de l'A 89, sur la commune de Pulvérières (Puy-de-Dôme) ou encore celle de Saint-Laurent-la-Conche (Loire). Les recherches sur les *tumulus* ont bénéficié d'un programme de prospection et de fouilles dans le Cantal, ainsi que de prospections thématiques dans l'Ain (commune de Corveissiat). Le *tumulus* de Celles dans le Cantal (IVe-IIIe siècles), anciennement découvert, a pu être mieux daté et interprété. Enfin, il faut saluer la découverte inattendue de plusieurs tertres sur le terrain du futur Pathé Cinéma à Lyon.

Les sanctuaires et rites de l'âge du Fer sont illustrés par deux ensembles importants : d'une part le sanctuaire de Corent dans lequel se déroulaient des banquets collectifs, d'autre part, les fosses à inhumations multiples d'hommes et de chevaux (Le Cendre) dont la signification nous échappe encore. Quant à l'interprétation des puits du Brézet (Clermont-Ferrand) comme des structures rituelles, elle nous paraît sujette à caution.

Enfin, toutes ces recherches ont alimenté le PCR *Chronotypologie des mobiliers du second âge du Fer en Auvergne*. Grâce à la fouille d'ensembles stratifiés ou clos, l'Auvergne dispose à présent d'un référentiel complet des mobiliers pour chaque phase du second âge du Fer.

En Limagne, la synergie qui s'est créée entre toutes les opérations, tant préventives que programmées, rend nécessaire à ce stade de la recherche une réflexion globale sur les modes d'occupation du sol. On dispose en effet d'un faisceau d'informations sur la chronologie des *oppida* (Corent, Gondole et Gergovie), sur le maillage des établissements plaine, les réseaux parcellaires, la voirie, les rites funéraires. Une telle densité d'occupation constitue un exemple peu fréquent pour ces périodes et mériterait d'être replacée dans le contexte historique de " l'empire " arverne et de la conquête césarienne. Un PCR pourrait fournir le cadre d'un travail collectif allant dans ce sens.

■ *Les publications*

Les publications suivent évidemment avec un certain décalage les opérations de terrain examinées par la CIRA. Certaines monographies attendues de longue date finissent par voir le jour, comme celle des *oppida* de Jastres (Ardèche) ou de la tombe à char de Verna (Isère). Le site de Bourbousson (Drôme), fouillé sur le tracé du TGV Méditerranée a été soumis aux *DAF*. En Auvergne, le manuscrit du site du Pâtural (Puy-de-Dôme), fouillé de 1985 à 1995, a été présenté aux *DARA*. L'organisation d'expositions donne lieu à des

catalogues fournissant des synthèses pertinentes, comme ceux consacrés aux *Allobroges* ou à *Lyon avant Lugdunum*. Les actes des colloques de l'AFEAF seront publiés prochainement, notamment celui de Clermont qui devrait paraître en mai 2007. Enfin, la publication d'importantes opérations récentes est également en préparation, comme le sanctuaire de Corent ou le PCR *Typochronologie des mobiliers du second âge du Fer en Auvergne*.

Cependant, des délais de publication trop longs peuvent décourager certains responsables d'opérations préventives dont le temps de recherche est de plus en plus compté. Une concertation plus étroite entre SRA et INRAP pourrait permettre de mieux répartir les demandes de PAS en fonction des projets de publications prioritaires. Par ailleurs, la création de collections destinées à publier les rapports de fouille moyennant des remaniements minimes, comme cela est en cours d'étude en Aquitaine, pourrait aussi assurer une diffusion plus rapide des connaissances.

■ *Les limites de l'exercice*

Sur le terrain...

La lecture des rapports met en lumière certaines difficultés à diagnostiquer les sites de l'âge du Fer qui se présentent souvent comme un semis de structures en creux dispersées que le maillage des diagnostics a du mal à caractériser. Ceci est vrai pour les habitats et plus encore pour les structures funéraires. Par exemple, le site du Pathé Cinéma à Lyon a livré des *tumuli* qui n'avaient pas été repérés dans les tranchées alors qu'inversement, sur le site de La Revaute, à Lempdes sur Allagnon (Haute-Loire), un empierrement interprété comme un possible tertre arasé s'est révélé appartenir à une terrasse naturelle. Le contrôle d'un géomorphologue dès la phase diagnostic permettrait d'appréhender les phénomènes naturels et la taphonomie des sites, afin de mieux cibler les interventions à venir.

L'indisponibilité de certains secteurs au moment de l'intervention (bâtiments non démolis par exemple) constitue un facteur aggravant les difficultés d'identification des vestiges.

La reconnaissance en diagnostic de structures rurales faiblement enfouies, de type fossés et fosses dispersés, entraîne la réalisation de fouilles extensives qui permettent de restituer progressivement le paysage de l'âge du Fer, comme en Limagne clermontoise où la densité des interventions favorise ce genre d'approche. En revanche, on peut s'interroger sur la pertinence de telles opérations dans des secteurs où ces données, souvent ténues, paraissent isolées dans leur contexte. Le risque est de mettre en œuvre une archéologie à double vitesse privilégiant les établissements ruraux, peu coûteux, aux dépens des sites importants et stratifiés, dont la fouille serait très onéreuse mais apporterait des données autrement plus significatives.

..et en CIRA

Depuis plusieurs années, les CIRA soulignent l'amélioration constante des rapports tant sur le fond que sur la forme. Malgré une grande disparité de présentation, la qualité des illustrations, notamment, s'est améliorée, même si en contrepartie les vignettes numériques difficilement lisibles se sont multipliées et devraient être remplacées par des tirages de qualité argentique. Autre défaut récurrent : le manque de mise en perspective des données. Certains responsables d'opérations connaissent manifestement leur terrain par cœur et ont tendance à " oublier " de situer les découvertes par rapports aux interventions précédentes, surtout dans la plaine clermontoise où, étant donné le grand nombre de fouilles, on finit pas se perdre en l'absence de document cartographique synthétique. Enfin, le traitement des mobiliers est très diversement abordé. Les inventaires ne sont pas systématiquement joints et les dessins ne figurent pas toujours.

Un effort de communication devrait être consenti envers les collègues étrangers dont les dossiers sont souvent ajournés, voire refusés, simplement parce qu'ils méconnaissent les exigences françaises en matière de dossiers de demande de fouille et de rendu de rapport.

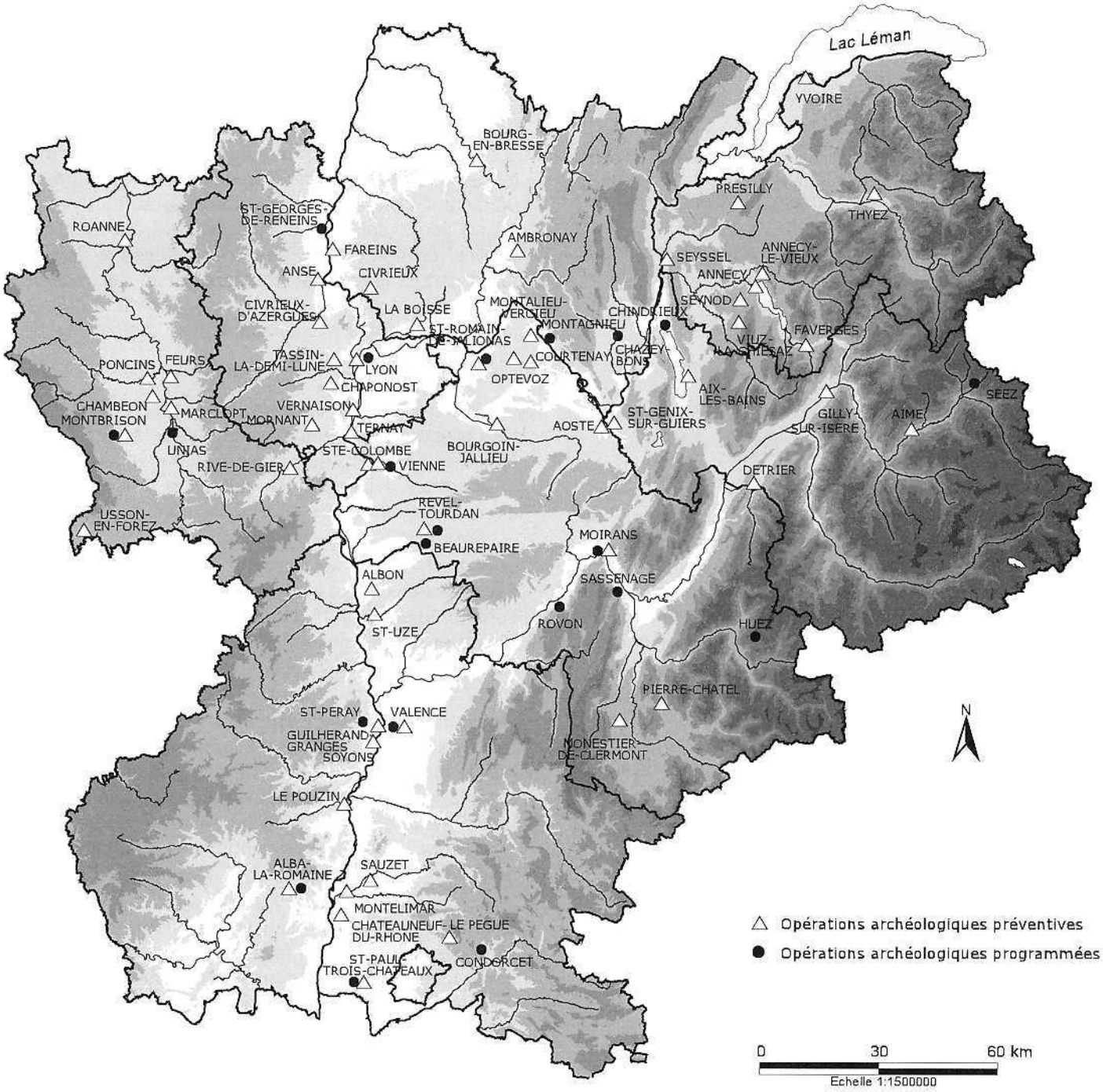
Lors des réunions, les dossiers de saisines de la région Rhône-Alpes ont été soumis à l'approbation de la CIRA, conformément à la loi. Cependant, connaissant peu la région et encore moins le terrain, les membres de la CIRA ne peuvent qu'avaliser les choix du service.

Plusieurs réunions d'informations ont été organisées avec l'INRAP au sujet des PAS. En dépit du faible nombre de jours accordés par agent, il serait souhaitable – comme il a été dit précédemment – qu'une meilleure concertation avec les SRA permette de sortir de l'impasse quelques dossiers prioritaires en vue de leur publication.

Enfin, au cours des réunions de programmation, un bilan des acquis et des faiblesses de chaque région et de chaque période a été dressé. L'époque gallo-romaine a fait l'objet de deux réunions rassemblant tous les acteurs de l'archéologie, au cours desquelles plusieurs axes de recherche ont été définis. Il faut souhaiter que la poursuite de ces réunions, notamment pour l'âge du Fer, soit l'occasion d'aborder plus largement, en concertation avec tous les intervenants sur le terrain, les questions de disparités régionales, d'inégalité des données et que des pistes puissent être définies pour pallier les déficits de notre documentation.

Florence VERDIN
CNRS, Ausonius
(Maison de l'Archéologie, Pessac)

Opérations archéologiques examinées en CIRA de 2003 à 2006 concernant l'Antiquité



Préfecture de la région Rhône-Alpes
service régional de l'archéologie
20/09/2007

Fond cartographique issu de la BD CARTO®
© IGN - PARIS - Autorisation n° 50-7549
Reproduction interdite

■ *Localisation des opérations examinées*

En Rhône-Alpes

- Région : 4 dossiers (PCR - Atlas topo gaule méridionale) ;
- Ain : 3 dossiers (2 en archéologie préventive (diagnostic à Bourg en Bresse et A42 – La Boisse) et 1 prospection thématique sur les voies de communication antiques et médiévales) ;

- Ardèche : 4 dossiers (tous en archéologie préventive, 3 d'entre eux sont sur Alba-la-Romaine) ;

- Drôme : 14 dossiers dont 11 en archéologie préventive et 3 en programmée (6 à Valence, 2 à Châteauneuf du Rhône, 1 à Montélimar, 1 au Pègue, 1 à St-Paul-Trois -Châteaux ,1 à Albon ,1 à Sauzet et 1 sur le sud du département aux environs de Donzère – toutes les opérations sont donc sur des communes proches du Rhône) ;

- Isère : 16 dossiers dont 9 en archéologie préventive et 7 en archéologie programmée (fouille de la *villa* du Vernai à Saint-Romain de Jalionas, PCR *Milieu et Peuplement en Bas-Dauphiné* et Prospection thématique autour des cantons de Beaurepaire et Valloire) (les opérations préventives sont réparties en plusieurs points du département : Vienne, Isle-Crémieu, Aoste, Moirans et secteur de montagne (Pierre-Châtel et Monestier de Clermont) ;

- Loire : 18 dossiers d'opération d'archéologie préventive uniquement (dont 10 à Feurs, 4 à Roanne, 2 à Rive de Gier, 1 à Montbrison et 1 à Usson-en-Forez) ;

- Rhône : 39 dossiers dont 26 en archéologie préventive et 13 en programmée (27 dossiers sont sur Lyon, 6 concernent la fouille programmée du site de Ludna et son environnement (commune actuelle de St Georges de Reneins), 4 opérations préventives sur l'aqueduc du Gier sur les communes de Chaponost et Tassin, 1 sur Ternay (sud du département) et 1 à Mornant (sud ouest du département) ;

- Savoie : 16 dossiers dont 7 en archéologie préventive et 9 en programmée (2 dossiers se situent à Détrier, 1 à Gilly sur Isère, 1 à St Genix sur Guiers, 1 à Chindrieux, 1 à Aime, 1 à Aix-les-Bains et 1 à la Bridoire. 8 dossiers s'articulent autour du col du Petit Saint-Bernard).

- Haute-Savoie : 14 dossiers, tous d'archéologie préventive (8 à Annecy et Annecy-le-Vieux, 1 à Seynod, 1 à Faverges, 1 à Seyssel, 1 à Présilly, 1 à Annemasse et 1 à Thyez – une majorité des opérations se trouve donc aux abords d'Annecy).

Inutile de préciser que 31 % des dossiers rhônalpins concernent le département du Rhône. Viennent ensuite par ordre décroissant du nombre de dossiers pour la période antique, la Loire, l'Isère, la Savoie, la Drôme, la Haute-Savoie, l'Ardèche et l'Ain.

En Auvergne

- Région : 7 dossiers concernant 3 opérations programmées couvrant un territoire d'étude plus large que celui d'un département administratif actuel. Il s'agit d'un PCR pluri-annuel sur l'archéologie des paysages, une prospection thématique sur les *villae* et une prospection thématique sur les sanctuaires ruraux ;

- Allier : 12 dossiers dont 6 en archéologie préventive et 6 en programmée. Les dossiers d'archéologie programmée concernent la fouille programmée pluri-annuelle des Petits Jardins à Isle et Bardais et une prospection thématique sur l'occupation du sol dans le canton de Bourbon. Les opérations d'archéologie préventive sont réparties sur le département : Aubigny, Montluçon, Néris-les-Bains, St Prix, Trévol et Vichy ;

- Cantal : 2 opérations de prospection thématique, l'une sur l'occupation du sol du canton de Massiac et l'autre sur la tourbière Peyre à Lacapelle ;

- Haute-Loire : 2 opérations d'archéologie préventive (diagnostic), l'un au Puy-en-Velay et l'autre à Saint-Paulien ;

- Puy-de-Dôme : 26 opérations dont 11 d'archéologie préventive et 15 d'archéologie programmée. Sur les 11 opérations préventives, 6 ont été réalisées sur Clermont-Ferrand, 2 à ses abords (Beaumont et Pont-du-Château), 1 à Lezoux, 1 à Combronde et 1 à Prondines (chaîne des puys). Les dossiers de fouille programmée sont principalement accès sur Clermont-Ferrand antique (PCR atlas, sondages mur des sarrazins à Ceyrat). Les autres concernent le Puy-de-Dôme (temple de Mercure), Gergovie, les Côtes de Clermont à Blanzat et l'agglomération secondaire de Voingt.

53 % des opérations auvergnates concernent le département actuel du Puy-de-Dôme. Viennent ensuite par ordre décroissant du nombre des opérations antiques, les départements de l'Allier, du Cantal et de la Haute-Loire.

■ *Quelques réflexions scientifiques*

Il est très difficile pour cette période de dégager de manière claire des axes de recherche. Les deux réunions de programmation scientifique interrégionale, tenue l'une à Lyon, le 22 novembre 2005, et l'autre à Clermont-Ferrand, le 8 décembre 2005, ont confirmé ce constat. Il est à rappeler que la part des opérations programmées est faible (67 dossiers contre 110 dossiers d'archéologie préventive).

En ce qui concerne la recherche programmée, la CIRA 2003-2006, a encouragé :

Autour de problématiques urbaines (chefs lieux de cité et agglomérations secondaires):

- la poursuite des travaux menés depuis de nombreuses années sur Alba, Saint-Paul-trois-Châteaux, Valence et Vienne (cf le PCR de topographie urbaine de Gaule méridionale coordonné par M.Heijamns). La publication du volume consacré à Saint-Paul-Trois-Châteaux semble pouvoir rapidement aboutir, celle concernant Alba a été annoncée comme pouvant être elle aussi prochaine. Les travaux sur la ville de Valence manquent eux d'un peu « d'énergie », les travaux sur la ville de Vienne semblent eux bénéficier d'un nouveau souffle ;

- le développement des travaux (prospections pédestres et électriques, sondages, fouille...) sur le site de Ludna, agglomération secondaire des Ségusiaves, sur le tracé de la voie de Lyon vers Mâcon et le nord, à proximité de la Saône. Ces recherches s'inscrivent aussi dans une problématique de redéfinition (ou définition ?) des limites du territoire de certaines cités comme celle dans le cas présent des ségusiaves ;

- la mise en place du PCR « *Atlas topographique de Lyon antique* » (de type atlas de topographie urbaine de Gaule méridionale) qui permet d'envisager dans des délais raisonnables, une synthèse nécessaire sur l'occupation antique de ce chef lieu de cité ;

- la mise en place du PCR *Atlas topographique antique d'Augustonemetum - Clermont-Ferrand* (de type Atlas de topographie urbaine de Gaule méridionale) qui permet de fédérer plusieurs équipes locales ayant des approches méthodologiques variées, et ce, en vue d'établir (enfin) une synthèse des données permettant de préciser l'origine et le développement de l'occupation antique. Dans le cadre de ce PCR, ont aussi été réalisés des travaux de terrain, dont en particulier, les sondages menés sur le site dit du mur des Sarrazins (commune de Ceyrat) qui permettent aujourd'hui de confirmer la présence à cet endroit d'un théâtre antique ;

- la fin des travaux engagés lors de la CIRA précédente sur le col de Ceyssat , travaux qui ne permettent toujours pas de caractériser précisément les vestiges rencontrés : agglomération secondaire ou mansio située à 11 km de Clermont à relier au sanctuaire du Puy-de-Dôme (?!)

Autour de problématiques rurales :

- la poursuite des travaux pluridisciplinaires et diachroniques (approche paléoenvironnementale fondée sur une série d'analyses et combinée à une approche archéologique rassemblant les données issus de plusieurs prospections thématiques ou d'opérations d'archéologie préventive) conduits par J.F.Berger sur le Bas Dauphiné ;

- la poursuite de la fouille de la *villa* du Vernai à Saint-Romain-de-Jalionas (Isère) et la préparation en 2004 d'un manuscrit soumis à Gallia ;

- l'acceptation d'une prospection thématique diachronique (avec sondages ponctuels) sur l'occupation du sol du canton de Beaurepaire (Isère)

- la mise en place d'un PCR sur l'archéologie des paysages en Auvergne, programme de recherche pluridisciplinaire et inter - institutionnel qui a pour priorité de travailler sur les formes de l'habitat rural en territoire arverne ;

- la réalisation d'une prospection thématique sur l'occupation du sol antique du canton de Bourbon (département de l'Allier) dans le cadre d'un mémoire universitaire.

Autour de problématiques axées sur les axes de circulation et le milieu montagnard :

- sont principalement à citer les travaux (prospections thématiques, sondages et fouilles) menés de 2003 à 2005 sur l'occupation pastorale de l'environnement du Petit Saint-Bernard ;

- et une prospection thématique sur les voies de circulation antiques et médiévales dans le département actuel de l'Ain ;

Autour de problématiques développées sur les lieux de culte et/ou sur l'architecture monumentale :

- la fin des opérations de fouille sur la colline de Fourvière, à l'emplacement du temple dit de Cybèle, qui permettent de rectifier des interprétations erronées et de proposer une occupation précoce du site à vocation résidentielle ;

- l'aboutissement de l'opération « Temple de Mercure » (Puy-de-Dôme) comprenant une étude archéologique et une étude architecturale, qui permet de préciser outre l'état de l'édifice, son origine, sa réalité monumentale et son évolution ;

- la fin de la fouille programmée des Petits Jardins à Isle-et-Bardais dans l'Allier qui devait être à l'origine celle d'un établissement à vocation artisanale et qui a permis de mettre un jour un sanctuaire du Haut-Empire ;

- le démarrage d'une prospection thématique sur les sanctuaires ruraux de toute la Région Auvergne (et ce dans le cadre d'un travail universitaire) ;

- la reprise des travaux sur le sanctuaire antique de Gergovie (travaux combinant la reprise des résultats des fouilles anciennes et la réalisation de sondages nouveaux).

Toutes les opérations qui ont été achevées entre 2002 et 2006, et citées ci-dessus ont à quelques rares exceptions près, toutes fait l'objet d'un rendu de rapport détaillé. Une demande de publication a été faite par la CIRA auprès de chaque responsable concerné.

Ainsi, dans les prochaines années, outre de nouveaux volumes de l'*Atlas des villes de Gaule méridionale*, devraient être proposés des manuscrits sur les études du site de Saint-Georges-de-Reneins Ludna, le Pâtural, sur les résultats du PCR sur les milieux et peuplement en Bas-Dauphiné, sur le temple de Mercure…

Comme déjà dit plus haut, peu de demandes d'aide à la publication ont été faites pour l'époque gallo-romaine à cette CIRA. Deux manuscrits (publication *DARA – Musée Gadagne* et *Villa du Vernai*) ont été examinés ainsi qu'une demande d'aide à la préparation de publication *Les espaces funéraires antiques de la plaine alluviale sur la rive gauche du Rhône* (F. Blaizot, L. Tranoy).

En ce qui concerne l'archéologie préventive, et comme le montre ci-dessus, la répartition géographique des dossiers examinés, il est incontestable que la majorité des opérations ont concerné des chefs lieux de cité (Lyon, Vienne, Valence, Alba, Feurs et Clermont-Ferrand en particulier) ou des agglomérations secondaires comme Annecy, Roanne, Aix les Bains, Néris-les-Bains, Saint-Paulien, Rive de Gier…). Il est à noter que de nombreux diagnostics ont permis d'aborder les périphéries de ces zones urbaines ; leurs limites peuvent pour certaines (comme Annecy par exemple) être précisées et la liaison ville / campagne peut être mieux appréhendée. Reste maintenant à réaliser des synthèses.

Deux opérations (l'une sur l'Odéon à Lyon et l'autre le théâtre à Vienne) rentrent dans le cadre des opérations à problématiques « architecture monumentale ». Quatre opérations (sur les communes de Chaponost et Tassin la demi-lune dans le Rhône) étaient axées sur l'aqueduc du Gier. Il semble que la vallée du Rhône après les travaux TGV Méditerranée, ou le département de l'Allier après plusieurs années de travaux RCEA et/ou amélioration de la RN7 sont toujours surveillés et font l'objet de suivi. Quoiqu'il en soit, il est difficile de percevoir de véritables stratégies scientifiques. Malgré la réforme de l'archéologie, il semble que les opportunités de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, la capacité des SRA à suivre et celle de l'INRAP à faire sont les facteurs déterminants de prise en compte du patrimoine archéologique. Quid des choix en archéologie préventive ?

Le bilan général montre :

- des manques en matière d'archéologie agraire et d'archéologie funéraire en particulier :

- un fort déséquilibre entre les villes, la vallée du Rhône, la plaine de la Limagne et les secteurs de montagne ;

- un essoufflement de la dynamique de recherche. Les chercheurs de l'INRAP ont du mal à se positionner et s'intégrer à des programmes de recherche, les travaux universitaires menés par des étudiants ne sont pas toujours connus, les archéologues de collectivité territoriale ont aussi du mal à jouer un rôle fédérateur entre tous les acteurs de la recherche…

■ *Quelques réflexions générales*

Les rapports de l'archéologie préventive sont généralement mieux présentés que ceux des fouilles programmées. Ne serait-il pas possible d'imposer à tous les responsables, un canevas minimal de rendu ? Pourquoi certaines annexes comme l'inventaire détaillé du mobilier trouvé ne figure pas dans chaque rapport de diagnostic ou de fouille ?

Le mode de fonctionnement même de cette commission (tenue rapide de réunions au cours desquelles il n'est pas possible de développer les débats ; préparation de l'avis par le rapporteur parfois non aisée délais pouvant être courts, documentation transmise par le SRA pas toujours adaptée à la bonne compréhension du dossier ; raison du choix de transmission de la part des SRA de certains dossiers pas toujours évidente ; objectifs visés non suffisamment précisés… ; suite réelle et/ou devenir des dossiers examinés non systématiquement communiqués) peut générer quelques sentiments de frustration. Il est indéniable que rien n'est fait (moyens dans tous leurs aspects) pour optimiser la qualité de la mission rendue. Néanmoins, elle paraît incontournable et devient plus intéressante avec la durée.

Sophie HETTIGER
Archéologue bénévole

Opérations archéologiques examinées en CIRA de 2003 à 2006 concernant la période médiévale



Préfecture de la région Rhône-Alpes
service régional de l'archéologie
20/09/2007

Fond cartographique issu de la BD CARTO ®
© IGN - PARIS - Autorisation n° 50-7549
Reproduction interdite

Bruno DUFAŸ
Pierre-Yves LAFFONT

La période médiévale

■ *Données statistiques générales*

L'archéologie médiévale en Centre-Est a concerné pendant le dernier quadriennal 139 sites différents. Ils ont fait l'objet de 247 avis, car un certain nombre sont des opérations pluriannuelles (on a compté aussi les avis d'ajournement). Le nombre de dossiers a été remarquablement stable au cours de ces quatre ans (près de soixante par an). Sommes-nous parvenus à une période de stagnation après la forte progression de l'archéologie médiévale dans les trois décennies précédentes ? Il s'agit même sans doute d'une régression : la CIRA précédente avait rendu 321 avis sur des sites médiévaux...

Logiquement, le plus grand nombre d'opérations concerne la région Rhône-Alpes (70 % des sites). Cela traduit son plus grand dynamisme économique. Une analyse des taux de prescription dans chaque région permettrait de vérifier si c'est bien la seule cause de disparité (voir l'étude de l'INRAP sur le sujet). Le poids de la métropole auvergnate et de son département est fort (44 % des sites), contrairement à Rhône-Alpes où l'activité est mieux répartie (24 % des sites pour le Rhône) : cela tient sans nul doute à la structure de l'occupation du sol, raréfiée dans les départements montagneux de l'Auvergne, qui concentre sa population dans le bassin de Clermont. Ce phénomène des zones de montagne est tout de même perceptible en Rhône-Alpes : Ardèche, Savoie et Haute-Savoie ne comptent à eux trois pas davantage que le seul Rhône ; ou encore, les trois départements alpins comptent pour un quart, les trois-quarts concernant les départements de la vallée du Rhône.

L'archéologie médiévale se répartit également entre archéologie préventive et programmée : 50 % des sites pour chaque régime (même si cela se traduit par 62 % des avis en programmée, parce que les dossiers y sont parfois présentés plusieurs fois après refus ou ajournement, ce qui ne peut être le cas en préventive). Elle se pratique naturellement par la fouille (50 % des opérations, ventilées en 15 % de diagnostics et 35 % de fouilles), mais aussi par l'archéologie du bâti (17 %) et les prospections (20 %). Les autres opérations sont constituées par les PCR et les publications. Ces dernières sont notoirement insuffisantes, c'est hélas devenu un lieu commun que de le rappeler. D'après les statistiques fournies par le SRA de Rhône-Alpes, la CIRA a recommandé pour le Moyen-Age et cette région la publication de 17 dossiers (fouilles, études de bâti, prospections) : cette proportion est très faible par rapport au nombre d'opérations. Certes, un certain nombre ne sont pas terminées et n'ont donc pas à être publiées actuellement. Mais on peut tout de même s'interroger soit sur la qualité des travaux rendus, soit sur l'intérêt intrinsèque des sites et des fouilles qui y ont été menées. De surcroît, 4 seulement de ces recommandations ont été suivies d'effet, et elles concernent toutes des études de bâti : on reviendra sur le dynamisme de ce secteur, autour notamment de Nicolas Reveyron et Isabelle Parron.

■ *Une archéologie largement traditionnelle et patrimoniale*

Cette archéologie reste assez traditionnelle dans ses centres d'intérêt : les églises (y compris la dimension funéraire associée) et les châteaux ; 58 % des sites sont concernés (respectivement 35 % et 22 %). Cette tendance est classique et a été pointée dans le bilan réalisé sous la direction de Jean Chapelot pour le dernier congrès de la Société d'Archéologie Médiévale et publié dans *Les Dossiers d'Archéologie* (n° 314), qui présente même en couverture un château rhônalpin, celui d'Albon dans la Drôme ! L'archéologie urbaine peine à trouver sa place, avec seulement 17 % des sites étudiés. Ce panorama se nuance selon que l'on considère l'archéologie préventive ou programmée. Dans ce dernier cas, églises et châteaux prédominent davantage encore, à 66 %. Logiquement, l'archéologie urbaine est uniquement préventive (à l'exception d'un programme de prospection sur la ville de Die, qui a d'ailleurs reçu un avis défavorable...).

La part des sites du haut Moyen Age est très faible, limitée à quelques traces d'établissements ruraux trouvées en préventive, et aux phases paléochrétiennes des édifices religieux ; ce point contraste fortement avec le panorama de la France du nord, mais ce n'est pas une nouveauté.

Enfin, les problématiques « relations hommes / milieux » et la collecte de données paléoenvironnementales sont pratiquement nulles (exceptés Charavines - et encore, plutôt dans des phases antérieures de la fouille - et, d'une certaine manière, l'archéologie minière). Il y aurait pourtant à faire : depuis l'acquisition de données climatiques jusqu'à la réévaluation des pratiques agraires, en passant par les modes alimentaires...

Parce qu'elle s'intéresse le plus souvent à des monuments d'architecture, l'archéologie médiévale a une forte dimension patrimoniale. Elle va de pair avec des projets de mise en valeur et de restauration, qu'ils portent sur des monuments protégés ou non : 30 % des opérations ont une visée patrimoniale explicite. Pour légitime qu'elle soit, cette dimension est plutôt préjudiciable à l'approche scientifique des sites : trop souvent les fouilles ne portent que sur les parties touchées par les travaux de restauration, de ce fait les approches problématisées a priori sont rares.

■ ***Le point fort des études de technologie : archéologie des mines, de l'artisanat et de la construction***

Dans le sillage des travaux de Marie-Christine Bailly-Maître pour le secteur minier (dans l'Isère à Brandes, dans l'Ardèche à Sainte-Marguerite-Lafigère ou Largentière), avec des fouilles et des prospections, et de Nicolas Reveyron pour les techniques de construction (églises de Lyon), on notera que 17 % des opérations sont centrées sur des problématiques technologiques ou artisanales.

Aux côtés de divers travaux sur les mines ou la sidérurgie, on trouve aussi le beau travail d'Alain Belmont sur la meunerie, celui d'Yves Billaud et Eric Rieth sur la batellerie du lac d'Annecy, la mise en évidence à Montferrand par Philippe Arnaud d'un atelier de pelletier ou de fourreur, et quelques trop rares initiatives concernant la céramique (faiblesse d'ailleurs perceptible à l'échelle nationale). On peut encore rattacher à ces problématiques un PCR sur les sarcophages en grès du Bourbonnais (dirigé par Sophie Liégard), abordés surtout d'un point de vue technique et typochronologique.

Surtout, l'intérêt pour le chantier de construction médiéval ne se dément pas, même si la majorité des programmes engagés dans ce domaine ressortissent au monumental, et principalement aux églises et aux châteaux, édifices les mieux conservés. L'attention portée aux maisons de ville s'accroît toutefois, avec notamment les études de Christian Le Barrier ou de Chantal Delomier (cf. infra). Notons d'ailleurs les très bons *DARA* de Nicolas Reveyron et de Bruno Phalip, le premier consacré aux chantiers de construction des églises lyonnaises, le second aux charpentes et aux couvertures médiévales de l'Auvergne ainsi que le PCR dirigé par Pascale Chevalier sur le chantier médiéval à travers sept édifices romans majeurs d'Auvergne.

Le dynamisme de l'archéologie du bâti s'exprime ici pleinement, et montre combien cette approche est fructueuse : restitution fine des édifices dans la complexité de leurs phases successives, meilleure connaissance des techniques de construction et d'organisation des chantiers, appréciation de la créativité des maîtres d'œuvre, etc. On se méfiera toutefois d'une tendance à l'excès de minutie, qui en fait une approche parfois lourde, difficile à concilier avec l'archéologie préventive. Comme pour la fouille, il faudra trouver un équilibre entre une vision analytique hyperdétaillée où l'utilité des informations décroît avec leur quantité, et une vision synthétique mais trop sommaire qui ne rend pas compte de la réalité dans sa richesse.

L'études des technologies est assurément un point fort de l'interrégion avec de vrais apports scientifiques neufs, même si les thèmes ne sont pas tous originaux. On peut regretter toutefois l'absence assez générale de programme collectif d'ampleur sur ces thématiques technologiques et artisanales.

■ ***Les édifices religieux et l'archéologie funéraire***

En ce qui concerne les églises, toutes les catégories d'édifice ont été abordées : les cathédrales de Clermont-Ferrand, Lyon, Die et Valence, des églises paroissiales, urbaines et rurales, des monastères, des chapelles castrales. Trois baptistères ont aussi été étudiés, à Roanne et à Brioude pour l'époque paléochrétienne, au Puy-en-Velay pour le Moyen Age. Leur fouille partielle et les études de bâti dont ils ont été l'objet mettent en évidence les innombrables remaniements de ces édifices, dont les phases anciennes sont le plus souvent masquées par des réfections récentes.

La dimension funéraire de ces opérations n'est pas absente (à Moirans ou Souvigny par exemple), même si les études anthropologiques en cours ne semblent pas devoir apporter beaucoup d'éléments neufs sur ces questions. La principale raison en est la limitation des échantillons : il est impossible d'entrer dans des considérations tant soit peu générales sur les populations inhumées, qu'il s'agisse d'ecclésiastiques ou non. La fouille exhaustive de vastes nécropoles, offrant des échantillons statistiques pertinents, ne paraît plus d'actualité. Cela pose de toute façon le problème de la disponibilité des compétences scientifiques en matière d'archéologie funéraire dans l'inter-région, où finalement les anthropologues susceptibles d'intervenir sur toute la durée d'une opération sont très peu nombreux.

La recherche en matière d'édifices religieux s'est un peu structurée depuis le dernier quadriennal avec deux PCR sur des monuments (le groupe épiscopal de Valence, sous la direction d'Isabelle Parron, qui vient de faire l'objet d'une belle publication, et le baptistère du Puy, encore en cours sous la direction de Bénédicte Mérel-Brandebourg) et trois programmes de recherches plus transversaux : sur la morphogenèse de l'espace ecclésial au Moyen Age (ACR sous la direction d'Anne Baud, avec un colloque à Nantua en novembre 2006 et une monographie sur l'abbaye cistercienne de Saint-Jean-d'Aulps à paraître en 2007 dans la collection des DARA), sur les paroisses arvernes (PCR - un peu en sommeil ? - sous la direction de Philippe Vergain) et sur le chantier médiéval au travers des édifices religieux majeurs d'Auvergne (cf. *supra*). Seuls les PCR sur Valence et les édifices d'Auvergne remontent au précédent quadriennal : sous l'impulsion notamment de la CIRA, c'est à une meilleure coordination des efforts que l'on assiste donc maintenant, ce dont il faut se réjouir.

■ ***Les sites fortifiés et l'habitat aristocratique***

Les édifices étudiés sont pour l'essentiel des châteaux forts en pierre du Moyen Age central (80 %) et des maisons fortes de la fin du Moyen Age (le site de Charavines, résidence aristocratique fortifiée du XIe siècle de type *curtis* faisant un peu exception). Il apparaît d'ailleurs légitime que l'étude des châteaux de pierre, trop longtemps laissée à la seule appréciation des historiens d'art ou des architectes en chef des Monuments historiques, soit revitalisée.

On notera l'absence de fouille ou de programmes de prospection sur des mottes castrales : c'est manifestement un sujet passé de mode. L'axe de recherche spécifique le plus abordé est celui de la définition des « grandes salles » (ou « *aula* ») dans les complexes castraux et leur transformation éventuelle en donjon. C'est aussi la thématique du passage du *domicilium* de tradition carolingienne à celle des tours-résidence. Une des plus belles opérations menées sur ces thèmes est celle réalisée à Saint-Maurice-de-Rotherens en Savoie par Cyrille Ducourthial (programmé). On songe aussi à l'étude de Chantal Delomier sur le château de Pont-d'Ain qui a mis récemment en évidence une très belle *aula* des comtes de Savoie du début du XIVe siècle (préventif) ; cette opération montre - si cela était encore nécessaire - tout l'intérêt de l'archéologie du bâti pour la castellologie.

A ces études sur des centres d'intérêt finalement très classique de la castellologie, il convient d'ajouter quelques études plus novatrices : celle menée par Nicolas Clément sur les habitats de hauteur du très haut Moyen Age en Vivarais, dans le prolongement des travaux de Laurent Schneider en Languedoc ; l'excellente enquête systématique conduite par L. d'Agostino sur les commanderies hospitalières et templières de la Langue d'Auvergne ; l'enquête collective coordonnée par Matthieu de La Corbière sur les fortifications rupestres et troglodytiques de la haute vallée du Rhône ou, enfin, les quelques études (notamment dans le cadre de l'archéologie préventive) sur des enceintes urbaines des XIVe-XVe siècles (Clermont, Trévoux...). Il conviendrait assurément pour chacune des ces thématiques de lancer des programmes collectifs de recherches dans l'interrégion dans le sillage des enquêtes individuelles en cours.

Effectivement, et c'est bien là un des problèmes de la recherche dans le domaine de la fortification médiévale en Centre-Est, celle-ci reste très dispersée. Pas plus qu'au cours du précédent quadriennal, les chercheurs ne se sont sentis concernés par la mise en commun de leurs efforts. Plusieurs facteurs expliquent sans doute cela : d'une part, des projets portés par des bénévoles qui peinent à atteindre un niveau de compétence suffisant ou par des étudiants ou des universitaires qui abordent les sites avec des méthodes plus historiques qu'archéologiques (la moitié des dossiers ajournés ou refusés concernent des châteaux), d'autre part, et surtout, le fait qu'il s'agit souvent d'opérations très limitées dans le temps et dans l'espace, dans le cadre de programmes de restauration.

Se pose aussi, peut-être, en lien avec ce qui précède la question de l'ampleur des fouilles menées. On n'apprendra sans doute plus guère sur les châteaux si l'on se cantonne à des observations ponctuelles. C'est l'ampleur des surfaces ouvertes qui a renouvelé les problématiques dans d'autres domaines, notamment celle du village du haut Moyen Age pour rester dans notre période chronologique. Il convient de pousser les responsables des sites castraux (élus, associations, c'est plus difficile évidemment pour les particuliers) à entreprendre des fouilles suffisamment importantes pour que la valeur ajoutée qu'elles apportent en termes de connaissances, et donc de diffusion au public, soit réelle. Sinon, ils ont trop souvent l'impression que les sommes investies ne remettent pas sensiblement en cause les résultats obtenus par les érudits du XIXe siècle ou les amateurs locaux qui travaillent gratuitement. Dans l'idéal, on devrait tendre vers l'exhaustivité, ce qui doit être possible pour des sites assez petits et bien choisis. Significatif à cet égard est le cas de Charavines. Cette fouille fondatrice paraissait à tous achevée depuis de nombreuses années, à telle enseigne qu'il fut plusieurs fois envisagé d'arrêter la délivrance d'autorisations sur ce site. Or l'examen du dossier par la CIRA et une visite sur place ont mis en évidence que seule une moitié environ du site était connue. Les campagnes récentes, en permettant la découverte d'un bâtiment supplémentaire, d'éléments fortifiés nouveaux et d'aménagements de berge conséquents modifient sensiblement l'image de cet établissement. S'il est un site qu'il faut fouiller complètement, c'est bien celui-ci si l'on veut qu'il reste une référence (et une référence non biaisée) pour l'étude de l'habitat aristocratique du XIe siècle.

■ *L'habitat rural et urbain*

L'archéologie de l'habitat et de la maison apparaît pour l'essentiel dans l'inter-région Centre-Est liée à l'archéologie préventive. A cette première considération, il faut ajouter plusieurs autres réserves, thématiques et chronologiques. L'étude de l'habitat urbain médiéval reste modeste. Il se concentre pour l'essentiel dans quelques très grandes agglomérations (Lyon principalement, Clermont-Ferrand dans une moindre mesure) et concerne avant tout des résidences de prestige (Maison dite du Chamarier ou Hôtel de Gadagne à Lyon par exemple).

Comme partout ailleurs en France, l'archéologie préventive a fait progresser notre connaissance de l'habitat rural : mais c'est surtout l'habitat de la fin du haut Moyen Age qui a pu être mis en évidence (dans l'Ain notamment), l'habitat paysan de la seconde moitié du Moyen Age (exception faite des travaux de Laurent Fau dans le Cézallier) et particulièrement des XIIIe-XVe siècles restent très peu étudiés en tant que tel.

Il faut encore remarquer l'émergence, pour l'instant timide toutefois, d'une intéressante problématique autour de l'habitat rural troglodytique (travaux de Mylène Navetat dans le nord de la Drôme).

Comme pour la castellologie, on regrettera l'absence de programme collectif de recherche dans le domaine de l'habitat rural et urbain.

■ *Le fonctionnement de la CIRA*

Quelques mots pour finir sur le fonctionnement de l'institution CIRA. Ces commissions restent un des rares

lieux de dialogue interinstitutionnel en archéologie, et il faut le saluer. Elles sont aussi une ouverture pour les SRA qui courent le risque de s'enfermer dans leur logique propre, et, à ce titre, elles garantissent une certaine indépendance de la recherche face à l'administration et aux aménageurs. Il ne faut toutefois pas surestimer cette fonction de la CIRA : - elle manque de temps pour instruire sérieusement les dossiers, et parfois les avis rendus s'apparentent plus à de la correction de copies d'étudiant qu'à une réflexion de fond. On notera à ce sujet que la qualité moyenne des rapports - tant sur le fonds que sur la forme - s'améliore plutôt, ce qui montre que les remarques finissent par porter... - elle n'a pas les moyens de définir des axes de recherche et d'impulser une dynamique réelle (et les réunions dites « de programmation » n'ont pas vraiment compensé cette faiblesse). Elle ne maîtrise pas le suivi des dossiers, notamment en matière de réalisation des publications. Notons toutefois que la loi de 2001-2003 a eu un effet bénéfique, entraînant l'examen systématique des prescriptions des SRA. Avec les dossiers de fouille programmée, ce sont les trois-quarts des dossiers qui sont ainsi examinés a priori. Les CIRA ne sont plus une simple « chambre d'enregistrement », comme on pouvait s'en plaindre parfois auparavant - toutefois, la CIRA court le risque d'être instrumentalisée par les SRA : ceux-ci ne lui soumettent que ce qu'ils souhaitent, et le poids de leurs avis et commentaires est important. Ce sont les Services qui maîtrisent le mieux tous les paramètres d'un dossier, alors que les experts, venus de l'extérieur, ont souvent une vision plus sommaire du contexte (c'est le prix à payer de leur non-implication dans des intérêts locaux...). Soulignons toutefois qu'un large consensus s'est dégagé dans cette CIRA entre experts et agents de l'Etat, qui ne tient sûrement pas qu'à une manipulation habile des uns par les autres... Pour autant que nous le sachions, la CIRA a été saisie de tous les dossiers dans la mesure où ils comportaient une prescription, ainsi que de tous les DFS a posteriori. Dans un petit nombre de cas (11 pour le Moyen Age), la CIRA a proposé de ne pas aller à la fouille après un diagnostic. Celle-ci a donc joué le rôle d'un renfort pour la politique de contrôle du nombre de prescriptions souhaitée par le Ministère. Mais n'y aurait-il jamais eu de cas où la CIRA, contrairement aux SRA, aurait souhaité aller à la fouille ?

Rappelons pour finir que l'appartenance à une CIRA est une très lourde charge de travail pour les experts, par ailleurs très mal reconnue en termes de carrière. On peut se demander si, plutôt qu'un très hypothétique dédommagement financier par le MCC, un recours plus systématique des CIRA à des rapporteurs extérieurs (notamment pour les lourds dossiers de programmée de début d'année ou pour les dossiers de demande d'aide à la publication) ne serait pas une solution simple et facile à mettre en oeuvre pour soulager ponctuellement les membres des CIRA.

C'est enfin de plus en plus une charge financière, les indemnités de frais de déplacement ne compensant que partiellement les frais engagés.

Bruno DUFAŸ
Archéologue départemental des Yvelines
Pierre-Yves LAFFONT
Université du Maine (Le Mans)

Index des sites mentionnés en Rhône-Alpes

Aime (Savoie) p. 41, 42,
Aix-les-Bains (Savoie) p. 41
Alba-la-Romaine (Ardèche) p.41
Albon (Drôme) p. 41
Allèves la grotte de Bange (Haute-Savoie) p. 20
Ambérieu en Bugey grotte du Gardon (Ain) p. 25, 29
Annecy et Annecy-le-Vieux (Haute-Savoie) p. 41
Aoste (Isère) p. 41
Bas Vivarais Les dolmens (Ardèche) p. 25
Beaurepaire et **Valloire** cantons de (Isère) p. 42
Bénonces abri de Roche Noire (Ain) p. 29
Bénonces grotte de Miémard (Ain) p. 33
Berrias-Casteljau abri des Pêcheurs (Ardèche) p. 18,19
Bessans (Savoie) p. 25
Bessans Le Château (Savoie) p. 25
Bourg en Bresse (Ain) p. 41
Bourg-Saint-Andéol la plaine des Géantes (Ardèche) p. 34
Bourg-Saint-Andéol Les Géantes (Ardèche) p. 26, 29
Bozel, Le Cheney des Pierres (Savoie) p. 25
Chabeuil Les Gachets (Drôme) p. 33
Chabrillan Saint Martin (Drôme) p. 32, 34
Chambéon-Magneux Haute Rive (Loire) p. 32
Chambles Essalois (Loire) p. 29
Chaponost et **Tassin**, **Ternay**, **Mornant** aqueduc du Gier (Rhône) p. 41
Charavines Colletière (Isère) p. 46, 47
Châteauneuf-du-Rhône (Drôme) p. 41
Chazey-Bons, L'Abbaye I (Ain) p. 25
Chindrieux (Savoie) p. 29, 41
Col du Petit-Saint-Bernard Archéologie sans frontière (Savoie) p. 24, 25, 41, 42
Corveissiat (Ain) p. 38
Crêt Bourbousson (Drôme) p. 38
Détrier (Savoie) p. 41
Die église (Drôme) p.46
Donzère (Drôme) p. 41
Faverges (Haute-Savoie) p. 41
Feurs (Loire) p. 41
Géovressiat (Ain) p. 32
Gilly-sur-Isère (Savoie) p. 41
Guilherand Grange Chemin des Mulets (Ardèche) p. 32
Huez Brandes (Isère) p. 46
Jastres (Ardèche) p. 38
Jons Batailles (Rhône) p. 33
La Bridoire (Savoie) p. 41
La Pacaudière Brisson (Loire) p. 20
Lacs d'Annecy et du Bourget (Savoie-Haute-Savoie) p. 29, 33, 46
Largentière (Ardèche) p. 46
Le Pègue (Drôme) p. 41
Lyon 26-28 rue Joannès-Carret Chais Beaucairois (Rhône) p. 38, 39
Lyon 81 rue Gorges de Loup (Rhône) p. 32
Lyon Cybèle, Fourvière (Rhône) p. 42
Lyon églises (Rhône) p. 46
Lyon Hôtel de Gadagne (Rhône) p. 47
Lyon maison du Chamarie (Rhône) p. 47
Lyon plaine de Vaise (Rhône) p. 29, 38
Lyon rue Marietton (Rhône) p. 38
Malataverne, grotte Mandrin (Drôme) p. 18, 19
Moirans (Isère) p. 41
Mont Galgan oppidum (Savoie) p. 38
Montagnieu Roche Noire (Ain) p. 34
Montbrison (Loire) p. 41
Montélimar (Drôme) p. 41
Montélimar, ZA Gournier Daurelle (Drôme) p. 25
Musièges Douattes (Haute-Savoie) p. 19
Orgnac l'Aven Baume Flandin (Ardèche) p. 18
Pierre-Châtel et **Monestier de Clermont** (Isère) p. 41
Poncin, Abri Gay (Ain) p. 25
Ponçins Goincet (Loire) p. 38
Pont-d'Ain château (Ain) p. 47
Rivas Tampier (Loire) p. 33
Rive de Gier (Loire) p. 41,43
Roanne (Loire) p. 41
Roanne baptistère (Loire) p. 46
Rompon Payre (Ardèche) p.18
Rovon, Le Pas de l'Echelle (Isère) p. 25
Roynac le Serre (Drôme) p. 32
Saint-Laurent-La-Conche (Loire) p. 38
Saint Priest ZAC des Feuillys dans le grand Lyon (Rhône) p. 33
Saint-Bernard-du-Touvet, L'Aulp du Seuil (Isère) p. 25, 29
Saint-Christophe-la-Grotte l'abri de la Fru (Haute-Savoie) p. 19
Saint-Genix-sur-Guiers (Savoie) p. 41
Saint-Georges-de-Reneins Ludna (Rhône) p. 41, 42, 43
Saint-Martin d'Adèche Le Figuier (Ardèche) p. 18
Saint-Martin d'Ardèche Ranc du Pointu n° 2 (Ardèche) p. 18
Saint-Maurice-de-Rotherens (Savoie) p. 47
Saint-Nazaire-en-Royans l'abri Campalou (Drôme) p.19
Saint-Paul-Trois-Châteaux (Drôme) p. 41, 42
Saint-Priest Les Luèpes (Rhône) p. 34
Saint-Romain-de-Jalionas le Vernai p. 41, 42
Saint-Roman Maumuye (Drôme) p. 18
Saint-Thibaud-de-Couz les grottes de Jean-Pierre 1 Jean-Pierre 2 (Savoie) p. 20
Saint-Vallier à Montrebut (Drôme) p. 18
Sainte-Marguerite-la-Figère (Ardèche) p. 46
Sassenage Les grottes de la Grande Rivoire à (Isère) p. 34
Sassenage, La Grande Rivoire (Isère) p. 29
Sauzet (Drôme) p. 41
Seynod Zac de Piéraz (Haute-Savoie) p.
Seyssel, **Presilly**, **Thyez** (Haute-Savoie) p. 32, 41
Simandre Estournelles (Rhône) p. 33, 34
Sinard la Blachette Sud (Isère) p. 20
Soyons abri Moula (Ardèche) p. 18
Soyons baume Néron (Ardèche) p. 18
Thonon-les-Bains nécropole (Haute-Savoie) p. 27
Trévoux (Ain) p. 47
Usson-en-Forez (Loire) p. 41
Valence (Drôme) p. 41, 42
Valence église (Drôme) p. 46
Valence Mauboule (Drôme) p. 33

Vallon-Pont-d'Arc grotte Chauvet-Pont d'Arc (Ardèche) p. 19
Vénissieux ZAC du Vieux Bourg (Rhône) p. 32
Vercors massif du (grottes Colomb, de La Passagère, de l'Olette, des Freydières ('Isère et Drôme) p. 20
Verna la tombe à char (Isère) p. 38
Vienne (Isère) p. 41, 42
Vienne, Isle-Crémieu (Isère) p. 41
Villerest sites de plein air de la Goutte-Roffat (Loire) p. 19
Villerest Vigne Brun (Loire) p. 19
Vivarais habitats de hauteur (Ardèche) p. 47

Index chronologique des sites mentionnés en Rhône-Alpes

PALEOLITHIQUE

Allèves la grotte de Bange (Haute-Savoie) p. 20
Berrias-Casteljau abri des Pêcheurs (Ardèche) p. 18, 19
La Pacaudière Brisson (Loire) p. 20
Malataverne grotte Mandrin (Drôme) p. 18, 19
Musièges Douattes (Haute-Savoie) p. 19
Orgnac l'Aven Baume Flandin (Ardèche) p. 18
Rompon Payre (Ardèche) p. 18
Saint-Christophe-la-Grotte l'abri de la Fru (Haute-Savoie) p. 19
Saint-Martin d'Adèche Le Figuier (Ardèche) p. 18
Saint-Martin d'Adèche Ranc du Pointu n° 2 (Ardèche) p. 18
Saint-Nazaire-en-Royans l'abri Campalou (Drôme) p. 19
Saint-Roman Maumuye (Drôme) p. 18
Saint-Thibaud-de-Couz les grottes de Jean-Pierre 1 Jean-Pierre 2 (Savoie) p. 20
Saint-Vallier à Montrebut (Drôme) p. 18
Sinard la Blachette Sud (Isère) p. 20
Soyons abri Moula (Ardèche) p. 18
Soyons baume Néron (Ardèche) p. 18
Vallon-Pont-d'Arc grotte Chauvet-Pont d'Arc (Ardèche) p. 19
Vercors massif du (grottes Colomb, de La Passagère, de l'Olette, des Freydières ('Isère et Drôme) p. 20
Villerest sites de plein air de la Goutte-Roffat (Loire) p. 19
Villerest Vigne Brun (Loire) p. 19

NEOLITHIQUE – AGE DU BRONZE

Ambérieu en Bugey, Le Gardon (Ain) p. 25, 29
Bas Vivarais Les dolmens (Ardèche) p. 25
Bessans (Savoie) p. 25
Bessans, Le Château (Savoie) p. 25
Bourg-Saint-Andéol, Les Géandes (Ardèche) p. 26, 29
Bozel, Le Cheney des Pierres (Savoie) p. 25
Chambles Essalois (Loire), p. 29
Chazey-Bons, L'Abbaye I (Ain) p. 25
Col du Petit-Saint-Bernard Archéologie sans frontière (Savoie) p. 24, 25, 41, 42
Montélimar, ZA Gournier Daurelle (Drôme) p. 25
Poncin, Abri Gay (Ain) p. 25
Rovon, Le Pas de l'Echelle (Isère) p. 25
Saint-Bernard-du-Touvet, L'Aulp du Seuil (Isère) p. 25, 29
Sassenage, La Grande Rivoire (Isère) p. 29
Thonon-les-Bains nécropole (Haute-Savoie) p. 27

AGE DU BRONZE

Bourg-Saint-Andéol la plaine des Géantes (Ardèche) p. 34
Ambérieu en Bugey grotte du Gardon (Ain) p. 25, 29
Bénonces grotte de Miémard (Ain) p. 33
Chabeuil Les Gachets (Drôme) p. 33
Chabrillan Saint Martin (Drôme) p. 32, 34
Chambéon-Magneux Haute Rive (Loire) p. 32
Géovressiat (Ain) p. 38
Guilherand Grange ardéchoise du Chemin des Mulets à (Ardèche) p. 32
Jons Batailles (Rhône) p. 33
Lacs d'Annecy et du Bourget (Savoie-Haute-Savoie) p. 29, 33, 46
Lyon 81 rue Gorges de Loup (Rhône) p. 32
Montagnieu Roche Noire (Ain) p. 34
Rivas Tampier (la Loire) p.33
Roynac le Serre (Drôme) p. 32
Saint-Priest les Luêpes (Rhône) p. 32
Saint Priest ZAC des Feuillys dans le Grand Lyon (Rhône) p. 33
Sassenage Les grottes de la Grande Rivoire à (Isère) p. 29, 34
Simandre Estournelle (Rhône) p. 33, 34
Valence Mauboule (Drôme) p. 33
Vénissieux ZAC du Vieux bourg à (Rhône) p. 32

AGE DU FER

Corveissiat (Ain) p. 38
Crêt Bourbousson (Drôme) p. 38
Jastres (Ardèche) p. 38
Lyon 26-28 rue Joannès-Carret Chais Beaucairois (Rhône) p. 38, 39
Lyon plaine de Vaise (Rhône) p. 29, 38
Lyon rue Marietton (Rhône) p. 38
Mont Galgan oppidum (Savoie) p. 38
Ponçins Goincet à (loire) p. 38
Saint-Laurent-La-Conche (Loire) p. 38
Verna la tombe à char (Isère) p. 38

ANTIQUITE

Lyon Cybèle, Fourvière (Rhône) p. 42
Aime (Savoie) p. 41, 42
Aix-les-Bains (Savoie) p. 41
Alba-la-Romaine (Ardèche) p. 41
Albon (Drôme) p. 41
Annecy et Annecy-le-Vieux (Haute-Savoie) p. 41
Aoste (Isère) p. 41
Beaurepaire et **Valloire** cantons de (Isère) p. 42
Bourg en Bresse (Ain) p. 41
Chaponost et **Tassin**, **Ternay**, **Mornant** aqueduc du Gier (Rhône) p. 41
Châteauneuf du Rhône (Drôme) p. 41
Chindrieux (Savoie) p. 29, 41
Détrier (Savoie) p. 41
Donzère (Drôme) p. 41
Faverges (Haute-Savoie) p. 41
Feurs (Loire) p. 41
Gilly-sur-Isère (Savoie) p. 41
La Bridoire (Savoie) p. 41
Le Pègue (Drôme) p. 41
Moirans (Isère) p. 41
Montbrison (Loire) p. 41
Montélimar (Drôme) p. 25
Pierre-Châtel et **Monestier de Clermont** (Isère) p. 41
Rive de Gier (Loire) p. 41, 43

Roanne (Loire) p. 41
Saint-Genix-sur-Guiers (Savoie) p. 41
Saint-Georges-de-Reneins Ludna (Rhône) p. 41, 42, 43
Saint-Paul-Trois-Châteaux (Drôme) p. 41, 42
Saint-Romain-de-Jalionas le Vernai (Isère) p. 41, 42
Sauzet (Drôme) p. 41
Seynod (Haute-Savoie) p. 32, 41
Seyssel, **Presilly**, **Thyez** (Haute-Savoie) p. 41
Usson-en-Forez (Loire) p. 41
Valence (Drôme) p. 41, 42
Vienne (Isère) p. 41, 42
Vienne, Isle-Crémieu (Isère) p. 41

MOYEN AGE

Charavines Colletière (Isère) p. 46, 47
Die église (Drôme) p. 46
Huez Brandes (Isère) p. 46
Largentière (Ardèche) p. 46
Lyon églises (Rhône) p. 46
Lyon Hôtel de Gadagne (Rhône) p. 47
Lyon maison du Chamarier (Rhône) p. 47
Pont-d'Ain château (Ain) p. 47
Roanne baptistère (Loire) p. 46
Saint-Maurice-de-Rotherens (Savoie) p. 47
Sainte-Marguerite-la-Figère (Ardèche) p. 46
Trévoux (Ain) p. 47
Valence église (Drôme) p. 46
Vivarais habitats de hauteur (Ardèche) p. 47

SECONDE PARTIE

RHÔNE - ALPES

PROGRAMMATION SCIENTIFIQUE INTERREGIONALE

SECONDE PARTIE
Programmation scientifique interrégionale - Antiquité 53

Historique de la programmation 55

Les départements 57

L'Antiquité 99

Compte-rendu des débats 165

Liste des participants 169

Liste du personnel du service régional de l'Archéologie de 2003 à 2006 171

■ *Une démarche commune suivie par les SRA Rhône-Alpes et Auvergne en quelques dates*

La Sous-direction de l'archéologie (SDARCHETIS) et le Conseil national de la recherche archéologique (CNRA) ont sollicité dès 2003 les Services régionaux de l'archéologie (SRA) pour initier, en collaboration avec les acteurs de la recherche, une programmation scientifique interrégionale sur l'ensemble du territoire. La circulaire datée du 1er juin 2004 du directeur de l'Architecture et du Patrimoine (DAPA) a fixé les objectifs suivants « élaborer un bilan de la recherche archéologique régionale en vue d'un projet de programmation scientifique interrégional ». Afin de dresser un état de la recherche sur le mode « forces et faiblesses » les SRA de Rhône-Alpes et d'Auvergne, présidés par les experts de la CIRA, se sont réunis à plusieurs reprises pour engager la réflexion dans une démarche commune.

En Rhône-Alpes, pour le SRA, la première étape de la démarche a commencé par un bilan diachronique, par département, des politiques mises en œuvre et de l'état de la recherche établis sur les vingt-cinq dernières années. Le résultat de cette première analyse a été exposé au cours de deux réunions le 21 octobre 2003 à Lyon puis le 16 décembre 2004 à Clermont-Ferrand en présence des membres de la CIRA et des personnels scientifiques des deux SRA.

Le SRA d'Auvergne a préféré s'engager directement sur le bilan de la période gallo-romaine.

En 2005, une seconde étape a été engagée en Rhône-Alpes : le bilan de la période antique sur un territoire dépassant les limites administratives des régions respectives. L'ensemble des données recueillies à partir de l'interrogation de Patriarche, du dépouillement des CAG, des corpus et des rapports de fouilles (archéologie préventive et programmée) et de l'établissement d'une bibliographie sélective permettait de nourrir cette réflexion.

La dernière étape de la réflexion a vu son aboutissement avec la tenue de la Première journée de programmation scientifique de la recherche interrégionale, Antiquité, le 22 novembre 2005 à Lyon. Cette réunion présidée par Françoise Dumazy, professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, sollicitée en tant que spécialiste de la période et expert extérieur de la CIRA, en présence de Jacques Tarette, inspecteur de l'archéologie et du patrimoine, et des membres de la CIRA a réuni 91 acteurs de l'archéologie antique (sur 140 invités) en présence des agents des deux services. Etaient représentés le CNRS, les universités, les collectivités, l'INRAP, des représentants des services culturels de collectivités ainsi que des archéologues bénévoles. La réflexion a pu s'ouvrir à partir de la documentation communiquée au préalable aux participants par messagerie électronique. Cette documentation rassemblait pour la période antique :
- un bilan quantitatif 1992-2002 de l'activité de la recherche, archéologie préventive et programmée confondues
- des textes de synthèse sur l'occupation du territoire, géographie du territoire, cartes des cités et des peuples
- des textes de synthèse accompagnés de cartes sur plusieurs thèmes d'étude : les agglomérations secondaires, l'habitat rural, l'artisanat.

Une bibliographie régionale non exhaustive couvrant la période antique a été diffusée auprès des chercheurs comme document d'appel. Cette documentation établie à partir des bibliographies des BSR depuis 1991- 2004 devait avant tout susciter la réaction des chercheurs pour pouvoir recueillir un enrichissement des références.

Au cours de la journée différents échanges et discussions sur ces thèmes d'étude ont pu être enregistrés, Françoise Dumasy en a dressé un bilan qui a été validé par la CIRA et retranscrit dans ce volume 2.

Parallèlement la région Auvergne a poursuivi la même démarche en organisant une journée le 9 décembre 2005 en présence de tous les chercheurs travaillant en Auvergne sur l'Antiquité. Quelques agents du SRA Rhône-Alpes y ont participé.

La démarche conduite par les SRA s'est poursuivie en 2006 et concerne les autres périodes chronologiques. Le service de Rhône-Alpes a ouvert un travail de réflexion sur la période protohistorique en parallèle avec la préparation de certains événements comme le Colloque de l'AFEAF qui s'est tenu au Musée de Saint-Romain-en-Gal- Vienne les 26-27 mai 2006 ou les *Rencontres méridionales de Préhistoire* les 3 et 4 novembre 2006 . Ces colloques ont fourni l'occasion de travailler sur la période de l'âge du Fer pour dégager certains thèmes d'étude, pour établir des cartes thématiques et pour constituer une bibliographie régionale. Pour le Moyen Age une réunion a été organisée entre les SRA et quelques chercheurs régionaux pour préciser les thèmes et les découpages chronologiques qui pourraient être retenus pour le Moyen Age. Ce travail sera poursuivi en 2007.

■ *Vers une bibliographie régionale*

Une recherche bibliographique est une démarche qui n'exclut pas sélection et omission. La sélection est conditionnée par les choix à faire par rapport à l'époque, à l'aire géographique concernée, à la disponibilité accordée à ce travail documentaire, au dépouillement des fonds recensés. L'omission est imparable mais dans

la mesure où ce travail doit évoluer les oublis constatés par les uns et les autres sont rectifiés. C'est pourquoi la collaboration régulière des acteurs régionaux de la recherche est nécessaire. Une circulaire a été adressée aux responsables d'opération et enseignants universitaires afin de réunir le plus de références possibles. Ce travail demande une veille constante pour faire évoluer le contenu de la bibliographie sans omettre d'appliquer avec rigueur les règles normatives de présentation. Le service rencontre beaucoup de difficultés pour assurer de façon constante et sur toutes les périodes cette veille documentaire. Les références des travaux universitaires conduits dans les universités hors Rhône-Alpes mais traitant de la région sont très difficiles à obtenir. Les acteurs de la recherche perdent trop souvent le réflexe d'informer le service sur l'état de leurs publications. La construction de cette bibliographie repose en partie sur la contribution de la communauté scientifique régionale et être le fruit d'un travail collectif.

Cette bibliographie est réalisée dans le cadre des réunions sur la programmation de la recherche. C'est un outil indispensable pour évaluer l'activité et les orientations de la recherche.

Le constat récurrent de on ne publie pas les résultats de la recherche doit être tempéré au vu de la profusion des notices récoltées. La bibliographie est présentée sous deux formes : l' une par nature de supports (atlas, corpus, expositions, monographies, articles, travaux universitaires programmes de recherche...) et l'autre sélective (thématique, artisanat, funéraire...). Elle concernera successivement la période de l'Antiquité, la Préhistoire et le Moyen Age.

En parallèle, la bibliographie générale est aussi réalisée pour intégrer les références multi-chronologie, environnement, géomorphologie, histoire...

Ce premier bilan devrait permettre de mesurer la quantité de publications produite mais aussi d'évaluer le contenu de l'information : thématiques exploitées, entités géographiques concernées. De savoir aussi qui publie quoi et sur quel support de diffusion (revue internationale, nationale, régionale). Un parallèle pourra être fait entre les autorisations délivrées et les recherches publiées que se soit pour l'archéologie préventive ou pour l'archéologie programmée.

L'Antiquité

Sur la période allant de 1991 à 2004, la bibliographie régionale intègre les références des bibliographies des BSR auxquelles s'ajoutent les références de différents fonds (bibliothèques des musées gallo-romain de Lyon-Fourvière et de Saint-Romain-en-Gal, du centre Camille Jullian, CERHOR, du centre de documentation de la DRAC). Elle est aussi le fruit d'interrogations de bases en ligne des universités. Enfin une trentaine de chercheurs consultés a permis aussi d'alimenter cette bibliographie. Outre les publications, les travaux universitaires (maîtrises puis masters, thèses) soutenus pendant ou en cours des années concernées ont été présentés.

Geneviève MARTIN

REGION RHÔNE - ALPES

Les départements

PROGRAMMATION SCIENTIFIQUE INTERREGIONALE

L'Ain 59

L'Ardèche 63

La Drôme 69

L'Isère 73

La Loire 79

Le Rhône 83

La Savoie 91

La Haute-Savoie 95

Georges VICHERD
Jacqueline CHASTEL

L'AIN

■ *Un territoire contrasté*

Le territoire qui, le 25 janvier 1790, reçut le nom de département de l'Ain de l'Assemblée constituante, existait déjà, façonné par l'histoire (entre Royaume de France et maison de Savoie) depuis le traité de Lyon de 1601 (Bresse, Bugey, Valromey et Gex) et le rattachement en 1762 de la principauté de Dombes. C'est un territoire au relief contrasté, qui s'étend sur près de 5800 km² de part et d'autre du 46° de latitude nord, de la plaine de la Saône à l'ouest aux massifs du Jura méridional à l'est. Il s'ouvre au nord sur les départements de Saône-et-Loire et du Jura, tandis que ses frontières de l'est (Suisse, Savoie et Haute-Savoie) et du sud (Isère) sont naturellement et historiquement dessinées par le Rhône.

L'appellation de « pays » résulte de morphologies très variées qui marquent des différences notables dans la répartition des ressources et donc des hommes. Ces pays, rythmés par les trois principales plaines alluviales récentes (Ain, Rhône et Saône), sont les plateaux pliocènes de Bresse et de Dombes (entre 200 et 380 m), le massif calcaire du Jura méridional ou Bugey (Crêt de la Neige culminant à 1723 m), et deux ensembles d'origine glaciaire, Michaille et Pays de Gex. Ce sont donc, depuis la « nuit des temps », cours d'eau, plis du Jura et failles du relief (cluses) qui déterminent les passages obligés aux communications régionales, engendrant nombre réseaux et carrefours. Cependant, au début de la romanisation, les voies romaines au départ de Lugdunum contourneront ce territoire par l'ouest (voie de l'Océan et du Rhin) et par le sud et l'est (voie des Alpes), avant de reprendre les anciens couloirs sous la pression économique.

L'occupation du sol est traditionnellement agricole (élevage en Bresse et cultures en Dombes) et forestière (Bugey). Les pôles urbains anciens sont peu nombreux (Belley, Bourg-en-Bresse, Nantua, Trévoux), mais complétés de bourgs castraux ou abbatiaux plus ou moins importants. La révolution industrielle du 19e siècle a permis le développement de certains centres, comme Bellegarde (papeterie), Seyssel (transport fluvial), Ambérieu-en-Bugey et Culoz (mécanique ferroviaire).

Plus récemment, d'autres secteurs ont connu un sursaut important de l'industrie et de l'habitat : vallées du Rhône et de la Saône conquises par l'extension de la grande banlieue lyonnaise, plaine de l'Ain et sa zone industrielle autour de la centrale nucléaire du Bugey, bassin d'Oyonnax-Izernore (plasturgie) et Pays de Gex colonisé par la proximité de Genève et le pôle scientifique du CERN.

■ *Un potentiel fort contrasté*

Les cartes archéologiques par grande période sont significatives du potentiel de ce département, mais laissent aussi des zones inconnues (la Dombes par ex.), sans explication certaine. Pour la Préhistoire, les nombreuses cavités de la partie montagneuse ont accueilli quelques sites moustériens et de grands sites du Paléolithique supérieur (Ramasse, Villereversure, Virignin, Poncin, Neuville, Montagnieu...), et pour nom bre d'entre elles ont connu des occupations répétées jusqu'à l'époque romaine, voire médiévale. Après la période glaciaire, les sites de plein air du Mésolithique sont plutôt concentrés le long des vallées, celle de la Saône à Sermoyer (dune des Charmes, premier site sauveterrien identifié en 1861), mais aussi du Rhône (Culoz), de la Loëze (Onjard, Bagé), de l'Ain (Serrières, Poncin), du Furan (Andert-Condon), etc. Le Néolithique est en revanche encore mal caractérisé, avec quelques rares gisements en grotte (Le Gardon à Ambérieu, le Souhait à Montagnieu), ou en plein-air (Le Combard à Trévoux). Une même constatation est faite pour l'âge du Bronze, dont la phase récente et les manifestations funéraires restent les mieux représentées, avec quelques sites emblématiques comme à Songieu (grotte du Pic) ou à Chaley (Balme à Gontran). Le premier âge du Fer est surtout connu par des découvertes isolées et deux fouilles préventives récentes à Montagnieu, Pré de la Cour et Beynost, Grandes Croix. Le deuxième âge du Fer est lui aussi mal connu, sauf en grotte ou en nécropole (Château-Gaillard, Béligneux, Pont-d'Ain et Izernore), mais un récent inventaire permet d'envisager de nouvelles pistes. Les sites de hauteurs, habitat ou défensif, sont assez nombreux pour toutes ces périodes, mais encore peu étudiés, ce qui les a finalement protégés des destructions.

Pour l'époque gallo-romaine, la liste des agglomérations secondaires reste maigre et incertaine (Briord, Izernore, Vieu, Meximieux, Poncin, Virignin), puisqu'elle s'appuie essentiellement sur les inscriptions latines trouvées anciennement, et non sur des recherches de terrain récentes. Deux se distinguent : Bourg-en-Bresse, par son étendue et son fonctionnement au haut Moyen Age, et Belley qui accéda, semble-t-il, précocement au rang d'évêché. Le monde rural est connu par quelques fouilles extensives, qui ont porté sur un village (Saint-Alban), de grandes *villae* (La Boisse, Beynost), ou sur des ensembles plus modestes (Pré de la Cour, Montagnieu).

Le haut Moyen Age a laissé quelques grandes nécropoles (Thoiry, Ambronay, Château-Gaillard, Saint-Jean-de-Gonville, Saint-Martin-du-Fresne), ou des groupes de tombes (Vieu d'Izenave), peut-être une basilique funé-

raire à Bourg-en-Bresse, et un édifice à plan basilical à Briord (Les Plantées). Ce tableau sur cinq siècles est complété par deux fouilles d'habitats (Trévoux, Château-Gaillard), et des mentions textuelles. Très tôt, pour certaines dès l'époque mérovingienne, l'Ain a vu fleurir nombre d'abbayes, huit exactement (Saint-Rambert, Nantua, Saint-Benoît-de-Cessieu, Ambronay, etc.), qui essaimèrent prieurés et chartreuses. La fin du haut Moyen Age est marquée par le phénomène des "poypes" ou mottes castrales. L'une d'entre elles, celle de Villars-les-Dombes, se signale par sa construction originale par-dessus une église plus ancienne. Enfin, la carte du plein Moyen Age montre la vaste répartition des églises et châteaux, qui dessinent une histoire riche et mouvementée, où l'on peut lire les luttes de pouvoir (émergence des seigneuries féodales, emprise des abbayes), et leur influence sur les mouvements du développement économique autour de centres stratégiques.

■ *Une tradition archéologique forte et une évolution récente*

Si à partir du XVIIe siècle les premiers érudits se sont intéressés aux vestiges antiques, ce sont les préhistoriens étudiant le Paléolithique supérieur, et les recherches commanditées par Napoléon III, qui ont fait entrer l'Ain dans l'histoire de l'Archéologie. C'est sur l'impulsion de l'empereur, à la recherche d'une légitimité historique, qu'une poignée d'amateurs ou de professionnels se sont lancés sur les traces des Helvètes et de César, en explorant, mais parfois aussi malheureusement en les vidant, de nombreuses cavités du Bugey. C'est ainsi que le fameux "bâton de commandement" des Hoteaux (Rossillon) et les galets gravés de la Colombière font leur apparition dans les manuels scolaires. Parallèlement, les nombreux objets de « valeur » exhumés par les dragages de la Saône attisent intérêt et commentaires des connaisseurs, tandis qu'érudits ou sociétés locales engagent des reconnaissances sur des sites qui les intriguent, comme la « Poype » de Villars-les-Dombes ou le « temple » d'Izernore.

Le panorama de la recherche de l'après-guerre reste assez confus, même si on note quelques travaux de chercheurs du CNRS (R. Desbrosses, R. Vilain) sur des sites préhistoriques plus ou moins importants, à côté d'entreprises individuelles portant notamment sur le Moyen Age ou l'Antiquité. Les années 1970-80 voient un net développement de l'archéologie médiévale autour de thèmes ecclésiaux et castraux initiés par J.-F. Reynaud et J.-M. Poisson. La décennie suivante assiste à la quasi-extinction des recherches en Préhistoire ancienne, tandis qu'émerge une nouvelle génération de chercheurs en Préhistoire récente et Protohistoire (J.-L. Voruz, J. Vital, J.-P. Fillon, J.-M. Treffort...), également impliquée dans le développement de l'archéologie préventive sur les aménagements autoroutiers et fluviaux (CNR). Mais la grande absente reste l'archéologie urbaine, même si le SRA a engagé un examen critique de la documentation portant sur la caractérisation des agglomérations gallo-romaines finalisé chaque fois par un document publié (Saint-Vulbas, Izernore, Vieu et Briord). Cependant, la création de la Carte archéologique et une réelle dynamique universitaire ont suscité pléthore de programmes d'inventaires et de prospections, dont certains furent pionniers comme les *Fortifications de terre en Bresse et Dombes*. On recense ainsi : ateliers céramiques, nécropoles médiévales, Pays de Gex, cantons de Reyrieux et Trévoux, cantons de Bellegarde et Seyssel, Val de Saône, sites métallurgiques, voies de communications anciennes, sites de hauteur protohistoriques, et tout récemment habitats troglodytes médiévaux et modernes sur l'Ain et la Savoie, avec des résultats tout à fait surprenants en nombre et en intérêt de sites découverts. Certains de ces programmes ambitieux vont prochainement déboucher sur des publications de synthèse, très attendues. Soulignons ici le soutien du Conseil général, qui apporte depuis de nombreuses années une contribution financière à hauteur d'un tiers sur l'ensemble des opérations programmées.

En début de XXIe siècle, la Préhistoire connaît une nette désaffectation, les derniers travaux étant ceux de M. Cartonnet et G. Pion, ce dernier tentant de dresser un bilan de l'ensemble des recherches dans le cadre d'un Projet Collectif de Recherches en cours de publication. Deux grandes opérations programmées sont également en phase de publication (Le Gardon à Ambérieu et grotte de l'Abbaye à Chazey-Bons), tandis que se poursuit la fouille de J.-M. Treffort à Montagnieu, Roche Noire. L'archéologie préventive a permis la fouille d'importants sites protohistoriques (Grandes Croix à Beynost, Derrière le Château à Géovreissiat, Outre l'Eau à Saint-Martin-du-Fresne), mais ces travaux restent à publier.

Pour les époques gallo-romaine et médiévale, les fouilles relèvent exclusivement de l'archéologie préventive et concernent majoritairement le monde rural. Des établissements d'importance diverse ont été fouillés extensivement (Grandes Terres à Beynost, Garavand à Bény; Landéron à Montréal-La Cluse, La Porcherie à Cessy, Les Sétives à Saint-Vulbas, etc.). En ce moment se poursuit la fouille de la *villa* des Vernes à La Boisse, commencée par G. Vicherd en 1980, avant la construction de l'A42, aux premières heures de l'archéologie de sauvetage (à signaler, et la boucle sera bouclée, que cette opération est la première à s'inscrire dans le cadre de la « mise en concurrence » avec sa réalisation par une équipe suisse agréée). L'archéologie urbaine reste timide et essentiellement dans le cadre d'opérations d'évaluation (aqueduc de Divonne-les-Bains, Bourg-en-Bresse, Izernore, Villars-les-Dombes). En revanche, les études d'élévations se développent grâce à des spécialistes de plus en plus pointus, qui obtiennent des résultats très encourageants comme à Trévoux, la Maison des sires de Villars et plus récemment le rempart et la maison XVIe attenante dans l'enceinte de l'hôpital, ou encore le château médiéval de Pont d'Ain (dit de Marguerite d'Autriche). On retient aussi une expérience

de collaboration, délicate mais passionnante, sur un monument historique classé, l'église de Nantua, pour une meilleure connaissance et donc mise en valeur de cet édifice emblématique. En architecture rurale d'édifices post-médiévaux, on se souvient de l'étude exemplaire mais encore unique, de la Ferme de Garavand à Bény.

Pour clore ce rapide panorama, on citera les nombreux diplômes universitaires, dont la variété des sujets dénote, à l'image du département, une situation hétérogène mais très riche, dans laquelle il est possible d'identifier quelques axes. D'une part, de grandes opérations programmées (Le Gardon, L'Abbaye) ou préventives (Grandes Croix, Derrière le Château), génératrices de travaux très spécialisés contribuant à la publication, et une situation équivalente pour certains PCR (*Fin du Paléolithique dans les Alpes*, *Sites ruraux médiévaux*). D'autre part, des engagements individuels à plus ou moins long terme : Occupations de l'âge du Bronze dans le Jura méridional, Métallurgie du bronze dans la villa antique des Grandes Terres, Passages à gué de la grande Saône, Prieuré de Grelonges, Métallurgie médiévale, Âge du Fer dans l'Ain, Eglise de Nantua. Les universités représentées montrent une forte présence des centres régionaux (Lyon, Dijon, Genève, Besançon, Montpellier), avec des « incursions » plus lointaines (Paris I, X, Tours).

■ *Aménagement du territoire et patrimoine archéologique*

La prise en compte du patrimoine archéologique dans l'aménagement du territoire, aujourd'hui inscrite dans la loi, se fait toujours par l'élaboration du porter-à-connaissance des Plans locaux d'urbanisme et des Cartes communales, mais surtout dans la définition des « zones de saisine », qui prend en considération tout à la fois la nécessité d'actualiser les dispositions précédentes des POS et MARNU, la qualité de la documentation de la carte archéologique et les menaces dues au développement urbain ou industriel. Ainsi, les sites bien caractérisés et délimités peuvent faire l'objet d'une demande de protection (PLU) ou être inclus dans une zone de saisine par arrêté du préfet de région, les deux dispositifs pouvant d'ailleurs se recouvrir. Pour l'Ain, une soixantaine de communes ont été sélectionnées (par G. Vicherd avant son départ en juin 2004), en fonction de critères variés et du calendrier des priorités des communes ou du SRA : tissu urbain antique, fortifications urbaines médiévales, présence d'un édifice du haut Moyen Age ou d'un autre site important, application précédente du décret 86-192 ou d'un zonage. Le calendrier initial a été ralenti suite au remplacement de G. Vicherd par J. Chastel, mais la mise au point de ces zones de saisine (cartographie, description, rédaction de la notice de présentation et de l'arrêté) se poursuit, avec quelques réaménagements mineurs, pour tendre à la mise en place du dispositif prévu fin 2006.

En 2005, les premiers effets de l'application des zonages, alliés à la modification de la loi sur la transmission des dossiers de lotissement (supérieurs à 3 ha), apparaissent dans les bilans statistiques. Ils traduisent moins de dossiers reçus, mais avec une certaine augmentation des prescriptions, puisque mieux ciblées, que ce soit par modification de projet ou par diagnostic. D'ailleurs, le département de l'Ain se place dans l'exacte moyenne régionale des prescriptions de diagnostics avec 7% sur 171 dossiers instruits. Cependant la majorité de ces évaluations ne donne pas de suite, et on compte deux fouilles, (prescription immédiate sur le château médiéval de Pont d'Ain et la *villa* antique des Vernes à La Boisse), et deux modifications de projets visant à conserver les vestiges in situ. Une autre forme d'instruction, non comptabilisée dans les statistiques, s'effectue, dans la mesure du possible, lors du suivi des campagnes de sondages géotechniques. Ceci permet, grâce à une observation directe du terrain, d'accélérer la procédure très en amont du dépôt de dossier (6 cas en 2005, avec une modification de projet et 5 sans suite), et d'éviter d'engorger le plan de charge de l'Inrap. Toutefois, et comme pour les autres départements, plusieurs diagnostics prescrits en 2005 ne pourront être réalisés qu'en 2006 (délais d'intervention à 9 mois). Les critères scientifiques qui président à l'élaboration des cahiers des charges, étant nécessairement étroitement liés aux enjeux économiques, on relève un effort d'anticipation de la part des aménageurs ou des services instructeurs, tendance que l'on s'efforcera de développer à l'avenir.

Pour finir, il faut signaler le problème de l'absence de dépôt archéologique départemental, depuis la fin du bail au musée de Brou (ville de Bourg en Bresse) à l'automne 2004. Les anciens locaux ont été réintégrés dans les bâtiments du musée dans le cadre de sa rénovation et de son extension. Une solution provisoire a été trouvée avec la Ville pour entreposer les caisses des mobiliers issus des opérations préventives et programmées, dans une pièce en sous-sol d'une annexe du musée. Plusieurs pistes sont recherchées avec le Conseil général pour retrouver un lieu d'accueil à ces collections à vocation départementale, mais aucune d'elles n'est encore satisfaisante. Il faut toutefois savoir que le musée de Brou effectue en ce moment un travail d'inventaire, en collaboration avec le SRA (P. Chapuis), pour accueillir officiellement les collections de Bourg en Bresse, ainsi que les séries qui ont déjà fait l'objet de présentations muséographiques (opérations autoroutières). Mais dans quelques années, à l'issue de leur étude, les collections du Gardon, de Chazey-Bons ou de Roche Noire, devront trouver un lieu d'accueil digne de leur intérêt scientifique. Il faut également s'inquiéter pour les collections de particuliers, afin qu'elles ne soient pas éparpillées ou perdues, à leur disparition. De même, dans les prochaines années, et en étroite collaboration avec le service des Musées, il faudra porter une attention toute particulière aux quelques musées associatifs à vocation archéologique (Izernore, Briord, Pérouges), et qui conservent des collections de grands sites, qui doivent servir véritablement de vitrine à l'archéologie des pays de l'Ain.

Georges VICHERD et Jacqueline CHASTEL

Bernard GELY
François DUMOULIN

L'ARDECHE

■ *La Préhistoire*

Le département de l'Ardèche offre une assez grande diversité de reliefs et de paysages. La plupart des sites préhistoriques sont dans la partie sud-est du département. Cette répartition qui se prolonge vers le sud dans le Gard, se limite avant tout aux zones calcaires, en liaison avec la présence de cavités karstiques dans les petites gorges, celles de l'Ardèche et du Chassezac en particulier. Dans la vallée du Rhône, voie immuable du passage des troupeaux et des hommes, les sites surtout de plein-air sont en liaisons avec les terrasses fluviatiles (limons actuels et dépôts fluvio-glaciaires quaternaires parfois affleurants) et les lœss. Enfin, les contreforts des Cévennes cristallines et volcaniques d'où proviennent les principaux cours d'eau ardéchois, abritent quelques découvertes pour l'instant éparses.

■ *Historique des recherches*

L'Ardèche est un haut lieu de la recherche préhistorique depuis ses origines : plus d'un millier d'articles et d'ouvrages publiés depuis le XIXe siècle en témoignent.

Trois dates sont importantes pour la protection et la conservation du patrimoine. La création en 1980 de la Réserve naturelle des gorges de l'Ardèche qui constitue une entité presque sans équivalent en France puisque toutes les grandes civilisations préhistoriques y ont été trouvées. D'autre part, 1988 marque l'ouverture du Musée d'Orgnac où la majeure partie des collections du département sont conservées, plus de 1200 sites à ce jour. Enfin, la découverte en 1994 de la grotte Chauvet marque un nouveau tournant de la recherche.

Entre 1991 et 2003, cinquante-deux opérations ont eu lieu : surtout fouilles et prospections programmées et sauvetages urgents, très peu d'opérations préventives ayant donné lieu à des découvertes concernant la Préhistoire, même récente.

Toutes natures confondues, les opérations ont surtout concerné le Paléolithique moyen et supérieur (47 %) (fouilles d'habitat en grotte et en plein-air, gisements paléontologiques, relevés d'art pariétal, prospection de matières premières) et le Néolithique-âge du Bronze ancien (49 %) (fouilles d'habitat en grotte, prospection, relevé d'art rupestre, dolménisme).

Les autres concernent l'âge du Bronze final et le premier âge du Fer (habitats perchés en grotte et en plein-air, étude de céramique et mobilier métallique). Seules, deux opérations ont abordé indirectement l'Epipaléolithique et le Mésolithique.

Dans l'ensemble, les études et publications sont bien avancées ou déjà réalisées, les principales lacunes restant les monographies de la Baume de Ronze et celle d'Oulen (Méso-Néolithique) et du site d'Orgnac III (Paléolithique moyen). Enfin, une mention particulière pour la revue *Ardèche Archéologie* qui reste la dernière revue régionale voire extra-régionale (Gard, Vaucluse, Lozère) qui publie annuellement des articles de Préhistoire.

Les premiers peuplements humains

Dans l'état actuel des connaissances et sans doute par manque d'étude approfondie de la centaine de gisements paléontologiques recensés, il n'y a pas de site du Paléolithique inférieur, c'est-à-dire antérieur au stade isotopique 9.

Concernant le début du Paléolithique moyen, les fouilles menées dans la grotte de Payre à Rompon livrent l'ambiance de campements d'il y a 150 000 ans environ. La monographie du site devrait aboutir en 2005. Comme sur le gisement d'Orgnac III, plus ancien puisque daté entre -350 000 et -300 000 ans, toutes les activités humaines connues à cette époque, ont lieu dans l'habitat qui est installé au porche d'une grotte effondrée. L'aspect physique de ces chasseurs "pré-néandertaliens" reste méconnu, seuls des débris crâniens et dents isolées ayant été recueillis.

Il y a 100 000 ans environ, le début de la dernière glaciation voit l'essor des hommes de Neandertal. Une cinquantaine de sites sont connus, avec une concentration notable dans les gorges de l'Ardèche, sites auxquels il convient de rattacher de nombreux gisements paléontologiques. L'outillage en silex s'allège et se diversifie et les techniques de taille de la pierre devenues performantes permettent des séjours de plus en plus espacés sur les lieux d'approvisionnement en silex qui deviennent alors de véritables ateliers de taille spécialisés. Parmi le gibier, la fréquence d'espèces forestières et la quasi absence de renne témoignent dans l'ensemble de climats peu rigoureux ("tempéré frais"). Enfin, aucune tombe néandertalienne n'est connue à ce jour dans notre région. Quelques os épars dégagés dans les niveaux inférieurs de l'abri Moula à Soyons dont la fouille a été suspendue, correspondent à plusieurs individus et présentent des coups de silex, stigmates éventuels de cannibalisme.

Les civilisations du Paléolithique supérieur

Au Paléolithique supérieur, les grandes civilisations qui se succèdent en France sont représentées ici de façon discontinue. La liste des grottes ornées quant à elles, ne cesse de s'accroître : à ce jour, une vingtaine de cavités sont répertoriées dans les gorges de l'Ardèche et aux

abords, mais cet ensemble a toujours été jugé secondaire jusqu'à la découverte de la grotte Chauvet.

Concernant l'Aurignacien, entre -35 000 et -27 000 ans, les documents sont indigents, alors qu'ils sont abondants plus au sud, en Languedoc. Les seuls documents probants proviennent de l'abri des Pêcheurs à Berrias-et-Casteljau dans la vallée du Chassezac. L'art pariétal aurignacien était mal connu jusqu'à la découverte de la grotte Chauvet qui livre les traces de l'activités des hommes entre 32 000 et 23 000 BP.

Les sites du Gravettien sont plus nombreux mais tout aussi érodés sauf dans les lœss de la vallée du Rhône. Le site de plein-air du Bouzil (Saint-Thomé) a livré plusieurs occupations bien stratifiées et riches en structures d'habitat. Des restes de mammouths parfois accompagnés d'outillage lithique ont été dégagés entre Châteaubourg et Saint-Péray, surtout dans les lœss de la vallée du Toulaud à Soyons : il s'agirait soit d'une pratique du charognage sur des carcasses, soit de véritables sites d'abattage.

Le Solutréen se développe entre 22 000 et 17 000 BP, lors de conditions climatiques particulièrement rigoureuses. La phase ancienne est bien représentée dans les gorges de l'Ardèche où plusieurs grottes ornées sont datées ou attribuées à cette période.

Enfin, la période entre 17 000 et 11 000 BP voit l'extension du Magdalénien dans la région, une trentaine de sites dont plusieurs grottes ornées couvrant l'Ardèche calcaire. Un travail universitaire vient d'y être consacré. L'industrie osseuse et l'art mobilier sont assez rares comme partout dans l'Est de la France ; des affinités sont notées avec les Pyrénées.

Les derniers peuples chasseurs

A partir de 11 000 ans avant notre ère, l'Azilien succède au Magdalénien final dont il occupe l'aire de répartition dans le sud de la France. L'hypothèse d'une filiation entre ces deux civilisations est retenue, l'Azilien correspondant alors à l'adaptation des chasseurs paléolithiques à de nouvelles conditions écologiques. En Ardèche, une dizaine de sites en cavités sont connus. Par contre rien pour l'instant n'est à rattacher aux hypothétiques cultures épipaléolithiques du Languedoc (Vallorguien, etc...).

Le Mésolithique, vers 9000 BP, voit la multiplication de faciès technologiques qui sont réunis en deux grands courants culturels (Sauveterrien et Tardenoisien) dont la filiation n'est pas exclue. La rareté du nombre de sites ardéchois rattachés à cette période aurait plusieurs origines : sans doute, la difficulté de reconnaître sans conteste l'outillage en silex qui est souvent de très petite taille et sans grande particularité hormis pour les armatures géométriques. D'autre part, cette lacune pourrait correspondre au fort développement du couvert forestier qui aurait rendu beaucoup de secteurs peu propices à l'habitat ; enfin, une troisième raison serait l'intensité des destructions naturelles par ruissellement.

Les premières sociétés agricoles

Le Néolithique voit l'essor de l'agriculture et de l'élevage puis de la métallurgie en Europe. L'Ardèche une fois de plus, est favorisée par son domaine karstique très développé où les remplissages de grottes témoignent sur plusieurs millénaires des modifications du milieu naturel, en partie sous l'effet des activités de l'homme. Ces grottes sont souvent choisies pour leur situation à la jonction entre des biotopes complémentaires, ce qui illustre parfaitement l'organisation d'un terroir au Néolithique.

Pour le Néolithique ancien, le Cardial est la civilisation majeure du sud de la France ; son origine reste floue mais sa présence sur les rivages de la Méditerranée est attestée dès la fin du 7e millénaire. Son extension vers le nord atteint notre région entre 5600 et 4500 ans avant notre ère. La dizaine de sites ardéchois fut souvent déjà occupée au Mésolithique, ce qui plaide pour une certaine continuité dans le peuplement. A l'inverse des habitats de plein-air de la vallée du Rhône (Drôme, Vaucluse, et Soyons en Ardèche), les occupations en grotte sont plutôt de courte durée ce qui traduit de la structure semi-nomade de ces petits groupes. Dans la baume de Ronze à Orgnac-l'Aven, une petite cabane construite a été dégagée. Malheureusement la publication très attendue de cet important site néolithique fouillé depuis les années 1980 n'a toujours pas abouti. De même, mais dans une moindre mesure pour la baume d'Oulen.

Le Néolithique moyen, entre 4500 et 3500 ans avant notre ère, correspond ici au Chasséen. L'accroissement du nombre et la diversité des sites parmi lesquels de grandes cavités utilisées en bergerie (baume de Ronze, baume d'Oulen, grotte de Saint-Marcel, baume Chazelles) et des villages de plein-air implantés sur les terres alluviales fertiles, témoignent d'une vitalité dont l'origine serait une expansion démographique. Cette expansion est liée à l'amélioration et à la diversification des techniques agro-pastorales, de la production (exploitation de dépôt d'argile de la grotte des 3A à Gras), du commerce (importation d'obsidienne depuis les rivages et les îles méditerranéennes) et sans doute aussi de la médecine.

Les débuts de la métallurgie

A partir du Néolithique final, l'économie puis le rayonnement de certaines sociétés vont être modifiés par la métallurgie du cuivre. La recherche du minerai et ses multiples transformations induisent progressivement de nouveaux réseaux de fabrication et d'échanges.

La culture de Ferrières occupe les garrigues de l'Hérault, du Gard et de l'Ardèche entre 3500 et 2500 ans avant J.-C. De nombreux sites de plein-air et en grottes sont fréquentés et les premiers dolmens seraient

érigés ; le pastoralisme domine toujours l'économie.

Contemporains des précédents, des groupes restreints sont présents dans la vallée du Rhône. Le "style des Bruyères" est presque limité à la partie aval des gorges de l'Ardèche (site éponyme de Saint-Julien-de-Peyrolas -Gard, aven Meunier à Saint-Martin-d'Ardèche). Un travail universitaire sur ce sujet vient de commencer. Par ailleurs, trois statues-menhirs analogues aux nombreux exemples languedociens, sont connues en Ardèche ; parallèlement, l'art rupestre post-glaciaire est assez bien représenté, en particulier dans les gorges de l'Ardèche où bon nombres de baumes peu profondes furent décorées de dessins schématiques et de figures anthropomorphes rouges.

La culture de Fontbouisse est bien implantée en Languedoc et rayonne jusque dans les Cévennes, les Causses et la Provence. En Ardèche, on ne connaît pas de grand village de plein-air aux maisons de pierre sèche comme ceux de l'Hérault et du Gard, mais tout suggère une assez forte population dont l'économie est encore basée sur l'agro-pastoralisme mais aussi sur le développement de la métallurgie du cuivre. Des scories, du cuivre, des tuyères et des creusets attestent une véritable métallurgie sur des sites de plein-air.

La culture du Campaniforme a une large extension en Europe. Dans la vallée du Rhône, il s'agirait d'une culture à part entière qui se développe pendant les quelques siècles que dure la transition entre le Néolithique final et l'âge du Bronze. En Ardèche, son aire d'influence est surtout marquée dans les sépultures par des vases aux décors caractéristiques de style "rhodano-provençal", de menus objets en os et des armes en cuivre. Seul, le site des Trémoulèdes (Cro-de-Géorand), en altitude puisqu'en Haute-Ardèche, pourrait correspondre à un véritable habitat.

Concernant l'étude du dolménisme, l'effort de ces dernières années porte d'une part sur l'inventaire, travail mené par la Fédération ardéchoise de la recherche préhistorique. Sur les 700 monuments envisagés, plus de 500 sont répertoriés. Une exposition leur fut consacrée au Musée d'Orgnac. La plupart d'entre-eux sont dans le sud du département où ils sont parfois groupés en petites nécropoles. Deux travaux universitaires sont en cours, l'un d'entre-eux sur l'architecture, l'autre sur les notions de terroir et de territoire. Un centre de Ressources sur le dolménisme vient d'être créé à Saint Alban-Auriolles.

D'autre part, depuis 2002, une fouille est engagée sur la nécropole dolménique des Géantes à Bourg-Saint-Andéol, nécropole qui offre la particularité, sans doute unique en Ardèche, d'offrir trois grands types architecturaux (dolmens de types languedociens, bas-rhodaniens et caussenards). Les travaux, préalables à une mise en valeur, visent à aborder l'architecture des six monuments et leur environnement géologique immédiat. C'est la première fois dans le midi de la France qu'on aborde simultanément une nécropole dolménique dans sa globalité, et même si les remplissages des chambres funéraires sont bouleversés depuis la fin du XIXe, les informations concernant la chronologie des occupations et des dépôts, l'architecture, les étapes de construction et le paléo-environnement sont de première importance.

L'âge du Bronze

En France, l'âge du Bronze est issu des cultures locales de la fin du Néolithique, l'usage du métal ne modifiant pas beaucoup les anciennes traditions.

L'âge du Bronze ancien rhodanien se répand dans la vallée du Rhône et atteint le Languedoc vers 1700 ans avant J.-C. Il s'agit plutôt d'un courant culturel et commercial axé sur la métallurgie. En sens inverse car provenant de Méditerranée, le colportage de coquillages marins utilisées comme parure remonte vers le nord. Les habitats et les tombes sont aussi variés que le relief et les coutumes locales le permettent. Un PCR interrégional se consacre à l'analyse des productions céramiques.

En Ardèche, l'âge du Bronze moyen, de 1700 à 1300 ans avant J.-C., est mal représenté et n'offrirait pas de rupture nette avec la phase antérieure. Dans la plupart des cas, il s'agit de beaux objets isolés, ce qui annonce clairement les dépôts d'objets de bronze qui fleuriront quelques siècles plus tard et dont la vocation reste énigmatique.

Concernant l'âge du Bronze final, des recherches s'attachent à l'étude de la métallurgie et des dépôts d'objets de bronze. Les habitats perchés dont certains jalonnent la vallée de l'Ardèche confirment ainsi l'importance de cette voie à l'aube des temps historiques. Les notices parues dans la Carte Archéologique de la Gaule de l'Ardèche y font référence.

Bernard GELY

■ *Les périodes historiques*

D'un point de vue historiographique, l'Ardèche, si elle a connu son lot d'érudits, n'a pas bénéficié de l'existence de périodiques locaux ou de l'émergence de chercheurs capables de synthèses. Il faut attendre les années 1960 pour voir arriver sur le territoire des équipes extérieures qui feront décoller l'archéologie ardéchoise. Depuis peu, on dispose de la publication du volume 26 /Ardèche de la *Carte archéologique de la Gaule* (dir. M. Provost) ainsi que de quelques études en cours.

Les âges du Fer

Ils sont très mal représentés. Peu de sites sont connus et, pour la plupart, ils sont en vallée du Rhône et/ou sur des occupations antérieures. Aucun n'a fait l'objet de fouilles extensives ; tout au plus dégage-t-on quelques pistes :

- un développement des échanges avec la présence de céramique importée, amphore et céramique grises sur plusieurs sites, dont certains sont parfois surprenant (serre de la Farre, à deux pas du mont Gerbier de Jonc) ;

- le développement d'habitats fortifiés de hauteur, en général de petite taille, mais caractérisés par des équipements collectifs de défense qui montrent l'existence d'une vie communautaire développée, dans des secteurs aujourd'hui peu attractifs ;

- une occupation régulière mais ponctuelle des grottes, que l'on retrouvera à toutes les époques ;

- une absence des données funéraires : peu de tombes isolées sont attribuables à la période et aucune nécropole ;

- la fin de la période (IVe-IIIe siècles avant notre ère) est marquée par un grand vide documentaire.

L'Antiquité

Le développement du phénomène urbain se constate à Alba, chef lieu de cité des Helviens. Les fouilles ont mis en évidence un important centre monumental qui comporte un important sanctuaire, un théâtre implanté à cheval sur un ruisseau et une série d'aires fermées de portiques, souvent ornées d'un bassin. Si on connaît aujourd'hui assez bien ce centre monumental, l'habitat reste moins bien documenté. On sait que de grandes *domus* existent – certaines ont été fouillées – et des quartiers d'habitat populaire basés sur de petits modules semblent se dessiner au nord de la ville. Enfin les activités artisanales de la ville restent inconnues même si une production de céramique locale est attestée. Les solutions apportées à la gestion de l'eau, importante à Alba mais bien difficile à trouver, restent elles aussi mal connues.

Une des questions importantes est celle de la fondation d'Alba. Le schéma proposé est de considérer Jastres, *oppidum* des IIe-Ier siècles avant notre ère, comme l'*oppidum* d'origine puis d'envisager un déplacement de populations vers Alba qui serait créée vers 80 avant notre ère, mais se développerait surtout sous Auguste puis durant le premier siècle ap. J.-C.

Enfin la dernière question est celle de la désertion de la ville, avec la migration de l'évêque à Viviers. Elle est attestée par les documents du milieu du Ve siècle, alors que les dernières occupations repérées sur le site se poursuivent durant la seconde moitié du siècle.

Quant au reste du territoire helvien, il souffre de carences. Les agglomérations secondaires ne sont pas connues avec certitude. Ruoms est la plus vraisemblable, mais elle n'est pas certaine. Plusieurs sites de la vallée du Rhône sont avancés, mais sans véritable fondement : Soyons, Le Pouzin, Viviers, Bourg-Saint-Andéol.

En revanche on perçoit bien un dense réseau d'établissements ruraux, de *villæ* antiques, mais qui est assez inégalement renseigné selon les zones : très dense en vallée du Rhône et dans le sud du département, mais de vastes zones restent vierges, notamment les grands domaines forestiers au sud d'Alba, ou les hauts plateaux siliceux qui constituent le nord ouest du département. Si une dizaine de *villæ* a donné lieu à des fouilles, aucune n'a été reconnue sur une surface importante ni publiée si ce n'est sous forme de notices dans la *Carte archéologique de la Gaule*. Les apports de quelques diagnostics récents semblent montrer une mise en valeur du territoire avec des structures parcellaires (cadastration de Valence), une mise en place de terrasses et des trous de plantation près d'Annonay.

L'artisanat est représenté par quelques ateliers de potiers, connus uniquement par prospection (moins d'une demi douzaine) dont les plus connus sont Amour de Dieu et Grimpeloup, à Saint Peray, qui produisent des céramiques engobées puis des DSP du IIIe au Ve siècle, ainsi que par de rares découverte de scories.

Pour l'Antiquité tardive on reconnaît bien en Ardèche deux phénomènes connus par ailleurs. D'une part l'émergence d'une nuée d'églises rurales autour de Viviers, souvent sur des domaines offerts par de riches aristocrates à l'évêque, qui prennent place sur des occupations antiques importantes. Toutefois, il est toujours difficile de savoir s'il s'agit de centres de population ou de simples *memoriæ*. Le second phénomène est la création ou la réoccupation de sites de hauteur, sous une forme véritablement urbaine. La récente découverte d'un site de cette catégorie au Pouzin montre l'influence vers le nord de ces modèles plutôt méridionaux.

Le Moyen Âge

En Ardèche (rattachée historiquement au Languedoc) comme dans tout le sud de la France, le phénomène castral est important. Grâce à la thèse de P.Y. Laffont, il est maintenant bien connu et on peut en cerner les caractères : il est dominé par les *castra* (pas de mottes), utilise la pierre et prend place sur des secteurs neufs. Dans un second temps, à partir des XIe-XIIe siècles, ces châteaux (175 recensés) disparaissent ou fixent l'habitat (incastellamento). Beaucoup sont enfin abandonnés lors des crises des XIVe-XVe siècles.

Le phénomène urbain reste beaucoup moins bien connu. Pourtant Aubenas, Privas, Viviers et de très nombreux villages ardéchois ont un passé médiéval encore largement inscrit dans l'architecture. Mais peu de travaux ont porté sur ce domaine, sauf peut être sur la ville tardo-médiévale avec le cas de Viviers où, si les éléments sont connus, ils n'en sont pas pour autant publiés.

Le monde religieux n'est pas mieux loti, mais ici les

ensembles médiévaux ont beaucoup souffert, notamment des Guerres de Religions imposants une sécularisation très précoce des biens du clergé, notamment régulier. La fouille de l'abbatiale de Cruas, si elle est un modèle d'intervention en milieu cultuel, reste bien isolée.

Le monde de l'artisanat est connu par quelques rares ateliers de potiers médiévaux non fouillés.

L'Epoque moderne

Pour cette période, il faut avant tout évoquer l'archéologie minière. Avec plusieurs dizaines de sites, dont certains ont une origine antique ou médiévale, elle constitue l'un des points forts du département, notamment en matière de patrimoine industriel, car certains sites ont été désertés après le Guerre de 1914-1918 et laissés en l'état.

■ *Bilan et programme de l'archéologie préventive ardéchoise.*

Depuis 2000 une centaine d'opérations ont été autorisées : 39 sont du ressort de l'archéologie programmée et leur nombre décroît ; 53 appartiennent au domaine de l'archéologie préventive, plutôt orientée à la hausse, avec 21 opérations en 2003, dont 19 diagnostics.

Dans l'ensemble ces diagnostics donnent peu lieu à des fouilles. Les solutions de conservations sont assez souvent retenues, gel de parcelles ou construction sur remblais par exemple. Mais aussi, très souvent les informations récoltées lors du diagnostic sont suffisantes.

Les zones de saisines interviennent en Ardèche dans le contexte scientifique spécifique d'une certaine sous-information, et dans le contexte administratif d'un faible engagement du service sur un territoire qui restait jusque là peu soumis à la pression des aménageurs. De ce fait, peu de communes bénéficiaient d'un zonage au POS ; de plus, ces zonages résultaient de réflexions anciennes souvent antérieures à 1992 et étaient reconduits bon an mal an par les communes sans intervention de la DRAC. Il est donc apparu nécessaire de repren dre la réflexion à la base et de proposer des zones de saisines qui combinent la présence de problématiques archéologiques et une certaine pression urbanistique.

Les secteurs retenus sont donc liés à des sites phares (Alba) à des lieux de passage (vallées de l'Ardèche, du Chassezac, confluence des principales vallées avec le Rhône) ainsi que des agglomérations (Aubenas, Privas et Valence). 40 communes sont ainsi zonées, pour la plupart autour des sites archéologiques. Alba fait figure d'exception, car avec 240 entités archéologiques couvrant quasi tout le territoire de la commune, il était nécessaire de couvrir toute la plaine, dans un contexte viticole où la menace en matière de sites ruraux reste forte.

Au final, le département de l'Ardèche apparaît comme un territoire plein d'avenir en matière d'archéologie. Si un certain nombre de bilan sont encore à dresser, sur l'occupation historique des grottes, sur les villes gallo-romaines, plusieurs publications et études en cours ou prévues s'y emploient : site d'Alba, publications des thèses de P.-Y. Laffont sur les châteaux d'Ardèche et de C. Lefèvre sur le site de Jastres, les travaux d'E. Durand sur la Préhistoire récente, ceux de M.-H. Moncel sur la Préhistoire ancienne, sans oublier les premiers volumes des Cahiers de la grotte Chauvet. A cela s'ajoutent plusieurs diplômes engagés sur la problématique des dolmens, un sur le peuplement au haut Moyen Age dans le Vivarais et une thèse de J. Tardieu sur l'abbaye de Cruas.

Le dynamisme des publications démontre que l'activité archéologique dans le département de l'Ardèche est en bonne santé, même si elle doit trouver un second souffle autour de nouvelles problématiques. Pour la Préhistoire, accompagnant le travail sur la grotte Chauvet qui occupera une position phare pour encore au moins une génération de préhistoriens, il s'agit de relancer sans précipitation le travail sur les grottes de Soyons et de rechercher des habitats paléolithiques de plein air. Pour le Néolithique et la Protohistoire, il faut aborder enfin les habitats et les nécropoles, dolméniques ou non, de l'age du Bronze et du Fer. Pour l'Antiquité, dans une acception chronologique très large incluant la fin de la Protohistoire et le début du Moyen Age, il s'agit de proposer une lecture de la mise en valeur du paysage, dans le détail des paysages comme dans le maillage du peuplement. Sur le Moyen Age, aussi paradoxal que cela puisse paraître dans un département rural, c'est sans doute autour de la ville qu'il faudra bâtir des problématiques, mais tout reste à faire dans un contexte où l'avenir de l'archéologie du bâti reste indécis. Enfin l'archéologie minière doit dépasser le stade de l'inventaire et d'interventions ponctuelles pour aborder l'exploitation extensive d'un site ou d'un domaine, dans une démarche dont la problématique devrait être envisagée à l'échelon régional ou interrégional.

La définition de ces problématiques, si elle peut constituer la feuille de route de l'archéologie préventive, ne peut cependant progresser et décoller que si des équipes constituées autour de ces thèmes émergent à l'échelle départementale ou régionale, dans des cadres institutionnalisés.

François DUMOULIN

■ *La Préhistoire*

Le département de la Drôme est constitué avant tout par la grande plaine alluviale de la vallée du Rhône (limons actuels et terrasses fluvio-glaciaires quaternaires parfois affleurantes ou couvertes de lœss d'époques diverses, depuis le Villafranchien jusqu'au Pleistocène supérieur) d'axe nord-sud ; elle est bordée de petits massifs montagneux marno-calcaires du Secondaire ou du Tertiaire, peu karstifiés dans l'ensemble, sauf le Vercors. En général, d'impressionnants talus caillouteux holocènes masquent le pied des falaises.

Le Paléolithique

Des travaux menés sur le gisement villafranchien de Saint-Vallier (2 millions d'années) ont permis d'écarter l'hypothèse d'une présence humaine pour cette époque reculée, les lentilles fossilifères résultant de l'action conjuguée d'un transport par l'eau et de l'intervention ponctuelle de carnivores charognards. La monographie du site qui est une référence internationale devrait paraître en 2004.

Concernant la dernière glaciation, la seconde partie du Paléolithique moyen (Würm ancien et moyen), de nombreux sites moustériens (80000/40000) de plein-air sont recensés en Vercors et ses marges, en liaison avec l'abondance et la bonne qualité des matières premières (Vassieux, Jiboui, Saint Roman) ; dans les mêmes secteurs, des occupations supposées sporadiques en cavité sont par ailleurs reconnues, souvent des grottes à ours comme cela est constaté dans l'ensemble du monde alpin. Dans la vallée du Rhône, les sites de plein-air sont érodés et le seul site en grotte (abri Mandrin à Malataverne) est en cours de fouille. Il permet d'aborder entre autre les problèmes du franchissement du Rhône et la circulation des matières premières, ainsi que la transition avec le Paléolithique supérieur. La préparation de la publication de l'ensemble stratigraphique supérieur doit commencer en 2005.

Le Paléolithique supérieur est peu représenté ; c'est à la fin du Magdalénien moyen, avec les prémices du recul de la glaciation, que s'effectue le peuplement de la rive gauche du Rhône, aucun site antérieur n'est connu (ceux du Vercors sont peu probants, et un seul en Vaucluse pour l'instant). Les travaux récents s'intègrent à un PCR plus vaste centré sur la Haute-Savoie et concernant la datation d'ossements de rennes pour établir entre autres, les modalités du retrait de cette espèce en région alpine, avec toutes les implications environnementales et les conséquences sur les groupes humains que cela induit. Les premiers résultats déjà présentés à l'occasion d'une table ronde à Chambéry sont publiés. Dans la vallée du Rhône, quelques sites plus récents (Iboussières et Saint-Paul-Trois-Châteaux) confirment l'existence de courants culturels restreints assez bien individualisés de la civilisation azilienne qui elle, est sporadiquement connue sur l'ensemble de la Drôme et départements voisins.

Le Mésolithique et le Néolithique

A partir du Mésolithique et du Néolithique ancien Cardial, peu de sites sont connus. A nouveau et comme dans le département de l'Isère, ils sont surtout en moyenne montagne suite aux nombreuses prospections thématiques menées depuis une décennie. Les trois sites de cette période de transition découverts lors d'opérations de fouilles préventives en moyenne vallée du Rhône, aux environs de Montélimar (TGV, Daurelle) montrent bien que les disparités entre régions naturelles tiennent avant tout aux méthodes de prospection ou d'intervention sur les sites fouillés.

Toujours en Valdaine et Tricastin, le Néolithique moyen Chasséen est particulièrement bien représenté avec de grandes nécropoles de plein air installées le long de la terrasse würmienne du Rhône (le Gournier à Montélimar-Châteauneuf-du-Rhône et les Moulins à Saint-Paul-Trois-Châteaux), fouilles qui restent malheureusement peu ou pas publiées. Un projet d'ACR est présenté. Le lien avec les sites de moyenne altitude pourrait tenir aux activités pastorales, telles la transhumance (grottes-bergeries). Signalons la découverte fortuite d'une grande stèle sculptée à Die, attribuée par comparaison à cette période.

Pour le Néolithique final, le Campaniforme et le début de l'âge du Bronze, et comme précédemment, les documents les plus explicites ont été mis au jour dans la plaine lors d'opérations de fouilles préventives (TGV, Géoarchéologie en Valdaine), seul le site de Monjoyet (éoliennes) correspondant à un site perché mais pas nécessairement défensif. De même, pour la grotte escarpée de la Chauve-Souris à Donzère dont la fouille programmée (importante séquence néolithique et protohistorique) n'est toujours pas publiée. Concernant l'aspect funéraire, signalons les découvertes fortuites d'un éventuel dolmen (le seul connu en Drôme) et d'un abri sépulcral en Baronnies, mais pas encore de nouvel hypogée bien qu'une dizaine d'autres soit connus en Drôme et Vaucluse. Des relevés d'art rupestre (peintures néolithiques, protohistoriques et gravures plus récentes) ont été réalisées (Pont-de-Barret). Enfin, un PCR a concerné les ateliers de taille du silex du Vercors ; sa publication devrait aboutir prochainement.

L'âge du Bronze

Un PCR interrégional axé sur la céramique de l'âge du Bronze ancien est en cours. L'âge du Bronze moyen,

comme souvent en Rhône-Alpes, est surtout marqué par des objets semble-t-il importés depuis les grands centres de l'Est de la France. Les travaux sur la fin de l'âge du Bronze et le début de l'âge du Fer ont concerné l'ensemble du département, qu'il s'agisse de sites de hauteur (*oppida* du Pègue, de Roussas, de Donzère etc.), de versants (Saou) ou de plaine (Valence, TGV). Cette dernière opération a permis un renouvellement quasi-complet de la documentation, en particulier pour ce qui concerne l'exploitation du sol, le paléo-environnement, l'organisation spatiale des habitats et l'architecture domestique (Bourbousson). Schématiquement, l'âge du Bronze est contemporain d'une période de stabilité climatique favorable à la mise en culture de terroirs variés, y compris les fonds de vallées. La crise hydrodynamique observée à partir du VIIe siècle, se prolongera pendant tout l'âge du Fer.

Bilan

Ainsi, entre 1991 et 2003, les 65 opérations portant sur la Préhistoire ont concerné pratiquement l'ensemble du département, mais plus particulièrement la vallée du Rhône, surtout au sud du département, en liaison avec des prospections thématiques et les opérations préventives, qu'elles soient ponctuelles (carrières, lotissement, maisons individuelles) ou de grande d'ampleur (TGV). En milieu collinaire, les opérations plus dispersées, sont souvent dues aux découvertes fortuites induites par la pratique de la spéléologie et de l'escalade. De ce point de vue, l'effondrement du réseau d'informateurs bénévoles accentuera à brèves échéances les disparités entre régions naturelles. Pour y remédier, il conviendrait de relancer des prospections dans certains secteurs où l'activité économique est surtout agricole et forestière. En milieu karstique en particulier, des découvertes de premières importances sont à prévoir (par exemple, sépulture néandertalienne en grotte, occupations néolithiques des réseaux profonds comme on en connaît en Ardèche).

D'autre part, d'une manière générale, un des points forts de la Préhistoire du département mais qui reste encore à développer en liaison avec le Service de Provence-Alpes-Côte-d'Azur, concerne l'extraction, l'exploitation et la diffusion des matières premières siliceuses de bonne qualité, en particulier celles du secteur du Ventoux (zone de Vaux-Malaucène en Vaucluse), pour lesquelles on dispose encore de peu d'informations.

Enfin, on notera que le retard de publication pour les périodes récentes, surtout à partir du Néolithique moyen, n'est que trop partiellement comblé par les fiches de synthèses des fouilles préventives de l'opération TGV.

Bernard GELY

■ *Les périodes historiques*

Aujourd'hui scindé en une « Drôme des Collines » au nord et une « Drôme provençale » au sud, le département est un espace géographiquement divers qui comprend deux grands ensembles de riches plaines qui longent la vallée du Rhône (elles ont fait ces dernières années l'objet de nombreux projets d'aménagements divers, dynamisés par la mise en service du TGV Méditerranée) et l'arrière pays, plus montagneux, qui est moins touché par ce mouvement mais connaît néanmoins un fort développement de résidences secondaires.

Le département compte 382 communes d'importances variées, avec de grands pôles urbains : Valence, Montélimar, Pierrelatte et Saint-Paul-Trois-Châteaux, qui s'organisent autour de limites anciennes, celles des cités antiques ; dans ce contexte de fort développement immobilier, des villes de moyenne importance comme Romans, Die, Nyons... sont également appelées à se développer.

Historiquement, ce département est, à l'image de la Région Rhône-Alpes constitué d'une mosaïque d'entités territoriales souvent difficiles à cerner. Les limites des diocèses médiévaux de Vienne, Grenoble, Gap, Valence / Die, Vaison, Saint-Paul-Trois-Châteaux et Orange se partagent son territoire. Pour la période antique, les limites des cités sont a fortiori encore plus difficiles à cerner dans la mesure où les réorganisations de la fin de l'Empire romain ont profondément modifié une carte administrative du Haut-Empire déjà fort mal connue (territoires des Voconces en pays montagneux, et des Segovellaunes, Tricastins et Cavares en zones de plaines).

Les zones montagneuses ont jusqu'ici livré des vestiges d'époques préhistoriques et médiévales (Vercors, Baronnies...), les Gallo-romains étant surtout dans les plaines. Les axes de circulation restent des zones privilégiées : il faut différencier les pénétrantes transversales vers les cols alpins (vallées de l'Isère, Drôme, Eygue) du grand axe de communication que demeure la vallée du Rhône. Pour l'époque médiévale, l'enclave pontificale de Valréas a généré des sites religieux frontaliers au rôle stratégique indéniable (prieurés de Taulignan, commanderie de Richerenches, collégiale de Grignan, abbaye cistercienne de Bouchet...).

L'archéologie programmée et préventive dans la Drôme

La recherche programmée, grâce notamment au concours du Conseil général dont l'enveloppe n'a cessé de croître, a occupé une place importante ces dernières années : les travaux sont surtout menés par les préhis-

toriens (cf. supra), mais jusqu'en 1999-2000, les opérations (sondages, prospections et PCR) pour les périodes protohistoriques (*Le Tricastin à l'âge du Fer*, *oppidum* du Moulon à Roussas, Château-Porcher…) et historiques étaient encore nombreuses. Le poids des études gallo-romaines étaient particulièrement fort : fouilles de *villæ* à Portes-les-Valence (Univ. Grenoble), Châteauneuf-du-Rhône (Univ. Lyon 2), PCR *Agglomérations secondaires gallo-romaines de la Drôme* (SRA), *Les ateliers de céramique antique de la moyenne vallée du Rhône* (CNRS), *Artisanat dans les villes antiques* (Univ. Lyon 2), l'accent étant aussi mis sur le Tricastin autour du PCR *Occupation des sols en Tricastin : dynamique du peuplement et évolution du paysage* (SRA). Aujourd'hui, seul l'*Atlas topographique des villes de Gaule méridionale* a subsisté.

En ce qui concerne les époques médiévale et moderne, les opérations et programmes ont également été nombreux et variés. Certains ne concernaient que le département : habitat de hauteur à Château-Porcher (Ass. Archéo-Drôme), fouille du château d'Albon (EHESS, Lyon 2) prospection *L'architecture de galets* (SRA), prospections sur la plaine de la Valdaine (Ass. Archéo-Drôme) ; pour d'autres les exemples drômois alimentaient la réflexion : *Châteaux de pierre en Rhône-Alpes* (EHESS, Lyon 2) et fouille du château d'Albon (EHESS, Lyon 2), *Chantier de construction à l'époque médiévale* (SRA, Paris-Sorbonne et Univ. Lyon 2), PCR *Les ordres mendiants* (Univ. Lyon 2 (sections Histoire, histoire de l'art et archéologie) et SRA). Depuis 2002, seules trois nouvelles recherches sont venues renouveler ces problématiques finissantes : *Le palais épiscopal et le groupe cathédral de Valence* (assoc. CERIAH, UMR 5138) et plusieurs prospections sur les mines : *Mines et métallurgie du fer dans les Alpes du Sud* (PCR, de PACA, CNRS), et Mines anciennes, notamment les mines de sel (Univ. Grenoble et CNRS).

Enfin des actions diachroniques ont porté sur la *Géoarchéologie du bassin valdanais* (CRA de Valbonne), l'*Anthropologie historique des populations de la vallée du Rhône* (CRA de Valbonne) et des prospections inventaires se sont déroulées pendant plusieurs années sur les cantons de Séderon et Mévouillon (Ass. Archéo-Drôme), puis de Grignan (avec le service de l'Inventaire DRAC-Rhône-Alpes).

Depuis 2000, le département a été retenu pour la *Carte archéologique de la Gaule* (dir. M. Provost). Les notices sont toujours en cours de rédaction ; les synthèses pour l'Antiquité et l'Antiquité tardive n'ont pas été commencées.

L'archéologie préventive est restée, après l'approbation et la révision de nombreux POS dans lesquels des zonages archéologiques avaient été portés, prépondérante dans l'activité administrative du SRA (restructurations de centre bourgs anciens, traitement de dossiers de PC, lotissements, piscines…). Mais cette gestion n'a pas donné lieu à des opérations d'importance, hormis le centre ancien de Valence (surveillance de travaux au chevet de la cathédrale, nécropole du faubourg Saint-Jacques) et de Saint-Paul-Trois-Châteaux. Trois opérations d'importance -par les résultats, mais pas par les moyens mis en œuvre- se sont déroulées à Die (éléments architecturaux pouvant appartenir à un important podium de temple ?), Alixan (château médiéval emmotté) et sur l'église Notre-Dame de Beauvert de Sainte-Jalle (découverte de sept autels de pierre dédiés aux déesses mères Baginense). Nombre de petites opérations générées par cette gestion étaient alors menées par le SRA. L'essentiel de l'activité de ces dernières années s'est concentré sur les opérations menées dans la vallée du Rhône, au sud de Valence entre 1995 et 1997 à l'occasion des travaux entrepris pour la construction du TGV Méditerranée : 110 sites ont été fouillés depuis la Préhistoire à l'Époque moderne et ont fait l'objet de plusieurs publications et expositions d'envergure (publication d'Archéologie du TGV Méditerranée : fiches de synthèse ; exposition *Archéologie sur toute la ligne*.

Peu d'interventions sur les monuments historiques (Alixan, château de Grignan), le Conseil général s'étant quelques temps détaché du secteur patrimonial (deux ans sans conservateur départemental, aucune participation aux restaurations…).

Les stratégies

Avant la réforme de 2002-2003, des zonages archéologiques annexés aux POS existaient depuis les années 80. Le choix des communes fut d'abord lié au PCR dirigé par Th. Odiot L'*occupation du sol dans le Tricastin* ; l'accent avait été mis sur le sud (région de Pierrelatte/Saint-Paul-Trois-Châteaux/Grignan) et la région valentinoise. A partir de 1996, la présence du SRA a été rééquilibrée sur le nord du département (région d'Albon, Galaure, Valoire, Romans, Vercors…) et les parties extrêmes du sud (Buis-les-Baronnies, Nyons…). En juillet 2003, 86 POS faisaient l'objet d'un zonage archéologique. Même s'ils n'avaient pas été pris en compte par la commune, les zonages proposés aux POS étaient systématiquement appliqués par la DDE.

La réforme a fait doubler le volume de dossiers à gérer : pour 2001, 287 dossiers dont 31 ont fait l'objet d'une prescription archéologique (1 fouille) ; 341 en 2002 dont 71 prescriptions (1 fouille) ; 2003, 305 dossiers actuellement traités (prévision : 408) dont 24 prescriptions (2 fouilles). On aurait pu espérer que l'accès aux autorisations de lotissements permettrait une vision plus globale des sites en sondant des secteurs jusqu'ici urbanisés sans nous : enrichissement de la carte archéologique (résultats positifs ou négatifs) ; données nouvelles sur le développement des cités antiques (nécropoles de Saint-Paul-Trois-Châteaux, nature de l'occupation de la plaine de Valence…) et leur rapports avec les plaines environnantes ; étude de la mise en place des réseaux castraux et/ou prieuraux des bénédictins (dépendances des abbayes de Cluny, Tournus, Île-Barbe, Cruas, Montmajour, Saint-Victor, Villeneuve-lès-Avignon…), établissements casadéens (abbayes de La Chaise-Dieu, Saint-Chaffe, Le Monestier…), augustins (chapi-

tres cathédraux, abbayes de Saoû, Saint-Ruf, Bourg-Saint-Andéol...) et des déplacements de populations entre les bourgs prieuraux (Buis-les-Baronnies...), abbatiaux (Les Tourrettes...) et castraux (Livron, Loriol, Grâne...).

Programmes en cours

Depuis deux à trois ans, on assiste à un tarissement des programmes de recherche pour la période historique sur le département (2 demandes pour 2004) : on en reste aux programmes en cours et il n'y a plus de renouvellement ; les étudiants partent sur PACA et certaines demandes de PCR se sont reportées sur les UMR (*Ordres mendiants, établissements cisterciens*...). Il ne reste encore d'actif que l'*Atlas topographique des villes à l'époque antique* qui fonctionne effectivement pour Saint-Paul-Trois-Châteaux et, dans une moindre mesure, Valence et Die ; le PCR *Le palais épiscopal de Valence* risque de se redévelopper à la fin de la pluri-annuelle avec les découvertes récentes de la Place des Ormeaux (où des installations balnéaires antiques et des éléments du groupe épiscopal sont actuellement mis au jour) en vue de reprendre l'étude du groupe cathédral de Valence.

Enfin, après l'inventaire des collections du Pègue menée depuis 1996, a été entrepris depuis trois ans un inventaire des fouilles anciennes (Grignan, Die, Plaisians...) en collaboration avec la conservation départementale et les musées contrôlés (Valence, Saint-Paul-Trois-Châteaux et Die).

Les zonages de saisine

Pour la mise en place des zones de saisine, cinq communes prioritaires ont d'abord été retenues. Il s'agit des cités devenues évêchés : Valence (préfecture actuelle, capitale antique, *colonia Valencia*), Die (*Dea Augusta*) et Luc-en-Diois (*Lucus Augusti*) capitales des Voconces, Saint-Paul-Trois-Châteaux (*Augusta Tricastinorum*) capitale des Tricastini et le village du Pègue, très riche en vestiges antiques, connu pour les fouilles de références menées sur l'*oppidum* protohistorique Saint-Marcel par J.-J Hatt, puis Ch. Lagrand.

Les autres communes ont été retenues selon des critères scientifiques, ce qui ne s'avère pas être toujours judicieux. Ces critères sont élaborés en fonction des données de la Carte archéologique (qu'il faut systématiquement vérifier et corriger), des problématiques actuelles (peuplement, occupation du territoire, rôle des fleuves, géomorphologie...) et des centres d'intérêts des chercheurs. L'axe de la vallée du Rhône a été ainsi privilégié : ce sont la région d'Albon, berceau du Dauphiné, les communes situées entre Valence et Pierrelatte et plus particulièrement le défilé de Donzère (problèmes de passages, échanges entre voies terrestres et fluviale, ainsi qu'entre les deux rives). Devant le nombre restreint de communes retenues (53) les centres historiques s'avèrent être peut-être un mauvais choix car ce ne sont plus toujours des zones très actives (Die, Luc...) et on ne traite pas les zones mal connues (plaine de Valence) ou trop connues qui s'urbanisent très rapidement (Tricastin), sans compter le cas de Saint-Pantaléon-les-Vignes, bien connue par les prospections menées par des scolaires (subventionnées par la DRAC, SRA, puis Service Educatifs...) mais non retenue dans une liste limitée à 53.

D'autre part, le principe du zonage dans une commune limite les saisines aux secteurs déjà répertoriés, délaissant des secteurs où pourraient exister des vestiges non détectés. Il faut enfin évoquer les communes sur lesquelles peu de données sont disponibles car les interventions archéologiques y furent rares, mais qui permettent de garder un contact avec des régions éloignées (Romans, Nyons, Buis-les-Baronnies,...) et de tenter de rééquilibrer les données entre plaine et montagne.

Joëlle TARDIEU

■ *Le cadre géographique*

Comme la province du Dauphiné dont il est issu par partition en 1790, le département de l'Isère ne présente aucune unité géographique : des sommets de la Meije ou de l'Etendard jusqu'à la vallée du Rhône, les paysages sont très contrastés. Ce territoire ne saurait pas plus se prévaloir d'une forte identité culturelle : des hameaux d'alpage des Grandes-Rousses jusqu'aux villages qui s'intègrent aujourd'hui dans la grande banlieue de Lyon, la dissemblance des modes de vie et de comportement est complète, comme elle le fut tout au long de l'histoire.

Partagé entre hautes montagnes et basses plaines, ce territoire ne doit sa délimitation qu'à l'histoire, qu'aux hommes qui lui ont donné des frontières arbitraires. Seul le Rhône marque au nord et à l'ouest une frontière naturelle. De la cité des Allobroges à la province de l'Ancien Régime et jusqu'au département issu de la révolution, plusieurs territoires se superposent.

La haute montagne (massifs de l'Oisans, des Grandes Rousses et de Belledonne) constitue la moitié sud du territoire de l'Isère. Neige et glaciers, vallées rares et encaissées ont longtemps fourni un cadre peu favorable à l'implantation humaine. En avant de ces hauts sommets, des massifs de moyenne altitude et une large bande de plateaux suspendus forment un cadre plus propice à l'installation durable des communautés. Les massifs préalpins du Vercors et de la Chartreuse sont eux-mêmes assez densément habités. Plus en retrait et déjà tournés en partie vers le sud, les plateaux irréguliers de la Matheysine, du Beaumont et du Trièves sont traversés par des cours d'eau (Drac et Ebron) profondément encaissés.

Au centre, la vallée de l'Isère assure la transition entre haut et bas Dauphiné, entre la montagne et les collines qui s'étagent jusqu'au Rhône. Le couloir qu'elle emprunte s'ouvre très largement entre Chartreuse et Belledone pour former une véritable plaine, le Grésivaudan. Sa physionomie se modifie quand elle se glisse en aval de Moirans et jusqu'au Royans, entre de hautes et puissantes terrasses.

Le Bas Dauphiné, immense cône de débris en plan incliné, arrachés aux Alpes par les glaciers et les cours d'eau, s'étage de 800 m d'altitude à l'est, en bordure de la Chartreuse, à 200 m près du Rhône. Vallées, coteaux et plateaux se succèdent. La vallée la plus importante, celle de la Bièvre-Valloire, élargie par les glaciers et bosselée par les moraines, atteint les dimensions d'une vallée de grand fleuve. Elle sépare le plateau des terres froides au nord de celui de Chambaran au sud. Les terres basses composent à l'ouest une plaine mal drainée, mais offrent avec le plateau calcaire de l'Isle Crémieu, cerné par le Rhône et isolé par des marais aujourd'hui asséchés, des paysages très variés.

Enfin, en rive droite du fleuve, les plaines de la vallée du Rhône et du pays viennois, vastes et fertiles, offrent depuis toujours un espace de circulation largement ouvert aux influences extérieures et aujourd'hui de plus en plus urbanisé.

Le département de l'Isère est le plus vaste et l'un des plus peuplé de la région (743 100 hectares, 1 094 006 habitants et 533 communes en 1999). Le développement économique et industriel, l'essor touristique et culturel, sans cesse croissants, montrent son dynamisme. Les infrastructures autoroutières et ferroviaires forment un réseau déjà dense qui nécessite quelques compléments mais ceux-ci restent à l'étude (Ambérieu – Grenoble, par exemple) ou peinent à voir le jour (Grenoble – Turin, ligne de fret, A 51 section col du Fau-Sisteron). La démographie galopante et l'attrait de Grenoble, mais aussi la proximité de Lyon, provoquent de nombreux aménagements (routes, constructions). Ainsi, le secteur de Vienne devient-il la grande banlieue de Lyon, ce qui se traduit par un nombre important de ZAC et de lotissements (166 en 2003).

■ *L'Isère, terre d'archéologues*

A Vienne, dès le XVIe siècle, Nicolas Chorrier décrit les nombreux vestiges encore apparents. Cette tradition archéologique ne s'est jamais démentie et c'est dans cette ville qu'ont lieu au XIXe siècle les premières fouilles financées par le département. Mais c'est à Grenoble que l'archéologie va apparaître comme une véritable institution. Dans la lignée d'Hyppolite Muller, fondateur du Musée Dauphinois, une première équipe d'archéologues, dirigée par M. Colardelle voit le jour en 1970. Parallèlement, d'autres groupes associatifs se sont formés autour de personnalités scientifiques reconnues (A. Bocquet...).

La création de la Conservation du patrimoine de l'Isère (CPI) marque encore un tournant. A l'initiative de J. Guibal, le département revendique haut et fort une véritable décentralisation du patrimoine. Et c'est ainsi que le département de l'Isère a été donc tout naturellement choisi comme terrain d'expérimentation du processus de décentralisation du patrimoine...

Le dynamisme de la Conservation se retrouve dans un réseau de musées / maisons du patrimoine, maintenant dense (Aoste, La Mure...), dans un processus d'inventaire complet du patrimoine (archéologique, ethnologique) qui se traduit par l'édition d'une collection «*Patrimoine en Isère*», et dans des expositions par can-

tons. La création d'exposition sur des thèmes régionaux (Les Allobroges) marque aussi l'attachement de la CPI à son territoire.

L'Université de Grenoble présente un enseignement d'archéologie peu développé qui reste lié à l'histoire et à l'histoire de l'art. Dans cette discipline, cette faculté souffre de l'attrait des universités aixoises et lyonnaises. Mais quelques professeurs, notamment en Préhistoire, ont su attirer d'excellents thésards qui ont pu développer des recherches régionales, par exemple sur les provenances des silex.

Aucune équipe du CNRS en archéologie n'est basée sur Grenoble, ce qui ne veut pas dire qu'aucun archéologue rattaché au CNRS ne travaille sur le département, mais il est vrai que cette absence de laboratoire ne favorise pas le dynamisme de la recherche en Isère.

Les associations de bénévoles sont nombreuses et plus ou moins actives. Cela va des « institutions » (CRPV, CDPA), créées autour d'une personnalité à de petites structures dynamiques, mais dont la vocation est plus patrimoniale que scientifique (les Amis de Bressieux, Janus...)

Les Musées, on l'a vu plus haut, sont pour la plupart sous le contrôle de la CPI et les présentations sont de qualité, à l'exception des Musées de Vienne...

Ces musées ont de plus la chance de disposer dans le département ou à proximité immédiate de trois ateliers de restaurations qui couvrent l'ensemble des besoins en ce domaine (Arc Nuclart, CREAM, ARM).

■ *Etat de la recherche*

Préhistoire ancienne

Il n'existe pas en Isère de vestiges connus du Paléolithique ancien. Les gisements du Paléolithique moyen, rares et mal conservés, remontent à une longue période de climat à tendance tempérée entre moins 60 000 et 40 000 ans. Des groupes de chasseurs fréquentent alors, de façon saisonnière semble-t-il, les piémonts et les plateaux de moyenne altitude (massif de Coulmes et Vercors). Le débitage de type Levallois est attesté dans des grottes ou en plein air dans des campements de type bivouacs de chasseurs-trappeurs. La dernière période de glaciation (le Würm), marquée par un froid intense et l'extension des glaciers, entre 35 000 et 14 000 ans interdit ensuite aux hommes la fréquentation des massifs alpins.

Profitant du réchauffement climatique, les chasseurs magdaléniens partent à la reconquête des massifs et des piémonts. Les sites sont localisés en plaine, avec des camps de bases de longue durée, près des cols et en moyenne montagne, avec des camps avancés pour la chasse du gibier de montagne.

La présence azilienne est nettement plus marquée au cœur des massifs comme en témoignent certaines grottes du Vercors.

Ce tableau rapide et général doit beaucoup aux travaux de P. Bintz et de son équipe. Mais l'objectif principal de sa recherche reste axé sur les périodes plus récentes (Mésolithique et Néolithique), et aucune équipe ne travaille véritablement sur la Préhistoire ancienne, le programme de G. Pion *La fin du Paléolithique supérieur dans les Alpes du Nord et le Jura méridional* n'incluant qu'une petite partie du département.

Préhistoire récente

Depuis la fusion des directions des Antiquités en un seul service, les préhistoriens du département ont très vite égalé le niveau des financements des fouilles d'époque historique (Charavines, Huez, Grenoble St Laurent...). Dès 1995, l'objectif commun de la Conservation de Patrimoine et du SRA était de promouvoir la recherche sur les périodes préhistoriques. Le programme de prospection thématique dirigé par P. Bintz, enrichi de nombreux sondages ponctuels (Aulp du Seuil...), a permis d'enregistrer un très grand nombre de nouveaux sites mésolithiques, politique qui a abouti à la mise en place d'une importante fouille programmée sur le site clé de la Grande Rivoire à Sassenage.

Un important gisement de même époque a également été fouillé dans le cadre de l'archéologie préventive sur le tracé de l'A 51 Grenoble-Sisteron (sous la responsabilité d'un membre de l'équipe de P. Bintz). On espère une synthèse prochaine sur les résultats de l'ensemble de ces opérations (programmées ou non) concernant les périodes mésolithique - néolithique.

Protohistoire

Quelques témoignages de la civilisation du « gobelet campaniforme » attestent une diffusion des premiers métaux, ce qui est confirmé par la présence en Isère de quelques haches en bronze fabriquées dans le Valais suisse (Bronze ancien). Puis on note des importations métalliques provenant d'Allemagne, d'Alsace et de Suisse occidentale (Bronze moyen). La civilisation des « Champs d'urnes » et ses avancées techniques sont aussi attestées par de nombreuses découvertes (Goncelin).

Si l'on prend stricto-senso le territoire du département de l'Isère, les recherches portant sur les périodes des ages des métaux apparaissent très à la traîne des autres périodes. En effet aucune prospection, aucun programme particulier n'a été proposé sur l'âge du Bronze et sur l'âge du Fer depuis 1991. On peut même noter que l'inventaire de référence reste encore la thèse d'A. Bocquet (1968), réactualisée au niveau d'une synthèse régionale en 1997.

Il faut en effet rechercher des études plus générales sur

l'axe alpin pour trouver des essais de synthèses ou des inventaires de mobilier de l'age du Bronze (CIRCALP, E. Thirault).

L'âge du Fer n'est pas mieux loti. Quelques études ont pu être menées sur le Nord Isère autour de la tombe de Verna, mais l'Isère hallstattienne reste très mal connue, comme la période de la Tène d'ailleurs.

Aucune approche spatiale pour ces périodes n'est donc engagée à ce jour, et c'est dans ce domaine que les efforts devront être portés.

Cette carence de la recherche en Protohistoire vient sans doute d'un manque de renouvellement sur Grenoble d'équipes trop coupées du milieu universitaire (même si on note des tentatives récentes de rapprochement) des services institutionnels et de l'archéologie préventive. Aussi, les spécialistes de cette période restent quelque peu aux marges du département. C'est d'autant plus regrettable que les opérations de diagnostics ou de fouilles livrent tous les jours de nombreux sites et indices de sites, notamment de l'âge du Bronze (A51, diagnostics de La Verpillière, de Bougé Chamballud...).

Epoque romaine

La carte des inventaires et des cartes archéologiques portant sur l'époque romaine tranche sur celle des périodes des plus anciennes. Si le territoire semble couvert, ce foisonnement n'est pas obligatoirement un signe de qualité et un grand nombre de ces études ne correspondent qu'à des inventaires de sources bibliographiques plus ou moins critiques.

Pour cette période, la concentration des recherches programmées à l'ouest du département (Saint-Romain-de-Jalionas, Vienne), est due à la proximité des antiquisants rattachés au SRA, tout comme à l'est du département, les recherches sur la période médiévale autour de Centre archéologique de Grenoble. Il en résulte une carte des sites plus dense à l'ouest car reflétant l'activité des archéologues. Mais le potentiel est encore peu exploité pour le reste du territoire, Vercors, Oisans. Les inventaires et les fouilles préventives récentes montrent ainsi que le Trièves est loin d'être le « no man's land » décrit voici vingt ans...

Depuis une dizaine d'années, on note un renouveau des recherches sur l'occupation du territoire, avec des programmes de prospections et un PCR où la dimension paléo-environnementale est largement prise en compte. Le PCR « *Milieu et peuplement en Bas Dauphiné* » dirigé par J.-F. Berger apparaît comme un exemple de recherches pluridisciplinaires, avec des résultats spectaculaires (Saint-Romain-de-Jalionas, Aoste, marais de Bourgoin). Une nouvelle génération d'étudiants, formée à cette école, inclut désormais dans ses travaux la dimension environnementale. La fouille de la *villa* de Saint-Romain-de-Jalionas constitue la seule opération de fouille programmée pour cette période, qu'il apparaît nécessaire de préserver. L'archéologie urbaine est essentiellement viennoise, même si des bilans topographiques ont pu être faits sur les agglomérations secondaires du département.

Mais aucun chantier d'envergure n'a été ouvert ces dernières années, tant en archéologie préventive qu'en fouille programmée. La gestion stricte des modes de fondations des constructions neuves (radier généralisé essentiellement) a permis de réguler les fouilles de sauvetages et de limiter les diagnostics. Aussi l'objectif principal est la publication de l'*Atlas topographique* (rive gauche), tâche de longue haleine au vu de l'importance de la ville.

Epoque médiévale

La carte archéologique présentée ici couvre tout le Moyen Âge et prend en compte l'ensemble des églises et des châteaux jusqu'au XVe siècle. Celle des sites du haut Moyen Âge est beaucoup moins dense, même si l'inventaire des sites funéraires réalisé par M. Colardelle a été depuis complété par quelques découvertes intéressantes (Varces, Lachard et Drabuyard, habitat de la *villa* du Vernai à Saint-Romain-de-Jalionas...).

Partagé entre les diocèses de Vienne et de Grenoble, l'Isère burgonde, au vu des groupes épiscopaux (fouille de Grenoble) et des basiliques funéraires de Vienne, apparaît prospère. Le territoire demeure bien occupé et les domaines ruraux, issus pour la plupart des *villæ* romaines, constituent encore la base économique de la puissance des nobles. Les premières marques de chrétienté se retrouvent dans les villes et dans les agglomérations secondaires, mais aussi dans ces domaines ruraux, eux-mêmes parfois à l'origine d'une paroisse (Varces-Drabuyard).

Les édifices romans et gothiques sont tous répertoriés, mais si certains sont étudiés dans le détail par les spécialistes de la CPI ou de l'université de Lyon (Grenoble Saint Laurent, Saint Antoine, Saint André-le-Haut à Vienne), de nombreuses églises et chapelles rurales restent mal connues en dehors des abbayes et prieurés étudiés dans le cadre du PCR conduit par J.-Fr. Reynaud et son équipe. On note ainsi un nombre croissant de rénovations de chapelles rurales désaffectées, souvent d'anciennes églises paroissiales, qui nécessitent au préalable un diagnostic archéologique malheureusement souvent ponctuels et non enrichis d'études d'archives ou d'élévations approfondies...

Les châteaux (*Mottes et châteaux de pierre*) et bourgs castraux ont été pour la plupart inventoriés, dessinés et étudiés mais en dehors du site exceptionnel de Colletière (Charavine) et du village minier de Brandes (Huez), peu d'habitats ruraux ont été identifiés et fouillés.

L'architecte civile urbaine est en général prise en comp-

te (14 opérations d'archéologie du bâti entre 1997 et 2002 à Grenoble, Vienne, La Cote Saint-André...).

■ *Forces et faiblesses*

La recherche archéologique en Isère est le reflet d'une communauté archéologique constituée depuis les années 70 autour d'institutions (CPI, SRA) et de personnalités scientifiques ayant chacune son domaine d'élection. Ainsi, les recherches les plus dynamiques concernent les périodes préhistorique (Mésolithique et Néolithique), romaine et médiévale ; la Préhistoire ancienne et les âges des Métaux sont en revanche complètement absents de la programmation.

Pour y remédier, il faudrait dans les équipes existantes (PCR de J.-Fr. Berger) des spécialistes ou des étudiants intéressés par ces périodes, ce qui ne peut se faire qu'en collaboration avec les universités concernées. Il est aussi possible de solliciter des spécialistes de ces époques, de monter des opérations de prospections thématiques (recensement des *oppida* en Isère, à l'instar de l'inventaire des mottes castrales réalisé il y a quelques années) et des programmes de recherche, en s'appuyant sur les équipes INRAP qui ont fouillé des sites de ces périodes en Isère (sur l'A 51 notamment) et sur les chercheurs du CNRS rattachés au centre de Valence.

L'autre faiblesse évidente est l'absence de recherche sur le milieu alpin. En effet, en dehors du programme de prospection thématique portant sur la néolithisation du Vercors et de la Chartreuse et de la fouille du site minier de Brandes et des quelques prospections qui ont été menées dans ce secteur il y a quelques années, aucune intervention d'envergure n'a porté sur l'occupation des massifs de haute montagne.

Des contacts informels ont été pris en ce sens avec la MSH de Grenoble et le Musée Dauphinois pour étudier l'opportunité de lancer un programme d'étude pluridisciplinaire d'occupation de la montagne, sur un secteur donné (Vercors –Dévoluy ?).

■ *L'archéologie préventive*

Les POS avant la loi de 2002

On a pu voir l'importance du département tant par sa surface, sa croissance démographique que par son dynamisme économique et industriel. Ceci a pour conséquence directe une inflation des dossiers que la nouvelle loi sur l'archéologie préventive n'a fait qu'accélérer. (319 dossiers en 2000, 301 en 2001, 378 en 2002, 502 en 2003). Par rapport au personnel attaché au département (1.5 personne), le seuil de saturation est atteint...

Pourtant, le nombre de communes disposant de zonages archéologiques au POS n'est pas excessif : 53 communes, soit 10 %, pourcentage que l'on retrouve dans la plupart des départements. Mais il faut croire qu'il y a plus de constructions en Isère et/ou que les zonages correspondent précisément à des zones de développement. Il est vrai que dans les années 1980, le choix des communes destinataires de zones archéologiques liées au POS a reposé à la fois sur le potentiel archéologique des communes et des perspectives de développement. Potentiel archéologique principalement historique, avouons-le puisque, en plus de Vienne et de Grenoble, la plupart des agglomérations secondaires romaines et des bourgs médiévaux ont été retenus. Il faut reconnaître la quasi-absence de zonage en montagne où on peut penser que certains aménagements de piste de ski ont sans doute détruit quelques sites préhistoriques... Quelques zonages reprenant des sites d'habitats groupés (Optevoz), de *villae* (Clonas-sur-Varèze, St-Romain-de Jalionas, Poliénas), de châteaux ou d'églises rurales ont permis une prise en compte partielle du territoire rural, qui a fait l'objet par ailleurs de nombreux diagnostics et opérations de fouille préventive sur des aménagements routiers (autoroutes, déviations, giratoires) ou sur des infrastructures de type ZAC ou lotissement (déviation de la Verpillière...)

A Vienne et sur l'ensemble du département, une politique de conservation des vestiges in situ, sous les aménagements qu'ils soient routiers ou de bâtiments, a permis de réduire considérablement le nombre d'opérations de fouille à partir des années 1986-1990. La technique du radier généralisé est maintenant privilégiée par rapport aux techniques de pieux forés et tubés.

Les zones de saisines

Le nombre de communes sur lesquelles des zones de saisines vont être mises en place sera un peu plus élevé (une soixantaine), afin de mieux prendre en compte le patrimoine rural. Pour alléger le nombre de dossiers, des secteurs archéologiques de plusieurs communes ont été réduits. Ces choix ont pu être faits sur des communes dont l'état des connaissances a considérablement évolué depuis les années 80 (par exemple Aoste et Vienne), et sur des zones moins denses où la seule gestion des aménagements les plus lourds (lotissement) peut être envisagée.

La régulation des prescriptions

Les directives de régulation des prescriptions ont eu pour conséquences une très nette diminution du pourcentage des diagnostics par rapports aux dossiers reçus (11,3 % en 2002, 4,58 % en 2003). Le choix a été bien entendu fait au détriment des aménagements où aucun vestige n'était attesté et, quand le contexte archéologique était suffisamment connu, des prescriptions de conservation ont été directement émises. Il est clair que l'absence de sondages « à l'aveugle » dans des zones sans vestiges, mais dont le potentiel archéologique est pressenti, pénalise la recherche (que les sondages soient négatifs ou positifs) et les périodes pré et protohistoriques sont défavorisées dans la mesure ou les témoignages de surface sont moins flagrants que pour

la période romaine. Et on sait l'importance des résultats des sondages systématiques sur le tracé linéaire (A51) ou sur les ZAC... Avec cette politique, on ne s'étonnera pas qu'en 2003, 95% des sondages soient positifs...

■ *Les DFS et les publications*

Le rendu des DFS connaît quelques retard, parfois dus à des problèmes administratifs et financiers indépendant du responsable (Moirans, médiathèque), parfois à des problèmes d'équipe (A51 Dabuyard) ou à un manque de temps et de moyens (Vienne). Les DFS d'opérations iséroises examinés par la CIRA ont tous été validés.

Les fouilles programmées sont en général publiées ou en passe de l'être, comme les travaux de P. Bintz sur le Mésolithique, la fouille du groupe épiscopal de Grenoble, deux ans après la fin du chantier, ou l'étude de la tombe de Verna ; d'autres seront prochainement publiées pour partie (Saint-Romain-de-Jalionas, Sassenage La Grande Rivoire, Grenoble Saint Laurent).

Benoît HELLY

LA LOIRE

■ *Le cadre géographique et hydrologique*

Situé en bordure est du massif central, le département de la Loire se caractérise par un relief de moyenne montagne qui enserre une succession de bassins étagés du sud au nord séparés par des plateaux incisés de gorges par le cours de la Loire. Il est bordé à l'ouest par les Monts du Forez et à l'Est par les Monts du Lyonnais. Enfin au sud, le massif du Pilat et le piedmont Rhodanien matérialisent les limites avec les départements de l'Ardèche et de l'Isère. Deux plaines d'effondrement tertiaire : la plaine du Forez, la plaine du Roannais sont séparées par un moyen plateau le seuil de Neulise et dans la faille du Pilat s' inscrit la vallée du Gier. Le département possède quelques petits pics volcaniques : Montverdun, Saint-Romain-le Puy.

La Loire, fleuve au débit médiocre, divise le département en deux parties et possède plusieurs affluents, en rive droite du sud au nord : l'Ondaine, le Furan, la Coise, la Toranche, la Loise, le Rhins, le Gand, le Sornin, en rive gauche : la Mare, le Lignon, l'Anzon, l'Aix, le Renaison et la Teyssonne. Le Gier et ses affluent coulent vers le Rhône. Plusieurs sources d'eau minérales sont connues, dont certaines depuis l'Antiquité : Saint-Alban-les-Eaux, Saint-Galmier, Saint-Romain-le-Puy.

■ *Les ressources*

La Loire possède des carrières de granit (Ambierle, Cezay, Changy, Montbrison , Salt-en-Donzy). Les calcaires de taille se situent dans la vallée du Sornin et dans la région de Charlieu. Les ressources en minerais métalliques sont peu abondantes : on trouve du plomb sulfuré dans les Monts du Forez et le massif du Pilat, ainsi qu'un peu de minerai de cuivre. La seule mine antique connue se trouvait à Saint-Martin-la-Sauveté et exploitait du plomb argentifère.

■ *Historique de la recherche archéologique.*

- XVIIe siècle : étude publiée par J. de la Mure sur l'ensemble des sites du département ; - XIXe siècle : étude statistique de Duplessy sur l'ensemble du département et dans laquelle il englobe l'archéologie ; - 1835 - A. Bernard : *Histoire du Forez* ; - 1858 - A. Bernard : Description du pays ségusiave ; La plupart de sociétés savantes apparaissent au XIXe siècle. - 1862 - Fondation de la Diana, à l'initiative du duc de Persigny dont un membre s'est illustré pour l'archéologie : V. Durand. Premières fouilles à Cezay : étude des axes de communication ; - Brossard : études ponctuelles sur la plaine et les sites du Forez ; - A. Broutin et Th. Rochigneux : étude sur les châteaux médiévaux - J.-B. Dulac : étude sur Moingt, *Aquae segetae* A. de Saint-Pulgent : étude sur Saint-Paul d'Uzore ; - 1885 - F . Thiollier : *Le Forez pittoresque et monumental* ; - 1946 - J.-E. Duffour : *Dictionnaire topographique des communes de la Loire*, mais les sources pour l'Antiquité ne sont pas citées ; années 50 : création des premiers groupes d'archéologie régionaux Forez-Jarez. Le Centre d'études foréziennes à Saint Etienne permet la publication de nombreux travaux. - 1978 - Maîtrise de Christian Aulas sur l'ensemble des découvertes gauloises et gallo-romaines ; - 1997 - M.-O. Lavendhomme : *Carte archéologique de la Gaule : la Loire* (42) ; - 1998 - M.-O. Lavendhomme et V. Guichard : *Rodumna le village gaulois* (DAF) M.-O. Lavendhomme et M. Genin : *Rodumna* (Roanne, Loire, le village gallo-romain : évolution des mobiliers domestiques ; - 1999 - P. Valette : *Forum segusiavorum, Le cadre urbain d'une ville antique* (Ier-IIIes), publication d'une thèse de 3e cycle.

■ *Les zonages avant la loi*

En 1997, le Service régional de l'archéologie avait défini auprès du Préfet de la Loire sur 338 communes 35 comme particulièrement sensibles du point de vue de l'archéologie en croisant plusieurs paramètres : - leur importance historique et archéologique : communes avec forte densité de sites archéologiques et/ou communes comprenant au moins un site majeur ; - les processus d'urbanisation.

Compte tenu du peu de données connues sur les sites préhistoriques, les sites comportant des structures avaient été massivement retenus. Les *oppida* (sites de hauteur fortifiés) et les bourgs gaulois, les *villæ* et les agglomérations romaines (*vicus* ou autres) ont été sélectionnés prioritairement enfin un choix a été réalisé parmi les bourgs castraux médiévaux et les prieurés. A celles-ci avaient été rajoutées 17 communes correspondant à des prospections inventaires financées par l'Etat et le Conseil général de la Loire dans la vallée du Gier et le Pilat par des « décrets 86-192 » sans prise d'arrêtés préfectoraux.

■ *Après la loi*

Afin de répondre aux nouvelles exigences, nous avons réfléchi à nouveau sur la pertinence des communes qui avaient été arrêtées en 1997 et celles qui leur avait été rajoutées en 1999. Par ailleurs nous avons confronté les zonages dans les départements limitrophes (Rhône, Isère) afin d'homogénéiser l'état de la connaissance sur les limites de la colonie de Vienne avec le territoire ségusiave. Nous avons gardé les communes avec un site préhistorique important, les *oppida*, les bourgs gaulois, les *villæ* et les agglomérations romaines (*vicus* ou

autres) ainsi que quelques bourgs castraux ou prieuraux médiévaux représentatifs : Ailleux, Cezay, Chambéon, Chambles, Chalain-d'Uzore, Champoly, Charlieu, Cleppé, (Le) Crozet, Débats-Rivière-d'Orpra, Feurs, Moingt-Montbrison, Montverdun, (La) Pacaudière, Perreux, Périgneux, Poncins, Rive-de-Gier, Roanne, Sail-les-Bains, Saint-Alban-les-Eaux, Saint-Chamond, Saint-Georges-de-Baroilles, Saint-Jean-Saint-Maurice, Saint-Just-Saint-Rambert, Saint-Marcel-de-Félines, Saint-Marcellin-en-Forez, Saint-Haon-le-Chatel, Saint-Galmier, Saint-Germain-Laval, Saint-Martin-la-Sauveté, Saint-Paul-d'Uzore, Saint-Romain-le-Puy, Salt-en-Donzy, Usson-en-Forez, Villerest.

Parmi les douze communes de la vallée du Gier, nous avons gardé les communes de Saint-Joseph (passage de l'aqueduc sur son territoire, présence du *vicus* ou de la *villa* de Combeplaine) et de Saint-Paul-en-Jarez.

Enfin sur les cinq communes de la bordure du massif du Pilat nous avons privilégié Chavanay, site majeur de la *villa* de la petite Gorge (mosaïques) et d'un certain nombre d'établissements gallo-romains mentionnés tout au long du tracé de la voie, et Saint-Pierre-de-Bœuf qui marque une limite privilégiée avec le département de l'Isère.

■ *Etat des connaissances*

Le Paléolithique

La Préhistoire dans le département de la Loire a bénéficié longtemps de l'activité de nombreuses sociétés savantes qui ont assuré une homogénéité de la connaissance. Au Paléolithique, les sites connus (148 dont 45 d'attribution douteuse) sont concentrés au nord du département, toutefois le Forez recèle quelques traces de cette civilisation à Chalmazel (abri sous roche) et à Sail-sous-Couzan (grotte). La plupart des découvertes correspondent à des indices isolés recueillis en surface. On note la présence de six ateliers de taille confirmés (Nandax 2, la Pacaudière 2, Pouilly 1, Vougy 1) dont deux seraient plutôt à rattacher à l'Epipaléolithique ou au Néolithique (La Pacaudière, RN 7, 2001-2003). Pas de fouilles de sites d'habitat depuis Villerest, dont les sites, la Vigne Brun et la Goutte-Roffat n'ont pas été publiés. La recherche est plutôt stagnante pour cette période mais le grand transect de la Pacaudière-Changy vient renouveler les problématiques. Quelques projets de publications de données anciennes sur les données de Villerest sont en cours (M. Faure : les schistes gravés de la Goutte Roffat et M. Digan, J.-L. Porte et J.-L. Kervazo ; étude techno typologique, archéologique et sédimentologique de la Goutte Roffat). Une reprise générale des données de J. Combier par J.-P. Bracco avait été amorcée mais on ne sait pas où en est le projet bien que nous ayons fléché des financements.

Le Mésolithique

7 EA connues : il s'agit la plupart du temps de découvertes isolées, réparties sur le département.

Le Néolithique

271 EA : beaucoup d'indices isolés découverts en surface. Plusieurs habitats sont connus (13 sites) ; un très important campement chasséen est connu en limite des communes de Saint-Marcellin-en-Forez et Périgneux, un autre campement est identifié à Montbrison. A Chambles a été installé un habitat fortifié du Néolithique. Sont également reconnus 4 menhirs, 1 dolmen, 1 tumulus, 10 ateliers de taille, et 2 enceintes, à Chambles, Sainte Foy du Chatelet et à Saint-Jean-Saint-Maurice-sur-Loire, Jœuvres.

Une recherche est en cours, la thèse de V. Georges sur le Néolithique et l'âge du Bronze après une maîtrise et un DEA sur la question.

L'âge du Bronze

« L'occupation protohistorique antérieure à la période moyenne du second âge du Fer est quasi inconnue sinon à travers quelques dépôts d'objets métallique de l'âge du Bronze, peu spectaculaires et d'origine incertaine. » (Lavendhomme 1997, CAG 42). Mais depuis, la connaissance de l'âge du Bronze a bien évolué avec les prospections thématiques de M.-O. Lavendhomme dans la plaine du Forez, de V. Georges sur le Néolithique / âge du Bronze dans la Plaine du Forez, d'H. Cubizolle autour du fleuve Loire. On note la découverte de sites d'habitats à Chambéon la Grande Pinée, et d'un habitat, fossé et nécropole à Saint-Laurent-la-Conche et la présence d'une occupation du Bronze ancien en bordure interne de la boucle d'un chenal de la Loire à Craintilleux.

La Protohistoire

Le territoire de la Loire est occupé par le peuple ségusiave, installé entre les Eduens au nord et les Ambarès au nord-est, les Allobroges au sud-est, les Vellaves au sud et les Arvernes à l'ouest. Ils occupent un territoire qui correspond approximativement à nos actuels départements de la Loire et du Rhône. Un réseau de voies devait pré exister au réseau routier gallo-romain (Feurs à Rodez via Montbrison et Usson-en-Forez).

L'*oppidum* le plus connu est celui du Chatelard de Lijay à Débats-Rivière d'Orpra, ensuite viennent Essalois sur la commune de Chambles, le Crêt Chatelard à Saint-Marcel-de-Félines et Jœuvre à Saint-Jean - Saint-Maurice. De gros bourgs sont connus à Feurs, Goincet, Saint-Romain-le-Puy avec un réseau d'habitat intercalaire important autour de Poncins (Cleppé).

Deux nécropoles gauloises sont répertoriées à Roanne et à Feurs.

Une tombe a char (120-80 av. J.-C.) a été mise au jour en 2003 lors d'un diagnostic sur une carrière en bordure de Loire à Saint-Laurent-la-Conche.

Pour l'artisanat, la production de Roanne était depuis longtemps reconnue mais les fours n'avaient pas été localisés. Un four du Ier siècle avant J.-C. vient d'être mis au jour (Thévenin 2001) ; un four de potier est également signalé à Goincet.

L'Antiquité

Lors de la Conquête, les Ségusiaves constituent un peuple autonome, dans la mouvance des Eduens (César, B.G., VII, 75, 2). Au Haut-Empire, les Ségusiaves sont englobés dans la Gaule Lyonnaise. Avec l'invasion romaine et la réorganisation de l'Empire sous Auguste, au changement d'ère, l'organisation se structure autour de la capitale de cité *Forum segusiavorum* (Feurs) et des voies de communication.

L'habitat

Plusieurs agglomérations sont connues, à Salt-en-Donzy, Moingt (Montbrison), Saint-Galmier (?) et Sail-les-Bains, Ailleux, Cezay, Saint-Martin-la-Sauveté, Rive-de-Gier (Combeplaine) ?, Saint-Chamond (Izieux), Usson-en-Forez, la Pacaudière, Roanne.

Indépendamment de ces agglomérations, l'habitat rural semble relativement pauvre. Peu de *villæ* sont reconnues ; M.-O Lavendhomme en recense 7 à 8 selon l'interprétation traditionnelle, à Ailleux, à Ambierle, à Chambéon, à Rive-de-Gier, à Saint-Alban-les-Eaux, à Saint-Galmier, à Saint-Nizier-sous-Charlieu et à Saint-Paul-d'Uzore. Depuis, 3 à 4 nouveaux sites ont été récemment découverts, lors de sondages du GRAL dans le cadre de prospections inventaires à Unias, et dans la vallée du Gier à Saint-Joseph en 1998 et à Chavanay lors de la viabilisation d'un lotissement, des prospections inventaires de N. Corrompt sur le Pilat ou lors de sondages à Saint-Romain-le-Puy (Lavendhomme puis Cécillon).

Les axes de communication

Quatre grands axes de communication au moins sillonnent la Loire. Les Romains reprennent en l'améliorant le réseau gaulois. Toutefois le tracé des voies n'est pas connu précisément (la voie Lyon-Saintes, la voie Lyon-Vichy, la voie dite de Bollène (Feurs-Rodez), l'itinéraire Moingt-Roanne, la voie de Vienne à Autun.) Le groupe archéologique du GRAL a publié une petite étude de la voie Bollène.

On ignore si le fleuve était utilisé au cours de l'Antiquité. La Loire est traversée par l'aqueduc du Gier, long de 85 km. Sur son parcours deux inscriptions ont été retrouvées à Saint-Joseph et à Chagnon.

Les nécropoles

Les cimetières liés aux établissements ruraux ne sont pas connus à part quelques tombes isolées ; seules deux nécropoles antiques sont répertoriées à ce jour à Roanne et à Feurs. Elles sont situées en périphérie des villes. Celle de Feurs, très arasée, a été retrouvée en 2000 lors d'une opération d'archéologie préventive rue de Verdun. A Marclopt, un mausolée a été découvert au lieu dit Tassin. Il était établi à proximité de la *villa* de Marcus Claudius Plancus, *duumvir* de *Forum segusiavorum*, non loin de la tombe à char gauloise récemment mise au jour.

L'artisanat

La production de céramique commune est attestée à Roanne (8 ateliers connus), Feurs (4 récemment découverts Coquidé - Frascone 2000). Mais d'autres centres de production sont signalés à Civens, Montverdun, Saint-Romain-le-Puy (Chézieux), Salt-en-Donzy, Savigneux. Aucun four de tuilier n'est identifié à ce jour. Un PCR, *Les ateliers céramiques en région Rhône-Alpes à l'époque gallo-romaine* sous la direction de Colette Laroche, et un ACR sous la direction de Cécile Battigne (CNRS UMR 5138) *Archéométrie- archéologie, histoire des matériaux* ont été déposés.

L'exploitation minière antique est très mal connue ; on ne sait pas si les Ségusiaves produisaient eux-même leur fer. La présence de nombreuses scories attestent des ateliers de mise en forme de celui-ci à Cleppé et à Feurs. Une prospection thématique, conduite par F. Dumoulin de 1999 à 2002 sur les mines, a abouti à un corpus. Quelques sondages réalisés sur le terrain n'ont pas permis une grande avancée dans la datation ou dans la compréhension de l'organisation des exploitations.

L'Antiquité tardive

Elle est très peu connue, à part quelques sarcophages ou trésors de fin du IIIe siècle (Chalain-d'Uzore, Moingt et Saint-Sixte). Dès le début du IVe siècle, la cité ségusiave perd son autonomie administrative au profit de Lyon. A la fin du IIe siècle Roanne et Feurs paraissent déjà à l'écart des courants commerciaux qui favorisent la Gaule rhénane. Aucune occupation postérieure au IIIe siècle n'est attestée à ce jour dans les deux villes. Par contre on note une trace d'urbanisation tardive à Rive de Gier sur le *vicus* ou la *villa* (?) de Combeplaine (Coquidé ; 2002). Des observations d'une occupation tardive existent aussi au Crêt Châtelard, à Saint-Alban-les Eaux et à Saint-Galmier. Néanmoins, la résurgence de bourgs médiévaux sur des sites antiques (Roanne, Feurs, Moingt, Salt, Usson) laisse supposer que ces agglomérations n'avaient pas totalement disparu.

Le haut Moyen Âge

Deux sites nouveaux sont recensés : Saint-Jean-Baptiste à Saint-Just-Saint-Rambert et le pic de Saint-Romain-le-Puy ; l'habitat n'est pas connu, les nécropoles non plus. L'attribution de tombes au haut Moyen Âge est souvent peu sûre. Une activité de potiers vient d'être identifiée à la Pacaudière (Ve- VIIIe siècles) sur la déviation de la RN 7 (Rémy 2002-Le Nézet- Célestin, rapport en cours).

Le Moyen Âge

Les bourgs fortifiés forment une part essentielle du patrimoine médiéval de la Loire. Les bourgs fortifiés issus des châteaux comtaux sont les mieux connus. Ils sont la plupart du temps dotés d'une enceinte castrale des XIIe-XIIIe siècles puis urbaine à la fin du XIVe siècle. L'organisation parcellaire a pu être bien étudiée sur Saint-Marcellin-en-Forez lors de différents travaux dans le bourg castral.

On ne peut pas dire toutefois que l'habitat urbain soit bien connu. Quelques opérations d'archéologie préventive ont permis de faire des observations ponctuelles à Saint-Just-Saint-Rambert (habitat et forge, XIVe siècle), à Montbrison (habitat et halle aux serges, XIVe-XVIe siècles). Les fortifications ont fait l'objet d'observations ponctuelles. L'archéologie du bâti a été développée ponctuellement sur des châteaux (Roche-la-Molière, Rochetaillée, Montrond-les-Bains, Chambles, Saint-Etienne-le-Mollard), sur du bâti civil (Saint-Marcellin-en-Forez, Sury-le-Comtal, Boën), sur des églises ou prieurés (Charlieu, Pommiers), sur des jardins (Usson, La Bâtie d'Urfé à Saint-Etienne-le-Mollard).

L'habitat rural n'est pas bien connu non plus. Avec l'archéologie préventive, plusieurs sites ont été mis au jour ces dernières années (1997-2002) : des fonds de cabanes et silos du Xe au XIIe siècle à Saint-Laurent-la-Conche, des habitats et une forge du Xe au XIVe siècle ou des habitats XIIe-XIVe à la Pacaudière dont les fouilles devraient intervenir en 2004. Un projet de recherche thématique sur les enceintes castrales urbaines et rurales avait vu le jour en 2000 sous la houlette de Ch. Delomier mais a été abandonné faute de temps à y consacrer.

Marie-Agnès GAIDON-BUNUEL

Robert ROYET
Jacqueline CHASTEL

LE RHÔNE

Luc FRANCOISE dit MIRET
avec la collaboration de Benoît HELLY

■ *Présentation*

Le Rhône, un des plus petits départements de France (3215 km²), présente de forts contrastes tant géographiques qu'humains. Ses limites actuelles ne sont pas en effet l'héritage d'une entité géographique ou historique, mais résultent d'une série de décisions administratives consécutives à des accidents. Créé en août 1793 lors du démembrement de l'éphémère département de Rhône et Loire à la suite de l'insurrection fédéraliste, il fut agrandi en 1967 par le rattachement d'une portion de la rive gauche du Rhône après l'explosion dramatique de la raffinerie de Feyzin. Le dynamisme de la métropole lyonnaise a conduit à le dissocier en trois auréoles concentriques :

- au cœur, l'entité actuelle de Lyon intra-muros comprenant notamment la ville ancienne mais aussi le quartier de Vaise ;

- la communauté urbaine de Lyon (Grand Lyon) regroupant 54 communes autour du chef-lieu ;

- le reste du département, essentiellement rural, organisé autour de quelques villes moyennes (Villefranche-sur-Saône) ou petites (Belleville, Beaujeu ...).

Cette particularité administrative amène à faire une présentation en deux volets, avec une vue générale sur le département dans sa globalité géographique et (pré)historique, puis d'ouvrir une fenêtre sur la ville de Lyon à partir de l'âge du Fer. Dans les deux cas, une partie sera consacrée aux perspectives de la recherche dans le contexte de la réforme actuelle.

Dessinant une sorte de L, le Rhône peut être subdivisé en deux grands ensembles morphologiques avec, occupant la majeure partie du département, l'extrémité du Massif Central à l'ouest alors que le tiers oriental correspond à la confluence des vallées de la Saône et du Rhône.

Le massif hercynien a été remanié depuis l'ère tertiaire et des formations diverses affleurent. Cet ensemble montagneux adouci par l'érosion peut être scindé en deux parties principales. Au sud, les monts du Lyonnais dont les reliefs métamorphiques sont plissés selon une orientation sud-ouest/nord-est. Des placages morainiques et fluvio-glaciaires en recouvrent et adoucissent la partie méridionale. Au nord, les monts du Beaujolais aux terrains plutoniques ou volcaniques présentent des reliefs plus accentués sciés par des vallées plus étroites et profondes.

L'organisation du réseau hydrique illustre la complexité morphologique de ce massif et les possibilités de circulation à travers celui-ci. Au sud, à l'exception notable du Gier, les rivières appartiennent au bassin versant de la Loire et s'organisent en une série de vallées parallèles orientées vers l'ouest. Au contraire la partie médiane est sillonnée par le réseau en éventail de l'Azergues et des ses affluents qui se jette dans la Saône. Au nord une série de petits affluents de la Saône (Nizerand, Vauxonne, Ardières...) forment depuis celle-ci autant de voies de pénétration vers l'ouest. Ces axes naturels sont dominés par une chaîne de verrous (mont Saint Rigaud, Tourvéon, mont de Tarare, mont de Crépier).

La partie est du département occupe les rives droites des vallées du Rhône et de la Saône complétée depuis trente cinq ans par la plaine du Velin sur la rive gauche du Rhône. A l'exception du Velin et du débouché de l'Azergues autour des Chères et d'Anse, ces vallées sont des couloirs fertiles mais étroits plus propices à la circulation qu'à l'agriculture à grande échelle. Seul le Velin, aux sols malheureusement arides, présente des surfaces planes de grandes dimensions parsemées par quelques reliefs morainiques peu contraignants. Les fonds de vallées exigus et quelques plateaux, notamment autour de Mornant, dans le sud du département, constituent l'essentiel des terres labourables du département. A ce paysage bipartite il faut ajouter l'extrémité sud-ouest du plateau des Dombes.

Le site de Lyon concentre la plupart de ces caractéristiques morphologiques. La ville est implantée à la confluence de la Saône qui, jusque là, longe le socle cristallin du plateau lyonnais et du Rhône qui ondule depuis sa sortie des contreforts des Alpes et du Jura. Le site est marqué par les reliefs qui le dominent. A l'est, la colline de Fourvière, à l'extrémité du plateau dont elle est séparé par la vallée de Trion, forme une fortification naturelle qui impose un coude à la Saône. En face, bordée sur ses deux faces par le Rhône et la Saône, la colline de la Croix-Rousse est l'extrémité du plateau des Dombes. Au pied de ces deux reliefs, les parties basses, dans les secteurs de Terreaux, de Saint-Jean ou de Bellecour ont été largement soumis aux évolutions des régimes des deux cours d'eau qui convergent selon des modalités variables au cours des temps. Cette instabilité plus ou moins contrôlée n'a pas paru rédhibitoire à ses occupants successifs depuis l'Antiquité. Curieusement, la rive gauche du Rhône, pourtant relativement stable ne semble pas, au contraire de la plaine de Vaise située au nord de Fourvière, avoir généré d'occupation notable avant la fin du Moyen Age.

■ *L'implantation humaine, de la Préhistoire au Moyen Âge*

Le Paléolithique et le Mésolithique

Ce sont les prospections qui pendant plus d'un siècle (fin XIXe-1985) ont permis de dessiner les premières cartes de l'occupation préhistorique dans ce qui est aujourd'hui le département du Rhône. Pour la Préhistoire ancienne, ces cartes ont finalement peu évolué, rajoutant quelques points, alors que pour le Néolithique et l'âge du Bronze les découvertes de gisements se sont multipliées depuis vingt ans et ont considérablement modifié le paysage de ces occupations, même si nous ne sommes encore qu'aux prémices de leur lecture...

L'entité administrative du département du Rhône ne constituant pas une région naturelle, il est délicat d'y suivre la succession des cultures de la Préhistoire. Mais il faut noter aussi que c'est finalement assez tardivement (dans l'histoire humaine) que la présence de l'homme peut y être attestée, et qu'elle apparaît très faible dans l'espace et le temps avant le milieu du Néolithique, contrairement aux régions limitrophes, notamment en Bourgogne. Car si la situation géographique idéale à la confluence de deux grandes voies d'eau paraît aujourd'hui une évidence, les préhistoriques n'y ont eu accès qu'épisodiquement avant le retrait définitif des glaciers. De plus les reliefs constitués de roches cristallines ne leur offraient que peu d'abris et de rares gîtes de silex, hors les petits massifs calcaires isolés du Beaujolais et du Mont d'Or...

Pour le Paléolithique, les cartes de répartition publiées en 1987 par Jean Combier n'ont guère évolué, et reflètent le résultat d'un siècle de prospections dans les territoires ciblés des collines du Beaujolais, des petites plaines alluviales des rivières descendant du massif (Azergues, Vauxonne et Ardière) et bien sûr des basses terrasses de la Saône.

Les découvertes à rapporter au Paléolithique inférieur (vers –150 000) sont des trouvailles isolées de bifaces acheuléens à Saint-Etienne des Oullières (publié par Savoye 1899) ; Saint-Jean d'Ardières (1964) ; Anse (avec mammouth) ; Saint-Didier au Mont d'Or / Saint-Fortunat (1997). A noter qu'ils n'ont pas été importés mais ont été taillés dans des roches siliceuses locales.

La carte du Paléolithique moyen (Moustérien, jusque vers –35 000) montre une plus grande répartition des gisements. Mais nonobstant l'érosion, il faut relativiser la densité de cette occupation puisqu'elle s'étend sur des dizaines de milliers d'années. Les collines du Beaujolais dominant la Saône et les petites vallées ont livré des sites de plein-air : Amplepuis, Ranchal, Le Breuil, Marcy... En revanche, les cavités calcaires de la zone karstique ne montrent pas de traces d'occupation. Dans la vallée de la Saône, deux grands gisements associent faune froide et outillage de silex : Villefranche (basse terrasse du Würm ancien) et Anse (formation lœssique), probablement en relation avec les passages de grands mammifères.

De façon toujours inexpliquée, la carte des 25 millénaires du Paléolithique supérieur montre une région quasi inoccupée, hors la vallée de l'Azergues, alors que les zones voisines sont bien peuplées (Loire, Saône-et-Loire, Bugey...). On peut retenir Anse (solutréen), Morancé (grotte des Sarrasins), l'abri du Breuil (magdalénien). Enfin de rares sites postglaciaires (-10 000 à –6 000) complètent ce maigre panorama : l'habitat en plein-air (azilien) de Ronno (740 m) sur le versant Loire ou la station tardenoisienne de Boitrait à Saint-Georges-de-Reneins, versant Saône.

Finalement, au terme de vingt ans d'archéologie préventive on ne peut ajouter que peu de points sur la carte des derniers chasseurs-cueillleurs, et encore s'agit-il pour Lyon d'outillages lithiques hors contexte, attestant au moins leur passage : des outils lamellaires de l'Epipaléolithique au Point du Jour, rue François Genin (5e) ; grattoir et burin du Paléolithique supérieur / Epipaléolithique au 29-31 rue Gorge-de-Loup dans la plaine de Vaise (9e), ainsi qu'au 21-23 rue Mouillard sur le Plateau de la Duchère qui domine la Plaine de Vaise (Périphérique nord de Lyon, 9e). Le seul «point fixe a été relevé (malheureusement trop rapidement) à Saint-Priest, sur le tracé du Boulevard urbain est (BUE, Les Luêpes 1998), à -1,50 m, avec une structure de combustion associée à une série lithique en silex à débitage laminaire attribué au Mésolithique.

Le contexte géomorphologique, désormais particulièrement bien étudié dans la plaine de l'Est lyonnais, permet d'envisager encore quelques découvertes pour le début de l'Holocène, piégées dans des dépressions hautes préservées de l'érosion comme au BUE.

Le Néolithique

Jusqu'aux années 1980, ce sont essentiellement les prospections dans la vallée de la Saône et les hauteurs du Beaujolais qui ont dessiné la carte de la pénétration des communautés agricoles, et établi les liens culturels avec les régions nord-orientales notamment pour la phase finale du Néolithique (CSR). Depuis, l'archéologie préventive a considérablement fait progresser notre connaissance de l'occupation du territoire et montré quelques incursions depuis le sud par la vallée du Rhône dès la phase ancienne. Ces révélations se sont produites essentiellement sur deux territoires : la plaine de Vaise dans l'agglomération lyonnaise, et la plaine du Velin dans l'Est lyonnais, soumis depuis vingt ans à de grands aménagements urbains et structurels (métro, ZAC, projets urbains, réseaux routier et ferroviaire...).

Pour le Néolithique ancien, on dispose de la petite série lithique du site de la rue Mouillard avec des outils (armatures) en silex urgonien importé et cristal de roche alpin, marquant ainsi de nouveaux points dans les réseaux de

circulation des objets manufacturés. A Saint-Priest, les sites des Perches et des Feuilly, ont livré chacun de la céramique cardiale, marquant le témoignage le plus septentrional de cette culture méditerranéenne : il s'agit de la partie supérieure de deux grands vases de stockage décorés de cordons lisses et de pastilles appliquées, le second étant déposé dans une fosse.

Quant à la liste des sites ayant livré du mobilier, le plus souvent associé à des structures, du Néolithique moyen, elle s'est considérablement allongée ces dernières années, marquant un carrefour d'influences culturelles très variées... Des ensembles affiliés au complexe Chassey-Cortaillod-Lagozza ont été mis en évidence à Simandres, dans le sud du département, sur les sites de la Plaine et des Estournelles, et à Lyon dans le quartier de Gorge-de-Loup (Horand I, site du métro) ou encore rue Mouillard. A Saint-Priest, sur le site des Bassins Minerve-Europe c'est un vase du faciès Cerny du Bassin parisien qui a été trouvé. Pour la première moitié du 4e millénaire, ce sont les sites affiliés au complexe du Néolithique moyen bourguignon qui ont fait leur entrée dans le corpus lyonnais, avec des sols et des structures, souvent érodées, accompagnés de céramique et de lithique : à Vaise, au quartier Saint-Pierre et plus récemment quai Paul-Sédaillan, et également sur le plateau du Point-du-Jour, rue de la Favorite (5e) ; de plus, une révision récente de la céramique du Périphérique nord a permis d'isoler une trentaine de formes attribuables à cette culture. Dans l'Est lyonnais, c'est à Saint-Priest, sur les sites du BUE et des Feuilly, que deux importantes séries ont été mises au jour, marquant les points les plus méridionaux de ce faciès culturel.

Pour le Néolithique final, les sites identifiés sont peu nombreux, mais dispersés sur un plus grand territoire, qui se développe de Lyon (Gorge-de-Loup : fosse et poteaux) vers l'est : Décines, Le Moléron (sol et fosse), Genas, sous Genas (sol) et Vignes d'Azieu (lithique), Saint-Priest, BUE, Les Perches et les Feuilly (lithique). Enfin, plusieurs sites lyonnais ont livré des témoins du Campaniforme, dont un petit établissement dans la plaine du Rhône, rue Père Chevrier (7e), et plusieurs points, toujours dans la plaine de Vaise, où les assemblages céramiques marquent déjà le passage vers le Bronze ancien.

Un grand nombre de séries céramiques et/ou lithiques, le plus souvent issues de diagnostics, doit encore faire l'objet d'un examen plus attentif afin de préciser, dans la mesure du possible, les attributions culturelles qui n'ont pu être réalisées au moment des opérations, faute de temps et d'experts. Le réexamen récent des séries du Périphérique nord montre que quelques surprises peuvent nous étonner...

Finalement, une lacune n'a pas encore été comblée par les recherches récentes : celle des sites funéraires, exception faite du Néolithique enterré (ou tombé) dans le four du Périphérique nord, et daté de 3000 av. J.–C.

L'âge du Bronze

La profusion des découvertes pour l'âge du Bronze reflète une densification de l'occupation, sur une période nettement plus brève que les précédentes (un millénaire et demi), et a considérablement renouvelé nos connaissances pour la région lyonnaise, puisque l'essentiel des découvertes antérieures aux années 1980 relevait essentiellement de la collecte des objets métalliques issus, notamment des dragages de la Saône ou de découvertes fortuites de dépôts de bronze dans le sud du département. Ces nouvelles données ne doivent pourtant pas cacher la disparité des informations, ni obérer les lacunes encore importantes, notamment là encore pour les sites funéraires, mais le récent panorama régional publié par J. Vital (2001) montre la nouvelle place du territoire du département dans les problématiques actuelles.

Pour le Bronze ancien, qui a récemment fait l'objet d'un PCR régional (Vital et coll., 2000) c'est encore le 9e arrondissement de Lyon qui se distingue avec les sites de Gorge-de-Loup dans la plaine, et de la rue Mouillard sur le plateau. Mais un site est également présent en rive gauche de la Saône, sur le bord du Plateau de la Croix-Rousse (rue Pierre-Dupont). A l'est, seuls quelques sites sont apparentés à cette période : Saint-Priest, bassins Minerve-Europe ; Meyzieu, les Hermières (céramique) ; Saint-Symphorien- d'Ozon, Les Galandières (fosse avec céramique) et Solaize, les Figuières (céramique en prospection). Au nord, sur le plateau entre Rhône et Saône, le site de Rilleux, Vancia a également livré de la céramique et sera régulièrement occupé pendant cette époque.

Le Bronze moyen, période peut-être difficile à individualiser dans notre région, reste encore une terra incognita, et les rares points reconnus ne représentent souvent qu'une petite série céramique, en position résiduelle. A noter toutefois la double inhumation en fosse des Luêpes à Saint-Priest, datée par le radiocarbone.

En revanche la liste des sites du Bronze final est particulièrement longue, avec une forte représentation pour la phase initiale (Bf1-Bf2a) sur un espace plus large à Lyon (Vaise, Presqu'île, rive gauche du Rhône) et dans l'Est lyonnais (Saint-Priest, Bron, Genas, Communay, Simandres...). A noter la mise au jour de sépultures datées de cette phase à Vénissieux, îlot D, et à Simandres, Mont Moraud. La phase moyenne présente une égale répartition dans l'Est, mais avec des sites de plus grande envergure qui ont pu être étudiés sur des dizaines d'hectares (Vénissieux, Bron et surtout Saint-Priest). Finalement la phase transition Bronze/Fer marque une véritable expansion géographique et démographique, et la possibilité d'étudier tout à la fois des zones d'habitats, agricoles et artisanales (notamment liées à la métallurgie), dessinant un territoire structuré et régulièrement marqué par des fosses à pierres chauffées, isolées ou groupées, qui renvoient à des réunions communautaires plus ou moins importantes.

L'âge du Fer

Seuls quelques chantiers lyonnais, dans la plaine de Vaise, attestent une occupation au Halstatt. La situation n'est guère plus documentée à La Tène. La majeure partie du Rhône a appartenu aux Ségusiaves. Seul, au nord, l'existence d'un toponyme Aiguerande sur la commune de Belleville-sur-Saône peut laisser croire que la frontière avec les Eduens aurait épousé le cours de l'Ardières. Au sud du département, la rive gauche du Rhône appartenait aux Allobroges. Ceux-ci contrôlaient vraisemblablement une enclave en rive droite, au sud du Gier. Enfin l'extrémité des Dombes incluse dans le département devait naturellement relever des occupants de la rive droite de la Saône, les Ambarres. La présence d'un Ambérieux sur les bords de l'Azergues fait supposer là aussi l'existence d'une tête de pont de cette peuplade énigmatique sur la rive droite de la Saône.

Les connaissances sur l'occupation protohistorique dans le département restent limitées. Aucune agglomération importante des Ségusiaves n'y est connue. Plusieurs *oppida* comme le Châtelard à Courzieu ou le Mont-Verdun à Limonest sont toutefois recensés mais n'ont pas fait l'objet d'études récentes abouties. Ces fortifications paraissent dessiner une véritable ligne fortifiée (inf. orale Ph. Thirion). Une monographie récente consacrée à l'histoire du département (Garnier *et alii* 1987) fait même totalement l'impasse sur les sites de cette époque à l'exception des gués de Grelonges à Saint-Georges-de-Reneins sur la Saône et de Grigny sur le Rhône. Il faut toutefois noter la présence d'indices isolés attestant une occupation précédant des sites gallo-romains à Pontcharra sur Turdine, Chessy-les-Mines et, récemment à Saint-Georges-de-Reneins sous le *vicus* gallo-romain. Un seul habitat rural structuré daté de La Tène C1-C2 a été fouillé à Quincieu, Limas (Thévenin inédit). Un grand fossé quadrangulaire daté de La Tène D1-D2 complète cette série très limitée.

Sur la rive gauche du Rhône, les grands travaux routiers ont permis de déceler plusieurs établissements allobroges. Le plus important d'entre eux en superficie, L'Epine à Chassieu, est une petite agglomération d'artisans qui voit une organisation indigène perdurer jusqu'à la fin du Ier siècle après J.-C.

L'Antiquité

La Conquête romaine est immédiatement matérialisée dans le département par la création de la colonie de Lyon. Si son territoire est déduit des possessions des Ségusiaves, il reste difficile d'en estimer réellement l'importance. Les conséquences de la mise en place d'un réseau d'aqueducs alimentant Lyon se développant sur près de 200 km à travers le territoire ségusiave restent à évaluer. Rayonnant à partir de la ville, le réseau routier mis en place par Agrippa structure les campagnes. Plusieurs agglomérations secondaires, notamment le long de la voie de l'Océan (Anse, Ludna à Saint-Georges-de-Reneins, Pontcharra-sur-Turdine) sont connus par la Table de Peutinger et ont été plus ou moins explorées. A l'exception notable de Saint-Georges pour lequel redémarre un programme d'étude (J.-C. Béal), les autres gisements n'ont pas été récemment repris. Nos connaissances sur ces agglomérations restent donc embryonnaires.

Le monde rural est encore plus imparfaitement connu. L'archéologie préventive n'a pas offert l'opportunité, sur le département, d'une amélioration des connaissances sur l'habitat, contrairement à ce qui a pu se passer dans l'Ain. La carte archéologique reste très peu documentée. Les plus imposantes *villæ* actuellement connues semblent se situer à proximité de la Saône, sur le rebord du plateau bordant le val ou légèrement en retrait à l'intérieur des terres. La commune d'Anse paraît avoir particulièrement attiré les grands propriétaires. Plusieurs *villæ* importantes ont aussi été recensées récemment sur le plateau de Mornant. Mais des portions importantes du département restent encore aujourd'hui stériles faute de recherches. Les cantons situés à l'extrémité nord-ouest du département sont ainsi quasiment déserts. De façon générale, peu de travaux de prospections ont été menés sur le Rhône ces dernières années. Aucun programme n'est en cours seule la commune de Bully a été largement explorée et fournit une densité de sites gallo-romains inconnue ailleurs. La méconnaissance du bâti s'accompagne d'une absence quasi totale d'informations sur l'organisation parcellaire des campagnes.

En territoire allobroge, la prospérité viennoise a entraîné l'implantation autour de la ville d'un semis de grandes *villæ*. Si au début des années 90, les grands travaux routiers (contournement est de Lyon...) ont permis de fouiller des portions plus ou moins importantes de certains de ces sites(par exemple *villa* de Saint-Fréjus à Marennes), l'opportunité ne s'est plus offerte depuis d'examiner cette catégorie d'établissement à une grande échelle.

Hors de Lyon, le Bas-Empire est essentiellement illustré par le rempart du *castrum* d'Anse et par quelques grandes *villæ*, comme par exemple, la Grange du Bief à Anse. La littérature véhicule sans vérifications l'hypothèse à partir du IIIe siècle de désertion ou de déplacement d'agglomérations comme à Ludna, qui est censé être transférée à plusieurs kilomètres au nord, à Taponas. Ce genre d'hypothèse pourrait surtout illustrer le manque de fiabilité des connaissances sur ces sites, fouillés anciennement avec des méthodes ne permettant pas de reconnaître des occupations discrètes.

Le haut Moyen Âge

La fin de l'Antiquité est commodément associée à l'installation des Burgondes à Lyon à partir de 458. Le Rhône n'occupe plus qu'une situation périphérique dans le royaume burgonde. Comme souvent, l'habitat antérieur au XIe siècle n'a laissé aucun témoin matériel ; seules des tombes illustrent cette période. Les *villæ* signalées par les textes ne sont pas connues. La Renaissance carolingienne est précédée par des opéra-

tions militaires visant à la remise au pas de la région lyonnaise située loin du centre de gravité de l'Empire mais sur la route de l'Italie. Comme pour les siècles précédents l'habitat, tant aristocratique que paysan, reste totalement inconnu.

Le Moyen Âge classique

La carte des sites médiévaux donne l'impression d'une répartition assez équilibrée. Sa relative densité ne reflète en réalité que notre connaissance des églises et des habitats fortifiés. L'habitat rural paysan reste totalement inconnu. Les programmes interdépartementaux développés jusqu'à la fin des années 90, *Châteaux de pierre* (J.-M. Poisson) et *Abbayes et prieurés* (J.-Fr. Reynaud), ont réalisé dans leur sphère respective un inventaire et une étude de certains monuments. La dynamique développée à l'occasion de ces recherches s'est aujourd'hui éteinte. L'amorce de programme consacré aux châteaux ecclésiastiques et organisé autour de la fouille du château d'Arginy (M.-P. Feuillet) n'a pas été reconduit.

Si l'essoufflement de la recherche en castellologie médiévale est patente, il est néanmoins possible que certains travaux universitaires soient actuellement en cours sans que le SRA en soit informé, l'absence de collaboration avec certains laboratoires de l'Université lyonnaise étant une donnée récurrente. Il faut enfin signaler que l'arrêt de la fouille des mines de Brussieu, Pampailly s'est accompagné de l'extinction de la recherche minière dans le département.

Seule l'archéologie préventive en milieu urbain apporte de nouvelles informations depuis quelques années. La ville neuve de Villefranche-sur-Saône a fait l'objet de plusieurs opérations depuis 1997. Dans cette ville au centre ancien bien conservé, l'essentiel des opérations de fouilles a pour l'instant, porté sur la périphérie de la ville médiévale et sur le rempart. Un îlot d'habitat a toutefois pu être fouillé (Îlot des Fayettes). L'évolution de ce pâté de maisons a pu être comparé avec celle de la Maison Roland, sur laquelle a été conduite une étude d'élévation en relation avec sa restauration. Les études d'élévations encore peu nombreuses, se sont développées ces dernières années, dans le sillage de l'analyse très détaillée du château de Saint-Priest, dont la publication vient d'être achevée. Le château de Chazay-d'Azergues mais aussi la maison urbaine de l'îlot des Sabotiers à Chasselay ont ainsi été menées à bien ces dernières années.

Plusieurs autres centres urbains, essentiellement situés dans la vallée de la Saône, font l'objet d'interventions. Le réaménagement de la place de l'église de Belleville-sur-Saône, plusieurs projets de constructions à Anse (place des Frères-Fournet et église Saint-Cyprien) peuvent être cités. Il faut reconnaître que les petits bourgs fortifiés n'ont guère été investis ces dernières années, sauf pour des interventions ponctuelles liées notamment à restaurations d'églises.

■ *Perspectives de recherches dans le département du Rhône*

La recherche programmée de terrain est moribonde dans le département. A l'exception de la fouille de Ludna, il n'existe plus de programme de recherche ni d'action en dehors de Lyon. Pire, il semble que les archéologues se soient détournés de ce secteur et qu'aucune velléité ne subsiste. Seule l'archéologie préventive est donc susceptible de fournir des résultats neufs. Cette perspective est toutefois largement conditionnée par le retour à une certaine normalité contextuelle.

■ *L'archéologie des grands travaux*

Les récents arbitrages laissent supposer un démarrage de plusieurs projets autoroutiers traversant le département (Lyon - Saint-Etienne, Lyon - Balbigny) souvent associés à des rocades de grandes dimensions (contournement ouest de Lyon, contournement de Pusignan-Janneyrias). Leur démarrage reste toutefois à ce jour non programmé. Le projet pharaonique de doublement de l'aéroport Lyon Saint-Exupéry semble, quant à lui, avoir souffert de la conjoncture économique.

Hors de la communauté urbaine de Lyon, on trouve peu d'aménagement sur de grandes surfaces. Seuls les bords de Saône voient se multiplier les projets, notamment sur les communes de Belleville-Arnas et Anse. Sur cette dernière, l'évaluation conduite pour des ZAC occupant le versant du plateau bordant la Saône a mis en évidence de nombreux sites de toutes périodes (ZAC de la Citadelle, ZAC de la Fontaine). Plusieurs fouilles intéressant les périodes historiques devraient y être conduites. Ce secteur doit faire l'objet d'autres aménagements ces prochaines années.

Pour le territoire du Grand Lyon on retiendra les aléas administratifs liés à la double annulation du POS approuvé en 2001 (avec les nouveaux périmètres archéologiques), d'abord en 2002, puis définitivement en 2003, avec pour conséquence le report voire l'annulation de nombreux projets immobiliers. Ces évènements se déroulant parallèlement à la délicate mise en place de la réforme de l'archéologie, ce territoire a vu un ralentissement de l'activité de terrain alors qu'une dynamique s'était mise en place depuis le milieu des années 1990 avec des résultats scientifiques notables. Actuellement s'effectue une timide reprise, avec l'engagement de la procédure de PLU et celle des arrêtés de zones de saisine, allié à une bonne collaboration des services instructeurs (à noter que le Grand Lyon n'a pas un service urbanisme unique), et une possibilité de prescription mieux adaptée à la réalité archéologique.

■ *Gestion de l'urbanisme et zones de saisine*

Hors Lyon, 62 communes (dont 22 dans la communauté urbaine) font ou feront l'objet d'un arrêté déterminant des zones de saisine. Des cartes archéologiques ayant

été quasi systématiquement fournies en annexe de tous les POS depuis une douzaine d'années, cette nouvelle procédure a pour conséquence une rétraction du nombre des communes où existaient des possibilités d'intervention. En réalité de nombreuses communes n'avaient enregistré aucun dossier d'urbanisme et la densité ainsi que la fiabilité des informations portées sur les cartes communales étaient souvent faibles. Les principales communes du département restent concernées par cette procédure.

Les communes au patrimoine particulièrement riche ont évidemment été sélectionnées. Outre Sainte-Colombe et Saint-Romain-en-Gal, on citera par exemple Anse ou Bully. Dans une logique d'étude de la ville antique de Vienne, plusieurs communes de son hinterland (Marennes, Communay, Simandres) ont été introduites dans cette liste. Dans le prolongement d'un mouvement engagé depuis plusieurs années, l'accent a été porté sur des villes moyennes, notamment situées dans le nord du département (Belleville, Villefranche, Beaujeu ou l'Arbresle). La totalité des communes traversées par les aqueducs gallo-romains de Lyon, un ensemble particulièrement lisible et reconnu, a bien sûr été retenue. Plusieurs bourgs fortifiés (Oingt, Montromant) ont été sélectionnés. La liste comporte aussi des communes ayant livré un ou des sites importants (Pontcharra-sur-Turdine, Savigny, Salles-Arbuissonas-en-Beaujolais...). Enfin, quelques communes situées dans un environnement particulièrement propice et soumises à une grosse pression urbaine, comme la vallée de la Saône ou la proche banlieue de l'Est lyonnais (Saint-Symphorien-d'Ozon, Saint-Priest ou Feyzin) complètent cet effectif.

■ *Une recherche en devenir*

Il convient toutefois de nuancer ce panorama un peu gris, avec un certain nombre de programmes d'études et de publications engagées pour les périodes du Néolithique et de l'âge de Bronze qui, grâce aux récentes découvertes de terrain, permettent d'envisager, à moyen terme, un nouveau regard dans plusieurs domaines : le Néolithique moyen 2 (en liaison avec l'ACR d'Auvergne) ; la transition Campaniforme-Bronze ancien (travaux J. Vital en cours) ; la transition Bronze final-Hallstatt (publications en cours Ph. Hénon, F. Thiériot, J.-M. Treffort) ; les dépôts de l'âge du Bronze (diplômes en cours, avec M. Poole et R. Vargiolu) ; occupation de l'Est lyonnais (diplôme en cours, C. Ramponi)...

LA VILLE DE LYON

■ *Une histoire*

Aux âges du Fer

Si les traces d'occupation sont bien présentes à Lyon pour les périodes anciennes, c'est durant le premier âge du Fer et plus précisément au milieu du VIe siècle av. J.-C. que l'implantation humaine s'affirme nettement dans le quartier de Vaise et dans le vallon de Gorge de Loup.

Depuis vingt ans, des fouilles préalables à la construction du métro jusqu'aux interventions les plus récentes (rue Berthet, notamment), l'archéologie de sauvetage a livré, pour cette période, une très grande quantité d'informations. Dans cet espace relativement protégé, il est possible de voir une occupation couvrant plusieurs dizaines d'hectares, même si à ce jour l'organisation spatiale reste assez floue. Le mobilier découvert (amphore de Marseille, céramique attique) témoigne d'échanges importants avec le monde méditerranéen et souligne l'aspect privilégié de ce lieu sur l'axe Rhône-Saône.

Puis sur près de trois siècles, du début du second âge du Fer jusqu'au milieu du second siècle av. J.-C., les témoins d'une implantation humaine à Lyon deviennent quasi inexistants. Est-ce du à un déplacement de l'occupation dans une période où le régime des fleuves devient beaucoup plus stable ? Il faudra attendre les années 120 av. J.-C. et la fouille de la rue du Souvenir, au pied de la colline de la Duchère, pour retrouver les vestiges d'une occupation. Cette découverte est d'importance car elle nous livre à la fois un ouvrage de type militaire (fossés de 7 m de large et de 2,80 de profondeur) et la preuve d'une implantation gauloise déjà fortement influencée par le monde romain : présence d'un bâtiment recouvert par des *tegulæ* et *imbrices*, décoré par des peintures attribuables au premier style pompéien.

Pour les périodes précédents la Conquête, on relève quelques traces d'occupation en bordure de Saône (four, habitat), sur la colline de Fourvière à proximité du pseudo-temple de Cybèle (fouille programmée en cours dirigée par A. Desbat) et au Verbe Incarné.

L'Antiquité, de la fondation jusqu'au IVe siècle

En 43 av. J.-C., c'est donc dans un milieu apparemment assez peu densément peuplé et dans un relief tourmenté plongeant dans des rives encore marécageuses que prend naissance, pour des raisons essentiellement politiques, la colonie de Plancus. Cette colonie, implantée en territoire ségusiave, est située à l'articulation entre Province romaine et Gaule chevelue. Elle va très vite se développer pour devenir la ville la plus peuplée de Gaule après Narbonne avec une population de l'ordre de 25 000 habitants et occuper un territoire estimé à plus de 350 ha. Si les premières implantations semblent concerner la colline de Fourvière, les fouilles de l'actuelle Presqu'île montrent une urbanisation présente dès le milieu du Ier siècle ap. J.-C. Le confluent parait donc assez vite repoussé dans les environs du quartier d'Ainay même si à la faveur de crues, les points bas peuvent faire l'objet de remise en eau (fouille Antonin Poncet 1984). Il semble également que les bras de Saône tels que celui de Saint-Paul à Saint-Georges soient assez vite comblés (fouille en cours sur l'emplacement du Parc Saint-Georges).

Lugdunum, désignée capitale de la Gaule lyonnaise sous Auguste, va jouer en fait un rôle majeur dans l'or-

ganisation administrative, politique et religieuse de l'ensemble de la Gaule. Elle accueillera sur les pentes de la Croix-Rousse le sanctuaire fédéral où se réunissaient chaque année les délégués des 60 peuples de la Gaule, non loin de l'amphithéâtre où furent suppliciés en 177 les premiers chrétiens.

Elle sera le point de départ de quatre voies majeures (voie du Rhin, voie de l'Océan, voie d'Aquitaine et voie de Narbonnaise) ainsi que de l'axe vers l'Italie via le Compendium de Vienne. C'est à proximité de ces voies que l'on retrouvera les principales nécropoles antiques. La ville haute sera quant à elle alimentée en eau par l'édification de quatre aqueducs dont les vestiges sont encore partiellement visibles. Si le théâtre, l'amphithéâtre et l'odéon ont été dégagés, les données archéologiques concernant le *forum* sont rares. Par ailleurs, nous ne savons pas où se trouve l'atelier monétaire et le cirque. Nous ne savons pas non plus si la ville était pourvue d'une enceinte. Seuls les importants vestiges antiques maçonnés (porte ?) découverts à l'occasion de la fouille du quai Saint-Vincent en 2000 pourraient nous donner une première piste.

L'artisanat est disséminé dans toute la ville mais les opérations de fouilles de sauvetage nous montrent qu'il est particulièrement concentré à proximité des voies de transports : fouilles rue de la Muette, montée de la Butte, Subsistances, rue du Chapeau Rouge, etc.

Au début du IVe siècle, après plusieurs décennies de déclin lié à la déchéance politique de la ville, il semble que la population abandonne les quartiers de Fourvière pour se resserrer à proximité des berges de la Saône.

Le Moyen Âge

Pour l'Antiquité tardive et la période burgonde, si l'archéologie a apporté une quantité non négligeable d'informations, elle concerne essentiellement les édifices religieux. On citera pour mémoire le groupe cathédral (Saint-Jean, Saint-Étienne et Sainte-Croix). De la période, assez courte, durant laquelle Lyon est capitale des Burgondes puis au delà de 535 jusqu'à l'avènement des Carolingiens, nous n'avons que peu de renseignement sur la physionomie de l'habitat. Quelques textes mentionnent une ville à l'abandon, la présence de la peste et un fleuve qui a tendance à reprendre ses droits dans la Presqu'île. Concrètement, si certains auteurs limitent la population à quelques milliers de personnes, la fouille n'a pas permis d'apporter des précisions sur le sujet (quelques rares sites fouillés sur l'ensemble de la ville). A la dissolution de l'empire carolingien, de nombreuses abbayes sont présentes à Lyon et depuis longtemps déjà l'évêque est la personne la plus puissante de la ville.

Durant les XIe et XIIe siècles, dans une ville où l'archevêque est devenu le maître incontesté, l'urbanisme continue, semble t-il, à se développer lentement, un pont sur la Saône puis sur le Rhône font leur apparition et le groupe cathédral profondément remanié est pourvu d'une enceinte. Apres deux conciles tenus à Lyon, la ville du début du XIVe semble connaître un certain essor et pourrait compter une population comprise entre 10 et 20 000 habitants.

Des fouilles importantes ont concerné la ville médiévale, notamment à l'occasion de sauvetages préalables à la construction de parcs souterrains (Bourse, Terreaux, République et Célestins). De nombreux édifices religieux ont également fait l'objet d'études (Saint-Jean, Saint-Nizier, Saint-Paul, Sainte-Blandine...).

C'est donc à la fin du XIVe et durant la Renaissance que l'habitat va changer de physionomie. C'est le cas en particulier sur la rive droite de la Saône où fleurirent de très nombreux chantiers de restauration ces trente dernières années. Un certain nombre d'entre eux ont fait l'objet d'accompagnement archéologique permettant ainsi la mise en place d'opérations d'archéologie du bâti.

■ *Etat de la recherche programmée*

Deux recherches sont actuellement en cours à Lyon : La première concerne une opération de fouille programmée menée sur l'emplacement du pseudo sanctuaire de Cybèle. Elle est dirigée par A. Desbat depuis 1991 et devrait s'achever après une autorisation pluri-annuelle de 3 ans accordée en 2001. Cette recherche a permis de reconnaître la trame urbaine coloniale et de restituer une partie des constructions de terre et de bois de l'urbanisme primitif. L'auteur, à l'occasion de ces nouvelles investigations, propose une ré-interprétation de l'édifice dans lequel il voit un palais qui serait le prétoire du Gouverneur. La seconde recherche porte sur l'élaboration de l'*Atlas topographique de Lyon antique*, sous la direction de Michel Lenoble. Mis en place en 2002, le groupe est composé de 31 personnes, 9 feuilles (sur un total d'environ 60 correspondant à l'emprise de la ville antique) étaient en cours d'élaboration à la fin de l'année 2003.

■ *Dossiers d'urbanisme et zones de saisine*

Durant la période 1993-2003, 350 opérations archéologiques ont été menées à Lyon. Les deux tiers (soit 223 opérations) concernent des diagnostics préalables à des opérations d'urbanisme pour 76 fouilles, 38 interventions sur le bâti et 12 fouilles programmées. Si le nombre de dossiers d'urbanisme a fluctué durant ces 10 années (tout comme la réglementation en matière d'archéologie...), le nombre total d'opérations réalisées en 2003 est identique à celui de 1993, soit 37.

En 1980, le premier zonage archéologique réalisé dans le cadre du plan d'occupation des sols intéressait les pentes de la Croix-Rousse, la presqu'île jusqu'à Ainay, le faubourg de la Guillotière et les collines de Saint-Irénée et Fourvière. Dans la partie centrale de ce dernier secteur, l'urbanisme est strictement limité soit à la reconstruction in situ, soit à la mise en valeur des vestiges. En 1989, le zonage englobe l'ensemble de la plai-

ne de Vaise jusqu'à l'Île Barbe. En 2001 et à l'occasion de la révision du PLU en 2003, quelques ajouts ou modifications ont été apportés : enceinte de la Croix-Rousse, ouest du 9e arrondissement, abandon du secteur de l'hôpital Saint-Jean de Dieu. C'est donc ce dernier périmètre qui constitue l'emprise de la zone de saisine proposée à la signature du Préfet de Région.

Robert ROYET (Rhône)
Jacqueline CHASTEL (Grand Lyon)
Luc FRANCOISE dit MIRET (Lyon)
avec la collaboration de
Benoît HELLY (canton de Condrieu)

Marie-Pierre FEUILLET

LA SAVOIE

■ *Présentation géographique*

La Savoie est un département alpin situé à l'est de la région Rhône-Alpes. Ses limites géographiques sont la Haute-Savoie au nord, la frontière italienne à l'est (val d'Aoste et val de Suse), les Hautes-Alpes (PACA) au sud avec pour seul accès le col du Galibier, l'Isère au sud-ouest et enfin l'Ain au nord-ouest, sur l'autre rive du Rhône. Il comporte des unités géographiques diverses et variées :

- A l'ouest, l'avant-pays savoyard, limité par le Rhône et le Guiers est une région de collines molassiques avec deux chaînons calcaires jurassiens culminant à 876 m et 1 482 m, séparés par une cuvette dont le fond est occupé par le lac d'Aiguebelette.

- Le lac du Bourget est le plus vaste lac naturel de France, avec une superficie de 44,5 km². Il communique avec le Rhône par un chenal naturel, le canal de Savière, qui traverse les marais de Chautagne. Les collines de l'Albanais sont séparées du lac par le chaînon de la Chambotte.

- Au sud du lac, la cluse de Chambéry constitue un couloir entre le nord du massif de la Chartreuse et le massif des Bauges. Elle débouche sur le cours de l'Isère avec la vallée du Grésivaudan et la Combe de Savoie, large vallée du Sillon alpin.

- Le massif des Bauges est partagé avec la Haute-Savoie. Appartenant aux Préalpes, il constitue avec ses falaises calcaires une véritable forteresse naturelle difficilement pénétrable.

- A l'est, les Grandes Alpes, avec des sommets s'élevant entre 3 100 et 3 800 m. La Combe de Savoie communique avec trois vallées : le val d'Arly, au nord ouest du massif alpin du Beaufortain qui culmine à 2686 m et les grandes vallées de Tarentaise et de Maurienne.

- La Tarentaise correspond au cours supérieur de l'Isère. A Moûtiers, les Trois Vallées s'enfoncent profondément au sud dans le massif de la Vanoise. La haute Tarentaise communique avec le Val d'Aoste par le col du Petit-Saint-Bernard (2 168 m) et avec la Maurienne par la Val d'Isère et le col de L'Iseran (2 764 m).

- La Maurienne correspond à la vallée de l'Arc. Elle communique par plusieurs cols avec l'Oisans et le Val de Suse. Le franchissement principal se fait par les cols du Mont-Cenis (2 182 m et 2 083 m).

■ *Histoire de l'archéologie en Savoie*

Il faut attendre la Renaissance pour voir se développer l'intérêt porté aux vestiges antiques. P. Pingon (+ 1582) réalise un recensement épigraphique et l'historien S. Guichenon consacre un chapitre de son Histoire généalogique de la Royale Maison de Savoye (1660) à l'inventaire « des vestiges d'antiquité ». Le premier véritable archéologue savoyard est l'ingénieur topographe J.-F. Albanis-Beaumont qui publie à l'aube du XIXe siècle sa *Descriptions des Alpes grecques et cottiennes ou tableau historique et statistique de la Savoie*. En Maurienne, l'évêque A. Billiet (1825-1840) réalise des fouilles à l'initiative du roi Charles-Félix à la recherche des origines de la Maison de Savoie sur les grands sites mentionnés dans la première histoire de Savoie (1419).

Le XIXe siècle voit également l'éclosion des grandes sociétés savantes comme l'Académie de Savoie (1820). Pour abriter les mosaïques de la *villa* de Mérande à Arbin, elle crée un musée historique et archéologique départemental, le Musée savoisien, qui reste aujourd'hui le musée de référence. La Société savoisienne d'histoire et d'archéologie (1885) mène une activité importante qui concerne essentiellement les « pêches d'antiquités » du lac du Bourget avec les recherches de L. Rabut et T. Fivel. Elle conserve encore l'enquête menée auprès des instituteurs de Savoie en 1866 qui présente un bilan du patrimoine archéologique de chaque commune au moment du rattachement à la France. La Société d'Histoire et d'Archéologie de la Maurienne (1856) crée le musée de Saint-Jean-de-Maurienne. Son pendant en Tarentaise, l'Académie de la Val d'Isère (1865) possède le musée de Moûtiers. Son membre le plus éminent, l'architecte E.-L. Borrel fouilla et restaura la basilique Saint-Martin d'Aime ; son l'ouvrage *Les Monuments anciens en Tarentaise* (1824) demeure une référence incontournable. Enfin, l'Albanais a bénéficié des travaux de l'Académie Florimontane. L'activité archéologique foisonnante du XIXe siècle s'éteint assez rapidement et rien ne marque la première moitié du XXe siècle si ce n'est l'étude des thermes antiques d'Aix-les-Bains.

Dès les années soixante, l'archéologie en Savoie connaît un regain avec le développement de l'archéologie de sauvetage. En 1968, deux enseignants, Jacques Pernon et Jean-Michel Ferber créent le Club d'archéologie du lycée Vaugelas à Chambéry qui sera une pépinière de futurs archéologues professionnels. À Aime, Pierre Borrione fonde la Société d'Histoire et d'Archéologie d'Aime qui va assurer les opérations tant programmées que de sauvetage en haute Tarentaise jusque dans les années 80. De nombreux autres intervenants prennent en main bénévolement l'archéologie

de sauvetage : Lagier-Bruno dans l'avant-pays, R. Chemin en Maurienne, P. Broise et J.-L. Hébrard dans l'Albanais, J. Messiez, C. Mermet et H. Barthélémy, en Combe de Savoie, etc. Avec R. Castel et J.-P. Gassani, le CALAS assure une présence continue dans le lac du Bourget.

À l'instigation du Conseil général se crée en 1979 l'Association départementale pour la Recherche archéologique en Savoie (ADRAS) qui regroupe l'ensemble des intervenants en archéologie et finance annuellement les recherches à parité avec l'Etat.

■ *Les acteurs de l'archéologie*

La recherche archéologique en Savoie compte encore de nombreux bénévoles, pour une bonne part issus de l'archéologie de sauvetage. Au premier rang des chercheurs institutionnels, il faut citer les agents du DRASSM, André Marguet et Yves Billaud qui interviennent en milieu lacustre. Après avoir mené d'importantes opérations de sauvetage (Bernard Gély à Aime, Alain Canal à Aime, Aix-les-Bains, Chambéry, Fréterive, etc.) le SRA s'est désengagé des activités de terrain dans les années 90 pour se concentrer sur les tâches de gestion administrative et de programmation scientifique.Le Département a créé en 1995 une Conservation départementale du Patrimoine qui compte un conservateur de musée spécialisé en archéologie (F. Ballet). Elle collabore avec le SRA pour l'aménagement d'un dépôt de fouille à Bassens (début des travaux : fin 2004). La CDPS est à l'origine de la création des musées de site de Sollières-Sardière et Chanaz ainsi que du musée de l'ours d'Entremont-le-Vieux mais ils n'ont pas encore reçu le label Musées de France.

Aucun enseignement universitaire supérieur d'archéologie n'existe dans le département. La Savoie attire ponctuellement des chercheurs issus des pôles voisins de Grenoble (Antiquité et Moyen Âge) et de Lyon (Moyen Âge). La naissance d'un projet de tourisme culturel sur le thème des fortifications (Pierres fortes de Savoie) a servi de moteur pour le développement des recherches sur les sites castraux. De même, la valorisation du site de Saint-Georges-d'Hurtières a suscité de nombreuses études sur les mines de Savoie.

L'activité archéologique en Savoie se caractérise aujourd'hui par un dynamisme des études consacrées à la Préhistoire avec un effort de synthèse et de publication des travaux sur le Paléolithique par Gilbert Pion et l'intervention de jeunes chercheurs comme Eric Thirault en Maurienne et Pierre-Jérôme Rey en Tarentaise pour le Néolithique et l'âge du Bronze. L'archéologie subaquatique occupe toujours une place déterminante dans la recherche. Elle concerne essentiellement le Néolithique et l'âge du Bronze. Depuis la fin du programme d'inventaire des gravures rupestres, l'âge du Fer reste absent des thèmes de recherche. Depuis de nombreuses années, l'Antiquité ne fait guère recette et le progrès des connaissances n'est du qu'aux opérations préventives. Pour le Moyen Âge, après une période de développement due à l'investissement du SRA auprès des universitaires lyonnais dans les années 90, les recherches consacrées aux châteaux se réduisent aujourd'hui à une unique opération dans l'Avant-Pays. Cette situation contraste avec l'importance des travaux consacrés au même sujet par les historiens de l'université de Chambéry.

Le service des Biens Archéologiques de la région du Val d'Aoste, a mis sur pied en partenariat avec le SIVOM de Haute-Tarentaise un programme européen d'étude diachronique et transfrontalier de trois ans (2003-2005) consacré au col du Petit-Saint-Bernard qui fait suite à un programme d'évaluation (1991-1995).

■ *Etat des connaissances par périodes*

Le caractère essentiel de ce territoire depuis la Préhistoire tient à l'existence des couloirs naturels de circulation d'est en ouest qui en font un passage privilégié entre l'axe séquano-rhodanien et le nord de l'Italie. Il détermine l'histoire du territoire savoyard depuis les premiers peuplements. La route qui relie les deux versants des Alpes est vecteur de richesses économiques et culturelles mais elle est aussi source de conflits militaires et d'épidémies. La montagne constitue un milieu à part qui se joue des cols et vallées. C'est ainsi que la Maison de Savoie tient le rôle de « portier des Alpes ». Il faut attendre le XIXe siècle pour que s'établisse durablement la notion de frontières naturelles. La Savoie dispose d'un autre atout naturel : l'exploitation des gisements métallifères (cuivre, plomb, argent, fer etc.). C'est ainsi que la prestigieuse Ecole des Mines naît en Tarentaise au XIXe siècle.

Comme souvent, la carte des sites connus est plus le reflet cumulé de l'activité des chercheurs et du développement du territoire que l'image de la réalité du peuplement aux diverses époques. En Savoie, la distorsion entre le connu et le réel est aggravée par les facteurs naturels de destruction (érosion, catastrophes naturelles) ou de dissimulation (recouvrement important, couverture végétale, type d'exploitation des sols) des sites.

Le Paléolithique

Le cas de la Savoie est représentatif de la Préhistoire ancienne des massifs alpins. Les premiers sites connus datent de la fin du Paléolithique supérieur, vers 13 000 avant J.-C. La conquête des massifs correspond donc, avec la déglaciation, à l'adaptation progressive des groupes humains à l'environnement montagnard. Les sites connus représentent probablement une faible proportion des vestiges effectivement conservés pour la Préhistoire ancienne. Les sites de cette période se trouvent tous dans l'avant-pays (Saint-Thibaud-de-Couz, défilé de Pierre-Châtel). Deux des principaux sites sont en cours de publication, l'abri de la Fru et l'habitat azilien de plein air de Gerbaix-Dessus à Saint-Christophe-la-Grotte.

Le Mésolithique et le Néolithique

Dès le Mésolithique, la Savoie joue un rôle dans la circulation des hommes et des matières premières qui passent d'un versant à l'autre des Alpes. Le site du Rocher du Château à Bessans présente une suite d'occupations qui débutent au Néolithique ancien avec une culture d'affinités nord-italiques et se poursuivent au Néolithique moyen avec une appartenance à la Culture des Vases à Embouchures quadrangulaires. Il démontre l'importance du rôle joué par les cultures implantées dans la plaine du Pô sur le versant occidental des Alpes. En Tarentaise, le site du Chenet des Pierres à Bozel occupé à partir du Néolithique moyen se rattache culturellement tant au Piémont (culture des VBQ) qu'à la vallée du Rhône (Chasséen). Les tombes en coffre de dalles de type Chamblandes d'origine valaisanne se diffusent en Tarentaise au Néolithique moyen (nécropole du Replat à Aime). A partir du Néolithique moyen se développe une économie agro-pastorale qui engendre une sédentarité progressive de l'habitat. Une prospection menée en 1998 en Haute-Maurienne et la grotte des Balmes à Sollières-Sardières démontrent une fréquentation assidue de la haute montagne dès le Néolithique qui semble toutefois avoir été essentiellement saisonnière, lors de la transhumance des troupeaux .

Le Lac du Bourget recouvre des habitats littoraux néolithiques dont certains sont remarquablement conservés. Les premiers habitats appartiennent au Néolithique moyen mais l'occupation du rivage s'intensifie surtout au Néolithique récent final. Les gisements peuvent atteindre des superficies de 1 à 2 ha comme Hautecombe à Saint-Pierre-de-Curtille et Mémars à Brison-Saint-Innocent avec une stratigraphie importante.

Le Néolithique est également l'époque des mégalithes alpins. Les pierres à cupules sont particulièrement nombreuses en Maurienne. La Savoie n'a livré aucun dolmen à ce jour. Beaucoup des vestiges connus pour cette période correspondent à des objets isolés.

Le Chalcolithique est attesté en Savoie par la tombe de Fontaine-le-Puits et son mobilier de la culture de Remedello.

L'âge du Bronze

Avec l'âge du Bronze, la Savoie connaît un essor technique, économique, culturel et social qui semble dû pour une large part aux premières exploitations des gisements de cuivre, notamment en Maurienne. La métallurgie locale se développe, les échanges à longue distance se multiplient, favorisant les brassages culturels. L'occupation des vallées, d'abord sporadique, se densifie à l'âge du Bronze moyen et se généralise à l'âge du Bronze final. Cette période est encore surtout représentée par des objets isolés et des sites lacustres. On ne connaît pas de vestiges du Bronze ancien et du Bronze moyen pour le lac du Bourget. Au 2e millénaire et durant la première moitié du 1er millénaire, le peuplement des rives se densifie. Les habitats de l'âge du Bronze final de Grésine-Est et Ouest à Brison-Saint-Innocent, Châtillon à Chindrieux et Le Saut de la Pucelle à Tresserve présentent un remarquable état de conservation stratigraphique. A la Ravoire (ZAC de l'Echaud, Bas Mollard ouest), on a découvert en 2001 un habitat de plein air structuré du Bronze final (2e moitié du 11e siècle), niché au creux d'un vallon. On connaissait jusqu'alors des habitats et des nécropoles de l'âge du Bronze, mais ils n'étaient jamais associés jusqu'à la découverte récente faite au Châtelard de Bourg-Saint-Maurice.

L'âge du Fer

L'âge du Fer est essentiellement représenté par des sites funéraires. Les vallées alpines sont perméables aux influences des grandes civilisations voisines, notamment celtiques. Elles développent une culture spécifique qui se caractérise par l'abondance des parures funéraires et l'absence d'armes et de poteries dans les tombes. La haute vallée de la Maurienne présente une exceptionnelle densité de gravures rupestres des âges des métaux qui en fait l'un des premiers ensembles des Alpes du nord. Un parc archéologique présente à Aussois un ensemble de dalles représentatives de ce patrimoine.

L'Antiquité

Dans l'Antiquité, trois peuples se partagent le territoire de la Savoie actuelle : les Ceutrons occupent la Tarentaise, les Médulles la Maurienne et les Allobroges le reste. La cité de Vienne correspond au territoire des Allobroges, conquis par Rome en – 121. La Tarentaise et la Maurienne sont conquises par Auguste en 15 avant J.-C. La Maurienne fait partie de la province des Alpes Cottiennes dont Suse est la capitale. Aime (*Axima* devenue plus tard *Forum Claudii Ceutronum*) devient la capitale de la province des Alpes Grées (devenues Alpes Atréctiennes à la transition Ier-IIe siècles) à laquelle est rattachée la province des Alpes Poenines (Valais suisse) sous Septime Sévère. L'itinéraire routier principal de Vienne à Milan emprunte la cluse de Chambéry (*Lemencum*), la Combe de Savoie, la Tarentaise et le col du Petit-Saint-Bernard.

Deux agglomérations secondaires voisines sont désignées comme *vicus* dans l'épigraphie : Albens (*Albinum*) et le complexe thermal d'Aix-les-Bains (*Aquae*). Plusieurs autres agglomérations antiques ne sont connues que par leurs vestiges : Gilly-sur-Isère, Châteauneuf-sur-Isère, Moûtiers etc. En Combe de Savoie, l'occupation antique se répartit sur le versant sud des Bauges, au voisinage de la voie. La nature même d'un certain nombre de sites reste à déterminer : agglomération secondaire, habitat groupé ou grand domaine foncier ? (Arbin, Saint-Pierre-d'Albigny, Fréterive, Grésy-sur-Isère etc.). En Maurienne, Saint-Jean-de-Maurienne est la seule bourgade antique dont on puisse supposer l'existence dans la vallée.

Seules une quinzaine de *villæ* – ou présumées telles –

sont actuellement répertoriées dans le département. C'est en général la partie résidentielle qui seule est identifiée et/ou fouillée ; plus difficiles à repérer, les bâtiments d'exploitation ont échappé aux investigations. Seul le site de Cognin offre une vision d'ensemble d'un grand domaine rural antique qui semble présenter dans son état primitif (40-240) un ensemble structuré avec partie résidentielle, dépendances agricoles avec stockage du grain en *dolia* et mur d'enceinte. L'évaluation menée au mois de mai ayant confirmé l'importance du gisement, il a été décidé de n'en fouiller qu'une partie mais avec la minutie requise pour l'étude d'une telle nécropole.

En 2001, la fouille préventive d'une portion de la nécropole marquant l'entrée occidentale de la ville antique d'Aime a permis de restituer pour la première fois en Savoie, grâce à un protocole exigeant, toute la complexité des rites funéraires antiques et de l'organisation du lieu.

Au nord du lac du Bourget, l'atelier de Portout produit une céramique fine de la fin du IIIe siècle au milieu du Ve. La carrière de brèche rouge de Vimines et la carrière de marbre de Villette à Aime ont fait l'objet d'extractions antiques. Enfin, l'exploitation antique de la mine de plomb argentifère de La Plagne est certaine.

Le haut Moyen Âge

Supplantant Aime comme capitale régionale, Moutiers devient siège épiscopal au milieu du Ve siècle. Le roi de Bourgogne Gontran crée vers 575 l'évêché de Maurienne. Le haut Moyen Âge est marqué par la prépondérance de l'itinéraire mauriennais qui devient la route du couronnement des empereurs carolingiens. Pour cette période, le peuplement rural et l'occupation du sol sont très mal connus : la nature même des vestiges de cette époque fait que l'essentiel des découvertes répertoriées concerne des sépultures alors que l'habitat reste ignoré. A la Ravoire, la ZAC de l'Echaud a livré une forge postérieure au VIe siècle voisine d'une nécropole du tournant des VIIe-VIIIe siècles. La continuité Antiquité / Moyen Âge peut être démontrée dans de rares cas comme Albens, Grésy-sur-Aix et Aix-les-Bains où une nécropole utilisée jusqu'aux XIIIe -XIVe siècles s'installe dans les ruines d'un édifice du Bas-Empire.

Le Moyen Âge

Comme souvent, établissements religieux et seigneuriaux composent l'essentiel des sites, l'habitat rural n'étant pas étudié. Comme le château de Miolans, les cathédrales de Moûtiers et de Saint-Jean-de-Maurienne ont fait l'objet d'une relecture archéologique publiée en 2002. La construction de l'étrange tour de Bérold au Châtel a été datée entre le milieu du 8e et la fin du 11e siècle. La fouille des tours de Montmayeur, à Villars-Sallet, menée de 1992 à 1998 a permis d'élaborer un modèle d'évolution d'un site castral de montagne. Enfin la mine de cuivre et de plomb argentifère de la Colombière à Bramans a livré des vestiges d'une exploitation précoce (XIe et XIIIe siècles).

■ *Les zones de saisines*

Entre 1994 et 2001, une soixantaine de communes ont fait l'objet d'une délimitation de périmètres archéologiques lors de l'élaboration des POS. La demande du SRA a été suivie d'effet de manière très variable. Plusieurs communes ont renforcé la contrainte de ces périmètres en les inscrivant dans le plan de zonage. L'application autoritaire du décret n° 86-192 a été demandée dans un seul cas (Aix-les-Bains) mais refusée par le préfet de département. Sur les 305 communes constituant le département, 48 ont été aujourd'hui sélectionnées pour l'établissement de zones de saisine. Il s'agit d'un choix très restrictif dicté par la capacité de traitement des dossiers du SRA puisque une liste de 108 communes possédant au moins un site archéologique majeur avait été dressée dans le cadre de l'élaboration du schéma départemental des carrières. Les priorités retenues sont issues du croisement de critères d'ordre scientifique et de critères de développement urbanistique.

■ *Les priorités retenues*

- Les rivages des lacs du Bourget et d'Aiguebelette : Aiguebelette-le-Lac, Brison-Saint-Innocent, Chanaz, Chindrieux, Conjux, Le-Bourget-du-Lac, Lepin-le-Lac, Ruffieux, Saint-Alban-de-Montbel, Saint-Pierre-de-Curtille, Tresserve ;

- Les agglomérations principales des différentes époques, capitales provinciales et agglomérations secondaires antiques : Aime, Aix-les-Bains, Albens, Chateauneuf, Détrier, Gilly-sur-Isère ;

- Chambéry, capitale ducale ; les sièges épiscopaux médiévaux de Moutiers et Saint-Jean-de-Maurienne ; et les centres seigneuriaux anciens majeurs de Beaufort, La Biolle, La Chambre, Salins-Les-Thermes, Tournon ;

- Les zones à forte densité d'occupation ancienne : pré et protohistorique à Aussois, Francin, Lanslevillard, Saint-Alban-Leysse, Saint-Colomban-des-Villards, Saint-Jean-d'Arves, Saint-Jean-de-Belleville, Saint-Sorlin-d'Arves ; antique à Aigueblanche, Arbin, Fréterive, Grésy-sur-Aix, La Léchère, Montmélian, La Ravoire, Les Marches, Saint-Avre, Saint-Jean-de-la-Porte, , Saint-Pierre-d'Albigny ;

- Les sites d'intérêt spécifique : Aiton (habitat augustéen durant jusqu'au Ve siècle), Val-d'Isère (dernier site antique préservé de la Val d'Isère), Mâcot-La-Plagne (l'une des seules mines romaines de Rhône-Alpes), La Motte-en-Bauges (seule villa gallo-romaine connue à l'intérieur du massif des Bauges).

Marie-Pierre FEUILLET

Colette LAROCHE

LA HAUTE-SAVOIE

Le département de la Haute-Savoie est frontalier de la Suisse, au nord et au nord-est, et de l'Italie, à l'est ; le fleuve Rhône limite le département à l'ouest ; au sud il est mitoyen avec celui de la Savoie. Le relief s'étage d'ouest en est pour culminer au massif du Mont Blanc. L'avant-pays, entre Rhône et Bauges, les lacs du Léman et d'Annecy ainsi que les vallées ont de tout temps attiré les populations, c'est pourquoi on constate, dans ces secteurs, une concentration importante de gisements archéologiques.

■ *Une tradition ancienne d'archéologie*

Le département compte de nombreuses académies savantes (l'Académie Salésienne, l'Académie du Faucigny, l'Académie Chablaisienne) dont la première, l'Académie Florimontane est fondée en 1606 par saint François de Sales pour l'encouragement des sciences, des arts et des lettres. Elle succède aux travaux d'épigraphie de Philibert Pingon actif dés le XVIe siècle. Plusieurs personnalités vont ensuite s'intéresser aux antiquités et publier leurs travaux qui, pour certains, constituent encore aujourd'hui des références bibliographiques de base :
- Jean-François Albanis-Beaumont (1752-1812), premier archéologue savoyard, ingénieur topographe. Son ouvrage de référence est dédié à Bonaparte : *Descriptions des alpes grecques et cottiennes ou tableau historique et statistique de la Savoie* (1802-1806) ; - Louis Revon (seconde moitié du XIX e siècle), membre de la commission permanente chargée de la sauvegarde des découvertes fortuites à la Florimontane ; ses ouvrages sont *Les inscriptions antiques de la Haute-Savoie* (1869) et *La Haute-Savoie avant les romains* (1875-1878) ; - Claude-Antoine Ducis archiviste à Annecy en 1864 travaille essentiellement sur les voies ; - Charles Marteaux (fin du XIX e siècle) est chargé par l'Académie Florimontane de surveiller les chantiers de construction de la plaine des Fins à Annecy ; il publiera notamment son bilan sur les découvertes anneciennes Boutae , *vicus* gallo-romain et effectuera certaines recherches en collaboration avec M. Le Roux ; - Emile Vuarnet (1867-1963) publie les découvertes effectuées dans le Chablais dans les *Documents de l' Académie Chablaisienne* ; - Louis Blondel (1884-1966) s'intéresse plus particulièrement au pays genevois et notamment aux fortifications du Moyen Âge. Après la seconde guerre mondiale, Pierre Broise et Paul Dufournet sont les correspondants principaux de la circonscription des Antiquités. Ils déclarent les découvertes fortuites, publient les résultats de leurs recherches dans les revues locales et réalisent des bilans de type carte archéologique avec des localisations très précises. Des associations de bénévoles encore actives aujourd'hui prennent ensuite la relève comme le Groupe archéologique de Thonon dans le Chablais et Les Amis de Viuz Faverges.

Depuis une vingtaine d'années le Service régional de l'archéologie a des interlocuteurs institutionnels dans le département. Le Conseil général a créé un service départemental de l'archéologie sous la responsabilité de Joël Serralongue. Son activité complète celui du SRA ; il est plus orienté vers des actions de médiation et de recherche. Il intervient ainsi sur des dossiers de mise en valeur de vestiges ou de bâtiments non protégés et encadre des travaux d'étudiants. L'antenne annécienne du DRASSM (André Marguet et Yves Billaud) est l'indispensable relais en ce qui concerne les gisements immergés des deux lacs.

La recherche archéologique est peu active en raison notamment de l'absence, dans le département, d' institutions de recherche comme l'Université ou le CNRS. A l'exception d'Anne Baud (Université Lyon 2) qui a travaillé sur les vestiges de l'abbaye de Saint-Jean-d'Aulps , les chercheurs sont locaux : Alain Mélo (chercheur indépendant), spécialiste de la sidérurgie, de l'Antiquité à l'époque moderne, Gilbert Pion (bénévole), paléolithicien, André Marguet et Yves Billaud (DRASSM) spécialistes du milieu lacustre (époque néolithique et âge du Bronze). Quelques étudiants en Master de l'université de Grenoble ou de Chambéry gravitent autour de l'archéologue départemental et du dépôt de fouilles ; leur sujet de diplôme porte souvent sur des études de mobilier. L'archéologie préventive permet à certains archéologues de l'INRAP de s'investir sur le département.

L'activité archéologique du département est publiée chaque année dans la *Revue Savoisienne*, pour laquelle Joël Serralongue rassemble les chroniques archéologiques.

■ *La carte archéologique*

Les cartes de répartition des gisements archéologiques dans le département montrent de façon évidente l'attraction permanente des lacs, des vallées et des faibles reliefs pour les populations anciennes.

Le Paléolithique

La faible représentation de gisements pour la Préhistoire ancienne s'explique par la présence encore importante des glaciers. Seuls quelques abris sous roche et grottes sont occupées tout d'abord pendant une brève période moustérienne (grotte du Baré à Onnion) puis plus largement à la période magdalénienne (abris du Salève, abri des Douattes (Musièges), grotte de Bange à Allèves).

Les habitats de plein air (plateaux de Bassy) apparaissent au Mésolithique alors que l'abri de La Balme de Thuy continue à être utilisé depuis la période de transition Epipaléolithique-Mésolithique.

Le Néolithique

Les sites sont, pour la majorité d'entre eux, immergés. La prospection systématique réalisée ces dernières années sur les rives des lacs s'est accompagnée de prélèvements dont les analyses ont amélioré de façon significative les connaissances tant du point de vue paléoclimatologique que chronologique. C'est surtout à partir du Néolithique moyen que les occupations littorales se densifient et se diversifient: lac d'Annecy, Sévrier (datation 14C : -4 330/4 000), Saint-Jorioz, les Marais (-3 783/82), Annecy-le-Vieux, la Tour (-4 832 +- 41), Sevrier, les Choseaux (-4 775 +- 180) et durant la phase finale du Néolithique (Annecy-le-Vieux, petit port ; Annecy, port ; Veyrier, Vieugy nord ; Thonon, port de Rives ; Chens-sur-Léman, Beauregard, Tougues, Nernier). Quelques tombes de type Chamblandes découvertes de manière isolée représentent les rares vestiges du Néolithique moyen découverts en archéologie terrestre.

L'âge du Bronze

Les données de l'âge du Bronze proviennent pour une bonne part du domaine lacustre, mais aussi de découvertes isolées de mobilier (dépôts d'objets dans le Chablais), de traces d'établissement, de sépultures (Allinges) et de mégalithes (dolmen de Cranves-Sales). Les villages littoraux se développent à l'âge du Bronze final à Chens-sur-Léman, Nernier et Thonon sur le lac Léman, ainsi qu'à Duingt et Sévrier sur le lac d'Annecy.

Les âges du Fer

De grandes lacunes archéologiques subsistent pour la période de l'âge du Fer, les découvertes sont éparses et les traces d'habitat souvent mal établies. Seules quelques sépultures sont vraiment attestées à Douvaine, Reignier et Chens-sur-Léman à partir du troisième siècle et les *tumuli* de Gruffy datés du Hallstatt final. Quelques *oppida* (Musièges, Saint-Gervais, Passy) dont l'occupation débute parfois à l'âge du Bronze continuent pour certains à être utilisés à l'époque romaine voire durant le haut Moyen Âge.

L'Antiquité

A l'époque romaine le territoire est en majorité dans la province romaine de Narbonnaise, cité de Vienne, et la partie alpine appartient aux Alpes Grées. Sous Dioclétien, tout le territoire passe à la cité de Genève. Les principales concentrations d'habitats s'organisent le long des axes de circulation terrestres et fluviaux qui se dirigent soit vers les Alpes pour la traversée du massif, soit vers les Pays Rhénans, via le plateau suisse. Si certaines agglomérations sont identifiables et nommées sur les itinéraires anciens comme Annecy (Boutae), Faverges (Casuaria), Seyssel (Condate), Annemasse (Adnamatia), d'autres vestiges attestées par l'archéologie sont plus difficiles à reconnaître : *villa*, ferme, *mansio*, petite agglomération secondaire.

Le Moyen Âge

Durant le haut Moyen Age, c'est le domaine funéraire qui est le mieux connu, trois édifices religieux ont été fouillés :Saint Julien-en-Genevois (seconde moitié du Ve à la fin du VIIIe siècle), Seyssel (début VIe siècle ; abandon courant VIIIe), Faverges, Viuz (fin VIe sans discontinuité). Quelques grands domaines de l'époque romaine ont livré des traces d'occupation jusqu'au tout début du Ve, certains évoluant ensuite en centre paroissial. Quelques sites de hauteur et de grottes ont été utilisés au cours de cette période.

La carte du Moyen Âge montre la répartition des lieux de pouvoir et d'habitation des trois comtés qui se partagent le territoire, ainsi que celle des abbayes, des prieurés et des églises paroissiales. L'habitat rural de type exploitation agricole n'est pas connu et les bourgs fortifiés sont peu abondants.

■ *Les mesures de protection*

Avant la loi de 2002

Des périmètres archéologiques ont été proposés dans 63 des 294 communes du département. Il a été répondu systématiquement à chaque *Porter à Connaissance* demandé dans le cadre des POS entre 1984 et 1992, Aucun choix de commune n'avait été opéré ; 32 communes avaient accepté les périmètres archéologiques dans leur POS ; seules deux communes avaient fait l'objet d'un décret de type 86-192. Le Service régional de l'archéologie recevait par ailleurs les dossiers de ZAC et de grands travaux. Ces mesures ont généré des opérations d'archéologie préventive en milieu urbain dans les principales agglomérations romaines (Annecy, Annemasse, Thonon, Thyez, Passy, Faverges) et en moindre importance en milieu rural. Les communes riveraines du Léman, à l'exception de trois d'entre elles, ont échappé aux opérations d'archéologie préventive en domaine terrestre, car elles n'avaient pas accepté les mesures de protection archéologique proposées au POS.

Les zonages de saisine archéologique

Le choix des communes susceptibles d'être dotées des zones de saisine archéologique a été réalisé en concertation avec les chercheurs du département : Joël Serralongue, André Marguet, Marie-Christine Lebascle, Agnès Vérot-Bourrely. Les critères étaient une superposition entre une densité importante d'occupation ancienne avérée ou potentielle et un développement intensif de l'aménagement. C'est ainsi que 49 communes ont été sélectionnées, soit : les principales agglomérations gallo-romaines et médiévales, toutes les communes riveraines des deux lacs et un choix de communes riveraines du Rhône :

- agglomération d'Annecy (11 communes) : Annecy, Annecy-le-Vieux, Argonay, Cran-Gevrier, Epagny, Metz-

Tessy, Meythet, Poisy, Pringy, Seynod, Chavanod ;

- lac d'Annecy (7 communes) : Veyrier, Menthon-Saint-Bernard, Talloires, Doussard, Duingt, Saint-Jorioz, Sevrier ;

- lac Léman (16 communes) : Chens-sur-Léman, Messery, Nernier, Yvoire, Excenevez, Sciez, Anthy-sur-Léman, Thonon-les-Bains, Publier, Evian-les-Bains, Neuvecelle, Maxilly-sur-Léman, Lugrin, Douvaine ;
- vallée du Rhône (5 communes) : Seyssel, Bassy, Franclens, Eloise, Clarafond ;

- vallée de l'Arve (4 communes) : Bonneville, Thyez, Passy, La Roche-sur-Foron ;

- le Genevois (2 communes) : Saint-Julien-en-Genevois, Collonges-sous-Salève ;

- agglomérations gallo-romaines (4 communes) : Annemasse, Viuz-la-Chiesaz, Gruffy, Faverges.

Colette LAROCHE

RHONE - ALPES

L'Antiquité

PROGRAMMATION SCIENTIFIQUE INTERREGIONALE

LYON

22 novembre 2005

Bilan quantitatif 1992 - 2002 101

Les peuples et les cités 103

Les chefs-lieux de cités 109

Les réseaux de communication 121

Les agglomérations secondaires 125

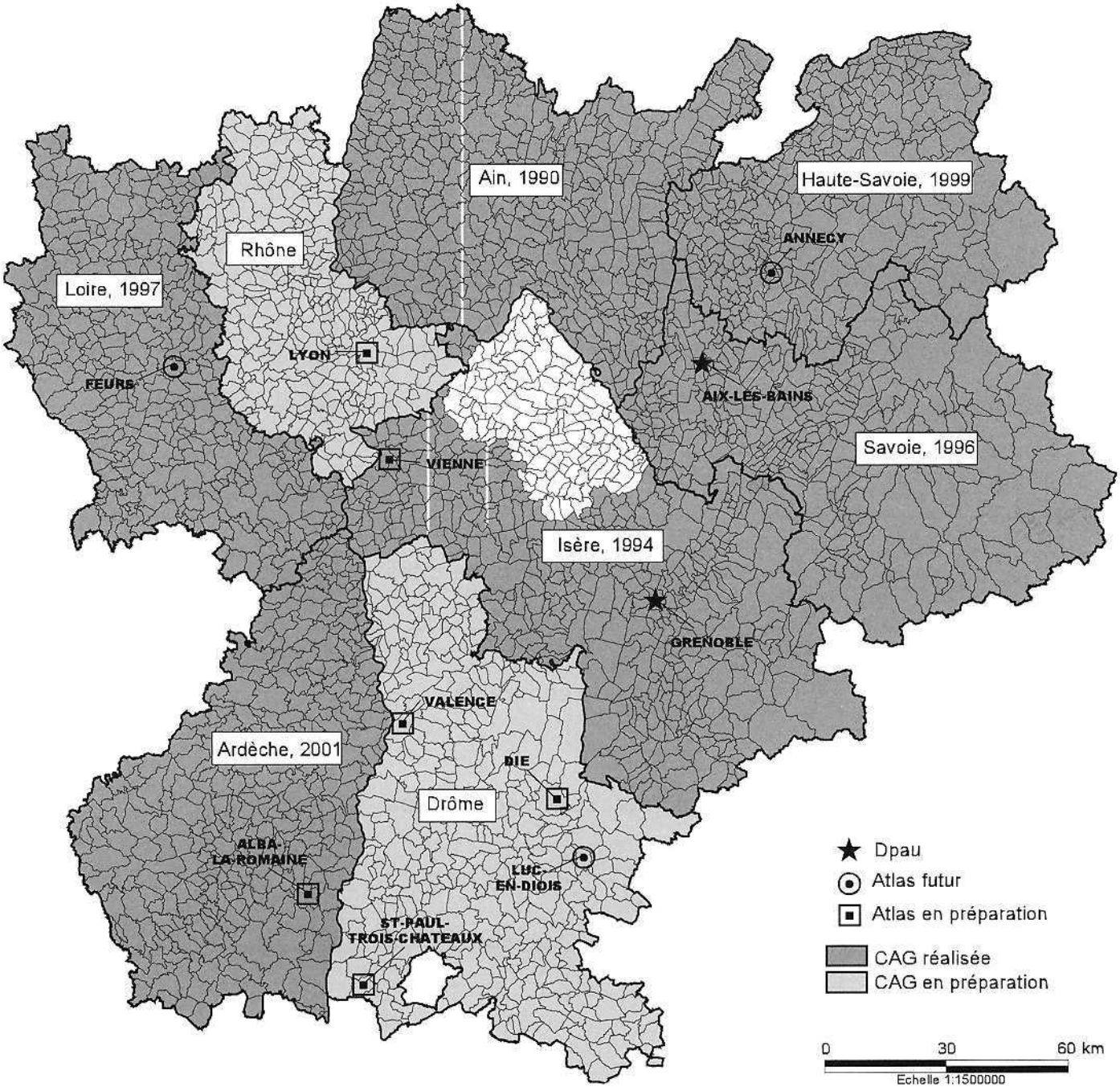
L'habitat rural 137

L'artisanat 153

Les mines et les carrières 163

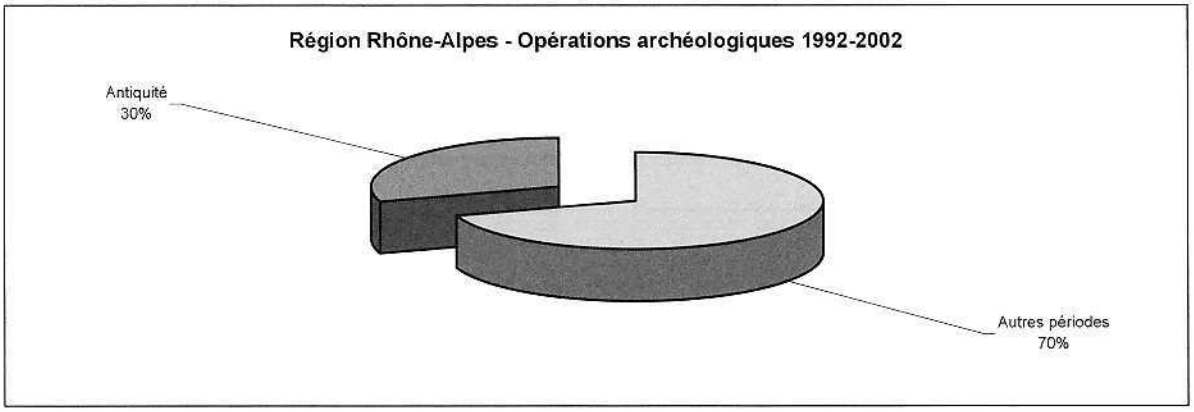
Compte-rendu des débats 165

La région Rhône-Alpes, époque antique
Carte des atlas topographiques et des Cartes archéologiques de la Gaule

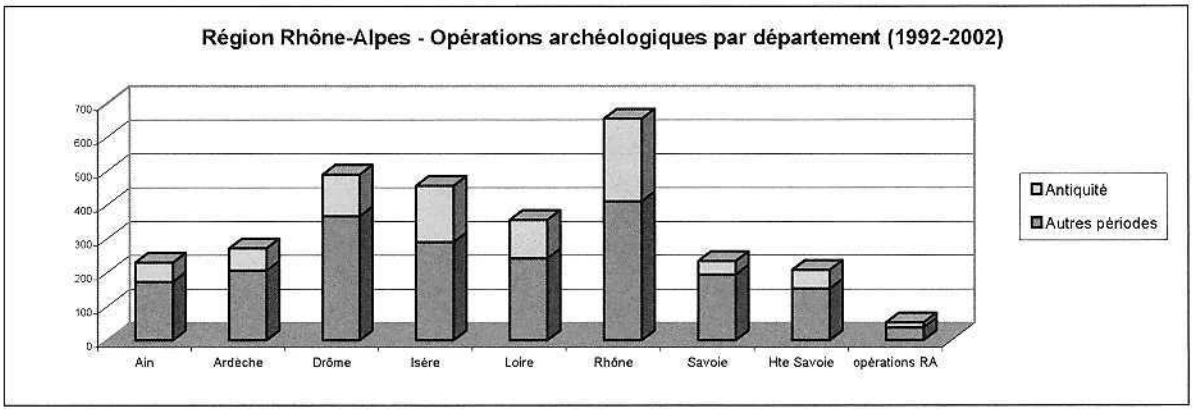


Préfecture de la région Rhône-Alpes
service régional de l'archéologie
14/09/2007 (Etat en décembre 2004)

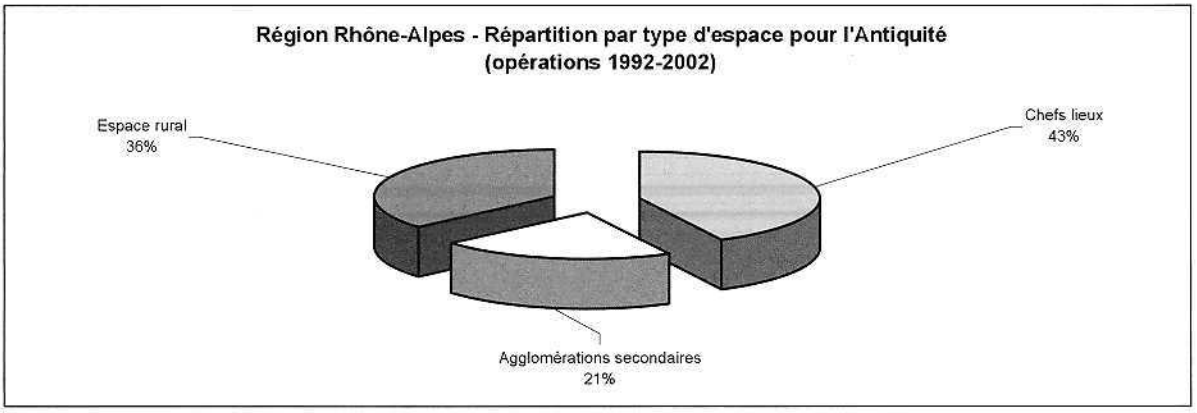
Fond cartographique issu de la BD CARTO®
© IGN - PARIS - Autorisation n° 50-7549
Reproduction interdite



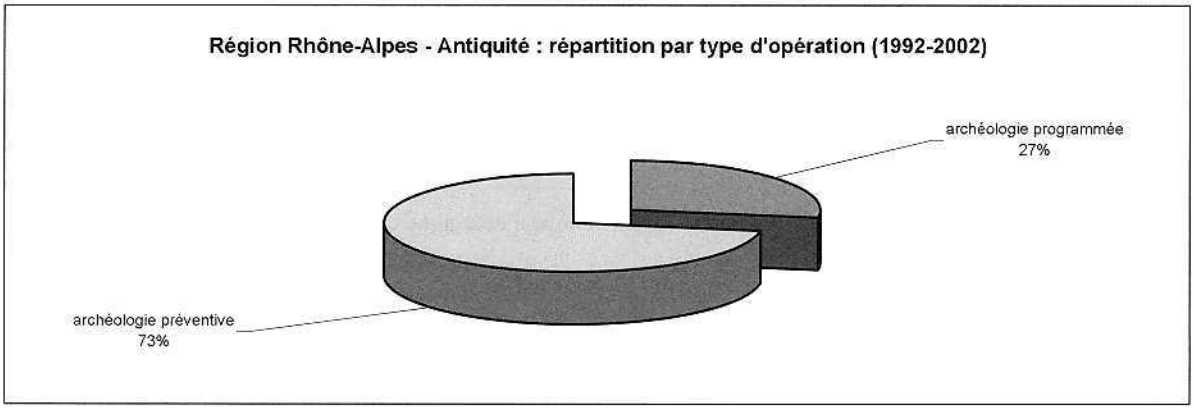
2946 opérations archéologiques ont été réalisées en Rhône-Alpes de 1992 à 2002. Parmi celles ci, 862 concernent l'Antiquité soit 29 % de l'ensemble.



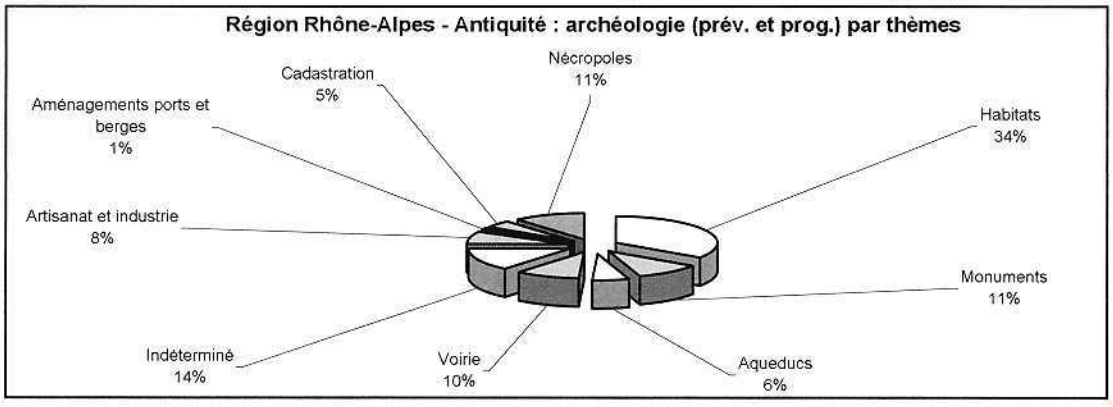
Les opérations concernant l'Antiquité atteignent 37% dans le Rhône et 17% en Savoie (NB : les opérations RA concernent les opérations interdépartementales).



Ces tableaux dressés à partir des *BSR* permettent de répartir les opérations concernées par la période antique, par types d'espaces étudiés : rural, urbain (agglomérations secondaires et chefs-lieux de cités) : 296 opérations concernent le rural, 172 opérations concernent les agglomérations secondaires et 345 les chefs-lieux de cités. Ainsi, 64 % des opérations antiques concernent l'espace urbain en Rhône-Alpes.



De 1992 à 2002, sur 862 opérations concernant l'Antiquité, 242 appartiennent au domaine de l'archéologie programmée (soit 27%), contre 620 à l'archéologie préventive. Ces 27% concernant l'archéologie programmée constituent une donnée constante de 1992 à 1999. A partir de 2000, l'archéologie programmée pour la période antique représente 21 % et 18% en 2002.



La répartition pour la période antique des thèmes abordés par les opérations archéologiques (archéologie programmée et préventive confondues) montre un taux élevé (34 %) d'opérations portant sur l'habitat, du aux fouilles en milieu urbain dans les villes au riche passé antique (Lyon et Vienne / Saint-Romain-en-Gal, en particulier). Le taux d'opérations indéterminées est assez fort (14 %) en raison des diagnostics. Les nécropoles antiques sont essentiellement étudiées dans le cadre de l'archéologie préventive. Le monumental en revanche est essentiellement étudié dans le cadre de l'archéologie programmée.

La répartition des thèmes abordés par les opérations archéologiques concernant la période antique par départements fait ressortir, ici encore, la prépondérance des départements du Rhône et de l'Isère, en raison du nombre d'opérations portant sur les niveaux antiques de Lyon et Vienne / Saint-Romain-en-Gal.

Michel LENOBLE,
Brigitte OBERLIN,
Philippe THIRION

Guillaume VARENNES

Une approche des peuples et des limites de cités au Ier siècle ap. J.-C.

■ *Un essai de cartographie régionale*

Le but de ce travail est de mettre en évidence les peuples et cités concernés par l'archéologie rhône-alpine ainsi que leurs voisins immédiats, afin de préciser le cadre politique et administratif gallo-romain. On a choisi de réaliser une carte des peuples et des cités postérieure à la réorganisation administrative du règne d'Auguste. Il s'agit d'une période bien documentée par les sources écrites et l'épigraphie, et pour laquelle la bibliographie est la plus fournie. De plus, il semblerait que la nouvelle administration mise en place respecte sans grand bouleversement, les territoires des peuples gaulois au moins pour certains d'entre eux.

Ce travail est un essai de cartographie qui a pour ambition de proposer des tracés les plus précis possibles. Le parti pris cartographique est de tracer les limites des ensembles territoriaux en s'appuyant sur celles des communes actuelles, à partir des cartes disponibles, des indications topographiques et des toponymes signalés par les auteurs. On a choisi de suggérer l'extension de ces territoires au-delà des limites de la région Rhône-Alpes ; quand cela a été possible la totalité de la cité voisine a été esquissée afin d'évaluer la part de ces territoires dans la région. Cet essai ne peut être considéré comme exhaustif et les tracés ne sont pas définitifs.

■ *La documentation utilisée*

Pour les cités relevant de la province d'Aquitaine, on s'est appuyé sur les cartographies présentées par B. Rémy dans les volumes des *Inscriptions Latines d'Aquitaine* consacrées aux Arvernes (Rémy 1996) et aux Vellaves (Rémy 1995), ainsi que sur la synthèse d'A. Ferdière sur la cité des Gabales (Ferdière 2003).

En ce qui concerne la Gaule Lyonnaise, les notices publiées dans les volumes de la *Carte Archéologique de la Gaule* consacrés aux départements de la Loire, du Rhône et de l'Ain (Buisson 1990, Lavendhomme 1997 et Faure-Brac 2006) ainsi qu'une publication (Buisson 1999) permettent d'apprécier les territoires des Ambarres, des Eduens et des Ségusiaves. En ce qui concerne le territoire des Eduens et de leurs voisins nous nous sommes référés aux articles de J.-P. Guillaumet (Guillaumet 1985) et de P. Barral, J.-P. Guillaumet et P. Nouvel (Barral, Guillaumet et Nouvel 2002). Pour le territoire de la colonie de Lyon, peu de cartes sont publiées et les hypothèses sont nomb reuses ; par commodité nous nous sommes appuyés sur les limites ecclésiastiques médiévales et les limites du département actuel.

Toujours dans le nord de la région, deux ensembles appartiennent à la province de Gaule Belgique : il s'agit du territoire des Séquanes (Buisson 1990 ; Guillaumet 1985 ; Barral, Guillaumet et Nouvel 2002) et de la *Colonia Iulia Equestris* (Nyon/*Noviodunum*) en territoire Helvète (Rémy *et al.* 2005).

Pour la cartographie des Provinces Alpines, nous bénéficions des publications des volumes consacrés à la Savoie et à la Haute-Savoie de la *Carte Archéologique de la Gaule* (Rémy *et al.* 1996 ; Bertrandy *et al.* 1999), ainsi que des articles de G. Barruol dans l'*Atlas culturel des Alpes Occidentales* (Jourdain-Annequin *et al.* 2004).

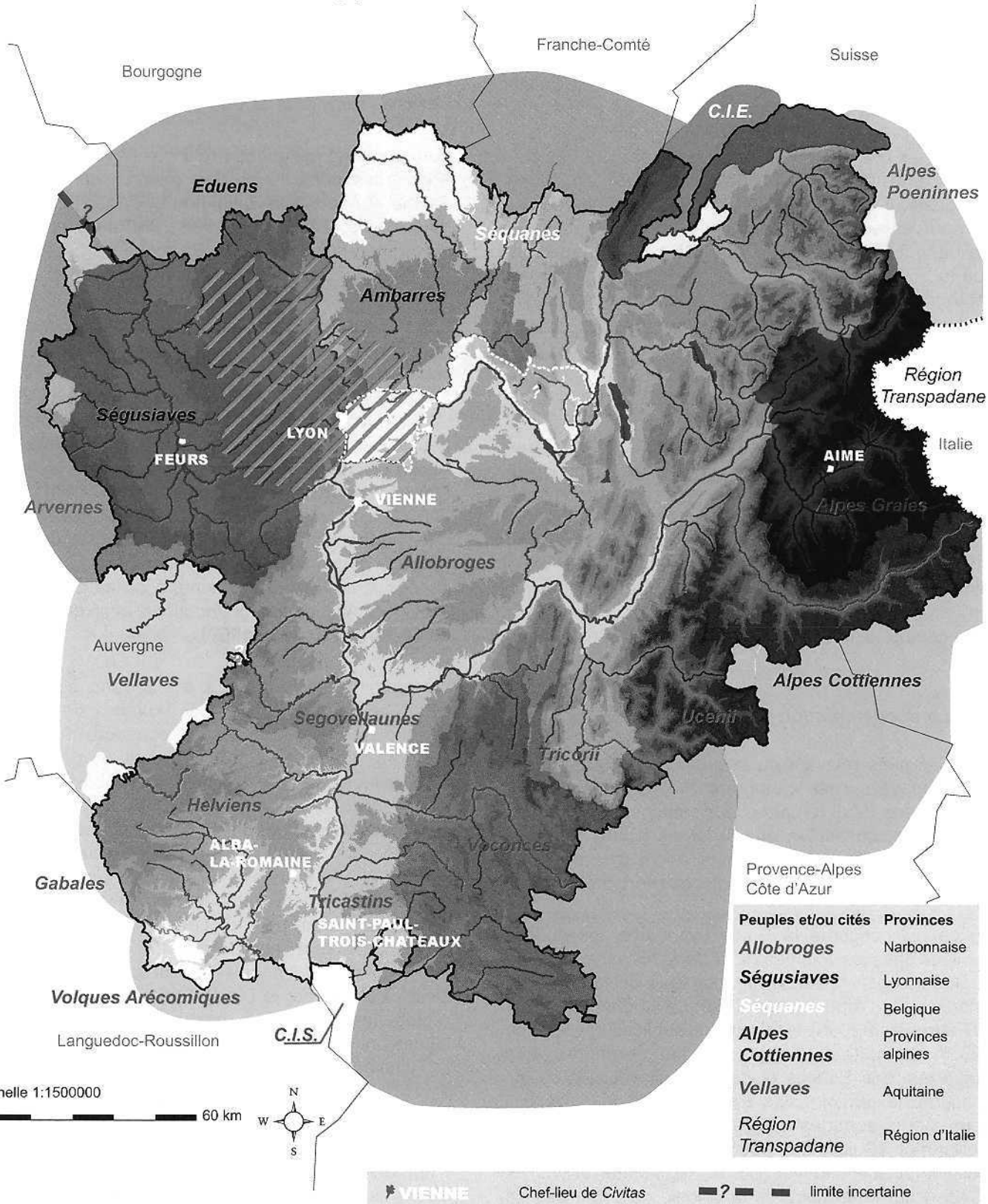
C'est la Gaule Narbonnaise qui bénéficie de la bibliographie la plus fournie. Outre la synthèse de G. Barruol consacrée aux peuples préromains du Sud-Est de la Gaule (Barruol 1969), on peut s'appuyer sur des articles et des ouvrages de synthèses pour la quasi-totalité des peuples et des cités concernés. Ainsi, pour le peuple Allobroge/cité de Vienne, nous avons repris les propositions formulées par B. Rémy (Rémy 1970 ; Rémy 2003 ; Rémy *et alii* 2005). Au sud du territoire Viennois, pour les populations du Trièves (*Tricorii*) et de l'Oisans (*Ucenii*), nous nous sommes référés aux frontières proposées pour la cité de Vienne, à celles attribuées aux Provinces Alpines et aux Voconces, ainsi qu'à l'ouvrage de G. Barruol (Barruol 1969).

Le territoire des Helviens a été dessiné à partir de la synthèse publiée dans le volume de la *Carte Archéologique de la Gaule* consacré à l'Ardèche (Dupraz, Fraisse 2001). Le territoire des Ségovellaunes/cité de Valence, n'est abordé que par la synthèse de X. Lafon et de J. Dupraz dans le volume consacré à l'Ardèche, qui ne concerne que la rive droite du Rhône du territoire de la cité de Valence (Dupraz, Fraisse 2001). Toutefois, les limites ont pu être établies à partir des frontières attribuées aux Allobroges au nord, aux Tricastins au sud (Odiot *et al.* 19 92), aux Voconces et aux Cavares à l'est (Barruol 1969 ; Bellet 1991 pour la cité d'*Arausio*/Orange - *Colonia Iulia Secondanorum* ; Desaye 2003 pour le Diois). Enfin, au Sud-Ouest de la région, les limites des Volques Arécomiques/cité de Nîmes ont été établies à partir de la carte publiée par J.-L. Fiches (Fiches 2002).

■ *Le poids de la documentation disponible*

L'appréhension des limites du territoire allobroge bénéficie de la publication de l'ensemble du corpus épigraphique et d'une analyse croisée de la majeure partie des données disponibles (sources antiques, épigraphie, indications topographiques et géographiques, toponymie, documents médiévaux) (Rémy 1970 et Rémy *et al.* 2005). Hormis cette exception, les autres peuples ne bénéficient pas d'une documentation aussi riche, il faut

Peuples et chef-lieux de cité au début du Ier s. ap. J.-C. en région Rhône-Alpes, hypothèses de travail



Peuples et/ou cités	Provinces
Allobroges	Narbonnaise
Ségusiaves	Lyonnaise
Séquanes	Belgique
Alpes Cottiennes	Provinces alpines
Vellaves	Aquitaine
Région Transpadane	Région d'Italie

VIENNE — Chef-lieu de *Civitas*

limite incertaine

territoire colonial de Lyon ?

territoire dont l'attribution est incertaine

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère Culture Communication

Préfecture de la région Rhône-Alpes
service régional de l'archéologie
27/08/2007

Limites adm. et hydrographie issues de la BD CARTO®
© IGN - PARIS - Autorisation n° 50-7549
Reproduction interdite

alors faire appel aux sources écrites contemporaines de la *Guerre des Gaules* et donc antérieures à la réorganisation administrative du règne d'Auguste. Ainsi, les études menées sur les Eduens, au Ier siècle av. J.-C. font appel essentiellement au texte de César et à la culture matérielle (répartition du monnayage, importations, faciès de la céramique indigène ...). Toutefois, si celle-ci permet de mettre en évidence un espace de « mouvance éduenne » pour cette période, on ne peut définir avec certitude le tracé d'une limite administrative et politique entre différentes *civitates* (Barral, Guillaumet et Nouvel 2002). Enfin, en l'absence d'informations issues des sources écrites - la carence est évidente pour les peuples de Narbonnaise qui ne sont pas décrits par César - et de l'archéologie, les interprétations reposent essentiellement sur les postulats d'une forte fixation des frontières dans la toponymie gauloise et antique et d'une continuité des limites antiques au travers des diocèses médiévaux.

Dans cette démarche, si la documentation disponible est un facteur essentiel, la géographie des chercheurs et l'état de la recherche jouent un rôle important. On note que le territoire des Ségovellaunes n'a pas été abordé sous cet angle, au contraire de leurs voisins Allobroges, Helviens, Tricastins et Voconces. Ainsi, la délimitation du territoire de la cité de Valence tel qu'il est présenté ici est positionné « en creux » à partir des frontières attribuées à leurs voisins. De même, la concentration des recherches dans les zones dynamiques que sont l'axe Rhône-Saône ainsi que les plaines et vallées éloignées des limites occidentales et orientales de la région, n'entraîne pas un renouvellement de la documentation disponible sur ces zones frontalières pour lesquelles l'argumentaire reste faible.

Enfin, d'une manière récurrente les cartographies proposées prennent en compte uniquement le territoire étudié, les cartes présentant des amorces de tracé des espaces voisins sont rares et sont à l'échelle de la province. Ce dernier écueil est particulièrement sensible pour la région Rhône-Alpes qui réunit cinq provinces antiques : la Gaule Narbonnaise, la Gaule Lyonnaise, la Gaule Belgique, la Gaule Aquitaine et les provinces Alpines.

■ *Une mosaïque de provinces et de peuples*

C'est à la Gaule Narbonnaise que reviennent presque les deux tiers du territoire régional. Dans cette province, la cité de Vienne appartenant dans sa quasi-totalité à la région Rhône-Alpes - prend une place prépondérante. De même, on peut envisager que la quasi-totalité de la cité des Helviens, des Tricastins ainsi que les *Ucenii* appartiennent à la région, voire la totalité du territoire pour les Ségovellaunes et les *Tricorii*. De même, on observe qu'une part importante des Voconces est attribuée à la région Rhône-Alpes. Enfin, la frange sud de l'Ardèche appartient à la cité de Nîmes/Volques Arécomiques.

La Gaule Lyonnaise concerne le quart nord-ouest de la région : il s'agit des Ségusiaves et des Ambarres dont la totalité des territoires qui leur sont attribués sont en région. Les marges méridionales du territoire éduen mordent sur le département de la Loire. Quant au nord de la plaine de l'Ain et au sud du massif jurassien, ils relèvent de la province de Gaule Belgique, à laquelle sont incorporés les Séquanes et la *Colonia Iulia Equestris* (*Noviodunum*/Nyon).

Sur la façade orientale de la région, parmi les provinces alpines intégrées plus tardivement que la Narbonnaise et les Trois Gaules, seule une petite part des Alpes Graies est attribuée à l'Italie et la quasi-totalité du territoire est partagée entre les deux Savoies. Si la capitale de l'ancien royaume de Suse est en Piémont italien, un tiers des Alpes Cottiennes relève de la Savoie. Enfin, sur la marge occidentale du département de la Loire de petites portions de territoire semblent relever des Arvernes et des Vellaves en Gaule Aquitaine.

La région Rhône-Alpes apparaît dans l'Antiquité, comme une mosaïque de territoires composés de provinces au statut différent : si la Gaule Narbonnaise est une province sénatoriale les autres provinces sont sous la juridiction de l'empereur. De même cet assemblage complexe de cités propose autant de statuts différents pour les habitants qu'il y a de territoires au début de l'Empire.

L'exemple de Vienne, bien documenté par ailleurs, est intéressant de ce point de vue : la colonie latine fondée par Octave entre 40 et 27 av. J.-C. accède au rang de colonie romaine, entre 37 et 41 de notre ère. Ultérieurement mais à une date inconnue, la cité obtient le *ius italicum*, privilège qui assimile son territoire au territoire italien, qui la dispense des impôts qui pèsent sur les terres et exempte les citoyens viennois du *tributum capitis* (Rémy 2005). A l'opposé, toujours en Gaule Narbonnaise, rien ne permet de dire que la cité des Helviens a reçu la qualité de colonie latine, à plus forte raison qu'elle a fait l'objet d'une fondation coloniale. La seule certitude est que les habitants ont reçu de façon collective, comme tous les habitants de Narbonnaise, le statut de droit latin au début du Ier siècle ap. J.-C. (Gascou 1986 ; Dupraz, Fraisse 2001). Ainsi, au sein d'une même province les écarts pouvaient être importants entre les statuts des citoyens. Si ces aspects peuvent apparaître éloignés de l'activité archéologique traditionnelle, ils définissent un cadre pour chacun de ces territoires qu'il est impossible d'ignorer.

■ *Des limites discutées et des territoires incertains*

L'attribution de certains espaces et l'existence de certains territoires après la réorganisation administrative du règne d'Auguste restent en discussion. On cite ici les cas pour lesquels la discussion a donné lieu à une bibliographie abondante.

La Saône, une frontière ?

A la Tène finale, la Saône sépare les Séquanes et les Eduens depuis Chalon jusqu'à Mâcon environ. On sait que le contrôle du fleuve est un enjeu économique essentiel pour ces deux peuples et que dans la première moitié du Ier siècle av. J.-C. son contrôle est passé tour à tour des Eduens aux Séquanes avant de revenir à ces premiers grâce à l'intervention de César. L'idée que la Saône ait constitué une frontière stable semble devoir être rejetée. L'existence d'une large zone tampon devrait être alors envisagée ainsi qu'une frontière sinueuse qui ne serait jamais parallèle au cours de la rivière et la traverserait. Pour ce qui concerne la rive gauche de la Saône, au sud de Chalon, côté Bresse, c'est l'archéologie qui apporte quelques éléments de réponse : l'occupation du sol pour cette période laisse supposer un espace faiblement occupé formant une sorte de marche séparante entre Eduens et Séquanes qui semble confirmer par des toponymes-frontières (Buisson 1999 et Barral, Guillaumet, Nouvel 2002, 278-279).

La question des Ambarres, avant et après la conquête

Au sud de Mâcon, on peut envisager à la Tène finale, qu'une situation comparable existe entre Ségusiaves et Ambarres selon P. Barral, J.-P. Guillaumet et P. Nouvel (Barral, Guillaumet, Nouvel 2002, 278). La question de l'autonomie des Ambarres au moment de la Conquête a soulevé différentes hypothèses. Celles-ci ont parfois remis en cause leur autonomie : J.-P. Guillaumet en s'appuyant sur le texte de César évoquant les liens les unissant aux Eduens, a proposé d'assimiler le territoire de ces deux peuples dans un seul et même ensemble (Guillaumet 1985).

En ce qui concerne l'époque romaine, le statut de ce peuple est incertain. On a choisi de représenter les Ambarres selon l'hypothèse d'A. Buisson (Buisson 1999). J.-C. Béal propose d'englober la rive gauche de la Saône dans le territoire ségusiave, sans pour autant proposer de frontières certaines à l'Est (Faure-Brac 2006, 72-73). Dans cette optique les Ambarres seraient attribués en partie aux Séquanes et à la cité de Feurs ou de Lyon.

Le territoire de la colonie de Lyon et le carrefour Rhône-Saône

Si l'existence du territoire de la colonie de Lyon est attestée par l'épigraphie, son extension a fait l'objet de longs débats et l'espace Rhône-Saône est sujet à de nombreuses hypothèses et il est difficile de présenter un tracé faisant l'unanimité (Faure-Brac 2006, 73). Si on s'appuie sur les limites médiévales de diocèses et d'archiprêtrés, son territoire correspondrait au département du Rhône actuel amputé du territoire éduen au nord de Belleville et des possessions allobroges à son extrémité méridionale. C'est ce tracé que nous avons privilégié. Récemment, J.-C. Béal propose de réduire le territoire lyonnais à Anse au nord, le limite avec prudence à Grézieu-la-Varenne à l'ouest et laisse la totalité de la rive gauche du Rhône aux Viennois (Faure-Brac 2006, 73).

L'appartenance du Velin Dauphinois au territoire lyonnais fait encore débat. Si on s'accorde à partir du texte de César pour attribuer ces territoires aux Allobroges avant la création de la Colonie de Lyon, son statut au Ier siècle ap. J.-C. est inconnu. On peut voir dans l'archiprêtré du Velin la continuité de la limite antique. Actuellement, si les auteurs privilégient un territoire viennois (Rémy *et al.* 2005, 31 et J.-C. Béal *in* Faure-Brac 2006, 72-73), la forte structuration de l'habitat rural dans ce secteur au Haut-Empire met en évidence l'attraction lyonnaise sur cet espace.

Dans le Forez : la limite entre les Ségusiaves, les Eduens et les Arvernes

Au nord-ouest de la région, la limite entre les Eduens, les Arvernes et les Ségusiaves ne semble pas tranchée. Pour la réalisation de la carte de synthèse nous nous sommes appuyés sur la synthèse de B. Rémy consacrée aux Arvernes, attribuant à ceux-ci sur la base de la toponymie, des portions du massif du Forez situé dans la Loire (Rémy 1996) et sur les limites de diocèses pour situer la limite entre Arvernes et Eduens (Barral, Guillaumet, Nouvel 2002, 278-279). Dans une publication récente, F. Trément, J.-P. Chambon, V. Guichard et D. Lallemand situent la limite territoriale des Arvernes sur la frontière actuelle de la région Auvergne et décalent ainsi en Bourbonnais la limite entre les Eduens et les Arvernes (Trément, Chambon, Guichard et Lallemand 2007, 99-110).

La rive droite du Rhône : la question des possessions allobroges

En Gaule Narbonnaise, la limite nord des Allobroges, le long du Rhône est débattue. César mentionne dans le premier livre de la *Guerre des Gaules* la possession de territoires par les Allobroges sur la rive droite, après avoir indiqué dans les paragraphes précédents que le fleuve marquait la frontière entre la Narbonnaise et la Gaule indépendante, les Séquanes et les Helvètes en l'occurrence. De nombreuses hypothèses ont été proposées sur la localisation de ces territoires. D'autant plus que la situation a pu évoluer entre l'époque de César et la réorganisation administrative du règne d'Auguste.

Comme le long de la Saône, il semblerait que l'interpénétration des territoires le long d'un fleuve soit ici aussi une possibilité (cf. *supra*). On sait que des notables viennois ont reçu des terres helvètes par César ; elles pourraient se situer sur la rive droite du Rhône depuis le débouché du lac Léman jusqu'au défilé de l'Ecluse. Ces territoires auraient été dans un second temps rattachés à celui de la colonie de Nyon (Rémy *et al.* 2005, 33). Plus au sud, à partir du texte de César, B. Rémy suggère que les ravages des Helvètes lors de leur migration, ont eu lieu dans le massif du Bugey, entre Bellegarde et Culoz. Pour la période impériale, deux

inscriptions viennoises sont connues sur la rive droite du Rhône et pourraient fournir des indications sur l'emplacement de territoires relevant de la cité de Vienne (Rémy *et al.* 2005, 31-35).

Les peuples alpins : Tricorii et Ucenii

Dans les Alpes la question du devenir des peuples des *Tricorii* et des *Ucenii* au Ier siècle ap. J.-C. est en débat. Selon G. Barruol (Barruol 1969, 324) les *Ucenii* seraient clients des Viennois. Il est plausible que l'Oisans ait été attribué à la cité de Vienne sur le mode de l'*attributio*, les pouillés médiévaux attestent en effet que le diocèse de Grenoble englobait l'Oisans, probable héritier de la cité du Bas-Empire issu du découpage de la cité de Vienne. Pour les *Tricorii*, si on connaît leur emplacement par les sources écrites, nous ignorons leur statut juridique. Ils peuvent avoir été attribués aux Viennois comme aux Voconces (Rémy *et al.* 2005, 27).

Des espaces revendiqués par personne?

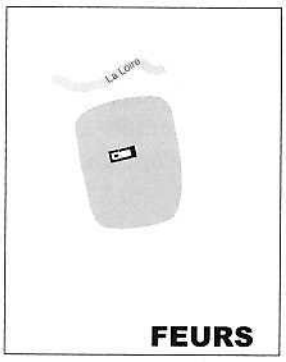
On n'a recensé qu'un seul cas de territoire qu'aucun auteur n'approprie à un peuple ou une cité. Il s'agit d'un petit territoire aux confins de l'Ardèche actuelle, qui n'est revendiqué ni pour les Ségovellaunes ni pour les Vellaves.

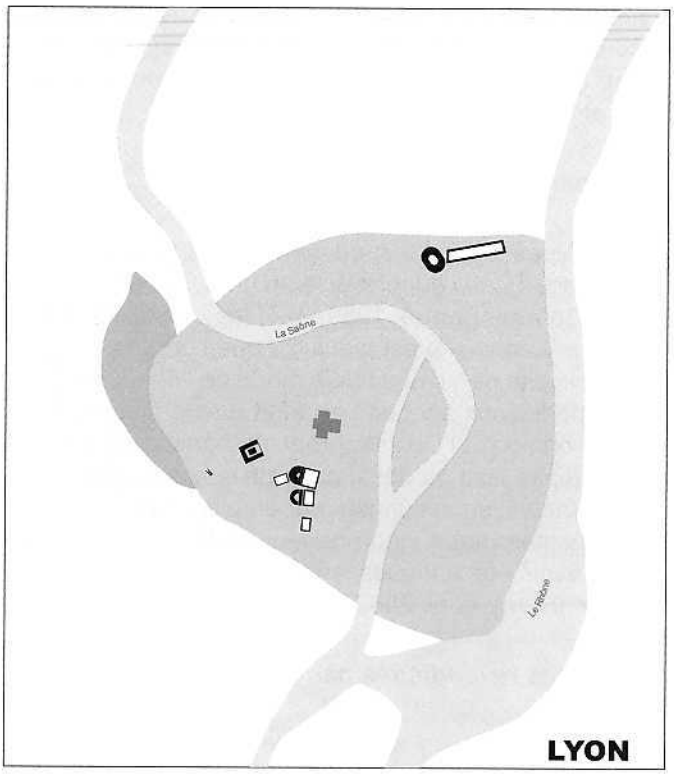
Les limites de la démarche entreprise ici sont évidentes. L'hétérogénéité des sources et des états de la recherche variables selon le territoire appréhendé concourent à rendre abstraits les tracés proposés. Toutefois, l'intérêt de l'exercice doit être souligné à différents titres : on note que si le concept de frontière est précis, il ne se traduit pas selon nos logiques modernes. Le fleuve, limite administrative actuelle par excellence est au contraire une zone d'interpénétration forte.

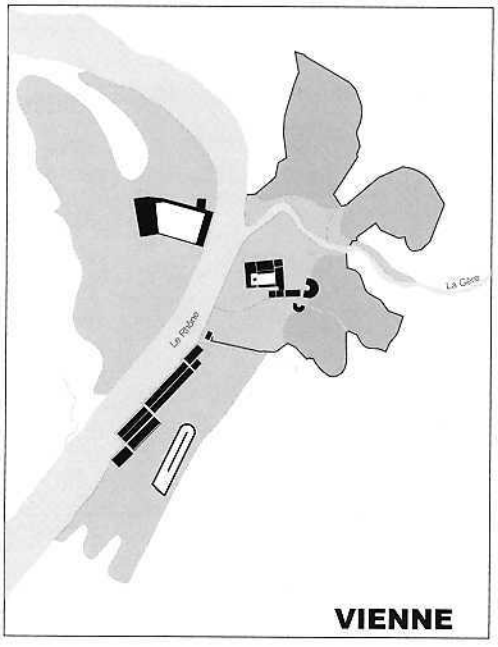
De même, l'assemblage complexe que forment les peuples et les cités dans la région Rhône-Alpes au début du Ier siècle ap. J.-C. traduit des situations administratives et politiques variées. Si ces cités sont le cadre géographique de nos recherches elles sont avant tout le cadre administratif et juridique des habitants de la région durant l'Antiquité.

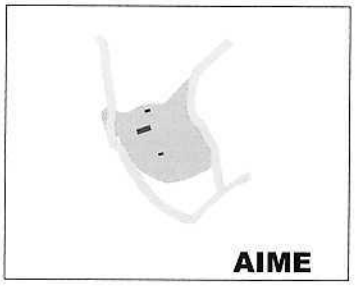
Guillaume VARENNES

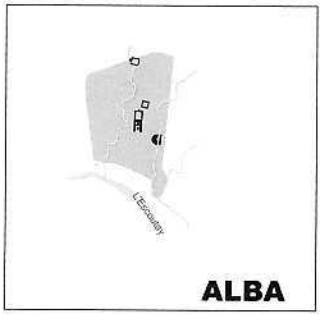
Chef-lieux de cité gallo-romains en région Rhône-Alpes



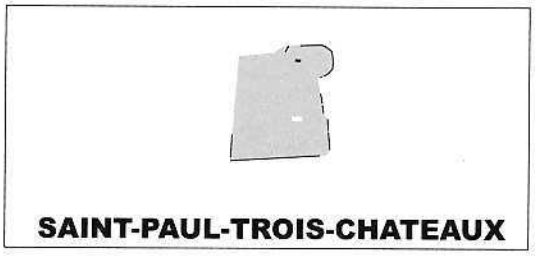














rempart du Bas-Empire

rempart du Haut-Empire

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

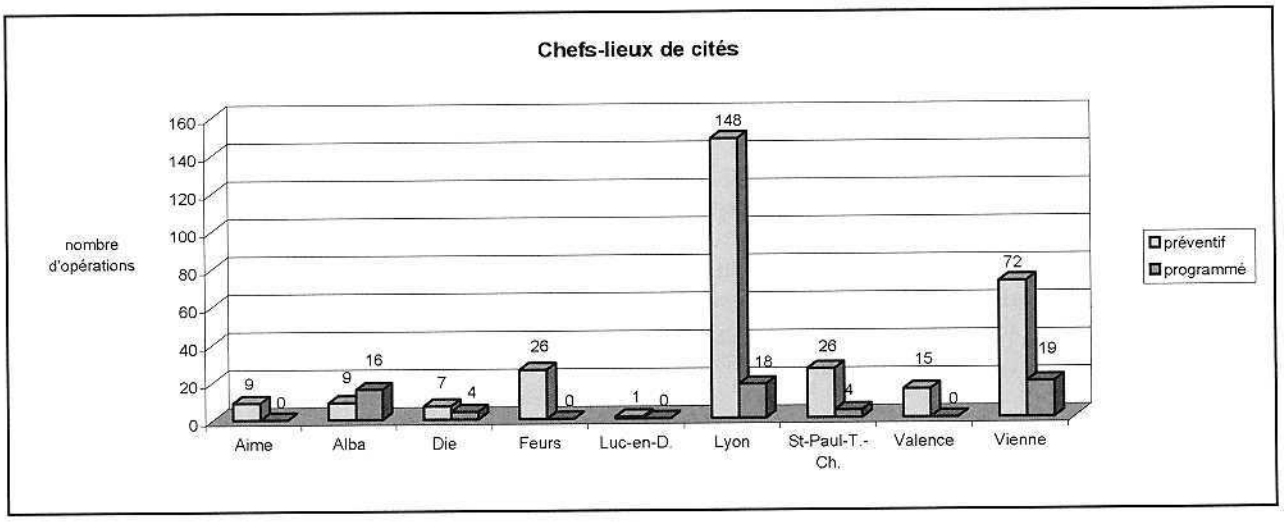
Ministère Culture Communication

Préfecture de la région Rhône-Alpes
service régional de l'archéologie
27/08/2007

Les chefs-lieux de cités

Hormis Aime *Axima*, *Forum Claudii Ceutronum*, capitale des Alpes Graies et Lyon, *Colonia Copia Felix Munatia Lugdunum*, capitale de la Gaule lyonnaise, la région Rhône-Alpes compte, sur l'ensemble de son territoire, sept chefs-lieux de cités : Alba, *Alba Helvorum*, chef-lieu du peuple Helvien ; Die, *Dea Augusta*, chef-lieu des Voconces ; Feurs, *Forum Segusiavorum*, chef-lieu des Segusiaves ; Luc-en-Diois, *Lucus Augusti*, seconde capitale des Voconces après Vaison ; Saint-Paul-Trois-Châteaux, *Augusta Tricastinorum*, chef-lieu des Tricastins ; Valence, *Colonia Valencia*, chef-lieu des Segovellaunes ; Vienne, *Colonia Julia Vienna*, chef-lieu des Allobroges.

L'état des connaissances sur ces différentes agglomérations antiques est très variable. Certaines sont aujourd'hui des petits bourgs ruraux tandis que d'autres sont de grandes cités, préfectures de département ou de région. L'activité archéologique y est par conséquent très variable, dépendant, pour ce qui concerne l'archéologie préventive, de la fréquence des travaux d'aménagements et, pour ce qui concerne l'archéologie programmée, de l'investissement des chercheurs.



Fréquence des interventions archéologiques concernant les chefs-lieux de cités antiques, de 1992 à 2002

■ *AIME (73)*

Axima - Forum Claudii Ceutronum

Située en haute Tarentaise (vallée supérieure de l'Isère), la ville d'Aime est traversée par la RN 90 qui perpétue la voie romaine de Vienne à Milan par le col du Petit-Saint-Bernard.

Dans les dernières décennies du XXe siècle, Aime a retrouvé l'extension de la ville antique. La création vers 1946 à travers jardins et vergers de l'avenue de Tarentaise, une déviation du bourg par le sud, en longeant la basilique romane Saint-Martin, a provoqué une dilatation du centre ville entre l'habitat XVIIe-XIXe de la Grande-Rue et les constructions plus récentes - dont la mairie - qui bordent l'avenue.

Etat des connaissances

Le site a été occupé dès le Néolithique, avec une nécropole de type Chamblandes située à l'ouest de la ville actuelle où s'implantera plus tard la principale nécropole de la cité gallo-romaine. La colline de Saint-Sigismond qui domine la ville est fréquentée au Néolithique et à l'âge du Bronze. Un petit habitat perché s'y établit à La Tène ; il a été identifié abusivement à l'*oppidum* principal des Ceutrons qu'il faut sans doute plutôt rechercher au Mont Galgan, au dessus de Moûtiers.

Avec la conquête romaine, *Axima*, devenue plus tard *Forum Claudii Ceutronum*, devient la capitale romaine de la nouvelle province des Alpes Graies, devenues Alpes Atréctiennes à la transition Ier/IIe siècles, et à laquelle est rattachée la province des Alpes Poenines (cité de Martigny, Valais Suisse) sous Septime Sévère.

Au cours de la période de crise de la seconde moitié du IIIe siècle, plusieurs bâtiments sont détruits à Aime et aux alentours. C'est probablement au cours du IVe siècle qu'un incendie détruit le *forum* d'Aime. Sous le règne de Dioclétien, Aime est définitivement supplantée dans son rôle de capitale régionale par *Darentasia* (Moûtiers)

où est créée l'évêché de Tarentaise dans la première moitié du Ve siècle. Bien que déchue de son rang, l'agglomération d'Aime perdure au haut Moyen Age, comme en témoigne la construction précoce des deux églises de Saint-Martin et Saint-Sigismond. Au Moyen Age, le bourg se rétracte autour de la colline de Saint-Sigismond où s'élèvent le château et l'église paroissiale primitive. Le prieuré Saint-Martin demeure à l'écart du village.

La position d'Aime sur un axe transalpin majeur, sa fonction administrative et sa production métallurgique (plomb argentifère) en ont fait une agglomération prospère qui s'étend dans l'Antiquité sur une centaine d'hectares, à l'adret (versant ensoleillé) de la vallée. Au nord de l'agglomération, la colline de Saint-Sigismond est occupée en continuité depuis le milieu du IIe siècle avant notre ère. On ignore encore la fonction du monument qui se dressait sur la colline ceinturée de murs de soutènement, peut-être s'agit-il d'un temple de Mars (il sera transformé plus tard en église paléo-chrétienne). A ses pieds se trouve le cœur de la cité antique, avec le *forum* et sans doute la route Vienne-Milan. La ville est bornée à l'est par le torrent de l'Orment ; Le bord de la terrasse de l'Isère marque sa limite méridionale et une nécropole (actuelle cave coopérative d'affinage du Beaufort) marque sa limite occidentale. Plus à l'ouest, un habitat péri-urbain est installé sur le coteau du quartier des Chaudannes. Un autre habitat du milieu du Ier et du IIe siècle s'est développé sur le versant raide situé à l'ouest de la colline Saint-Sigismond. Dans ce cas, la proximité du *forum* semble l'avoir emporté sur la difficulté topographique.

En 1992, une partie du portique bordant le côté nord du *forum* et une partie du dallage de marbre de l'esplanade ont été mis au jour. Les fouilles n'ont malheureusement pas permis d'établir la date de construction de cet ensemble monumental. Une monnaie de Commode (180-183) et l'inscription portée sur le socle en place de la statue d'un procurateur, élevée peu après 199, attestent du moins son existence à la fin du IIe siècle. La position excentrique du *forum* d'Aime, édifié au pied de la colline Saint-Sigismond pourrait s'expliquer par l'exposition de la ville aux risques naturels.

On ignore la nature exacte du bâtiment gallo-romain retrouvé sous la basilique Saint-Martin par E.-L. Borrel vers 1865. Des observations effectuées plus récemment par J. Tardieu et A. Canal à la faveur de travaux de drainage (1982-1987) ont livré diverses structures dont des aménagements hydrauliques, un hypocauste, un bassin dallé de marbre et des sols de terrazzo. H. Barthélémy a émis l'hypothèse qu'il s'agisse d'un ensemble thermal.

Le seul secteur de la ville fouillé exhaustivement est celui du Pré de Foire (Alain Canal, 1986), à proximité de l'Ormente. Une installation artisanale de métallurgie du fer y est créée au début de notre ère. Au milieu du Ier siècle, l'atelier est détruit pour faire place à un espace résidentiel, étagé en terrasses, et comprenant une *domus* à péristyle. Au début du IIe siècle, cet habitat est restructuré, avec notamment une modification d'orientation. Une monnaie de la fin du IIIe siècle a été retrouvée dans les décombres des bâtiments.

Au sud du Pré de Foire, la construction d'une galerie technique sous la Grande Rue (M.-P. Feuillet, 2003) a mis au jour les vestiges d'un habitat gallo-romain (Ier-IIIe siècle), étagé en terrasses, qui a été détruit par un incendie, comme le *forum* situé environ 200 m plus à l'ouest.

Trois sites funéraires sont identifiés à Aime :

- la nécropole du Replat, avec des inhumations de la fin de l'âge du Fer ou du tout début de l'Antiquité et des crémations de la fin du Ier et du IIème siècle après J.-C, dont un échantillon a fait l'objet d'une fouille minutieuse par F. Blaizot en 2001 qui renouvelle la problématique en la matière, en mettant en lumière l'existence d'un rite complexe avec des enclos et des fosses dont certaines sont surmontées d'une stèle, un simple bloc de pierre grossièrement taillé en forme de triangle ;

- à Saint-Sigismond, une nécropole à inhumation dont les tombes les plus anciennes, sous dalles ou en sarcophage, semblent remonter au Bas-Empire (IIIe/IVe siècle) - le site est utilisé comme cimetière jusqu'au haut Moyen Age ;

- la nécroplole du Noyerai a livré plusieurs inhumations sous dalles, sans doute du Bas-Empire.

Développement de la recherche

Les travaux provoqués par le développement urbain de la seconde moitié du XXe siècle ont été suivis tant bien que mal jusque dans les années quatre-vingt par la Société d'Histoire et d'Archéologie d'Aime qui a ainsi recueilli des informations certes incomplètes et dispersées, mais déterminantes pour mesurer l'extension de la cité antique et son état de conservation stratigraphique. Durant ces vingt dernières années, plusieurs opérations de sauvetage ont été réalisées à Aime sous l'égide du SRA dont les principales sont la fouille de 1200 m² d'un quartier antique au Pré de Foire (A. Canal, 1986), celles d'une partie du *forum* (N. Foutrier, 1993), d'une partie de la nécropole occidentale de la ville (F. Blaizot, 2001) et d'un vaste terrain situé au cœur de l'agglomération (M. Le Nézet-Celestin, 2001).

Une première synthèse de l'état des connaissances réalisée par H. Barthélémy en 1997 met en lumière le caractère fragmentaire des multiples découvertes et l'absence de connaissances réelles sur l'habitat protohistorique et la naissance de la ville antique, pas plus que le devenir de la cité dans la basse Antiquité. La traversée de l'agglomération par la voie Vienne – Milan et, plus généralement, le réseau viaire restent du domaine de l'hypothèse. L'observation du plan général des vestiges connus à Aime permet de discerner deux grandes orientations du bâti antique mais aucune interprétation

générale de l'évolution urbaine n'a été proposée à ce jour. Pas un lieu de culte n'a été encore identifié formellement et le seul édifice public localisé avec certitude reste le *forum* dont on ignore toutefois les dimensions et la date de construction. Quant au bâtiment exhumé par E. Borrel sous la basilique Saint-Martin, sa fonction fait toujours l'objet de discussions.

La question de la topographie urbaine, avec l'étagement des constructions antiques sur la pente a été abordée avec les résultats cumulés de plusieurs opérations. La galerie de la Grande Rue a montré notamment une différence importante entre les terrasses antiques et le visage actuel du bâti urbain. La nécessité se fait sentir d'une reprise de toutes les données disponibles pour ébaucher une problématique de l'aménagement urbain.

La problématique d'Aime a été également renouvelée au début du XXIe siècle avec une prise en compte plus systématique de l'impact des catastrophes naturelles qui jalonnent l'histoire de la cité, crues torrentielles et coulées de boue. Une inscription de 162-163 relate le rétablissement des routes, la création de digues et de la restauration de temples et de thermes sur financement impérial après une telle catastrophe dans le territoire des Ceutrons. Au XIXe siècle, Borrel met au jour les traces d'un pareil événement sous la basilique Saint-Martin. En de nombreux endroits de la ville ont été retrouvés les vestiges de violentes crues, mais leur chronologie reste encore incertaine. Lors de la fouille préventive menée en 2001 sous la direction de Monique le Nézet-Célestin a été réalisée la première analyse géo-archéologique du site, mettant en évidence l'impact majeur des catastrophes naturelles sur la ville antique. Les bâtiments gallo-romains mis au jour sont en partie détruits, arrachés et lessivés par le flux qui les a recouvert ensuite d'une épaisse couche de matériaux charriés, graviers, cailloux et blocs. Une dernière crue moderne, a scellé ces dépôts par une coulée de boue limoneuse chargée de blocs, dont des éléments lapidaires antiques. On est donc en droit de se poser la question du rôle éventuel d'une crue catastrophique dans le transfert de la capitale régionale d'Aime à Moûtiers. Cette crue peut d'ailleurs tout autant affecter la ville elle-même que la route transalpine dont elle tire son attractivité.

Marie-Pierre FEUILLET

■ *ALBA (07)*

Alba Helvorum

La genèse du site d'Alba est liée à celle de Jastres, *oppidum* préromain, occupé dès la création de la Province, par des notables romanisés comme l'attestent les techniques utilisées sur l'habitat et surtout pour la construction des dernières phases de l'enceinte monumentale. L'éventualité d'une migration de la capitale de cité depuis Jastres vers Alba est envisagée.

Le site d'Alba connaît une première occupation autour de la Guerre des Gaules. Les travaux anciens (Lauxérois et Vichy, 1975) avaient mis en évidence une occupation ancienne au sud de l'agglomération, à la *domus* du Pinard, ainsi qu'à l'ouest, aux Basaltes (fouilles Béal, 1982-1984).

La ville croît aux Ier et IIe siècles, avec comme signe de sa grandeur des édifices publics majeurs : un théâtre, dont les travaux de P. André ont permis d'identifier trois états : un état primitif vraisemblablement en matériaux périssables, un second état, daté des années 30/45, dont seul subsiste le mur d'enceinte de plan outrepassé et les remblais de la *cavea* correspondante, enfin le dernier état monumental qui s'inscrit de part et d'autre du ruisseau du Massacre et est remarquable par l'état de conservation générale du bâtiment avec son portique *postscaenium*. Le centre monumental est composé d'un *forum* au sud, dont on ne sait que peu de choses (zone non fouillée), et d'une succession de quatre aires à portiques. Cet ensemble, résolument clos, semble accueillir des espaces cultuels (aire D et E) ainsi que deux vastes aires à portiques, dont le plan est centré sur un bassin, d'interprétation plus difficile. L'idée de bâtiments liés au fonctionnement d'importants collèges professionnels, appuyée sur une inscription, est proposée. Ce vaste ensemble n'est pas le fruit d'une unique campagne de conception et de réalisation : plusieurs phases de construction et de modification sont lisibles dans sa constitution. Cet ensemble constitue un bloc massif de 300 m de long qui vient rompre le rythme de la ville antique et qui communique parcimonieusement avec le *cardo maximus*. Ce dernier borde à l'ouest l'ensemble, il est pourvu d'un dallage monumental, et s'accompagne d'une rangée de boutique le long d'une galerie prenant appui sur le centre monumental.

Il ne manque que des thermes, peut-être situés à Saint-Pierre sous les édifices paléochrétiens. Un unique aqueduc repéré semble desservir ce quartier. Le balnéaire de la Planchette, situé dans le même quartier semble se rattacher à une installation privée.

L'habitat est caractérisé par deux types opposés : cellules pauvres et *domus* riche. Un retour sur la documentation montre que le petit habitat défini par une construction sur solin d'unités de 5m sur 10, divisée en plusieurs espaces, que l'on retrouve sur deux quartiers de la ville est systématiquement daté du début du premier siècle. A l'inverse, les grandes *domus* urbaines, dont la maison du Pinard constitue le meilleur exemple, se définissent par une grande surface, de l'ordre de 2 à 3000 m^2, et un plan centré sur une cour dotée d'un bassin, autour de laquelle une galerie distribue les pièces, dont une grande part est ornée de décor au sol et sur les murs, alors que quelques unes bénéficient de chauffage par hypocauste. Comme souvent, le lien avec la rue n'est pas particulièrement soigné, et, plus curieusement, cette architecture s'inscrit dans une orientation qui n'est pas celle de l'agglomération, mais celle de l'axe reliant la ville au sanctuaire de Bagnols.

La trame urbaine orthonormée s'établit sur un plan régulateur classique avec *cardo* monumental. Elle accepte les dérives (théâtre, liaison palais/Bagnols, *domus* 1 et

2 du Pinard). Les limites de la ville ne sont pas marquées physiquement et tout en cas pas d'enceinte.

Les voies d'accès principales relient Alba vers l'ouest au Massif Central via la vallée de l'Ardéche, vers l'est à la vallée du Rhône (vers le nord par Le Teil et Mélas (baptistère) et vers le sud par Viviers futur évêché). Les sorties de ville sont marquées par des nécropoles dont seules de petites parties ont été fouillées. Autour de la ville un réseau de *villae* sub-urbaines se dessine. Elles regroupent une partie d'habitats luxueux et des activités de production agricole visiblement orientées vers la viticulture.

Le domaine religieux est bien documenté à Alba. Un temple axial est connu sur l'*aera sacra* du *forum*, un second en bordure du *Cardo* au nord de l'ensemble monumental. C'est surtout le sanctuaire de Bagnols, situé au nord de la ville, sans qu'une continuité stricte de l'habitat soit attesté, doté de trois temples, qui a retenu l'attention. Il prend la suite d'un sanctuaire plus ancien et se développe à partir de la fin du règne d'Auguste et durant tout le premier siècle. Au final, une vaste aire bordée sur quatre cotés de portiques reçoit deux temples. Le premier sur *podium* habillé de grand appareil, doté d'une colonnade en façade est construit entre le milieu du premier et le milieu du deuxième siècle ; le second, construit sous les règnes de Claude ou Tibère, succède à un édifice antérieur, sur un plan de *fanum*, montre une *cella* centrale et une galerie périphérique. Un temple axial, au premier état augustéen, mis en valeur par des absides latérales et une galerie périphérique, aux aménagements successifs très luxueux, jusqu'au courant du IIe, ouvre sur cette aire. La découverte de statuaire monumental permet de le rattacher au culte impérial, attesté par ailleurs par l'épigraphie sur le site.

La christianisation intervient assez tôt à Alba avec la mise en place d'une église paléochrétienne au quartier Saint Pierre et un premier évêché. Celui-ci, transféré à Viviers en 475 sonne la fin de la ville qui redevient un milieu rural avec de rares réoccupations médiévales (four à chaux du théâtre et nécropole de Saint-Martin et Saint-Pierre), alors que l'habitat se déplace sur le village actuel dans un mécanisme classique de perchement.

En 1983 la thèse de Roger Lauxerois (Lauxerois, 1983) sur le Bas Vivarais antique dressait un état des lieux des connaissances et révélait surtout les grandes opportunités offertes par le site d'Alba. Depuis lors, on est passé d'un stade exploratoire à une fouille de grande ampleur inscrite dans un plan programme de collaboration Etat/ Région / Département, dont l'objectif initial est la sauvegarde du site menacé par les transformations du paysage viticole et qui conduit aujourd'hui à sa valorisation. Cette fouille, bien que le plus souvent limitée en stratigraphie à un dernier état, permet aujourd'hui de renouveler les connaissances sur la ville d'Alba. Pour l'heure, les notices de la *CAG* de l'Ardèche, et plusieurs contributions, rendent déjà compte des avancées récentes. Une monographie de site est attendue.

L'état d'avancement de la recherche est largement tributaire de la production des publications attendues sur le site (monographie du centre monumental ; atlas). De grandes perspectives restent ouvertes au travers de l'étude du mobilier archéologique et des reprises possibles sur l'habitat privé urbain et rural de proximité. La politique de prescription archéologique enclenchée sur le site vise à mieux connaître les campagnes antiques et porte ses fruits (la Plaine ; le Clos).

François DUMOULIN

■ *DIE*[1] *(Drôme)*

Dea Augusta

La ville de Die est située, du côté sud du massif du Vercors, dans la moyenne vallée de la Drôme, l'un des principaux axes pénétrants entre le couloir rhodanien et les premiers contreforts des Alpes. Elle fait partie du territoire du peuple Voconce qui s'étendait de l'Isère au nord à la moyenne vallée de la Durance au sud[2]. Après la conquête de la Province, Vaison-La-Romaine et Luc-en-Diois deviennent les deux grands centres politiques des Voconces et bénéficient du *jus latii* (Pline III, 4).

La cité de Die est mentionnée dans les itinéraires antiques : *Dea Bocontiorum* pour la Table de Peutinger, *Civitas Dea Vocontiorum* dans l'itinéraire de Bordeaux à Jérusalem. Elle figure également dans la *Notitia Galliarum* sous l'appellation de *Civitas Deensium*. Son statut au Haut-Empire reste inconnu. La cité de Die supplante Luc en tant que ville principale des Voconces du nord dans une période comprise entre 69 et le IIIe siècle. Le nom de *Dea Augusta* serait à mettre en rapport avec *Dea Augusta Andarta*[3] déesse topique dont le culte était admis dans les divinités augustes. Ce serait au IIIe siècle que les Voconces se scindent en deux cités : Vaison au sud et Die au nord. Alors que Vaison décline, la ville de Die gagne en importance à l'extrême fin du IIIe siècle et durant le IVe siècle.

Diverses découvertes aux XIXe et XXe siècles indiquent une occupation gallo-romaine sur le site urbain avant le IIIe siècle. De nombreuses inscriptions sont datées du Haut-Empire (travaux d'H. Desaye).

- L'enceinte traditionnellement datée du Bas-Empire (fin IIIe-début du IVe siècles), pourrait être une concrétisation du statut de colonie. Elle ceinture l'actuel centre-ville et le plateau de Beaumes qui le surplombe. Son tracé avec ses tours est remarquablement bien conservé. Un arc sculpté est remployé dans la porte orientale (porte Saint-Marcel), flanquée de deux tours en grand appareil. Un *decumanus* quasi-rectiligne relie les portes

1 - Notice rédigée à partir entre autres de notes de Thierry Odiot, Henri Desaye et de Jacques Planchon (1996).

2 - Barruol 1969, 278

3 - CIL XII, 1555 à 1560

est et ouest de la ville.

- Peu de bâtiments publics sont localisés, mis à part un établissement thermal (rue du Fifre, 1984). La tradition locale, place un amphithéâtre et un éventuel palais des décurions à l'ouest de la ville (quartier Saint-Pierre-Le Palais) et un temple de Cybèle sous la cathédrale.

- Une seule nécropole est connue à l'ouest. Il reste possible d'en attendre une du côté est, le long de la voie d'Italie.

La tradition ferait remonter l'origine de l'évêché à saint Martin qui vivait en 220. Le premier évêque serait Nicaise qui participa au concile de Nicée en 325.

Joëlle TARDIEU

■ *FEURS (42)*

Forum segusiavorum

Depuis le bilan dressé lors de la publication de la *Carte archéologique de la Gaule* en 1996 par M.-O. Lavendhomme et celle de la thèse de P. Valette en 1999, de nombreuses interventions archéologiques sont venues enrichir nos connaissances sur l'antique *Forum Segusiavorum*, identifiée avec Feurs dès le XVIe siècle.

Son implantation s'explique par l'existence d'un habitat indigène d'au moins 10 ha qui se développe à partir du IIe siècle av. J.-C. sur une terrasse dominant la rive droite de la Loire. Etabli en plaine à un carrefour de voies, il s'intercale entre les *oppida* d'Essalois et du Crêt-Châtelard.

Cette position géographique est valorisée lors de la mise en place de la voie Lyon-Saintes dans le cadre du réseau établi par Agrippa à l'époque augustéenne. La bourgade indigène cède la place à un *forum* routier doté du rang de capitale qui connaît une expansion à partir du milieu du Ier siècle apr. J.-C., sans doute en relation avec ses fonctions administratives et la prospérité économique de la *Pax Romana*. Cette vitalité se manifeste jusqu'à la fin du IIe siècle, époque à laquelle la ville atteint peut-être son extension maximale (80 ha). Par contre, les modalités de son déclin nous demeurent encore inconnues : les niveaux archéologiques les plus récents ne dépassent pas le milieu du IIIe siècle. Les invasions du milieu du siècle ruinent-elles une ville que la réforme de Dioclétien a déjà déchue de son rang de capitale ? Contrairement à beaucoup d'autres, la cité n'accueillera pas le siège d'un évêché.

La trame urbaine et la voirie

À l'exception de quelques édifices périurbains, les vestiges s'inscrivent tous dans une même trame urbaine dont l'abbé Roux avait reconnu la régularité dès 1851 : des *kardines* inclinées de 13°O régulièrement espacées selon un entraxe d'environ 360 pieds (3 *acti*) et des *decumani* espacés de 320 pieds sauf au centre où l'implantation du *forum* définit deux rangées d'îlots carrés.

Larges en moyenne de 14 m, les rues comportent toutes une chaussée centrale en gravier compacté large de 7 à 8 m drainée par des caniveaux, que longent des portiques profonds de 2 à 3 m.

Hormis les égouts du *forum* (Valette, Guichard 1991), un segment d'égout voûté relevé boulevard Clémenceau (Thirion 1993) et les nombreux caniveaux drainant les chaussée, on ne sait pas grand chose sur l'assainissement de la ville antique.

Les bâtiments publics

Le *forum*

Il est localisé dès le milieu du XIXe siècle par l'abbé Roux qui en détermine le plan en suivant la galerie d'assainissement des cryptoportiques enserrant le temple. Sa partie orientale, dont subsistent quelques maigres vestiges en élévation de la Curie, est partiellement observée par J. Gorce en 1956 et S. Boucher en 1968 ; à partir de 1978, des investigations suivies permettent de compléter et de préciser la documentation ancienne (Valette, Guichard, 1991). Cet édifice dont la structure tripartite est bien connue par ailleurs dans le monde romain occidental (Augst, Nyon, Trèves, Bavay etc.), témoigne de l'implantation précoce en Gaule (dès l'époque augustéenne) de ce schéma italique.

Les thermes

Au Pont du Palais, l'abbé Roux et à sa suite A. Broutin décrivent les ruines d'un édifice présentant une élévation encore importante. Ces vestiges, intégrés à un petit bâtiment agricole, se voient encore de nos jours au bas du boulevard Clémenceau. L'épaisseur des murs, le mode de construction (petit appareil de moellons de granit avec chaînage de briques) et la présence d'un enduit hydraulique sur l'élévation de l'un des murs où l'on voit une embrasure de fenêtre plaident en faveur de thermes (Thirion 1985).

Rue Gambetta, en arrière de la Curie, deux grandes salles d'un bâtiment, dont l'une chauffée, évoquent également des thermes (S. Motte 2004) : deux murs épais et une chape de mortier ayant supporté un *opus sectile* délimitent une pièce d'au moins 9 m de long ; à l'arrière se développe une autre salle sur hypocauste dont la *suspensura* devait se trouver à peu près au même niveau. Plusieurs états apparaissent clairement : la première pièce a notamment été raccourcie pour installer la pièce chauffée ; l'*opus sectile* succède à un premier sol mosaïqué présentant un décor géométrique. Ce bâtiment semble fonctionner jusqu'au IIIe siècle.

Le théâtre

Connu par une inscription qui en date la reconstruction en pierre sous le règne de Claude, son emplacement n'est pas encore connu. L'abbé Roux le situe au Palais, adossé au versant nord du vallon de la Loise. En 1960 et 1961, une série de sondages sont entrepris vers cet emplacement, entre la piscine et le parking actuels. Les

résultats n'ont pas été publiés ; nous savons seulement qu'un massif de maçonnerie (?) est apparu dans la tranchée la plus orientale.

Un édifice public inconnu

P. Valette situe dans le quartier Saint-Antoine, sous les actuels ateliers des Fonderies de Feurs, les vestiges d'un bâtiment monumental repéré par l'abbé Roux qui nous le décrit comme « construit dans la forme et les proportions du *forum* ». C'est d'ailleurs tout près de là que des ouvriers travaillant à élargir la voie ferrée, découvrirent en mai 1857, la dédicace sur marbre à *C. Julius Jullus.*

Un sanctuaire au Palais ?

Ce quartier nord de la ville, urbanisé depuis une trentaine d'années, ne fut longtemps qu'un vaste parc autour d'un château édifié au XVIIIe siècle. On supposa très tôt en ces lieux l'existence d'une demeure luxueuse qu'évoque le nom même de Palais. Tout évoque en effet la monumentalité dans les trouvailles fortuites réalisées au cours des ans : massivité des substructions, abondance des fragments d'architecture et des marbres. En 1961, la rectification du tracé de la route de Pouilly-lès-Feurs permet le dégagement d'un ensemble de murs en petit appareil appartenant à un édifice antique de grandes dimensions. Avant sa destruction, J. Gorce peut en effectuer le relevé et recueillir un lot de matériel (céramique, fragments de décor en marbre) dont l'élément le plus intéressant est un fragment de statuaire en marbre représentant, en grandeur naturelle, un bras recouvert de lambrequins et une partie de l'avant-bras (statue impériale ?). L'ampleur de ces vestiges, la richesse de l'ornementation que confirme la découverte de nombreux éléments de placages de colonnes en marbre lors de la construction postérieure du gymnase, excluent un habitat privé. Bien qu'il n'en existe aucune preuve formelle, l'existence d'un sanctuaire périurbain auquel se rattachent peut-être des thermes (canalisations en terre cuite à proximité) est plausible.

Les nécropoles

Les nécropoles sont encore mal connues. Des découvertes d'« urnes cinéraires » sont signalées par l'abbé Roux dans les jardins bordant alors au nord l'actuelle avenue J. Jaurès puis par A. Broutin, rue de la Font-qui-Pleut et rue de Verdun. Pour cette dernière, on découvrit en 1859, en défonçant le sol d'un jardin situé en face de l'actuel Parc Municipal, « quarante monnaies des premiers siècles », une lampe en terre cuite, des amphores, des tuiles et de la céramique dont deux urnes cinéraires contenant encore des cendres et l'obole à Charon. En 1938, une urne (cinéraire ?) est découverte dans le même secteur ; en 1945, M. Durieux recueille à l'angle de la rue de Verdun et de la rue E. Quinet, une urne funéraire « renfermant encore des ossements » (Collection Durieux) ; en 1951, découverte dans des circonstances inconnues d'un vase lacrymatoire en céramique. Une fouille préventive récente (Frascone 1999) a confirmé ces données et mis au jour des vestiges arasés de tombes à incinérations au 42-44 rue de Verdun. Celles-ci s'organisaient en rangées délimitées par des alignements de pierre. Cette nécropole s'organiserait de part et d'autre de la rue de Verdun. Enfin un diagnostic réalisé à l'angle de la rue de Verdun et de la rue Edgar-Quinet a récemment montré la présence d'un niveau d'ossements brûlés (Réthoré 2004).

Des monuments funéraires plus importants sont connus par des mentions anciennes sur les communes de Feurs et celles limitrophes. Pour Feurs, il s'agit de la dédicace du *princeps C. Iulius Iullus*, découverte en 1857 dans le quartier Saint-Antoine lors d'un élargissement de la voie ferrée, à proximité des vestiges monumentaux déjà mentionnés par J. Roux. Un diagnostic récent dans le secteur n'a pas encore permis de localiser la zone de nécropole qui se situerait plutôt sous la rue Voltaire et autour du carrefour de la rue Pasteur avec le Boulevard Pasteur.

Des sépultures de l'Antiquité tardive ou du haut Moyen Age ont été mises au jour dans les ruines de l'habitat antique et notamment dans les ruines des thermes découverts rue Gambetta, en arrière de la Curie (S. Motte 2004). M. Durieux, a observé en 1969, place du Forum ou place Carnot, un sarcophage qui contenait encore des ossements, certainement une sépulture du haut Moyen Âge réutilisant un bloc d'architecture antique. En 1978, dans les ruines du *forum*, place de la Boaterie, des niveaux très remaniés livrent un petit lot de matériel d'origine funéraire attribuable aux VIIe-VIIIe siècles (Valette 1983). Des sépultures ont enfin été aperçues rue P. Mollon mais, en l'absence de mobilier, ne peuvent être datées précisément (Bas-Empire ?).

L'artisanat

L'artisanat de la poterie était déjà attesté par plusieurs découvertes de moules à sigillée rue de Verdun. Dans ce secteur, des fouilles récentes (Frascone 2000) ont révélé un quartier d'ateliers de potiers. La présence d'amphore de Lipari pourrait également attester la proximité d'un artisanat du cuir, du métal ou de la teinture. Rue Saint-Antoine, une activité de forge est établie au Ier siècle (Thirion 1987). Une récente surveillance de travaux rue Jean-Jaurès a révélé la présence massive de déchets de boucherie en bordure d'une cardine, au sud-est du *forum* (Gaidon-Bunuel 2004) ; de tels déchets ont également été recueillis rue d'Assier, dans l'axe et à l'est de la Curie (Freudiger 2005). Toutefois la connaissance reste partielle.

L'habitat

Quelques îlots ont pu être abordés à l'occasion de fouilles mais aucune ne porte sur un ensemble complet qui en préciserait l'organisation. Les îlots semblent divisés en parcelles occupées chacune par une construction bordant la rue et par une arrière-cour. Il s'agit généralement d'un habitat modeste, comme celui de la rue Saint-Antoine construit à pan de bois sur solins maçonnés, avec des pièces sur plancher, un escalier et une

arrière cour avec puits (Thirion 1987).

Un habitat luxueux a été mis en évidence à l'arrière de la Curie, dans le parc du Rozier (Thirion 1985). Il comportait entre autres une pièce de 52 m² décorée d'une mosaïque du IIIe siècle.

Limites de la ville – habitat périurbain

Beaucoup de diagnostics ont porté sur la recherche des limites de la ville antique mais celle-ci ne peut encore être précisée. Par contre un fossé gaulois nord-sud, bordé d'une levée de terre à l'est et comblé à l'époque romaine a été mis au jour rue du Repos, rue des Minimes.

Quelques *villae* sont signalées en périphérie sous l'hippodrome -mais ne faut-il pas en revoir l'interprétation à la lumière des fouilles de l'atelier de potier proche-, à l'Arzille, la Pêchoire mais les fouilles récentes montrent qu'il s'agirait plutôt d'un petit établissement rural (Lavendhomme 1998-Réthoré 2004). A la limite entre Feurs et Civens, une probable *villa* périurbaine du IIe siècle aurait été mise au jour (Valette1995).

A Randans, l'existence d'un *castellum* au Bas-Empire est suggérée par Ramet et Guichard mais reste loin d'être prouvée. Tout au plus peut-on noter qu'un prieuré s'installe à cet emplacement au Xe siècle. En l'absence de fouilles récentes, on ne peut statuer sur cette hypothèse.

Marie-Agnès GAIDON-BUNUEL

■ *LUC-EN-DIOIS*[4] *(26)*

Lucus Augusti

Lucus Augusti, Municipium Vocontiorum apparaît dans les textes en 69 ap. J.C.[5]. Située sur l'une des grandes routes transalpines reliant Valence à Gap par la vallée de la Drôme (un tronçon de voie a été reconnu aux Tourrettes), c'est la seconde capitale (charges sacerdotales) après Vaison (organes politiques) des Voconces. D'après Pline l'Ancien, le droit latin a été accordé à ces deux centres. A partir de la Conquête romaine, ce lieu s'est développé sous forme d'agglomération. A partir de 69, Die/*Dea Augusta* -qui deviendra le siège d'un évêché- supplante Luc comme capitale religieuse. Luc fait alors partie de ces agglomérations dites secondaires[6] de la fin de l'époque antique qui sont soit réellement détruites, soit disparaissent de nos sources. Elle restera simple *mansio* sur la Table de Peutinger.

Dès le XVIIe siècle, des trouvailles attestent de l'existence de cette agglomération et au XIXe siècle, des travaux d'aménagement ont mis au jour des éléments de bâtiments.

La ville antique, entre le Ier siècle av. J.-C. et le IIe siècle est plus étendue que l'agglomération actuelle qui a remployé de nombreux matériaux antiques : sarcophage servant de fontaine, inscription provenant d'un autel en remploi du IIe siècle ap. J.-C.[7] rue des Ecoles... Une importante zone archéologique est répertoriée au quartier de la Lauze. Dans celui des Tourrettes ont été trouvés (1977-1978) les vestiges de fours de tuilier et de bronzier, d'un aqueduc amenant les eaux de La Rochette et les restes d'une *villa* aux sols mosaïqués (Ier siècle av. J.-C.)[8]. Dans le site de la colline aux Genets une stratigraphie a livré en 1992 des niveaux du Néolithique (fosse chasséenne), Campaniforme, âge du Bronze final et gallo-romains. Au champs du Clos, des vestiges d'habitat (mortier de tuileau, fragments d'enduits rouges, céramiques communes, fragments de marbres de revêtement...) et d'éléments de décors (tambours de colonnes cannelées, fragments d'entablement décoré, moulures, frises et décors sculptés, chapiteaux et une statue d'orateur en marbre...) furent mis au jour. Ils prouvent de la qualité des vestiges (quatre phases d'occupation se sont succédé du Ier aux IVe-VIIe siècles ; existence d'un temple ?) dans lesquels une nécropole médiévale s'est installée dès l'Antiquité tardive[9] à proximité de l'ancienne église Sainte-Marie. Au Ve siècle, un ou plusieurs grands bâtiments sont encore en fonction.

Joëlle TARDIEU

■ *LYON (69)*

Colonia Copia Felix Muniatia Lugdunum

La colonie lyonnaise a été fondée en 43 av. J.-C. en territoire ségusiave par *Lucius Munatius Plancus*, général de César, afin d'installer les colons chassés de Vienne par les Allobroges. Pour faciliter la fixation de ces colons, Lyon fut dotée du statut de droit romain alors que les autres cités, dont Vienne, n'avaient que le statut de droit latin. Les citoyens de Lyon appartenaient à la tribu Galeria.

4 - Notice rédigée à partir de documentation SRA, Th. ODIOT, P. RETHORE et J. PLANCHON.

5 - Tacite : H., 1, 66. Pline l'Ancien nous fournit une liste des oppida latina, places qui sont dotées du droit latin, au lendemain de la Guerre des Gaules. A côté de noms déjà connus, apparaissent ceux d'établissements jusqu'alors inconnus comme Vaison ou Luc : Vocontiorum civitatis foederatae duo capita Vasio et Lucus Augusti (Pline : N. H., III, 4, 37).

6 - PLANCHON (J.). - Luc-en-Diois, Lucus, Pré-Tirage de l'Atlas "Capitales éphémères", colloque de Tours "Capitales éphémères", 6-8 mars 2003.

7 - ESPERANDIEU, IGLN 1929, n° 69, 1 : (D) EAE AUG(USTAE) / SEX(TUS) MATICI(US). Cette déesse Auguste est sans doute Augusta Andarda, très fréquemment rencontrée dans les stèles de Die

8 - FOR 17 et 19.

9 - tombes sous tuiles, sarcophages, épitaphe d'Arbacia datée de 514...

Les trois nouvelles provinces créées à l'issue de la Conquête des Gaules le furent à partir de Lyon : Aquitaine, Belgique et Celtique ou Lyonnaise. Tout comme le réseau routier des voies organisé en étoile par Agrippa en –20, 18 av J.-C. Cinq voies principales quittent Lyon : la voie de l'Océan et du Rhin, la voie d'Aquitaine, la voie des Alpes de Narbonnaise et la voied'Italie. Une garnison importante assurera la prospérité de la ville, elle est attestée en 21 av. J.-C. par Tacite. Un atelier monétaire est créé en 15 av. J.-C. Certains services fiscaux, communs à l'ensemble des Trois Gaules, sont établis à Lyon, notamment le recensement, base de l'impôt. Le Conseil des Gaules se réunit le 1er août de chaque année à Lyon avec les représentants des 60 cités ou nations de la Gaule (hors Narbonnaise). Le premier conseil a lieu en 12 av. J.-C. Lyon est capitale de la Gaule lyonnaise, mais l'existence du sanctuaire fédéral et du Conseil des Trois Gaules, la présence répétée des empereurs dans la cité, l'implantation du réseau des voies à partir de Lyon, l'existence de services centraux de l'administration (impôts), font que, de fait, *Lugdunum* a joué le rôle de capitale des Trois Gaules.

■ ***Les monuments***

Les fouilles archéologiques anciennes se sont surtout attachées à révéler l'aspect monumental de la ville antique : L'amphithéâtre : son premier état remonte à Tibère(19 ap. J.-C.), il pouvait contenir 1500 à 2000 spectateurs. Il a été agrandi sous Hadrien au second siècle. Le théâtre : construit à l'époque augustéenne, il présente 3 états ; sa *cavea* a toujours occupé la même emprise 108,5 m. Il aurait été agrandi sous Hadrien (?). L'odéon : fin du Ier ou début IIe siècle. Le sanctuaire fédéral du culte impérial à Condate : érigé en 12 av. J.-C. Le cirque : localisation non connue (peut-être à Trion, ou à Loyasse ?), inscriptions datées de Septime Sévère, mosaïque des jeux du cirque retrouvée à Ainay...Le *forum* : à Fourvière, quelques murs et pas d'autre information. Effondré en partie au IXe siècle. Les aqueducs : Gier, Brevenne, Yzeron, Monts d'Or. Les premières véritables fouilles de sauvetage complètent l'image de la ville antique : le sanctuaire municipal du culte impérial à Fourvière : (Tibère-Claude 15-20 ap. J.-C.) ; portiques de 120 m sur 90 m. Les thermes publics : rue des Farges (première moitié du Ier siècle ap. J.-C. Claude). Si durant le Haut-Empire le siège de la cité est situé à Fourvière, le sanctuaire fédéral et l'amphithéâtre sont situés à Condate, sur les pentes de la Croix Rousse.

L'extension de l'habitat

D'après les vestiges archéologiques recensés, la ville antique atteint 350 à 400 ha. D'après Strabon, *Lugdunum* avait la plus forte population après Narbonne.

Une des questions qui anime aujourd'hui les archéologues consiste à s'interroger sur la fondation de la colonie lyonnaise en territoire vierge ou si une population autochtone vivait déjà sur les lieux. L'archéologie démontre que de nombreux points de la ville ont connu une occupation immédiatement antérieure à la Conquête.

Il faut mentionner également, à Vaise, rue du Souvenir, un habitat fortifié daté du Ier siècle avant notre ère qui présentait des caractéristiques propres à celles des territoires déjà romanisés. S'agissait-il d'un avant poste fortifié ou le comptoir d'un riche commerçant établit en territoire ségusiave ?

De nombreux îlots urbains ont été mis au jour lors de fouilles préventives : Verbe Incarné, rue des Farges, sanctuaire de Cybèle...

La Presqu'île, siège des *Canabae*, ou entrepôts, fait l'objet d'une occupation un peu plus tardive du fait de sa soumission aux caprices des fleuves. Les premières occupations en dur remontent à l'époque de Claude.

Vaise constitue-t-elle une agglomération distincte de *Lugdunum* ? Sa situation au carrefour de voies, en bord de Saône, constituait un site propice à l'établissement d'un port.

A partir de la seconde moitié du IIIe siècle, les quartiers hauts sont abandonnés au profit du bas des pentes de Fourvière qui deviendra le siège de la Cité.

Les nécropoles

Situées le long des voies, hors de la ville, ces nécropoles ont fait l'objet d'études approfondies qui ont beaucoup enrichi les connaissances sur le rituel funéraire dans l'Antiquité : Vaise, Quai Arloing, Favorite, St Irénée, St Just et à l'Est du Rhône, le long de la voie d'Italie.

Les ateliers et les secteurs artisanaux

Disséminés dans la ville, mais aussi disposés le long des voies et de la Saône (ateliers de potiers, verriers, métallurgistes...). La rive droite de Saône, quartier Saint Vincent, est notamment le siège de plusieurs ateliers de potiers et de verriers.

Perspectives

Si aujourd'hui de 30 à 50 opérations archéologiques sont réalisées chaque année sur le territoire de la ville de Lyon apportant leur lot d'informations sur la topographie et le paléo-environnement du site, il subsiste encore de nombreuses questions non résolues concernant la topographie de *Lugdunum* : le sanctuaire fédéral, la caserne de la cohorte urbaine, les enceintes, le cirque....De même on ignore totalement l'étendue du territoire de la cité.

Des synthèses en cours d'élaboration

De 1980, date de la première mise en place d'un périmètre archéologique au POS à aujourd'hui, plus de 600 opérations archéologiques ont été effectuées sur le territoire de la ville de Lyon. Un grand nombre de publications, articles et monographies ont été réalisées mais les synthèses générales sont en cours : la *Carte archéologique de la Gaule* par le service archéologique municipal et l'*Atlas topographique de Lyon antique* mis en œuvre par l'ensemble de la communauté archéologique lyonnaise (INRAP, CG du Rhône, Ville de Lyon, Université, CNRS, DRAC-SRA...).

Michel LENOBLE, Luc FRANCOISE dit MIRET

■ *SAINT-PAUL-TROIS-CHATEAUX*[10] *(26)*
Augusta Tricastinorum

Saint-Paul-Trois-Châteaux a un lourd passé historique depuis la Préhistoire (site néolithique de plein-air des Moulins) et l'époque protohistorique où elle est mentionnée dans les textes (Tite-Live, Ptolémée...) comme chef-lieu de la peuplade celto-ligure des *Tricastini*[11]. Ces derniers faisaient partie de la confédération des Cavares qui occupaient la rive gauche du Rhône de la Durance à l'Isère.

Au Haut-Emprie, devenue *Augusta Tricastinorum*, elle bénéficie du statut de colonie. Le centre de la ville s'étage sur la pente ouest de la colline du château qui surplombe une plaine dominée au sud par un vaste plateau de molasse calcaire burdigalienne (pierre dite "du midi") dont les bancs furent exploités et exportés dès l'Antiquité. Aux alentours du changement d'ère, elle fut dotée d'une enceinte s'inscrivant dans la centurie DD IX CK V du *cadastre B d'Orange* dont le tracé est aujourd'hui en grande partie reconnu (plus de 42 ha.). La courtine était munie de tours quadrangulaires et circulaires encore visibles (Place de la poste, Pousterle, Courreau....). Seule la porte de l'Esplan, détruite au XIXe siècle, est connue.

Malgré de nombreuses découvertes, la ville antique intra muros, reste mal connue. La ville augustéenne (plusieurs pavements mosaïqués du Ier au IIIe siècle de n. è.) est beaucoup plus vaste que celle du Bas-Empire. En 1994, l'archéologie a livré un quartier aux fonctions artisanales (ateliers de bronziers) et résidentielles dans son quart sud-ouest. Aucun vestige d'édifices publics n'a été à ce jour découvert. Seules les observations archéologiques, effectuées lors de travaux urbains, infirment la localisation proposée par G. Chouquer d'un amphithéâtre au sud de la place du marché à l'intérieur de l'enceinte antique et médiévale. Des blocs monumentaux ont été découverts au quartier du Pialon, autrefois nommé le Palais. Le couvent des Frères maristes (ancien petit séminaire) passe pour être à l'emplacement de l'ancien *forum*. Sur la colline de Sainte-Juste à l'emplacement présumé d'un sanctuaire ligure romanisé (Tutella) des fragments d'autel à Jupiter ont été trouvés.

Une importante *villa* sub-urbaine dite Saint-Vincent s'est développée au sud-ouest de la ville. Elle est abandonnée à la fin du IIe siècle.

En l'état des connaissances, il semblerait que l'urbanisation d'*Augusta Tricastinorum* se soit produite aux Ier et IIe siècles de notre ère et qu'il n'y ait pas d'occupation antérieure à la première moitié du Ier siècle av. J.-C. Puis, quelques indices induiraient une occupation lâche au début du IIIe siècle. L'absence apparente de vestiges du IVe siècle, ne peut encore être traduite comme une preuve de désertion totale de la ville.

La nécropole du Valladas (Bel 1982-1985) se développait sur 5000 m² le long d'un *decumanus* aux Ier et IIe siècles ap. J.-C. au sud-est de la ville. Elle a été occupée (240 sépultures étudiées) de l'époque tibérienne à son abandon à la fin du IIe siècle. Pour V. Bel ce dernier serait dû à un déplacement de la basilique primitive des Saint-Apôtres-et-Martyrs sur laquelle sera construite la cathédrale médiévale (XIIe-XIIIe siècles). Une seconde nécropole à incinérations dite de Bellevue (La Urne) qui s'est développée dans les substructions d'une riche *villa* (thermes...) abandonnée au milieu du IIIe siècle, s'étendait à l'ouest.

A la fin de l'Antiquité, elle sera le siège d'un évêché (seconde moitié du IVe siècle) et prend alors le nom de son premier évêque, saint Paul. Il semblerait que le groupe épiscopal primitif ait été installé dans l'angle sud-ouest de la ville antique. Une vaste zone funéraire a été reconnue au nord et à l'extérieur de l'enceinte antique : il s'y élevait deux édifices, l'église Saint-Etienne et la basilique des Saint-Apôtres-et-Martyrs où les textes placent la sépulture d'évêques du haut Moyen Age.

Joëlle TARDIEU

■ *VALENCE (26)*
Colonia Valencia

Historique de la recherche

La cité de Valence était connue par les travaux d'A. Blanc et du chanoine Sautel[12], les observations faites aux cours des années 50/60 par A.Blanc lors des travaux de reconstruction dans la ville (théâtre, centre ville,

10 - Notice rédigée à partir de l'ouvrage de ODIOT (T.), BEL (V.) et BOIS (M.). – *D'augusta Tricastinorum à Saint-Paul-Trois-Châteaux*, *DARA* n° 7, Lyon 1992 ; les opérations de l'AFAN et l'INRAP et des travaux de Michèle Bois et de Mylène Lert (*Atlas topographique de la ville antique de Saint-Paul-Trois-Châteaux* en cours).

11 - *Noiomagos* qui fait suite à *Senomagos*, probablement l'*oppidum* de Barry.

12 - 1952-3, fouille du Baptistère de la cathédrale

quartier administratif au nord, réaménagement viaire au sud de la ville....) et les nombreuses publications de ce dernier. En 1977 ont eu lieu les premières fouilles de sauvetage au parking Bel-Image (Club archéologique Crouzet), puis celles de P. Réthoré (site de la Basse-ville 1986, Salle des fêtes 1988, place de l'Université 1989, Préfecture 1990 et places des Clercs et de l'Université) et en 1993 la fouille préalable sur le plateau de Lautagne de Th. Odiot et A. Alliman. A la suite de la réalisation de la *Carte archéolologique de la Gaule romaine*[13] et des travaux d'A. Blanc[14], ce dernier proposa une étude de photo et carto-interprétation débouchant sur une analyse morphologique de la ville. Ce travail a été repris en 1984 par G. Chouquer et Th. Odiot[15]. Depuis un travail de synthèse a été amorcé par P. Réthoré[16]. La mise en place de la législation sur l'archéologie préventive a permis des diagnostics et des fouilles d'envergure place des Ormeaux (F. Gabayet 2004) et place de la Porte-Neuve (Ch. Ronco, 2004). La période de l'Antiquité tardive est en partie traitée, après la reprise d'une partie de la fouille d'A. Blanc sur le baptistère, dans un PCR portant sur le palais épiscopal et groupe épiscopal de Valence sous. la direction d'I. Parron[17].

La cité de Valence, chef-lieu des *Segovellauni* est située à l'extrémité septentrionale du territoire des Voconces et des Cavarres, au sud de celui des Allobroges. La ville antique est installée sur le rebord occidental de la terrasse alluviale de la rive gauche du Rhône, qu'elle domine d'une vingtaine de mètres. Le sous-sol semble vierge de toute occupation pré-romaine et Pline l'Ancien la qualifie de colonie (*Colonia Valencia*). Sur le plateau de Lautagne ont été fouillés un double fossé en V (Ier siècle av. J.-C.) orienté sur les axes du *cadastre B de Valence* et un autre système de fossé unique en V, contemporain du précédent, orienté sur le *cadastre A*. Ils pourraient appartenir à un camp de marche de l'armée romaine et être liés à la fondation de la ville qu'il faudrait alors replacer dans un contexte pré-augustéen[18].

La ville s'est développée le long de la voie d'Agrippa. Le *cardo* et le *decumanus* sont anciennement localisés. Elle était entourée d'une enceinte dont la porte méridionale a été retrouvée en 1869. Des travaux d'archéologie préventive ont mis au jour une section contiguë de ce rempart actuellement daté de l'époque augustéenne (Ronco 2004).

Quatre nécropoles (IIe-IVe siècles) ont été reconnues : existence de tombes sous tuiles au nord vers Saint-Pierre du Bourg, au sud vers Saint-Victor et à l'ouest au faubourg Saint-Jacques (II-IIIe siècles et début Ve jusqu'au XVIIIe siècle) sur les restes d'une *villa suburbana*. La présence d'une nécropole au-delà du Rhône laisserait supposer la possibilité de traverser le fleuve, peut-être entre les deux zones portuaires : le port de la pêcherie (occupation du IIIe siècle) et le port du bourg et que la ville antique comme à Vienne pouvait s'étendre sur les deux rives.

Dans la ville antique, divers éléments d'édifices civils ont été anciennement reconnus : vers le nord-ouest, prés du rebord de la terrasse alluviale, a été repéré dans des caves et sur le parcellaire, un théâtre (A. Blanc). Aucune trace concrète du *forum*[19]. Des travaux archéologiques récents (Réthoré 2000) sur le chevet de la cathédrale Saint-Apollinaire ont démontré que cette dernière n'était pas fondée sur le *podium* d'un temple que l'on disait consacré au culte impérial et que dans ce secteur les premiers vestiges antiques n'apparaissent pas avant les IIe-IIIe siècles ap. J.-C.[20]. L'habitat antique se résume en quelques murs, fragments de mosaïques, d'hypocaustes et de collecteurs mis au jour au cours de travaux urbains : structures et niveaux du Ier siècle av. J.-C. au croisement des axes du *cardo* et du *decumanus* et dans les sondages du théâtre municipal, habitats du Haut-et du Bas-Empire à la salle des fêtes et place de l'Université, maison à mosaïque place Bel'Image, diverses mosaïques entrevues lors de l'installation d'égouts et sur le site de la Préfecture où une occupation de type agricole du Ier siècle av. J.-C. précède la construction de deux voies, *cardo maximus* et un *decumanus* secondaires qui fonctionnent des alentours de -15 av. J.-C. à la fin du IIIe siècle.

13 - Celle concernant la Drôme est plus tardive : SAUTEL (chanoine J.). - Forma Orbis Romani, Carte archéologique de la Gaule romaine, département de la Drôme, Paris, 1957.

14 - BLANC (A.). - Centuriation de Valence, Congrès International de Géographie de Washington, Août 1952 ; BLANC (A.). - La colonisation romaine à Valence, Congrès du Rhône, Juin 1952, p. 41 ; Les traces de la centuriation romaine et les origines de la cité de Valence, Congrès International de Coni, septembre 1952 ; Les traces de la centuriation romaine et les origines de la cité de Valence, Revue d'Etudes Ligures, XIX, Valence, 1953 ; Valence romaine, Cahiers Valentinois, 1 , Valence- Bordighera, 1953.

15 - CHOUQUER (G.) et ODIOT (Th.). - L'évolution morpho-historique de la cité de Valence, Dialogues d'histoire ancienne, n°10, 1984.

16 - D'abord dans le cadre du Programme Collectif de Recherche H. 11 «Terroirs, productions et établissements ruraux gallo-romaines») qui a donné lieu à deux publications axées sur les problèmes de cadastration antique(RETHORE (P.) et VAIREAUX (Fr.). - Nouveaux apports à l'étude des cadastres antiques de la cité de Valence, D.A.F., 1994, pp. 141-145 ; Influences des orientations cadastrales sur la ville de Valence, R.A.N., n° 26, 1993, pp. 105-111 ; VAIREAUX (Fr.). - Nouvelles données sur l'articulation morphologique des cadastrations antiques valentinoises, R.A.N., n° 26, 1993, pp. 117-124.) puis autour d'un projet d'Atlas Topographique de la ville antique.

17 - PARRON-KONTIS (I.). – coord. – Programme collectif de recherche pluriannuel (2003-2005). Palais et groupe épiscopal de Valence (Drôme), rapports intermédiaire 2003 et 2004, Lyon, SRA.

18 - ALLIMANT (A.). - Les fossés du plateau de Lautagne, Valence (Drôme), R.A.N., n° 26, 1993, pp. 113-116.

19 - BLANC (A.). - La cité de Valence à la fin de l'Antiquité, Impr. réunies, Valence, 1961 ; Valence, des origines aux carolingiens, édit.du laboratoire CNRS, Valence, 1964.

20 - RETHORE (P.). -Valence (Drôme). Places des Clercs et de l'Université, chevet de la cathédrale. Surveillance de travaux (25-10-1999/24-01-2000), Ville de Valence, SRA, Mars 2000.

Au sud de la ville, autour de la cathédrale, l'occupation antique est maintenant mieux connue pour ce qui concerne son extension au Ier siècle av. J.-C. jusqu'au bord de la terrasse et pour la mise en place du groupe épiscopal à partir du Ve siècle (Gabayet 2004). L'existence de ce dernier -attestée par les textes (concile de 374)- se trouve validée par la présence d'un premier édifice orienté : une communauté religieuse était bien organisée à Valence depuis au moins le milieu du IVe siècle.

Joëlle TARDIEU

■ *VIENNE (38), SAINT-ROMAIN-EN-GAL, SAINTE-COLOMBE (69)*

Colonia Iulia Vienna

Gestion du patrimoine archéologique et programmation scientifique

Les années 1980-1990 ont vu, avec la mise en place d'une instruction des permis de construire sur l'agglomération viennoise (POS), un très fort développement des opérations de sondages et de fouilles d'archéologie préventive. En effet, durant cette décennie, d'importantes fouilles ont été réalisées parfois sans les moyens nécessaires pour permettre la réalisation des DFS. Certains chantiers (rue Garon et Place de l'Egalité à Sainte- Colombe, Place Camille-Jouffray, les Nymphéas à Vienne…) dépassent les 5000 m². La surface fouillée alors représente 1,9 hectares. Devant l'accumulation du matériel non étudié et de la documentation de fouille qui s'ajoutait à un passif déjà conséquent, une politique de préservation des vestiges évitant la fouille a été mise en place. La gestion du patrimoine archéologique de Vienne se caractérise ainsi par l'utilisation quasi systématique des techniques de fondations particulières (radier généralisé, trame de pieux forés et chemisés) permettant, après les diagnostics de protéger sous les nouvelles constructions, les vestiges archéologiques. La multiplication des sondages (plus de cent sondages entre 1990 et 2004) a permis toutefois d'apporter de nombreux résultats significatifs. L'ensemble des vestiges préservés *in situ* sous les constructions représente 5,5 hectares qui auraient du autrement être fouillés.

Cette politique a permis d'éponger en partie le passif et de mieux mobiliser les forces sur un programme de recherche autour de l'archéologie urbaine de Vienne mis en place dès 1980 et qui s'orientera dès 1990 sur l'élaboration de l'*Atlas topographique de Vienne Antique*.

Parallèlement, une politique volontariste de fouille programmée sur le site archéologique de Saint-Romain-en-Gal a été initiée par J. Lasfargues, directeur des Antiquités Historiques, dans l'optique de la création d'un musée archéologique mis en œuvre par le Conseil Général du Rhône. Les fouilles de la Maison des Dieux Océans, de la maison aux Cinq Mosaïques constituent entre autres des exemples de publications. On attend la publication de l'édifice de l'Antiquité tardive trouvé dans les thermes des Lutteurs.

L'Atlas topographique de Vienne

Cet atlas ne porte pour l'instant que sur les vestiges de la rive gauche. Les feuilles de l'*Atlas* correspondant au quartier situé au sud du rempart situé cours Brillier sont achevées. Celles des collines sont en voie de l'être. Les feuilles du centre sont maintenant en cours d'élaboration.

Les acquis documentaires et les outils de la recherche

Les archives : l'ensemble des fonds d'archives concernant Vienne a été dépouillé, un très grand nombre de plans ont été redessinés et scannés. Les fonds étudiés sont les suivants : les fonds viennois : (archives du Musée de Vienne, archives communales antérieures à 1790, le fonds de l'Association des Amis de Vienne, les inventaires des dossiers se rapportant aux aqueducs conservés au Service des Eaux de la Mairie de Vienne) ; les fonds lyonnais : (une partie de ces fonds a été examinée) ; les fonds des Archives Départementales : le fonds iconographique ancien de la bibliothèque municipale de Grenoble ; le fonds de la Bibliothèque du Patrimoine : (tous les plans se rapportant aux monuments antiques de Vienne ont été photographiés). De nombreux plans ont été recopiés. Les fonds concernant les restaurations du théâtre antique, du temple d'Auguste et de Livie, de la Pyramide du cirque, de l'odéon et du site du temple et théâtre de Cybèle ont été entièrement dépouillés ; les fonds des architectes en chef des départements de l'Isère et du Rhône ; les fonds des architectes des bâtiments de France des départements de l'Isère et du Rhône.

Les plans cadastraux et les cartes archéologiques : tous les anciens cadastres de l'agglomération (les cadastres napoléoniens, les plans Raymond de 1875 et de 1891) ont été redessinés, ceux de la rive gauche ont été scannés et vectorisés, afin d'être facilement superposables aux cadastres actuels. L'ensemble des plans concernant les cadastres et les fouilles anciennes représente trois graphitèques.

La bibliographie : l'ensemble de la bibliographie viennoise (rapports de fouille du XIXe siècle, *Bulletin de la Société des Amis de Vienne*….) a été photocopié et réuni au Centre d'Etude des Archives de Fouilles (centre de Recherche archéologique de Saint-Romain-en-Gal) représentant une quarantaine de classeurs.

Les acquis scientifiques

La démarche *Atlas* qui nécessite un examen approfondi et critique des sources, mis en regard des dernières découvertes dues à l'archéologie préventive, a engendré un grand nombre de résultats scientifiques de grande importance pour la compréhension de la topographie de la ville antique.

- Localisation de l'*oppidum* gaulois : une analyse fine des données topographiques couplées avec l'étude du mobilier découvert dans des sondages récents a permis de localiser la « simple bourgade » (Strabon) des Allobroges sous le cœur historique de la ville, véritable promontoire délimité au nord par la vallée de la Gère, à l'ouest par des falaises qui dominaient le Rhône, au sud par le cône de déjection du ruisseau St Marcel et à l'ouest par un ensellement aujourd'hui disparu qui isolait le site des collines de Pipet et de Sainte-Blandine. C'est d'ailleurs sur le flanc de cette colline que G. Chapotat localisait l'*oppidum*, mais le réexamen de ce mobilier montre qu'il provient d'un sanctuaire.

- Identification des grands *horrea* : l'assemblage des plans anciens (Schneyder, 1771) et de fouilles récentes ont permis de dresser le plan d'une série d'entrepôts couvrants près de 5 hectares.

- Le cirque : deux monuments successifs (deuxième moitié du Ier siècle ap. J.-C. ; IIe siècle ap. J.-C.) sont maintenant attestés. Le plan de l'ensemble des données archéologiques a été reporté dans le cadastre actuel.

- Réexamen des maisons urbaines du quartier des Nymphéas : à partir des éléments de fouilles d'archéologie préventive récentes, un re-decoupage des différentes maisons fouillées dans les années 1970 a été proposé.

- Identification d'un *forum* tripartite : un portique a pu être reconstitué autour du temple d'Auguste et de Livie, ainsi qu'à l'est une basilique orientée nord-sud. Les arcades encore conservées marquent l'articulation du portique sud du *forum* et de la basilique.

- Historique des restaurations réalisées sur le temple d'Auguste et de Livie : ce bilan a permis un ré-éxamen du monument.

- Etude monographique du théâtre : le dépouillement complet des dossiers de restauration a permis de montrer que le théâtre dans son état actuel est une véritable reconstruction due à J. Formigé qui ne repose sur aucun élément archéologique fiable. L'étude critique des photographies prises avant restauration, doublée des observations encore possibles montre que les restitutions de la *cavea*, du *pulpitum*, des basiliques sont erronées. Il est attesté maintenant que le monument présente deux états, mis en évidence par une nouvelle analyse des vestiges du bâtiment de scène. La datation de la construction de cet édifice a pu être fixée (fin de la première moitié du Ier siècle de notre ère).

- Etude monographique de l'Odéon : moins restauré que le théâtre, mais dans un état de dégradation avancée, l'odéon a fait l'objet d'une analyse archéologique qui a montré, là encore, deux états du bâtiment de scène.

- Le théâtre et le temple de Cybèle : comme à Lyon, l'attribution au culte de Cybèle de vestiges dégagées dans les années 1960 n'a pas résisté à l'analyse critique des sources et des observations qui ont pu être faites sur les vestiges encore visibles. Le temple n'est en réalité que le vestibule d'une simple *domus* urbaine. Il est proposé de voir dans le théâtre une salle d'assemblée du peuple.

- Le sanctuaire de Pipet : sur une immense plate-forme aménagée dès le début de notre ère, on restitue désormais un sanctuaire (un ou deux temples ?) dédié au culte impérial.

- Le rempart : le tracé du rempart le plus long de Gaule a été précisé et porté sur le cadastre. Il est maintenant attesté qu'il ne présentait pas de retour le long du Rhône.

- Le stade : la démarche « *Atlas* », que certains peuvent trouver longue et onéreuse, trouve pleinement sa justification dans l'identification de ce monument, le seul de ce type connu en Gaule. La lecture critique des rapports de fouille de cette époque, l'assemblage des plans du XIXe siècle et des relevés de fouilles récentes, l'analyse de vestiges encore conservés ont permis de restituer le plan de l'édifice, ainsi qu'un portique supérieur orné de trois salles d'apparat.

- Les aqueducs : ce dossier très complexe a pu être clarifié grâce à l'étude des sources (dossier de restauration des aqueducs au XIXe siècle) et à des observations *in situ*. Par exemple, contrairement à ce qui a été publié, le grand aqueduc de Vienne (2,10 m de haut sur 1,88 m de large) est daté de la fin de la première moitié du Ier siècle de notre ère, et non du Bas-Empire.

- Le Palais du Miroir : un bilan documentaire complet a été réalisé sur cet ensemble monumental de la rive droite.

Benoît HELLY

Les réseaux de communication

La carte présentée ici est un essai de cartographie du réseau routier antique conjuguant les points de découvertes de tronçons de voies romaines attestés par l'archéologie, les bornes milliaires et les grands itinéraires connus par les sources et reconnus par la tradition archéologique régionale.

Les tronçons attestés sont issus de la base Patriarche du Ministère de la Culture. On a retenu 285 entités archéologiques issues d'opérations de sondages et de fouilles archéologiques, à partir des termes « voie », « rue » et « chemin » dans le champs « interprétation ». Les bornes milliaires découvertes en place ou en réemploi viennent compléter cet inventaire. Enfin, les tracés des itinéraires ont été reportés à partir des cartes de synthèse publiées dans les volumes disponibles de la *Carte Archéologique de la Gaule*. Le département de la Drôme n'étant pas encore couvert, nous nous sommes reportés aux notices publiées dans l'*Atlas culturel des Alpes Occidentales* (Annequin-Jourdain 2004).

On observe sans grand étonnement, l'importance des grandes voies naturelles structurant le réseau de communication (axe Rhône-Saône et vallée de la Loire), qui sont aussi bien des axes de circulation terrestre que fluviales. Ces voies sont ponctuées par des carrefours assurant la liaison avec les axes de communication vers l'Italie débouchant des vallées alpines et ceux reliant le bassin de la Loire. Dans ce schéma, Lyon dont le réseau étoilé ouvre sur les Trois Gaules, Vienne qui accueille les voies traversant les plaines allobroges ainsi que Valence et Feurs sont des points de rupture de charge le long de ces axes nord-sud.

Le réseau alpin s'organise selon les grandes vallées et les cols permettant le franchissement du massif. Ici aussi, le rôle de la navigation fluviale doit être prise en compte que ce soit sur l'Isère et le Rhône où l'agglomération de Seyssel est un point de rupture de charge en direction de Genève et du plateau helvétique. Enfin, on observe que le débouché des axes alpins structure le réseau routier dans les plaines allobroges en direction de Vienne et de Lyon.

■ *Les voies fluviales*

L'utilisation des cours d'eau est connue à travers les mentions de bateliers (*nautae*, *ratiarii*) sur le Rhône et l'Isère. Le Rhône est navigable en aval de Seyssel, point de rupture de charge obligée et l'Isère en aval de Conflans/Albertville. La navigation est possible sur la Saône sur l'ensemble de son tracé rhône-alpin. Des structures portuaires mettant en relation les réseaux fluviaux et terrestres ont été reconnues à Vienne, sur le Rhône et sur la Saône à Lyon. Quant à la Loire, en l'absence de données, on ignore si elle a été employée durant l'Antiquité.

L'utilisation des voies fluviales est traditionnellement reconnue pour le transport de matières pondéreuses en complément du réseau terrestre (Leveau (éd.) 1999, 1-175). On peut aussi envisager que ces cours d'eau sont utilisés sur de courtes distances. Toutefois, la taille du carrefour routier lyonnais ainsi que la présence d'atelier de fabrication d'amphores vinaires illustrent l'importance du point de rupture de charge et l'existence d'un réseau commercial à longue distance reliant l'Italie, les Trois Gaules et le *limes* rhénan du Ier au IIIe siècle ap. J.-C. De même, les entrepôts de Vienne dont l'aménagement est lié aux structures portuaires suggèrent aussi un réseau d'échanges s'inscrivant probablement à l'échelle de l'Empire, associant communications terrestres et fluviales.

Dans ce schéma, les dynamiques et la structuration des agglomérations situées en bord de Rhône comme Seyssel et Aoste, sont encore à apprécier. S'agit-il de simples points de ruptures de charge le long du fleuve dont le développement économique serait uniquement lié au passage des voies ou d'agglomérations participant à la mise en valeur de leur terroir et bénéficiant d'une position de carrefour routier et fluvial ?

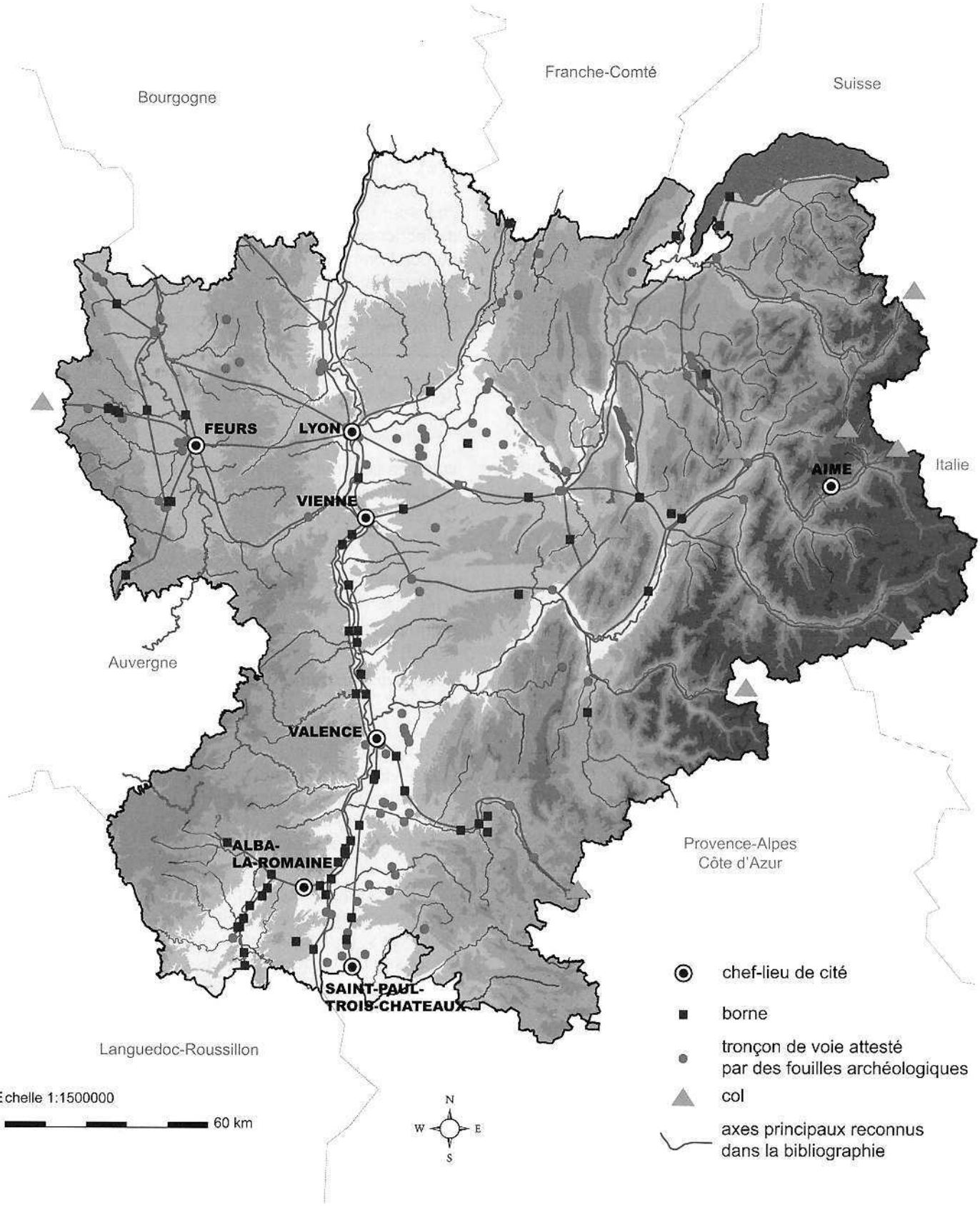
■ *Le franchissement des cours d'eau : bacs, ponts et gués*

La navigation fluviale peut aussi se dérouler d'une rive à l'autre. En effet, il faut tenir compte de l'existence de bacs, attestés par l'épigraphie à Vienne sur le Rhône et Saint Jean-de-la-Porte sur l'Isère, qui autorisent le franchissement des cours d'eau.

Des ponts ont probablement existé sur le Rhône à Lyon et à Vienne. A l'échelle de la région, un inventaire complet des ponts désignés comme « romains » est nécessaire afin de vérifier des attributions antiques à des vestiges parfois plus récents. On remarque en effet que le corpus de vestiges attestés de l'Antiquité est limité en nombre et que l'essentiel des attestations de ponts de pierres est limité aux départements de l'Ardèche (Le Pouzin et Viviers) et de la Drôme (Montbrison/Pontaujard, Pont-de-Barret et Villeperdrix, par exemple).

Des gués ont existé sur l'ensemble des cours d'eau. Si ceux-ci ont pu se déplacer selon l'évolution hydrologique, ils n'en constituent pas moins des éléments importants du réseau de communication. Ainsi on a pu recenser récemment pour la Saône entre Lyon et Mâcon, au moins cinq gués « certains », neuf « probables », quatorze « possibles » et trois « incertains » (Dumont 2002). Si cette hypothèse laisse de nom

Chef-lieux de cité du Haut-Empire et axes routiers principaux en région Rhône-Alpes



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture de la région Rhône-Alpes
service régional de l'archéologie
27/08/2007

Limites adm. et hydrographie issues de la BD CARTO®
© IGN - PARIS - Autorisation n° 50-7549
Reproduction interdite

breuses possibilités quant à l'emplacement des points de franchissement, la Saône apparaît comme un cours d'eau aisément franchissable et comme un véritable point de contact entre les deux rives (cf. texte sur les frontières entre Ségusiaves, Eduens et Ambarres).

Cette réflexion conduit à s'interroger sur le développement et la structuration des « sites doubles » recensés le long du Rhône au sud de Vienne. S'il n'apparaît pas que les points de débarquement ont engendré des structures très développées de part et d'autre du fleuve, le développement de « faubourgs-relais » sur une rive en regard d'un habitat groupé, témoigne de l'importance des relations transversales (Leveau 1999, 1-175).

■ ***Les communications terrestres***

Les voies terrestres sont attestées par les itinéraires antiques et l'épigraphie dans la plupart des cas. Toutefois, il n'apparaît pas judicieux de leur attribuer un tracé précis mais plutôt un faisceau que l'itinéraire a pu utiliser et dans lequel il a évolué au cours du temps, que ce soit avant la période gallo-romaine ou au delà.

Dans un premier temps, il faut souligner l'hétérogénéité et la disparité des données en notre possession. Les sources antiques signalent, sans le décrire pour autant, le réseau routier dit d'Agrippa, prenant naissance à Lyon. De même, les itinéraires permettent d'identifier les vallées empruntées par les axes traversant le massif Alpin et la frange orientale du Massif Central. Enfin, l'Ardèche et la vallée du Rhône en aval de Lyon sont relativement bien documentées par la découverte de nombreuses bornes milliaires sur les deux rives du Rhône et dans les vallées des massifs, témoignant de l'entretien des voies durant la période gallo-romaine.

Outre les tronçons de rue reconnus dans les chefs-lieux de cité, certains points de découvertes se situent dans le faisceau de possibilités d'un axe connu par les itinéraires antiques. Toutefois, on observe que l'essentiel des tronçons a été mis au jour dans des agglomérations ou à proximité et renseignent plus sur l'histoire du réseau routier à l'intérieur des bourgs antiques que des axes de communication régionaux. Il en est ainsi de la voie de Vienne à Grenoble, mentionnée sur la *Table de Peutinger* et la *Cosmographie de l'Anonyme de Ravenne*. Un milliaire, réutilisé dans l'église de Saint-Paul-d'Izeaux, probablement déplacé dans le massif des Chambarans, signale des travaux sur la voie au début du IVe siècle ap. J.-C. Deux points de découvertes peuvent être attribués à ce tracé, au hameau de Tourdan (Revel-Tourdan) et dans la ville de Moirans. Toutefois, ces tronçons, découverts au sein d'agglomérations antiques, s'ils peuvent être employés par le tracé supposé, documentent en premier lieu les aménagements urbains plutôt que le réseau régional.

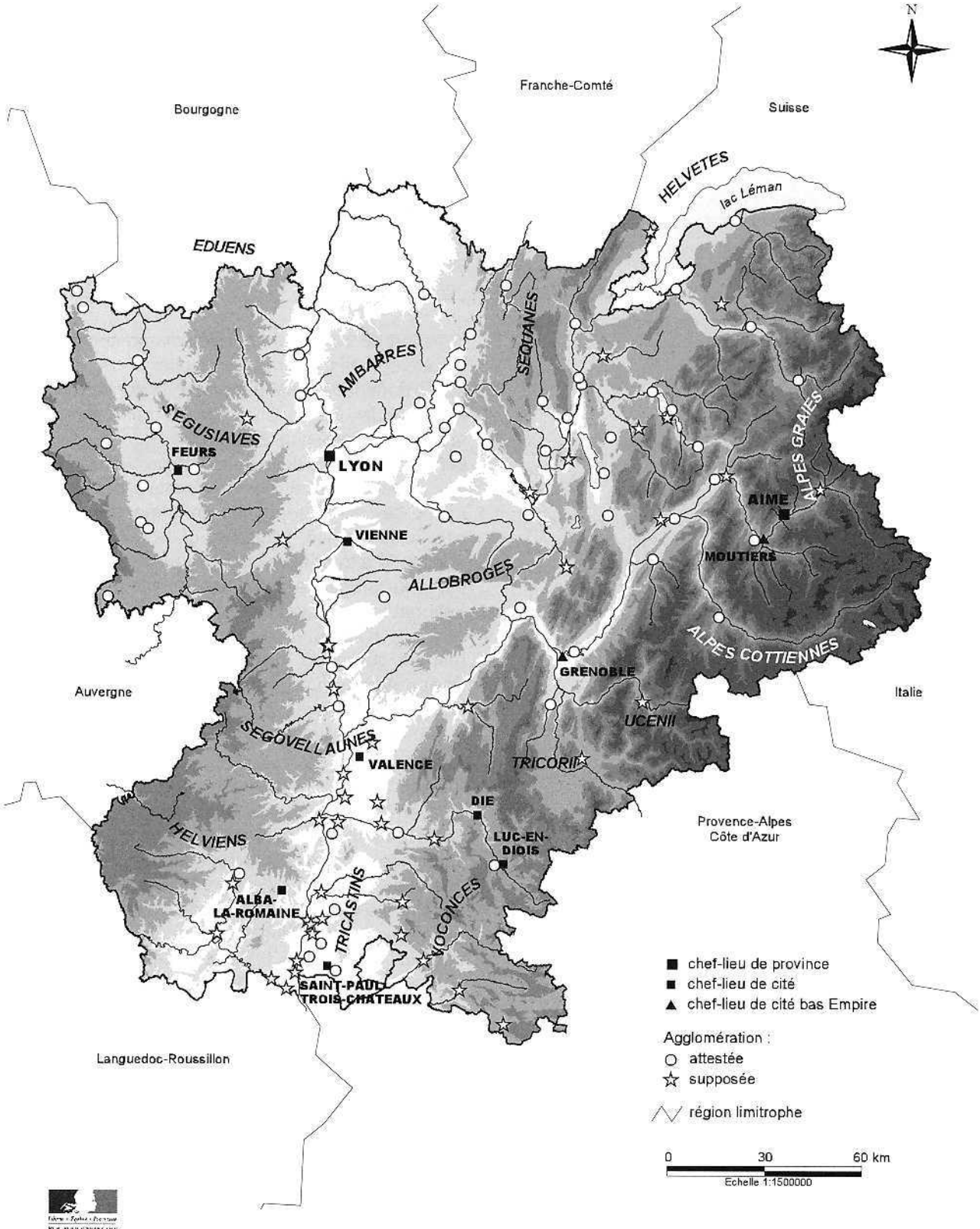
Dans un dernier temps, on observe que la majeure partie des tronçons ne correspondent pas aux axes supposés. Il faut probablement envisager que la pérennisation de certains tracés et leur utilisation encore de nos jours, ont rendu impossible la découverte d'une stratigraphie antique attestant le passage d'une voie. Cependant, ces découvertes documentent un réseau qu'il faut mettre en évidence. Ainsi, les travaux du TGV Méditerranée, à l'est de Valence, ont mis au jour différents tronçons, présentant des orientations divergentes les un des autres et appartenant chacun à des voies ou des chemins distincts. De même, on note la densité de découvertes de tronçons dans la boucle du Rhône que forme l'Isle Crémieu, attestant l'existence d'un réseau routier dont la structuration n'est pas documentée par les sources antiques.

Il ressort de ce constat que les dynamiques spatiales et chronologiques du réseau routier ainsi que son rôle structurant dans l'occupation du sol sont encore difficiles à apprécier. La question de l'appréhension des voies antiques est une question d'échelle de travail. Dans certains cas -comme celui de la cité de Vienne- l'échelle de la cité peut apparaître intéressant, la structuration territoriale de celle-ci reposant étroitement sur le débouché des voies alpines. Toutefois, cette échelle ne peut être appliquée à toutes les cités. Le cadre départemental qui est celui utilisé de façon systématique sur le territoire national dans les volumes de la *Carte Archéologique de la Gaule* n'apparaît pas être une échelle assez grande afin de saisir les grands axes structurant la région Rhône-Alpes d'une part et d'autre part il s'agit d'une échelle trop grande pour appréhender la structuration locale d'une micro-région.

Il s'agit alors de définir une nouvelle échelle de travail qui permettrait de poser la question de la structuration, de l'évolution et de la hiérarchisation d'un réseau routier. L'échelon micro-régional peut offrir un cadre de réflexion intéressant. En effet, à petite échelle, la destination finale d'un axe de circulation est de desservir des points de peuplement. De même, la hiérarchisation du réseau routier local n'est jamais figée et se détermine à un moment donné selon la nature et le statut des établissements desservis. A travers des cartes archéologiques bien documentées, l'archéologie a les moyens de renouveler la problématique de la voie et de l'apprécier de façon diachronique, en terme de réseau dynamique en liaison avec l'habitat antique.

Guillaume VARENNES

La région Rhône-Alpes, époque antique
Agglomérations secondaires



Préfecture de la région Rhône-Alpes
service régional de l'archéologie
14/09/2007 (Données Patriarche au 15/12/2004)

Fond cartographique issu de la BD CARTO®
©IGN - PARIS - Autorisation n° 50-7549
Reproduction interdite

Marie-Agnès
GAIDON-BUNUEL

Colette LAROCHE

Les agglomérations secondaires

■ *Limites des connaissances et critères de sélection*

Le bilan que nous proposons ne peut être comparé aux résultats d'une recherche exhaustive telle qu'elle a pu être menée sur les agglomérations secondaires dans d'autres régions françaises, telle la plus récente réalisée en Languedoc-Roussillon (Fiches 2002). Il s'agit d'une simple enquête menée dans des délais contraints, à partir d'une documentation lacunaire plutôt disparate et hétérogène. En 2005 tous les départements ne bénéficiaient pas d'une *Carte Archéologique de la Gaule* : celle de la Drôme date de 1957 et ne peut plus servir de base de travail (la nouvelle est en voie d'achèvement), celle de l'Isère est partielle, celle du Rhône est parue en 2007, celle de la Savoie date de 1994, celles de la Loire et de la Haute-Savoie datent respectivement de 1997 et de 1998.

On notera l'absence d'un programme collectif à l'échelle régionale, mais des études limitées à des territoires de cité : mémoires de maîtrises dans la cité de Vienne (Université de Grenoble, Mendès France, Université de Lyon, Lumière), ou à un département (*Cités et Monuments antiques de la Loire entre 1995 et 1997 d'O. Blin*). J.-C. Béal (Université Lyon Lumière), menant une recherche sur l'agglomération romaine de *Ludna* (Saint-Georges-de-Reneins – 69) a initié des études ponctuelles, notamment dans le département de la Drôme et a organisé un séminaire sur le sujet en 2004. La réflexion la plus récente dans la région sur le sujet est cependant celle que Philippe Leveau a exposé dans le dossier *Les agglomérations urbaines de la cité de Vienne* publié dans la *Revue Archéologique de Narbonnaise*, tome 38-39 (2005-2006), suite à une table-ronde organisée autour de l'exposition *Les Allobroges*. Dans ce dossier, il ressort qu'une analyse de la documentation par Maxence Segard dans le cadre de sa thèse sur les Alpes permet de faire émerger de nouveaux points de vue et de nouvelles interprétations sur deux agglomérations secondaires de la cité de Vienne : Aix-les-Bains et Faverges. Les données récentes, qui sont, pour la plupart d'entre elles, issues d'opérations d'archéologie préventive, principalement de diagnostics, n'ont pas encore été publiées et les informations livrées dans les *BSR* sont souvent très succinctes.

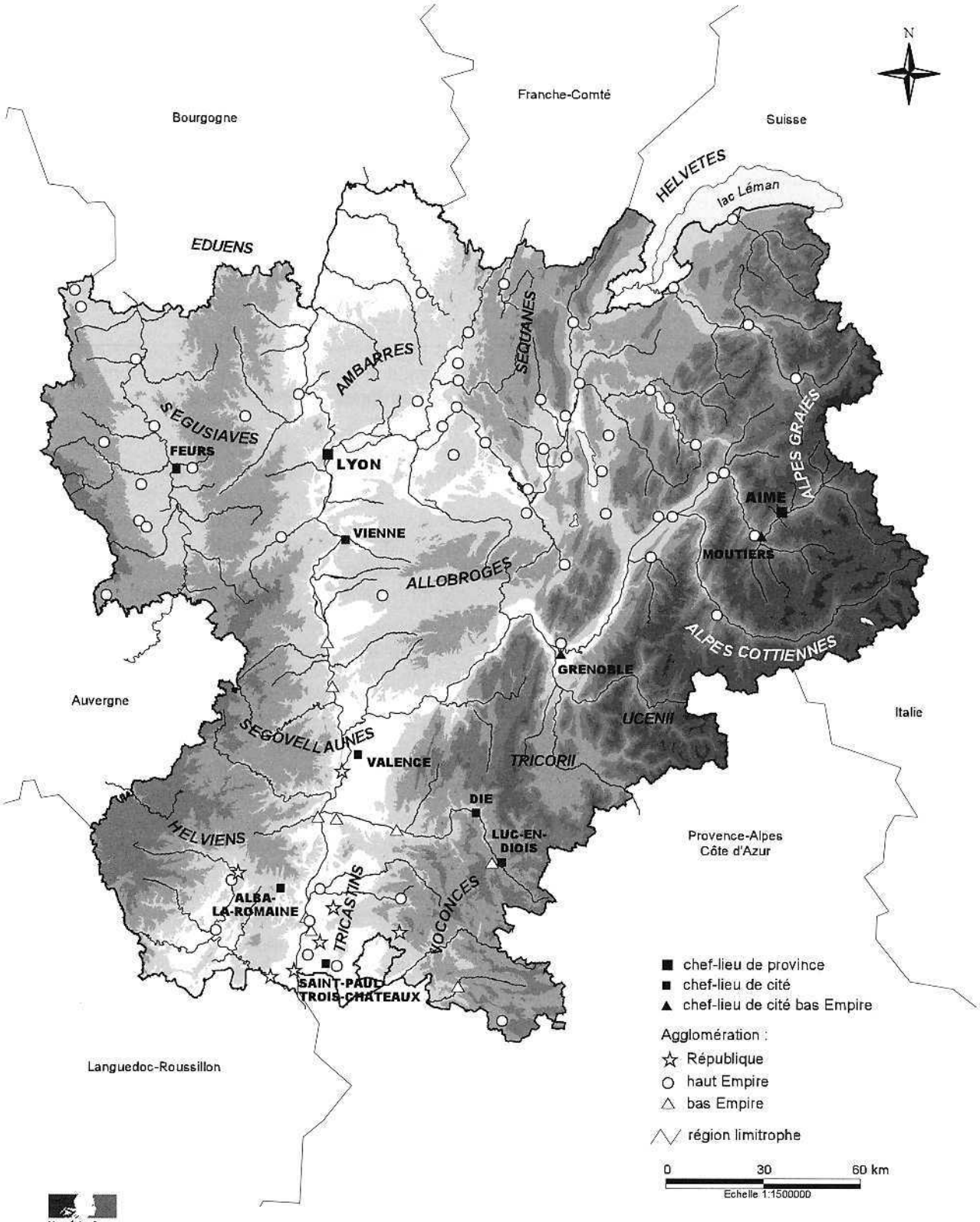
En Rhône-Alpes, l'archéologie urbaine représente un pourcentage important de l'archéologie préventive et les agglomérations sont pour beaucoup situées sous les villes actuelles et un peu en campagne. Dans les villes, l'évolution des connaissances est forcément dépendante du programme d'urbanisation mis en place par la municipalité. Nous remarquons que lorsque les grandes transformations urbaines ont eu lieu dans les années 70, le renouvellement des connaissances est ralenti faute de nouvelles opérations d'archéologie urbaine. Nous constatons cependant que la nouvelle politique en matière d'archéologie préventive a permis de réviser les « zonages de saisine archéologique » et notamment de les étendre. C'est ainsi que nous avons pu travailler sur les marges de certaines agglomérations secondaires de type urbain, comme Annecy ou Roanne permettant ainsi de mettre en relation le noyau urbain avec son environnement immédiat.

S'agissant d'un bilan des connaissances apportées par l'activité archéologique, nous avons augmenté le corpus des *vici* et des étapes routières issu des sources épigraphiques et des itinéraires (*Table de Peutinger*, *Itinéraire d'Antonin*, *Anonyme de Ravel*), de quelques agglomérations connues uniquement par l'archéologie. Cet inventaire comprend 104 agglomérations dont une soixantaine s'avère certaine. Elles sont réparties dans les différentes provinces romaines comme suit : 71 en Narbonnaise, 12 en Lyonnaise, 17 en Belgique, 2 en Aquitaine, 1 dans les Alpes Graies et 1 dans les Alpes Cottiennes. Parmi les 8 *vici* attestés par les sources écrites, 5 se situent dans la province de Narbonnaise et 3 dans celle de Gaule Belgique. Lorsque les découvertes de vestiges sont ponctuelles, il s'avère difficile d'établir une distinction entre une vaste *villa* et /ou un groupement de *villae* et une agglomération.

Les agglomérations secondaires n'ayant pour la plupart pas fait l'objet d'études récentes, il serait prétentieux de vouloir en établir une typologie. Cependant certains caractères peuvent être dégagés en fonction notamment des ensembles architecturaux spécifiques qui composent ces agglomérations ainsi que leur contexte environnant. Ainsi certaines agglomérations semblent s'organiser autour d'un sanctuaire (Moingt – *Aquae Segetae*, Salt en Donzy, Faverges, Passy...). D'autres pourraient avoir une fonction artisanale et commerciale affirmée comme Aoste, Roanne, Thonon. L'hypothèse d'agglomérations fonctionnant en double de part et d'autre de la vallée du Rhône pourrait s'appliquer à Andance et Andancette (Béal 2006). En Lyonnaise, on constate le cas d'agglomérations doubles, associant une agglomération résidentielle et une agglomération sanctuaire comme Saint-Romain-le-Puy et Moingt, Feurs et Salt-en-Donzy, La Pacaudière et Sail-les-Bains. Nous remarquons également la combinaison fréquente *villa*/agglomération (Faverges, Gilly-sur-Isère, Optevoz) Quelques agglomérations très urbaines comme Annecy présentent les caractéristiques d'un chef lieu de cité. En revanche certaines agglomérations situées au bord des voies principales pourraient être de simples étapes routières.

Nous avons choisi de présenter ici les agglomérations pour lesquelles nous disposions de documentation. Elles sont réparties par province et regroupées par département pour faciliter la lecture au regard des cartes. Ces notices exposent succinctement les principales

La région Rhône-Alpes, époque antique
Agglomérations secondaires par période



Préfecture de la région Rhône-Alpes
service régional de l'archéologie
14/09/2007 (Données Patriarche au 15/12/2004)

Fond cartographique issu de la BD CARTO®
© IGN - PARIS - Autorisation n° 50-7549
Reproduction interdite

caractéristiques et l'état d'avancement des recherches.

■ *Province de Narbonnaise*

Ruoms (07)

Le site est documenté de longue date par des découvertes ponctuelles dont trois bornes milliaires. Une série d'observations récentes montre la présence de vestiges antiques sous le chœur médiéval de la cité. En particulier on retiendra la découverte d'une pièce de bain pavé en *opus spicatum* sous l'église, celle de vestiges agricoles à la sortie de la ville (cuves de décantation à fonction viticole probable : Ferber 2001). Au nord de la ville, une tombe à incinération révèle peut être une zone de nécropole. En l'absence de plan d'ensemble ou de découverte d'aménagement collectif, en raison de la présence d'installations viticoles, l'hypothèse d'une agglomération semble encore bien ténue.

Zone de saisine archéologique

Mirabel (07)

Au quartier du Serre d'Enfer, l'étude architecturale de nombreux blocs en remploi a montré (Cossalter 1992) qu'il s'agissait d'un mausolée monumental. On ne s'inscrit donc nullement dans un contexte d'agglomération. Au lieu dit Montfleury, des découvertes de dédicaces sont complétées de prospections qui montrent un large épandage de *tegulae* et d'ossements. Une nécropole de bordure de voie est envisageable, peut être associée à un habitat. Aucune fouille ou sondage n'ont été réalisés sur ce site.

Soyons (07)

Le site de Soyons, inscrit sur une étroite terrasse entre le Rhône et la falaise (50 m environ), est connu par une demi douzaine d'observations très ponctuelles réalisées dans les années 90, qui décrivent un vaste mur nord/sud adossé à la falaise, long de 200 m environ, et quelques murs en retour à l'avant de cet ouvrage. Dans cet espace, en trois points au moins, au nord de cet ensemble, on retrouve des niveaux d'habitats assez riches (hypocauste) avec une stratigraphie complexe qui atteste d'une occupation longue, de la fin du Ier siècle av. J.-C. au IIIe siècle après. La nature de cette occupation reste douteuse, *villa* de bord de Rhône ou agglomération ?

Zone de saisine archéologique

Luc-en-Diois (26) – Lucus Augusti

Lucus Augusti, Municipium Vocontiorum apparaît ans les textes en 69 ap. J.-C. Située sur l'une des grandes routes transalpines reliant Valence à Gap par la vallée de la Drôme (un tronçon de voie a été reconnu aux Tourrettes), c'est la seconde capitale (charges sacerdotales) après Vaison (organes politiques) des Voconces. D'après Pline l'Ancien, le droit latin a été accordé à ces deux centres. A partir de la Conquête romaine, ce lieu s'est développé sous forme d'agglomération. A partir de 69, Die/*Dea Augusta* -qui deviendra le siège d'un évêché- supplante Luc comme capitale religieuse. Luc fait alors partie de ces agglomérations dites secondaires de la fin de l'époque antique qui sont soit réellement détruites, soit disparaissent de nos sources. Elle restera simple *mansio* sur la *Table de Peutinger*.

Dès le XVIIe siècle, des trouvailles attestent l'existence de cette agglomération et au XIXe, des travaux d'aménagement ont mis au jour des éléments de bâtiments. La ville antique, entre le Ier siècle av. J.-C. et le IIe siècle après, est plus étendue que l'agglomération actuelle qui a remployé de nombreux matériaux antiques : sarcophage servant de fontaine, inscription provenant d'un autel en remploi du IIe siècle ap. J.-C. Une importante zone archéologique est répertoriée au quartier de la Lauze (3 gisements). Dans celui des Tourrettes ont été trouvés (1977-1978) les vestiges de fours de tuilier et de bronzier, d'un aqueduc amenant les eaux de La Rochette et les restes d'une *villa* aux sols mosaïqués (Ier siècle av. J.-C.). Dans le site de la colline aux Genets une stratigraphie a livré en 1992 des niveaux du Néolithique (fosse chasséenne), Campaniforme, âge du Bronze final et gallo-romain. Au champs du Clos, des vestiges d'habitat (mortier de tuileau, fragments d'enduits rouges, céramiques communes, fragments de marbres de revêtement...) et d'éléments de décors (tambours de colonnes cannelées, fragments d'entablement décoré, moulures, frises et décors sculptés, chapiteaux et une statue d'orateur en marbre...) furent mis au jour. Ils prouvent la qualité des vestiges (quatre phases d'occupation se sont succédé du Ier aux IVe-VIIe siècles ; existence d'un temple ?) dans lesquels une nécropole médiévale s'est installée dès l'Antiquité tardive à proximité de l'ancienne église Sainte-Marie. Au Ve siècle, un ou plusieurs grands bâtiments sont encore en fonction.

Zone de saisine archéologique

Montélimar (26) – Acusio

Acusio Colonia est citée par Ptolémée dans la seconde moitié du IIe siècle ap. J.-C., dans le territoire des Cavares. Strabon place *Acusio* à mi-chemin entre Avignon et Orange. Portée sur l'*Itinéraire de Bordeaux à Jérusalem* et sur la *Table de Peutinger*, *Acunum*, qui a pu être un *vicus*, est ensuite rattachée à la colonie de Valence. Pour Cl. Boisse, la région de l'actuelle agglomération de Montélimar (pays des *Segovellaunes*) était le siège de deux capitales politiques et d'un centre religieux : l'*oppidum* de Géry (le Dourion mentionné par Strabon ?) entre Roubion et Jabron, l'*oppidum* du Bois du Lion qui vient en appui et l'éperon barré de Narbonne (*oppidum* protohistorique).

La ville de Montélimar, dans la moyenne vallée du Rhône, est située au confluent du Roubion et du Jabron à quelques kilomètres de l'actuel cours du fleuve. Elle

s'est développée le long de la voie dite d'Agrippa -dont le tracé, au moins entre Le Logis-de-Berre (*Novem Craris*) et Montélimar pourrait être protohistorique- et au pied du plateau de Narbonne qui porte le château des Adhémar, où des éléments relevant d'un *oppidum* protohistorique ont été identifiés. Le territoire de la ville de Montélimar ayant peu fait l'objet de recherches, il reste impossible de cerner les limites et la nature même de l'agglomération antique. Le matériel recueilli montre l'existence d'une occupation dès le Ier siècle de notre ère. La construction d'une galerie vers la collégiale Sainte-Croix (années 60) a livré un lot de céramiques attestant une occupation entre le IIe siècle av. J.-C. et le Ier ap. J.-C.

Une occupation antique est également attestée sur le plateau de Narbonne. Des traces de cadastration antique ont été repérées dans la plaine. Les coteaux environnant la ville actuelle livrent régulièrement les vestiges d'une occupation sous forme de *villae* « suburbaines ». Un ensemble thermal monumental est situé dans le secteur des Catalins.

Zone de saisine archéologique

Tain-l'Hermitage (26) – Tegna

Tain-l'Hermitage, sur la rive gauche du Rhône, passe pour être le site de *Tegna* mentionné dans les itinéraires routiers du IVe siècle et la *Table de Peutinger*. Le site de Tain s'est développé dans un défilé du Rhône moyen qui s'est ici enfoncé dans les roches granitiques du Massif Central. Le fleuve est dominé par la Pierre-Aiguille, l'un des plus beaux belvédères de la vallée du Rhône et le piton rocheux de Tournon au sud du confluent du Doux et du Rhône. Le fleuve forme un méandre dont le tracé ancien est recouvert du côté ardéchois par la basse ville et les quartiers récents de Tournon.

De fondation allobroge, l'agglomération se situe aux confins du pays allobroge et de la cité de Vienne. Aucune fouille d'envergure, hormis les sondages réalisés par F. Vaireaux et P. Réthoré prés de l'église, n'a permis de vérifier la nature des vestiges. L'agglomération antique, au bord de la voie d'Agrippa qui devait arriver par le nord au pied du coteau de l'Ermitage, se situerait entre la base du coteau et les rives du Rhône et, semble-t-il se développerait plus à l'est que la ville actuelle et la RN 7. On trouve notamment de nombreux remplois et des substructions antiques dans la Grand'Rue qui reprend l'orientation d'un *cardo* du 3e cadastre antique de la cité de Valence et des traces d'un habitat daté de la fin du VIe siècle, qui succède après un hiatus à une occupation de l'âge du Bronze dans l'îlot Breysse-Michelon (fouilles 1993-1994).

Installées face à face, les villes de Tain et de Tournon pourraient être l'un des "sites doubles" de la vallée du Rhône. Les vestiges du côté ardéchois (zones funéraires, habitat....) sont dans l'état actuel trop ténus pour trancher : site double ou faubourg sur la rive droite ?

Des inscriptions ont été découvertes au XIXe siècle à proximité de la chapelle de l'Ermitage. Cette colline qui domine comme à Vienne le méandre du fleuve passe pour avoir soutenu l'aire sacrée de la ville antique. Des structures (fouilles en 1963) ont été identifiées comme pouvant appartenir à des substructions cultuelles : terrasses en grand appareil, rampes d'accès, nécropoles (mausolée, sarcophages...). A la limite des communes de Tain et de Mercurol, les vestiges d'une nécropole à inhumations ont été mis au jour (1966). Ces différents secteurs funéraires laissent à penser que la voie antique passait sur le coteau, légèrement plus haut que l'actuelle RN 7. Le long de la voie d'Agrippa, aux Diognères ont été trouvées les substructions d'une *villa* gallo-romaine.

Zone de saisine archéologique

Sainte-Jalle (26)

Le territoire de cette agglomération est traversé par une voie antique. Des niveaux d'occupation étaient attestés à Champourceau, près de la chapelle Sainte-Anastase et à l'Estang. De nombreuses inscriptions ou dédicaces avaient été trouvées en réemploi. En 1999, lors de travaux sur l'église sept autels votifs qui mentionnent des dieux locaux (*Baginatiae, Baginus*), éponymes du *pagus* voconce *Baginensis* ont été mis au jour. Ils pourraient provenir de mausolées des IIe-IIIe siècles et appartiennent à une vaste nécropole qui se développe au lieu dit Peysier.

Zone de saisine archéologique

Aoste (38) – Augustum (vicus)

La littérature archéologique présente l'agglomération antique d'Aoste comme une petite agglomération secondaire de 4 ou 5 hectares maximum crée par Auguste, qui se serait développée autour d'un carrefour routier et d'un important centre de production de céramiques situé sous le bourg actuel. Suite au programme de prospections menées par S. Bleu, B. Helly propose une autre forme à cette agglomération. Une nouvelle analyse des données archéologiques montre que l'ensemble de ces vestiges correspond en fait principalement à des nécropoles et ateliers de céramiques, installations plutôt caractéristiques de la périphérie d'un centre urbain que l'on recherche maintenant sur les rives de l'ancien cours du Rhône. En effet, dès 1986, J.-P. Bravard avait localisé l'ancien cours du fleuve au sud de la butte des Avenières. L'ancien lit a été totalement identifié et relevé. Des prospections menées depuis plusieurs années ont justement montré dans ce secteur la présence de concentrations évidentes de céramiques et de murs attestant d'autres vestiges dans la plaine alluviale. L'analyse spatiale réalisée à partir de photographies aériennes dans le cadre du PCR dirigée par J.-F. Berger, a aussi révélé une organisation parcellaire complexe que des sondages ont permis de dater pour partie de l'époque romaine, ainsi qu'un ancien bras du Guiers qui passait à la fin du Ier siècle av. J.-C. juste au nord du bourg actuel, bras colmaté par une zone de

nécropole du Ier siècle ap. J.-C.

Ainsi, l'agglomération antique d'*Augustum* prend maintenant une autre dimension et retrouve une liaison avec le fleuve trop souvent oubliée. Le site n'est pas encore totalement appréhendé, mais la restitution de l'ancienne plaine alluviale à partir des différents sondages archéologiques et des observations paléo-environnementales va permettre de cerner de plus en plus précisément la topographie cette agglomération.

Zone de saisine archéologique

Optevoz (38)

L'agglomération antique d'Optevoz était installée le long d'une voie secondaire qui traverse le massif de l'Isle Crémieu surplombant le Rhône et se raccorde à la voie d'Italie. Des vestiges, répartis sur une longueur de 500 m et une largeur oscillant de 250 à 400 m paraissent s'organiser en deux pôles dont la spécificité nous échappe. Aucun monument public n'est connu.

L'occupation est attestée entre le Ier siècle av. J.-C. et le IVe siècle ap. J.-C. Les sondages et les prospections suggèrent que cette agglomération regroupait plusieurs forges ainsi que des exploitations agricoles peut être étroitement assujetties à une importante *villa* implantée à proximité immédiate.

Zone de saisine archéologique

Moirans (38) – Morginnum

Simple *statio* sur la voie de Vienne vers l'Italie via Grenoble, on ne connaissait de cette agglomération qu'une voie, une nécropole au quartier Saint-Jacques-Champlong et des inscriptions funéraires ou votives en réemploi dans l'église Saint-Pierre. Les fouilles récentes ont mis en exergue les vestiges d'une riche *domus* à péristyle du Haut-Empire et d'une voie orientée NO/SE ; elles ont aussi permis de préciser l'organisation et la durée d'occupation de la nécropole de Champlong (IIIe-IVe siècles) sans toutefois cerner l'extension de l'agglomération.

Zone de saisine archéologique

Varces (38)

Une voie bordée d'un ensemble de constructions dont un bâtiment à trois nefs, un sanctuaire et un habitat organisé autour d'une cour sont autant d'éléments récemment découverts qui attesteraient la présence d'une agglomération assez lâche plutôt qu'une *villa*, avec une forte densité de vestiges entre Pont-de-Claix et Vif.

Zone de saisine archéologique prévue

Bourgoin (38) – Bergusium

Cette agglomération figurant sur la *Table de Peutinger* suit une disposition classique de forme rectangulaire avec quatre portes principales dont le *forum* serait situé sous les halles actuelles mais reste très mal connue. Quelques *villae* sont connues aux abords (La Grive, le Gâ, Pierre Louve). Sur une butte en plein cœur du marais fut édifié un sanctuaire. Une nécropole, datée en 1971 de la période médiévale, aurait en fait fonctionné entre les Ve et VIIe siècles (Colardelle 1983). Les rares interventions n'ont pas permis d'en préciser le potentiel. Les relevés dont on dispose montrent que le site s'inscrirait dans un carré de 400 m de côté et définirait ainsi une petite station routière de 2 ha. Toutefois, il faut nuancer cette approche. Un mémoire de maîtrise récent (Berthier 2002) permet une nouvelle approche de la question ; il y est recensé 45 sites d'époque romaine dans le secteur du marais de Bourgoin-Jallieu. L'approche hydrologique du secteur met en exergue une complexité des réseaux, résultant d'une évolution encore mal cernée. Un PCR sur les relations de l'homme et son milieu dans l'Isle Crémieu devrait permettre d'affiner les recherches.

Zone de saisine archéologique

Grenoble (38) – Cularo

Grenoble, siège du quarantième des Gaules, s'étend sur une superficie de 15 hectares qui paraît sous estimée aux marges de la cité des Allobroges. Elle jouait un rôle important sur la route reliant Vienne à l'Italie par le col de Mont Genèvre et apparaît sur la *Table de Peutinger*. Sa localisation entre rive gauche et rive droite n'est pas tranchée. Quelques vestiges d'habitat ont été fouillés sous l'ancienne halle en 1998 et s'ajoutent aux traces déjà aperçues en différents endroits de la ville (sols en *terrazzo*, mosaïques, peintures murales, décors de marbre, bassin...). De cette agglomération, on connaît bien maintenant l'enceinte tardive et un baptistère paléochrétien qui témoignent de son accession au rang de chef lieu de cité au IIIe siècle puis d'évêché. A la fin du IVe siècle, Grenoble abrite un cantonnement de troupes permanent : la *cohors prima Flavia Sabaudiae*. Toutefois, aucun plan ne se dégage encore. Les sources textuelles et épigraphiques sont cependant nombreuses. Un axe de recherche récent imagine une occupation de l'Ile Verte dès l'époque gauloise qui serait dans le prolongement direct de la porte *Herculea*, qui ouvre sur un *cardo* de la ville. Les vestiges pourraient être enfouis profondément comme le démontre les découvertes récentes effectuées en rive droite.

Zone de saisine archéologique

Revel-Tourdan (38) – Turedonnum

Turedonnum apparaît sur la *Table de Peutinger* et dans la *Cosmographie de l'Anonyme de Ravenne*, sur la voie de Vienne à Grenoble, première étape à la sortie du

chef-lieu de cité. L'identification de *Turedonnum* avec le site situé au hameau de Tourdan, implanté sur une terrasse fluvio-galciaire de la plaine de la Valloire et reconnu depuis le XIXe siècle par des découvertes ponctuelles, a longtemps été débattue. Les sondages effectués de 1972 à 1980 ont permis de repérer des structures s'étendant sur plusieurs dizaines d'hectares.

Les prospections, sondages et diagnostics archéologiques menés depuis 2003 ont permis de cerner l'extension maximale de l'agglomération sur une superficie supérieure à quarante hectares. Deux pôles semblent structurer l'habitat à l'ouest, autour de la RD 538 et à l'est du hameau actuel. Toutefois, cette vision est probablement un effet de source, une grande partie du hameau de Tourdan restant inaccessible à la prospection pédestre.

La structuration interne de l'agglomération est peu connue. Les sondages et prospections aériennes ont permis de mettre en évidence deux axes routiers. Les données issues des diagnostics récents et des photographies aériennes permettent d'envisager l'existence de monuments publics, dont le faible recueil épigraphique semble témoigner. A l'extrémité orientale de l'agglomération, un possible *fanum* a été repéré en prospection aérienne alors qu'à l'ouest de puissantes fondations ont été dégagées. L'habitat et les fonctions artisanales peuvent être appréciés seulement à partir des fouilles anciennes et des prospections récentes. Une métallurgie du fer est probable et une activité potière peut être envisagée même si les arguments restent faibles. Seule une inscription funéraire est connue, découverte dans un tas d'épierrement elle ne permet pas de localiser les nécropoles qui restent inconnues.

L'habitat ne semble pas remonter au delà de la fin du IIe ou au début du Ier siècle av. J.-C. Seules des découvertes ponctuelles et quelques structures interceptées en sondage permettent de cerner une occupation républicaine s'étendant probablement sur plusieurs hectares. L'établissement semble s'organiser déjà à partir d'un carrefour routier formé d'une voie nord-sud provenant de Vienne et d'un axe est-ouest suivant la plaine de la Valloire en direction du Rhône. Avec le changement d'ère et au début du Ier siècle ap. J.-C. l'habitat assume son extension maximale. Les prospections permettent de supposer que cette assiette est respectée jusqu'au IIIe siècle au moins. Au cours des IVe et Ve siècles, certains secteurs semblent abandonnés, dont la zone orientale du possible *fanum*. Toutefois, l'essentiel des secteurs occupés précédemment livrent encore du mobilier pour cette période.

Du Ier au IVe siècle ap. J.-C., l'habitat proche de l'agglomération se compose d'établissements modestes et de petites superficies qui ne semblent pas perdurer au delà. Les premières *villae* envisagées se situent à 3 km environ au pied de la terrasse.

Si la superficie occupée est difficilement discernable pour l'Antiquité tardive et le très haut Moyen Âge, celle-ci semble encore importante, de l'ordre de plusieurs hectares. Des inscriptions paléochrétiennes datées du VIe siècle ont été découvertes au XIXe siècle. Si la localisation de ces découvertes à proximité de l'église Sainte-Marie datée du XIe siècle. est contredite par certains auteurs, un cimetière probablement des VIIe et VIIIe siècles découvert au lieu-dit Champ-Martin (anciennement Saint-Martin), à proximité d'un possible monument antique, semble attester la présence d'un lieu de culte chrétien. Enfin, dans la première moitié du Xe siècle la *villa Tordionacus* est donnée à l'abbaye de Cluny.

Zone de saisine archéologique

Aix-les-Bains (73) – Aquae (vicus)

Les vestiges antiques d'Aix-les-Bains sont connus de longue date et ont fait l'objet d'études dès le XVIIe siècle. Les thermes gallo-romains ont été fouillés vers 1935 lors de la construction du bâtiment principal par Pétriaux. C'est avec la fouille du parking souterrain de la place Maurice-Mollard (Canal, 1988-1989) qu'ont été obtenus les premiers éléments stratigraphiques. Combinés avec l'établissement d'une chronologie relative des thermes par l'analyse des vestiges conservés (Canal, 1990-1997), ils permettent de proposer un schéma de l'évolution du centre monumental antique dont l'environnement a été entraperçu en 1996, au cours de deux opérations de sauvetage (Rémy, rue du Casino et Ode, Lalaï, Roussel, parking des Thermes).

La zone littorale du lac du Bourget a connu une forte occupation durant la Préhistoire mais la plus ancienne implantation identifiée à terre, dans le centre ville actuel, est un ensemble d'enclos et de constructions légères de la Tène finale, probablement liée à la proximité de la source thermale.

Aix-les-Bains tire en effet son nom d'*Aquae* et sa prospérité des sources thermales qui font l'objet d'un culte ; le site des thermes a livré deux inscriptions votives au dieu Borvo. *Aquae* est désignée explicitement en tant que *vicus* par l'épigraphie. Les inscriptions attestent également l'existence d'une hiérarchie sociale, avec la mention des *possessores*, et d'une magistrature locale avec les *decemlecti*, pouvant laisser supposer une relative importance de la ville ou, du moins, de son territoire.

Au début du Ier siècle, l'habitat laténien est remplacé par un édifice polygonal dont on ignore la fonction (cultuelle ?). Un peu plus tard dans le Ier siècle, un premier ensemble thermal comportant plusieurs piscines est aménagé autour de la source. Edifié au début du IIe siècle, le centre monumental de la ville antique s'ordonne en terrasses artificielles autour de deux édifices majeurs, le complexe thermal et un temple classique appelé abusivement « de Diane ». Il comprend l'arc de Campanus - vraisemblablement honorifique. Dans ce deuxième état, la dimension monumentale des thermes est affirmée par l'extension du complexe et l'importance

donnée au décor, avec des placages de marbre généralisés et le traitement en nymphée d'une piscine au moins. Au cours du IIIe siècle, la zone qui environne le temple est remblayée d'environ 3 m, peut-être à la suite d'une coulée de boues torrentielles qui aurait détruit partiellement les thermes en amont. Le IVe siècle est marqué par une remise en service du complexe thermal et la création d'un habitat sur une terrasse en amont des thermes. Plus tard, vers le Ve siècle, le temple paraît avoir été incorporé dans un édifice monumental de l'Antiquité tardive dont la fonction n'a pas été déterminée (église paléochrétienne ?). Dans le même secteur ont été identifiés un petit bâtiment recouvert par des foyers du milieu du Ve siècle et une nécropole fonctionnant du Ve au Xe siècle. Au IXe siècle, Aix est une *villa* royale et ce statut a probablement assuré la pérennité de l'ancien temple, sous la forme d'une église ou d'une salle palatine (*aula*).

L'épigraphie antique mentionne l'existence d'un bois sacré et d'un vignoble, offerts par les magistrats d'Aix afin de célébrer des jeux pour le salut d'Auguste, ainsi que d'un marché et d'un parc à bestiaux. On ignore leur emplacement exact mais ils pourraient se trouver au sud du centre monumental. De même, aucune trace de l'atelier de terre cuite offert à la ville par les mêmes magistrats n'a été identifiée. La seule nécropole gallo-romaine, identifiée avec certitude, se trouve à 200 m environ au nord du centre monumental. Il faut enfin se poser la question d'un éventuel port antique, en rappelant que le lac du Bourget est relié au Rhône par un canal naturel. On ne possède aucun indice de l'existence d'un tel port, mais l'embouchure du Sierroz où se trouvait le port médiéval se caractérise par des dépôts alluvionnaires particulièrement importants qui peuvent en masquer les vestiges. A partir d'une relecture des monuments, P. Leveau et M. Segard (Leveau, Remy, Canal, Segard 2006) contestent le caractère urbain de l'agglomération et la rapproche des agglomérations plus rurales, les deux monuments (arc et temple) sont alors réinterprétés comme «temple-tombeau» en attribuant une fonction funéraire à l'arc de Campanus. Les thermes seraient alors non pas inclus dans l'agglomération mais « juxtaposés ».

Zone de saisine archéologique

Albens (73) – Albinum (vicus)

Albinum est un *vicus* cité par deux inscriptions antiques qui a livré de nombreux vestiges dispersés et se trouve sur un carrefour de la voie secondaire reliant Aix-Les-Bains à Seyssel et rejoignant l'itinéraire principal de Vienne à Genève. En 1981, P. Broise propose de restituer une agglomération constituée de deux ensembles : Les Coutres (15 ha) et La Ville, un quartier clos de 3 ha isolé dans les marais. En réalité, ce dernier site correspond à une ville nouvelle fondée vers 1296 par le comte de Savoie. L'agglomération antique s'étend sur la colline des Coutres, dominant le cours de la Deysse, et semble occuper une vingtaine d'hectares. On ignore tout de son organisation spatiale. L'épigraphie mentionne pourtant l'édification d'un aqueduc, de thermes, d'une palestre et d'un portique par un riche propriétaire d'Albens, C. Sennius Sabinus, notable de la cité de Vienne. L'agglomération perdure au haut Moyen Âge, comme l'attestent de nombreuses sépultures et l'existence d'un atelier monétaire mérovingien.

La seule opération récente est l'évaluation de la ZAC des Chaudannes (printemps 1997) qui a livré une zone bâtie traversée par une voie empierrée suivant la rive d'un bras de l'Albenche, en bordure du marais, et une nécropole du haut Moyen Âge.

Zone de saisine archéologique

Annecy (74) – Boutae ou ad Boutas (vicus)

L'agglomération s'est installée au carrefour de trois voies menant au sud vers l'Italie par le col du Petit-Saint-Bernard, à l'ouest vers le chef-lieu de cité, Vienne, et au nord en direction de la Germanie par Genève et le plateau suisse. Elle occupe vingt cinq à trente hectares dans la plaine des Fins sur une légère proéminence protégée des crues du Fier et éloignée des rives du lac. Un quartier portuaire s'est développé de part et d'autre du Thiou. Le premier plan de la ville établi par Louis Revon et Charles Marteaux en 1913 a été ensuite complété par Pierre Broise jusqu'en 1978. Les fouilles effectuées pendant les dix années suivantes ont fourni une documentation qui n'a pas encore été exploitée dans sa totalité. Les structures relevées au fur et à mesure des découvertes n'ont pas toujours pu être interprétées mais elles fournissent un ensemble de données organisées qui permettent de reconnaître une trame urbaine. C'est ainsi qu'apparaissent nettement deux orientations différentes calquées, semble-t-il, sur celles des voies principales ; l'existence d'un décalage chronologique entre ces deux orientations est encore peu probant. Les niveaux les plus anciens qui pourraient être les premiers témoins de la romanisation en Narbonnaise ont été atteints à plusieurs reprises lors de fouilles récentes : ce sont des structures sur solin de bois construites dans les limons et associées à des sols en terre battue. C'est au cours de la deuxième moitié du Ier siècle après J.-C. que *Boutae* connaît un développement important et que sont construits les principaux bâtiments publics qui parent la ville des atours dignes d'un chef lieu de cité : *forum*, basilique (?), théâtre, un sanctuaire consacré à Mercure. L'activité économique est dense comme en témoigne la diversité de l'artisanat attesté : la métallurgie (orfèvre, fabricant de fibules, forgerons), la poterie, la verrerie, la tabletterie, la taille de pierre, la boucherie avec une spécialité locale de viande fumée, la boulangerie et autres artisanats alimentaires.

Les fouilles les plus récentes ont porté sur le quartier des sanctuaires et sur des structures artisanales ; elles ont également permis d'aborder les marges orientales de la ville romaine, jusqu'alors ignorées. Dans l'ensemble, les structures mises en évidence s'intègrent aux deux orientations urbaines convenues ; il semblerait cependant qu'une troisième orientation se dessine,

notamment dans le secteur marginal de la ville où certains fossés suivent un axe non reconnu jusqu'à présent mais qui finalement se raccorderait à quelques murs ou bâtiments isolés qui avaient été exclus des trames existantes. La confrontation des différents résultats permet de proposer de nouvelles hypothèses quant à l'évolution chronologique de la ville.

La ville médiévale s'est développée en contrebas du château recouvrant uniquement le quartier du port antique.

Zone de saisine archéologique

Faverges – Casuaria (74)

L'agglomération romaine de Faverges se concentre dans le quartier actuel de Viuz, au nord de la commune. Définie comme *mansio* dans l'*Itinéraire d'Antonin* sur la voie impériale menant d'Italie à Genève par le col du Petit-Saint-Bernard, cette agglomération s'est développée autour d'un sanctuaire consacré en partie à Jupiter *Poenninus*, protecteur des Alpes. Elle se situe en limite de la Province de Narbonnaise et des Alpes Graies. L'organisation de l'agglomération est encore peu connue. Seuls le sanctuaire et un bâtiment public ont été fouillés jusqu'à présent.

Les fouilles qui ont été réalisées sur le vaste établissement romain du Thovey situé au sud de la commune ont montré une occupation du Ier au IIIe siècle ; le sanctuaire de Viuz est abandonné au début du Ve siècle. Au VIe siècle, un premier sanctuaire chrétien est aménagé dans un bâtiment romain qui sera par la suite érigé en paroisse (église actuelle de Viuz).

Zone de saisine archéologique

Thonon-les-Bains (74)

L'agglomération se construit sur une terrasse supérieure d'origine glaciaire dominant le lac ainsi que sur les terrasses inférieures d'origine lacustre, plus proches du rivage avec un aménagement portuaire supposé. Située sur la voie reliant Genève à l'Italie en passant par le Valais (Col du Grand-Saint-Bernard), cette petite ville commerciale est principalement connue pour son artisanat céramique qui prend de l'importance dès la fin du IIe siècle ap. J.-C. et au cours du IIIe siècle. Malgré de nombreuses découvertes effectuées au moment de la restructuration urbaine entre 1967 et 1976, aucun plan d'ensemble ne peut être proposé.

Zone de saisine archéologique

Passy (74)

Une petite agglomération a pu se développer autour d'un sanctuaire dédié à Mars situé aux confins de la Province de Narbonnaise à la frontière avec les Alpes Graies. Cependant, seul un temple et un ensemble de bâtiments construits en contrebas sur la pente ont été repérés. Le mobilier céramique issu des fouilles récentes a permis d'établir une datation comprise entre le Ier et le IIIe siècle.

Zone de saisine archéologique

Thiez (74)

L'agglomération est située en bordure d'une voie secondaire menant au col du Grand-Saint-Bernard, empruntant la vallée de l'Arve, à l'écart des crues. Les découvertes effectuées au cours de l'urbanisation du quartier des Avullions laissent deviner une occupation étirée qui pourrait couvrir environ 6 ha. Les structures mises au jour lors de fouilles récentes (voies, installations domestiques et artisanales) confirment l'hypothèse d'une agglomération dont la première trame (voie) pourrait dater de la moitié du Ier siècle avant J.-C. ; elle semble être abandonnée au cours du IIIe siècle.

Zone de saisine archéologique

Annemasse – Adnamatia (74)

L'agglomération d'*Adnamatia* se situe au contact de la vallée de l'Arve avec le bassin lémanique, à un carrefour de plusieurs voies secondaires.

La plupart des découvertes anciennes mentionnaient uniquement du mobilier, des inscriptions et l'on supputait la présence d'un temple à l'emplacement de l'ancienne église Saint-André. Les fouilles réalisées depuis 1989 ont permis de concrétiser cette agglomération en lui attribuant une organisation et une chronologie. Bien que le réseau viaire soit très lacunaire, les structures sont à peu près orientées nord/sud ; elles se répartissent de chaque côté d'un ruisseau qui semble avoir été comblé au cours de la période romaine. Les premières occupations sont attestées dés l'époque augustéenne et les derniers bâtiments à être abandonnés sont les thermes publics (?) au cours du IVe siècle.

Zone de saisine archéologique

Menthon-Saint-Bernard (74)

De cette agglomération située en rive droite du lac d'Annecy, seuls les bâtiments en lien avec l'exploitation de la source ont été identifiés et fouillés récemment : un vaste établissement thermal, le captage de la source surmonté d'un édicule (sanctuaire ?).

Zone de saisine archéologique

Seyssel – Condate (74)

La *mansio* de *Condate* est mentionnée sur la *Carte de Peutinger*. Cette agglomération située sur la rive gauche du Rhône, à sa confluence avec le Fier, constituait une étape pour le transport fluvial en provenance de Lyon ;

à partir de Seyssel le fleuve cessant d'être navigable sur plusieurs kilomètres, le trafic commercial devait emprunter un itinéraire routier. Un quartier commercial avec des entrepôts, des thermes et des habitations s'est développé en bordure immédiate du Rhône ; il était dominé par un sanctuaire installé sur un plateau de la Montagne des Princes, à l'emplacement du hameau actuel de Vens.

Zone de saisine archéologique

■ *Province de Gaule Belgique*

Vieu (01) – Venetoni magus (o)(vicus)

De ce *vicus* seul un centre monumental en activité de la fin du Haut-Empire au Bas-Empire, situé dans le village actuel, est connu par les fouilles anciennes (*mithraeum* ? thermes, aqueduc et inscriptions). Des sondages en 1993 ont permis de préciser la chronologie et notamment de reconnaître une première occupation dès l'époque augustéenne. Il semblerait que les quartiers d'habitations et les activités artisanales soient à rechercher ailleurs que dans le village actuel.

Zone de saisine archéologique

Briord (01) – Briorate (vicus)

Des inscriptions, l'importante nécropole des Plantées et de nombreux indices d'occupation témoignent de la présence de cette agglomération située sur les berges du Rhône depuis le premier siècle, le long de la voie qui emprunte la vallée. Cependant aucune fouille récente n'a permis d'en comprendre l'organisation.

Zone de saisine archéologique

Belley (01) – Vicani Bellicenses (vicus)

L'occupation antique apparaît au cours de découvertes isolées : bases de colonnes, céramiques en remblai. Aucune intervention récente depuis 1994 n'est venue compléter ces données. Cette agglomération est cependant au cours du haut Moyen Âge un siège épiscopal étroitement lié à Vienne.

Zone de saisine archéologique

Meximieux (01)

Les fouilles récentes réalisées en centre ville ont révélé une organisation de l'agglomération jusqu'alors imperceptible ainsi que des éléments de chronologie. A une première occupation au début du Ier siècle après J.-C. succède dès la fin de ce siècle la construction d'une voie orientée nord-sud qui va structurer le quartier et en favoriser le développement dès le début du IIe siècle par l'implantation d'une habitation et d'un édifice monumental.

Zone de saisine archéologique

Lagnieu (01)

Située en bordure du Rhône et au débouché de la voie qui longe le Bugey, l'agglomération n'est attestée que par des découvertes isolées qui ne permettent pas de percevoir une quelconque organisation. Les dernières fouilles effectuées sur la commune ont révélé des structures qui semblent plutôt appartenir à une *villa* à caractère agricole.

Zone de saisine archéologique

Izernore (01)

Vico au VIe siècle, d'après l'auteur anonyme de la *Vie des Pères du Jura*, agglomération de moyenne montagne du pays Séquane, Izernore semble avoir un rôle cultuel important (temples, thermes publics) dans le territoire environnant et par là même une activité de marché comme pourraient le suggérer les boutiques construites en façade des habitations. Les fouilles récentes ont confirmé la présence de structures d'habitat datées du Ier au IIIe siècle.

Zone de saisine archéologique

Saint-Vulbas (01)

Cette agglomération en limites des pays Allobroge et Séquane est considérée comme un relais fluvial à cause de sa position sur les berges du Rhône. Les découvertes anciennes suggèrent l'existence d'une architecture monumentale (temple, thermes publics...) et de structures domestiques. Les prospections avaient mis en évidence des indices d'occupation sur une superficie d'une cinquantaine d'hectares incluant le quartier des Sétives qui, suite à une fouille d'envergure s'est avéré correspondre à un vaste établissement rural.

Zone de saisine archéologique

Bourg (01)

La parcelle urbaine mise au jour lors de la fouille récente dans le quartier de Brou semble confirmer l'hypothèse d'une agglomération à Bourg-en-Bresse / Brou, fondée jusqu'à présent sur la seule présence d'un ou de deux édifices monumentaux et de mentions de découvertes dispersées sur une superficie importante.

Zone de saisine archéologique

■ *Province d'Aquitaine*

La Pacaudière (42) – Ariolica

Identifiée à l'étape d'*Ariolica* sur la *Table de Peutinger*, elle a fait l'objet de reconnaissances au XIXe siècle puis dans les années 1970. Il s'agit d'une station routière à la frontière entre la Lyonnaise et l'Aquitaine dont l'emprise est estimée à 10 ha. Elle fonctionnerait en ville double avec l'agglomération sanctuaire de Sail-les-Bains. Lors de la déviation de la RN 7 entre 1999 et 2003, un quartier d'habitat et d'artisanat organisé en terrasses, aux abords d'une voie ouest-est, a été fouillé sur 2 ha. Deux grands entrepôts, des structures d'ateliers et/ou d'habitat, des boutiques, des thermes, une auberge (?), des ateliers de potiers, une zone de sciage de long, des aménagements de berge du Dard ont été mis ainsi en exergue. Le site est occupé du Ier au IIIe siècle ap. J.-C. puis durant le haut Moyen Âge (ateliers de potiers).

Zone de saisine archéologique prévue

Usson-en-Forez (42) – Icidmago

Etape routière sur la voie Bolène (Rodez à Feurs), l'agglomération secondaire placée en limite des territoires ségusiaves et arverne, est située pour G. Salette à Grange Neuve, hameau situé au croisement de deux chemins où une borne milliaire est mentionnée. Toutefois, de récentes découvertes autour de l'église (sauvetage urgent) et un diagnostic sur la ZAC des Quarchons (2005) ont mis en évidence une occupation sous le bourg actuel et une nécropole du Ier siècle ap. J.-C. à la sortie du même bourg précisant aussi le tracé potentiel de la voie. L'habitat serait désormais à rechercher entre le bourg actuel et la chapelle de Chambriac, en contrebas de laquelle s'inscrit la nécropole.

Zone de saisine archéologique

■ *Province de Lyonnaise*

Ailleux, Cezay, Saint-Martin-la-Sauveté (42)

Située à la limite de trois communes, au cœur des Monts du Forez et en limite du territoire arverne et du territoire ségusiave, de part et d'autre de la voie d'Aggripa, il s'agirait d'une agglomération routière placée en zone de frontière. De nombreuses découvertes fortuites ont été réalisées à la fin du XIXe siècle. De nombreux pôles d'occupation répartis sur les trois communes indiqueraient la présence d'une nécropole à incinération du IIe siècle / début du IIIe, d'autres bâtiments avec des incinérations qui s'inscrivent dans un cercle de 500 m de diamètre, d'un morceau d'aqueduc, de nombreuses substructions réparties en différents points appartenant à des établissements agricoles ou des *villae*, des portions de voie, ainsi que plusieurs bornes miliaires et une aire pavée de 4 m de côté au sein d'une enceinte carrée. Des études ont repris en 1970 puis entre 1992 et 1996 dans le cadre du programme de recherche *Monuments et Cités antiques de la Loire*. La voie a été étudiée sur 200 m : large de 6,5 à 7 m elle présente un bombement central et est limitée par un alignement de moellons parementés. Plusieurs maisons ont été mises en évidence à son contact. L'occupation s'étendrait sur un kilomètre en bordure de voie.

Zone de saisine archéologique

Salt-en-Donzy, le Bourg (42)

Cette agglomération comprend un ensemble cultuel et thermal, installé à proximité de sources chaudes. Placé un peu à l'écart de la voie d'Agrippa (Lyon-Saintes), elle fonctionne en double avec Feurs, capitale de cité dont elle est proche de 5 km. Connue dès le XVIIe siècle, elle a fait l'objet d'observations au XIXe siècle, puis de sondages à la fin des années 70. Dans le cadre du programme de recherche *Cités et Monuments antiques de la Loire*, les sondages réalisés entre 1992 et 1996 ont précisé que l'ensemble était aménagé sur une plate forme artificielle, soutenue par une façade monumentale où alternent des niches rectangulaires et semi-circulaires en contrefort. Le site semble occupé jusqu'à la construction du prieuré.

Zone de saisine archéologique

Saint-Romain-le-Puy (42)

A Chézieux se trouve une agglomération gallo-romaine précédée d'un village de la Tène. Placée le long de la voie Bolène (Feurs-Rodez) à l'embranchement de la voie qui dessert Moingt, agglomération-sanctuaire avec laquelle elle fonctionne comme habitat-résidence. Son emprise varie autour de 10 ha. Des fouilles à la fin du XIXe siècle ont mis en évidence des habitations, des puits et des mosaïques, des portions de voies, une tombe aristocratique. Une photo aérienne montre une ligne courbe et une série de petites constructions alignées. Une intervention en 2001 a de plus mis en exergue la présence d'une nécropole et d'ateliers de potiers.

Zone de saisine archéologique

Moingt (42) – Aquae Segetae

Identifiée à *Aquae Segetae*, station thermale figurée sur la *Table de Peutinger*, elle se situe à l'écart de la voie Bolène à laquelle elle est rattachée par un embranchement secondaire. Les fouilles du XIXe avaient mis en exergue des thermes et un théâtre conservé en élévation. Une première synthèse des découvertes, qui s'étendraient sur 15 ha, avait été faite dans les années 1970 par J. Renaud. Lors de recherches programmées entre 1991 et 1996, des bâtiments appartenant à un présumé sanctuaire des eaux ont été identifiés au nord des thermes. L'étude de ceux-ci a montré leur conservation en élévation au sein d'une chapelle médiévale et d'un prieuré. La reprise de l'étude du théâtre a montré l'existence de plusieurs états de construction et de réparations. Récemment, lors d'aménagement de piscines, des vestiges d'habitat (?) comportant des enduits peints et du marbre ont été entrevus au sud-est et non loin de là au sud, en bordure de la voie, a été exhumé un abon-

dant mobilier (vases entiers, balsamaires...) qui évoque la présence d'une nécropole. Enfin à proximité des thermes, une récente opération montre l'existence d'un habitat construit avec des matériaux provenant de l'incendie des thermes au IIe siècle ap. J.-C. et dont l'orientation diffère totalement de la trame des vestiges monumentaux.

Zone de saisine archéologique

Rive-de-Gier, Combeplaine (42)

Important site romain connu depuis le XVIIIe siècle, il a été perçu tantôt comme un *vicus*, tantôt comme une *villa*, en raison de l'étendue modeste des vestiges associée au caractère luxueux des découvertes. Il s'implante en bordure du Bozançon de part et d'autre d'une voie romaine. La restructuration de la ZAC de Combeplaine, site industriel, a permis d'évaluer à ce jour 3 ha. Si la question n'est pas résolue, plusieurs états successifs avec des orientations différentes s'échelonnent entre le Ier siècle ap. J.-C et le Ve siècle. La dernière occupation montre une série de constructions alignées en bordure de voie qui évoquerait plutôt une agglomération. Dans tous les cas, il s'agit en tout cas d'un des rares sites où serait attestée une occupation tardive qui perdure durant le haut Moyen Âge.

Zone de saisine archéologique

Roanne (42) – Rodumna

Les premières recherches ont été entreprises par J.-B. la Mure au XVIIe siècle puis se sont développées au XIXe siècle. La recherche a surtout progressé dans les années 1960-1970 avec l'ouverture des premiers chantiers. On dispose non seulement de la *CAG* 1997 mais également de deux récents *DAF* (*Roanne - le village gaulois* et *Rodumna (Roanne) - le village gallo-romain*) en 1998. Toutefois comme l'agglomération gauloise puis antique se situe sous la ville actuelle, ces informations sont restées partielles. Mentionnée sur la *Table de Peutinger*, l'agglomération de Roanne, distante de 35 km de la capitale de cité (*Forum Segusiavorum*) apparaît comme une agglomération de carrefour qui s'organise autour de trois voies. Elle est un centre d'artisanat actif autour de la poterie dès l'époque gauloise. *Rodumna* dispose d'une organisation spatiale cohérente, attestée sur 0,5 ha, dans la première moitié du IIe siècle av. J.-C. On en connaît surtout l'habitat - à pièce unique au sein d'enclos délimitant des espaces communs - et la nécropole.

Le site antique est implanté sur une terrasse alluviale dont le cours de la Loire venait baigner le pied à l'est. Il était limité à l'ouest par une zone marécageuse. Sa limite sud est connue par la présence de la nécropole gauloise puis antique de la rue de la Berge. On méconnaît encore sa limite. L'emprise du site augustéen est estimée à 10 hectares mais atteint 35 hectares vers le milieu du Ier siècle ap. J.-C. Le site de Roanne ne paraît pas avoir fait l'objet d'un découpage systématique et cohérent du sol. L'orientation du bâti semble largement conditionnée par les voies qui traversent le site, et varie d'un secteur à un autre. L'habitat gallo-romain paraît plutôt rustique, ancré dans la tradition indigène. Une seule découverte de mosaïque et un placage décoratif en marbre ont été signalés dans les limites de l'agglomération antique. L'architecture publique nous est peu connue ; il est fait mention d'une construction circulaire non identifiée située dans un enclos quadrangulaire et d'un mur, encore en élévation considéré appartenir à un édifice thermal mais dont O. Blin suppose qu'il appartenait plutôt à un habitat luxueux. Treize fours ont été recensés pour l'artisanat de la poterie entre le début du Ier siècle et le milieu du IIIe siècle. Les ateliers semblent plutôt situés sur les marges de l'agglomération, en particulier en bordure du Marais et le long des trois voies se dirigeant vers le nord-ouest, le nord et le nord-est. Les productions attestées sont pour l'essentiel des céramiques destinées au marché local.

Au Moyen Âge, l'agglomération roannaise, très modeste, s'articule entre l'église paroissiale (Saint-Jean), située à l'emplacement du village antique et entourée d'un vaste enclos cimétérial, et un château situé plus au sud, à l'emplacement supposé de la patte d'oie des itinéraires antiques.

Depuis 1998, plusieurs programmes d'aménagements notamment dans le centre-ville viennent renouveler les connaissances et les problématiques. Dans le centre ancien, l'occupation mêle habitat et artisanat. Aux potiers déjà reconnus dans ce secteur viennent s'ajouter des forgerons. Le quartier se structure autour d'une voie transversale à l'une des trois voies principales reconnues. Parmi les constructions, un des bâtiments pourrait être public. Le quartier semble déserté au IIIe siècle mais connaît un renouveau au cours du Ve siècle avec la construction d'un baptistère dans une maison du IIIe siècle bordant la voie transversale. Ce dernier comprend une cuve octogonale décentrée. Il est agrandi ensuite, doté d'une abside semi-circulaire et comprend alors une cuve ronde placée dans l'axe. Un cimetière s'organise autour entre le Ve et le début du XIe siècles. L'église primitive devait se situer non loin du bâtiment. Rue de Charlieu, à l'entrée de l'agglomération, côté Loire, c'est un monument public augustéen qui vient d'être mis au jour : temple, sanctuaire ou mausolée, sa fonction n'est pas encore reconnue. Il s'intègre dans une trame urbaine définie par une voie transversale à la rue de Charlieu (axe antique) comprenant plusieurs bâtiments, et limites parcellaires. Un four de potier contemporain a également été mis en évidence.

Zone de saisine archéologique

Saint-Georges-de-Reneins (69) – Ludna

Cette agglomération, située dans le Val de Saône à une quarantaine de kilomètres en amont de Lyon a été identifiée comme le site de *Ludna* porté sur la *Table de*

Peutinger, relais sur la voie de l'Océan entre Lyon et Mâcon. Le gisement s'étire sur une longueur d'environ 1 500 m et une largeur estimée à environ 300 m sur le rebord d'un plateau dominant la rivière, à l'écart du village actuel de Saint-Georges. Découvert lors de la construction de la ligne PLM en 1853, *Ludna* a fait l'objet de fouilles menées en 1924 puis en 1938 par P. Wuilleumier qui en a dressé le premier plan. Depuis trois ans, J.-C. Béal en a repris l'examen. Le site s'aligne le long d'une voie de sommet de crête fortement rechargée interprétée comme la voie de l'Océan sous laquelle, toutefois, a été repéré un premier niveau de construction. Une vaste esplanade de service accompagne cet axe de circulation. Le long de la voie, l'organisation urbaine reste largement inconnue, l'essentiel de l'habitat ayant jusqu'à présent échappé aux investigations. En milieu de pente et très fortement érodés, il faut toutefois signaler que plusieurs fours jadis identifiés comme les restes d'ateliers de potiers ont été réinterprétés comme étant des fours domestiques. Sur la partie sommitale, immédiatement en bordure de la grande voie, un *fanum* et des bâtiments de stockage ont été partiellement fouillés.

Anse (69) – Asa Paulini

Citée pour la première fois dans l'*Itinéraire d'Antonin*, l'agglomération d'*Asa Paulini*, située sous le centre historique de la ville actuelle, fut un relais sur la voie de l'Océan.

Aucune fouille n'a permis d'établir une stratigraphie de référence ni de préciser l'emprise de l'agglomération. Seul est actuellement connu le rempart du IIIe siècle, long de 450 m et renforcé de 15 tours enserrant un espace ovalaire de 13 150 m².

A l'époque mérovingienne, une basilique et sa nécropole sont attestées hors les murs, dans le quartier de Saint-Romain.

Zone de saisine archéologique

Pontcharra-sur-Turdine, Miollan (69) – Mediolanum

L'agglomération de *Mediolanum*, portée sur la *Table de Peutinger*, le long de la voie d'Aquitaine entre Feurs et Roanne, est localisée au lieu-dit Miollan à Pontcharra-sur-Turdine depuis le XIXe siècle.

L'extension du gisement reste encore inconnue et nos connaissances ne reposent que sur des fouilles anciennes très limitées et une unique évaluation récente affectant la même parcelle d'environ 9 000 m². Les vestiges dégagés à cette occasion, un bassin, plusieurs murs et sols en mortiers de tuileau formant un ensemble compact enchâssé dans une petite dépression, évoquent plutôt une *villa* qu'une agglomération. D'autres trouvailles signalées à proximité, (souterrain, voie antique...) densifient le paysage archéologique mais restent à dater précisément.

L'identification de Pontcharra-Miollan avec *Mediolanum* reste donc à démontrer.

Zone de saisine archéologique

Marie-Agnès GAIDON-BUNUEL
Colette LAROCHE

L'occupation rurale de l'époque gallo-romaine est certainement le thème susceptible de fournir la plus grande quantité de sites dans la région. Le monde rural représente, a priori, la majeure partie des 11 619 sites gallo-romains enregistrés dans la base de donnée Patriarche au début de l'année 2005. Pourtant ce chiffre relativement élevé ne garantit ni une répartition équilibrée ni même une abondance documentaire.

■ *Cartes de répartition*

Les gisements apparaissent très inégalement répartis selon les territoires de cités et, à l'intérieur de ceux-ci, selon les espaces.

Dans la partie alpine de la région, les établissements ruraux ont bien évidemment été détectés essentiellement dans les principales vallées et autour des grands lacs (Bourget, Annecy...). Dans ces secteurs privilégiés la densité de gisements semble importante même si ceux-ci restent mal connus dans le détail.

Dans le nord de la région, les départements du Rhône et de l'Ain ne connaissent que des cartes archéologiques peu documentées, à l'exception, dans une certaine mesure, aux abords de la Saône dans le secteur d'Anse-Trévoux et, pour l'Ain, aux abords de quelques agglomérations secondaires antiques (Nantua, Bourg-en-Bresse, Briord...). Dans la Loire, l'habitat se concentre dans la plaine du Forez et au nord, dans une moindre proportion, dans la plaine du Roannais.

Dans la partie de la région correspondant à l'ancienne Narbonnaise on constate une particulière densité dans le sillon rhodanien. A l'ouest du Rhône, en Ardèche, les sites sont connus essentiellement dans le bas Vivarais, dans les vallées des affluents du fleuve.

En Isère, l'ancienneté des prospections a permis de compléter les données sur la rive gauche du Rhône, sur une centaine de kilomètres en amont de Vienne jusqu'à Brégnier-Cordon. La Drôme apparaît a priori comme le département où la carte archéologique est la plus riche, au moins dans sa partie occidentale proche du fleuve. On constate ainsi un très net déséquilibre entre les cités de la Province de Narbonnaise, pour lesquelles les données brutes apparaissent relativement denses, et les cités de Gaule lyonnaise mais aussi les cités alpines où les informations sont quantitativement beaucoup plus limitées.

En fait, des points représentés sur ces cartes, seuls 318 répondent à l'interrogation *villa*, c'est à dire livrent des artéfacts représentatifs d'un niveau de confort et de décor suffisant et parmi eux, seulement 88 sont correctement localisés, la majeure partie provenant de découvertes signalées anciennement. Si la part des *villæ* localisées est faible au regard des gisements, la documentation disponible exploitable (rapports de fouille, publications, fonds documentaires communaux...) est également limitée. En prenant en considération toutes les catégories d'habitat rural, on ne dispose au niveau régional que de 87 gisements (tableaux 1 à 3) fournissant au moins une pièce ou un dispositif architectural entier ou restituable.

■ *Historique des travaux*

Les fouilles en milieu rural

Avec l'apparition de l'archéologie préventive et notamment depuis le début des années 90, les modalités d'acquisition des données sur l'occupation du sol ont considérablement évolué.

Les années 80 ont vu la disparition progressive des fouilles programmées sur l'habitat rural. Depuis le début de la décennie 90 qui a vu l'achèvement du programme sur l'habitat du Bas-Empire de Larina à Hières sur Amby (38), on ne peut citer, hormis la fouille prématurément interrompue sur la *villa* de Saint-Gervais à Portes-lès-Valence (26), que les recherches menées sur la *villa* du Palais à Châteauneuf-du-Rhône (26), et celles en cours sur le Vernai à Saint-Romain-de-Jalionas (38).

Les aménagements linéaires

La région a connu une vague de grands aménagements linéaires, principalement autoroutiers, dans laquelle la pratique d'une archéologie préventive s'est généralisée dès la fin des années 1970. Ces tracés ont été les principaux fournisseurs de données nouvelles en permettant le développement de décapages relativement étendus dont le cas le plus classique est la *villa* de la Boisse (01) fouillée dès 1980. La répartition géographique déséquilibrée a largement privilégié jusqu'à présent le nord de la Région, notamment l'Ain (autoroutes A 42, A 40, A 49, A 46 nord, opération ArchéoRhône), le Rhône (A 46 sud, A 42/43) et, dans une moindre mesure, l'Isère (TGV Sud, A 51). La seule exception notable à cette concentration est le TGV Méditerranée qui a considérablement augmenté nos connaissances dans la Drôme (10 sites fouillés). Il est à noter que, à l'exception du site de Varces-Drabuyard sur l'autoroute A 51 (mais qui n'a pas donné lieu à un rapport de fouille) la région n'a pratiquement plus connu de découvertes par ce type d'opération depuis presque 10 ans.

Depuis le milieu des années 90, l'essentiel des nouveaux apports provient donc des fouilles préventives réalisées dans les ZAC et lotissements. L'apport des découvertes fortuites et des constructions individuelles

apparaît désormais très faible.

En complément de l'approche ponctuelle de la fouille, les programmes d'étude sur une entité territoriale ancienne restent relativement rares dans la région Rhône-Alpes. On peut citer les actions suivantes:

- La plus aboutie a été conduite jusqu'au milieu des années 90 dans le Tricastin en relation avec l'étude fonctionnelle du *Cadastre B d'Orange* au nord de Saint-Paul-Trois-Châteaux (26). Ce travail portant sur cinq communes et qui couplait pour la première fois une prospection livrant 145 sites avec une analyse pédologique est d'ailleurs le seul a avoir été publié en détail.

- En Ardèche, une prospection du bassin au cœur duquel est installé la ville d'Alba a abouti à la mise en évidence d'un réseau d'une dizaine de *villæ*.

- La plaine autour de Feurs dans la Loire a été examinée systématiquement. Une centaine de sites ont été détectés dont une seule *villa*. Cette étude n'a toutefois pas été menée jusqu'à terme et n'a donné lieu qu'à une publication préliminaire.

- Le quatrième secteur est un triangle d'environ 30 km de côté englobant la rive gauche du Rhône isèroise entre Aoste et Crémieu. Plus du tiers des sites ruraux connus dans la cité de Vienne sont concentrés dans ce territoire. Un PCR fédère actuellement plusieurs pôles distincts (Aoste, Marais de Bourgoin, Saint-Romain-de-Jalionas...).

Quelques actions au périmètre plus limité comme à Revel-Tourdan (38) ou dans des environnements contraignants ne permettant pas une approche extensive, comme par exemple la vallée du Gier, sont actuellement en cours ou ont été récemment achevées. Bien qu'encore peu développées, les programmes de prospections représentent la plus importante part des activités de ce domaine.

■ *Etat des connaissances*

L'ensemble des sites documentés disponibles sur la base Patriarche au 31/11/2004 a été rassemblé ici sous forme de tableaux auxquels on se reportera (cf. pages suivantes) :

Tableau 1 : les *villæ* ;

Tableau 2 : les établissements secondaires (fermes) ;

Tableau 3 : les dépendances et établissements divers.

■ *Conclusions*

Ce corpus montre un état documentaire lacunaire et dont le renouvellement n'a pas forcément été assuré efficacement ces vingt dernières années. Si la plus grande partie des sites fouillés dans la région peut être rattachée à la catégorie des *villæ* (53 sites), on ne dispose pas d'une documentation fiable et représentative pour toutes les catégories d'habitat.

La situation la plus marquante concerne les *villæ* importantes ou très importantes (plus de 4000 m²). Pour cette catégorie on ne dispose d'aucun plan complet. Seuls cinq sites peuvent être globalement restitués par symétrie (Beynost, Les Grandes Terres - 01) ou en utilisant des procédés géophysiques (Chabrillan, Saint Martin - 26). Quelques autres, comme la Verne à la Boisse (01) ou le Palais (état III) à Châteauneuf-du-Rhône (26) fournissent le plan de la partie résidentielle. Il est rare de disposer d'un plan de la *pars rustica* (Donzère, le Mollard - 26 ; Beynost, les Grandes Terres - 01).

Il convient aussi de signaler que, dans de nombreux cas, la fouille s'est limitée à l'exploration des niveaux superficiels et n'a abordé les origines du site que par le biais de dégagements réduits (Châteauneuf-du-Rhône, le Palais ; Chabrillan, Saint Martin - 26).

Enfin il faut attirer l'attention sur l'état souvent particulièrement critique de la documentation sur les plus grands établissements pour lesquels la majeure partie des données provient de fouilles anciennes pratiquement inexploitables (Anse, la Grange du Bief ; Meyzieu, la Dent voire Arbin, Mérande).

Ce sont les sites de plus petites tailles, petites *villæ* et surtout fermes qui ont le plus profité du développement de l'archéologie de sauvetage, peut-être parce qu'elles sont plus faciles à fouiller. Malgré cela, même dans ces catégories, on constate l'absence de catégories entières de sites, comme les habitats en grotte, les établissements perchés, les sites de berges...

De façon générale on note une sur-représentation des parties résidentielles au détriment des parties productives que l'archéologie de ces dernières années n'a pas réussi à effacer. A l'intérieur des établissements, si on identifie assez clairement les installations viticoles, il en va autrement des autres activités. Seule la *villa* de Beynost, les Grandes Terres (01) a livré une *pars rustica* spécialisée dans la métallurgie. Les productions agricoles sont peu reconnues en elles même (faune, macrorestes, pollens) et seuls les locaux de stockage ou de transformation font l'objet d'une analyse, ce qui conduit à reconnaître quelques greniers (Pontcharra, Grignon ; Saint-Romain, le Vernai...) mais surtout des chais et des pressoirs viticoles dans le sud de la région, là où l'activité est d'ailleurs la plus ancienne et la plus dense. Depuis la restitution menée sur les installations et le domaine de la *villa* du Mollard à Donzère (26), en relation avec l'étude sur les marbres d'Orange, il n'a guère été tenté de nouvelle analyse du fonctionnement d'une *villa* et de son domaine, à l'exception du Vernai à Saint-Romain-de-Jalionas en cours d'étude.

Ce qui caractérise en effet les sites rhônalpins est sou-

vent l'absence de contexte. On ne constate qu'une pratique limitée des décapages périphériques prenant en compte l'environnement des habitats au delà des sites. On ne dispose ainsi à ce jour d'aucun exemple de parcellaire fouillé associé à une exploitation. Tout au plus à Saint-Romain-de-Jalionas, les réseaux de fossés-drainants ont ils été échantillonnés dans le marais jouxtant la *villa* grâce à des tranchées.

Le parcellaire n'est, a fortiori, que rarement étudié pour lui même. Ainsi à Saint-Priest, ZAC des Perches (69), où de vastes surfaces ont été décapées pour fouiller des niveaux protohistoriques, les éléments de parcellaires gallo-romains n'ont pas été réellement examinés. On notera, *a contrario*, la tentative de prise en compte systématique de ces éléments dans le cadre de l'opération TGV Méditerranée dans le secteur couvert par le *cadastre B d'Orange*. Cette tentative unique s'inscrivait toutefois dans un contexte local de forte tradition de recherche sur le sujet, tout à fait exceptionnel pour la région. On peut malgré tout espérer que le développement de programmes collectifs associant spécialistes de l'environnement et archéologues travaillant sur des actions de carte archéologique comme dans l'Isle Crémieu (38) contribuent à modifier cette approche. Plusieurs sondages géo-archéologiques ont ainsi dernièrement été réalisés sur des fossés dans la plaine autour du bourg d'Aoste (38).

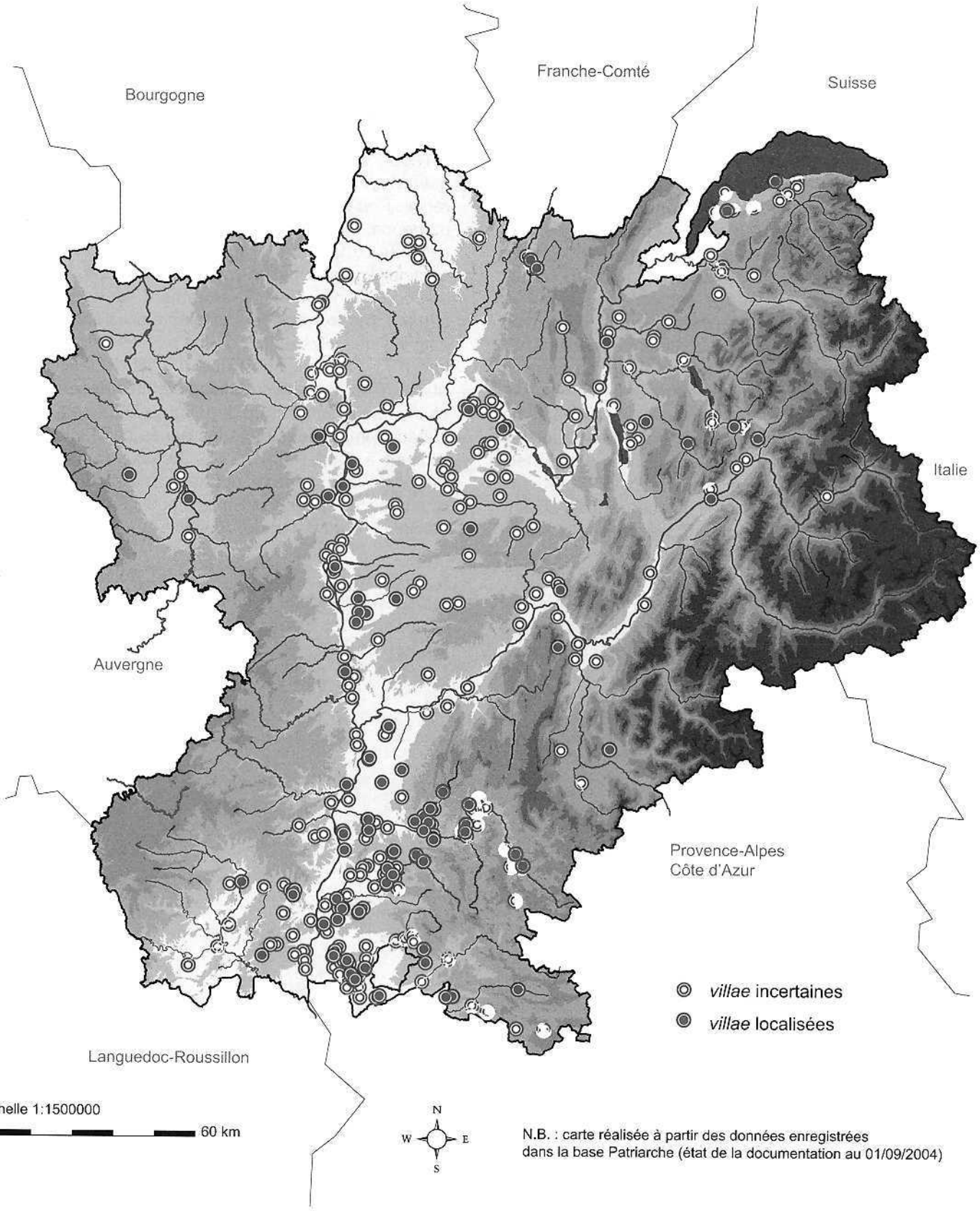
Il faut enfin souligner la difficulté posée par le manque de fouilles récentes de référence pour appréhender les grands phénomènes de passages culturels. Le problème est particulièrement aigu pour la période voyant l'effacement progressif de l'âge du Fer. La région, située à la charnière des mondes celtique et méditerranéen, ne peut fournir actuellement aucun plan de fouille d'habitat rural laténien de plaine. Seul un réseau d'enclos est conservé au Camp de Chânes à Béligneux (01) et le site de Villette-d'Anthon, les Communaux d'Arézieux (38) est interprété comme un sanctuaire. L'absence d'archéologie aérienne dans la région ne permet pas de pallier cette lacune. Cet habitat pré-augustéen léger a pourtant été repéré en prospection jusque dans la Drôme où il est mis en relation avec les premières implantations de vétérans.

A l'autre extrémité de la période, la transition avec le haut Moyen Âge manque elle aussi de points de référence. Peu de sites permettent d'étudier une réelle permanence. Tout au plus peut on citer Saint-Romain-de-Jalionas, le Vernai ou Hières-sur-Amby, Larina (38). La continuité d'occupation apparaît souvent illusoire et s'accompagne d'un changement dans sa nature comme, par exemple, sur plusieurs sites ardéchois, qu'il s'agisse des *villæ* autour d'Alba ou à Privas, la Plaine du Lac (07). On note aussi quelquefois de fausses continuités avec des réoccupations de sites désertés depuis plusieurs siècles comme le Bivan à l'Albenc (38) ou les cabanes implantées dans les ruines de la *villa* de Saint Vincent à Saint-Paul-Trois-Châteaux (26). On dispose par contre d'un base de données assez nourrie de gisements occupés au Bas-Empire et s'interrompant au IVe siècle voire au début du Ve siècle.

Il serait donc utile de resserrer les collaborations avec les spécialistes des périodes encadrant l'Antiquité pour confronter des corpus et des approches scientifiques différentes.

Robert ROYET

Villae localisées et incertaines en région Rhône-Alpes



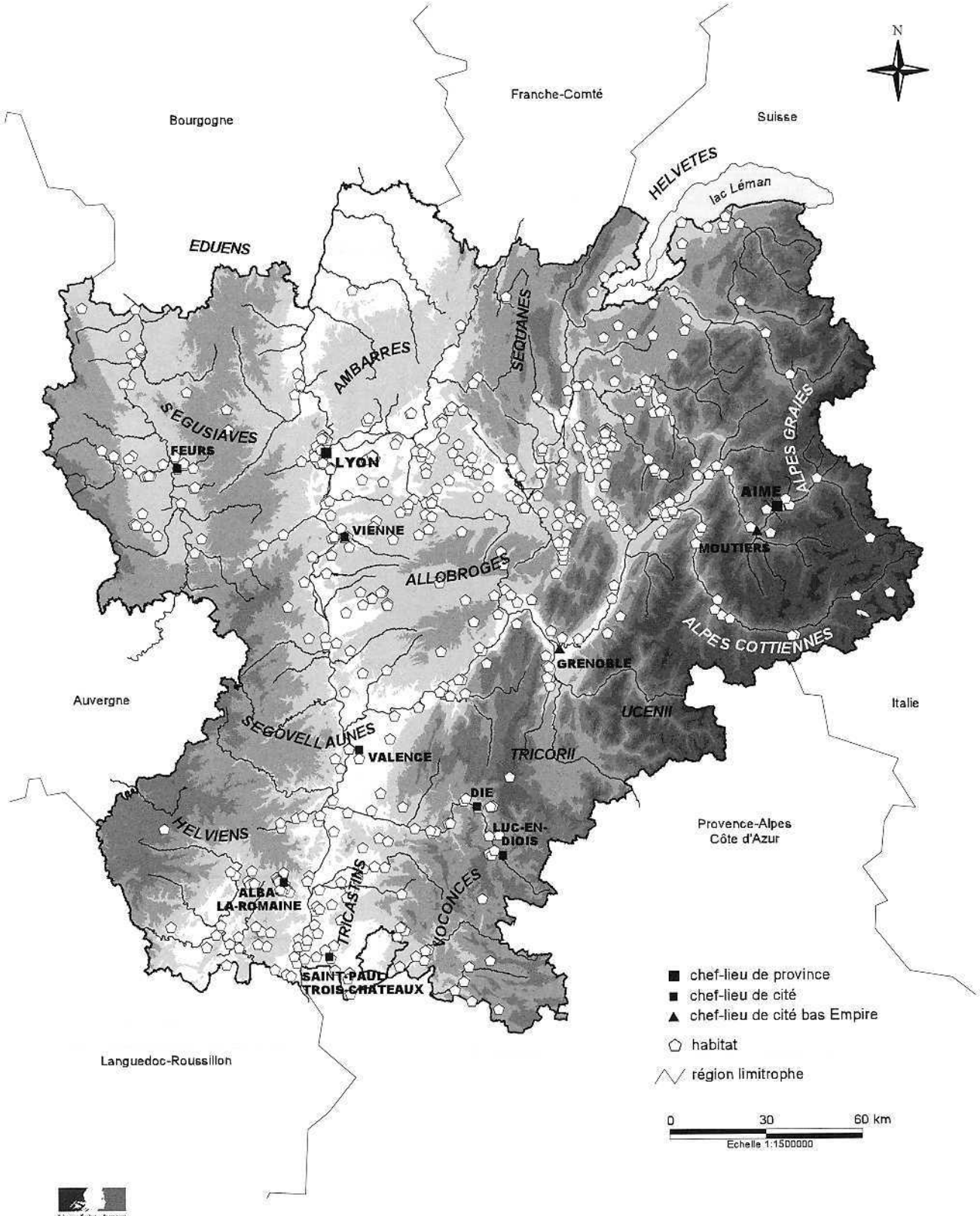
N.B. : carte réalisée à partir des données enregistrées dans la base Patriarche (état de la documentation au 01/09/2004)

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture de la région Rhône-Alpes
service régional de l'archéologie
27/08/2007

Limites adm. et hydrographie issues de la BD CARTO®
© IGN - PARIS - Autorisation n° 50-7549
Reproduction interdite

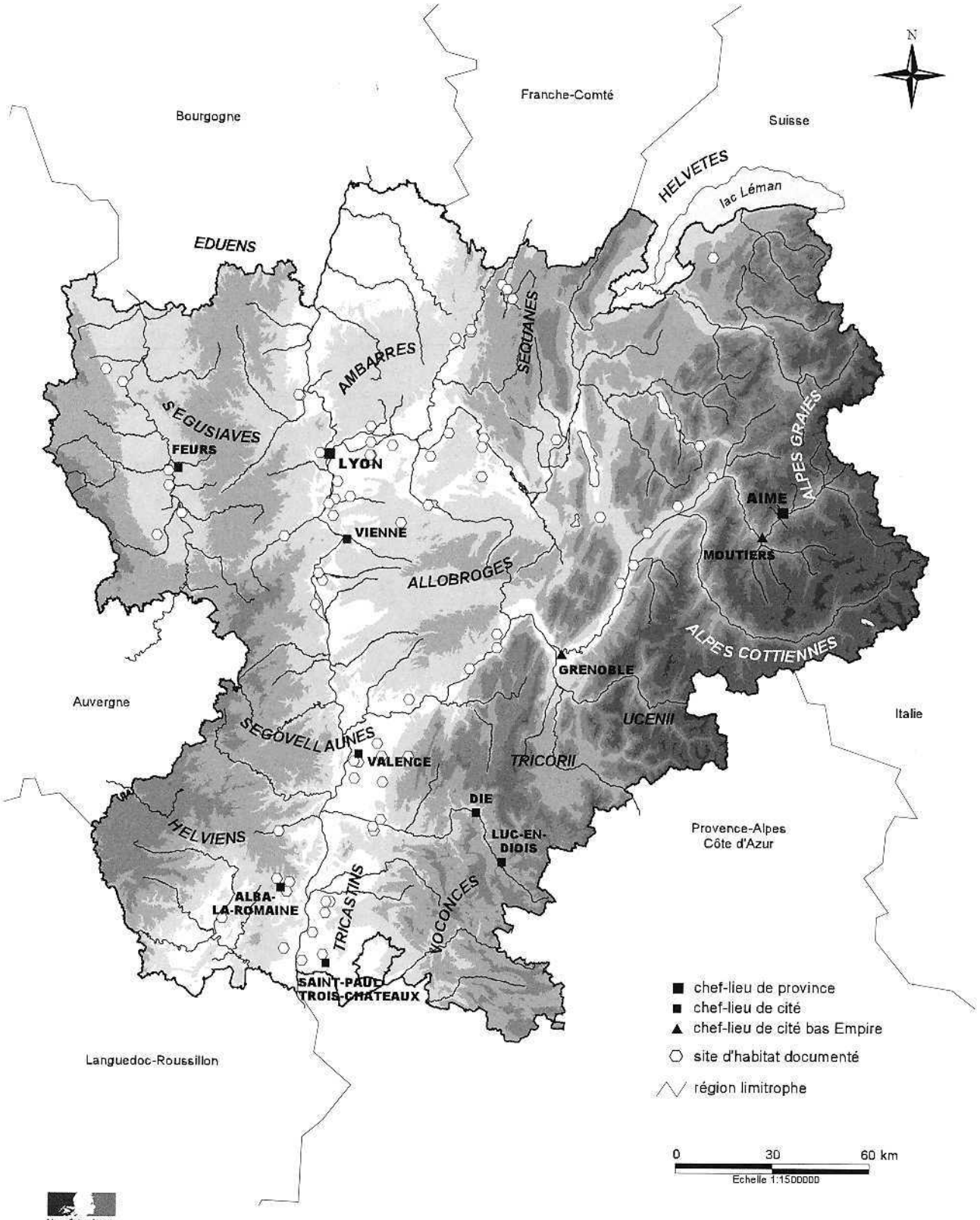
La région Rhône-Alpes, époque antique
Habitat



Préfecture de la région Rhône-Alpes
service régional de l'archéologie
14/09/2007 (Données Patriarche au 15/12/2004)

Fond cartographique issu de la BD CARTO®
©IGN - PARIS - Autorisation n° 50-7549
Reproduction interdite

La région Rhône-Alpes, époque antique
Sites d'habitat documentés



Préfecture de la région Rhône-Alpes
service régional de l'archéologie
14/09/2007 (Données Patriarche au 15/12/2004)

Fond cartographique issu de la BD CARTO®
© IGN - PARIS - Autorisation n° 50-7549
Reproduction interdite

TABLEAU 1 : LES *VILLAE*

PROVINCE Peuple	COMMUNE Lieu-dit	Contexte géol.	Sup. totale	Sup. fouille	Description des vestiges	Décors, balnéaire	Agriculture, élevage	Artisanat	Chronologie	Opération	Observations
LYONNAISE Séquanes	01 IZERNORE Bussy	terrasse tardi-glaciaire	inconnue	250 m²	*Villa* à galerie de façade et tours d'angle très partiellement dégagée	hypocauste	inconnue		Ier-IIIe s. ap. J.-C.	fouilles 1966	
LYONNAISE Séquanes	01 IZERNORE Pérignat	terrasse tardi-glaciaire	840 m² ?	840 m²	Corps allongé de 5 pièces et 2 ailes autour d'une cour fermée ; extension	colonnes, peintures, thermes	inconnue		fin Ier s. av.-IVe s. ap. J.-C.	fouilles 1907	plan schématique non phasé
LYONNAISE Séquanes	01 SAINT-CHAMP Près de l'école	Localisation imprécise	inconnue	80 m²	Aile comprenant un balnéaire avec 3 hypocaustes et 4 autres pièces	peintures, piscine ?	inconnue		Haut-Empire	fouilles 1909	
LYONNAISE Séquanes	01 MONTREAL-LA CLUSE Landéron	cône déjection de l'Ange	>2 ha	10000 m²	Plan complexe, portiques, thermes, hypocaustes, caves	colonnes, marbres	bâtiment de stockage		Ier-IVe s. ap. J.-C.	fouilles 1996	4 états, reprise partielle fouille 1906
LYONNAISE Séquanes (Ambarres ?)	01 BEYNOST Les Grandes Terres	terrasse tardi-glaciaire	8000 m²	7000 m²	Plan en U ? ; portique, double cour, thermes, 4 bâtiments artisanaux	mosaïque	vases horticoles	métallurgie	Ier-IVe s. ap. J.-C.	fouilles 1999	occupation *pars rustica* plus longue qu'habitat
LYONNAISE Séquanes (Ambarres ?)	01 LA BOISSE Les Vernes	terrasse tardi-glaciaire	>1 ha	4500 m²	Galerie de façade et double cour, thermes, puits				Ier s. ap. J.-C.	fouilles 1980 A 42	*pars rustica* à fouiller
LYONNAISE Ségusiaves	69 ANSE La Grange du Bief	flanc de colline	>4 ha	200 m²	*Villa* installée en terrasses. Sur la terrasse supérieure, portique long de 125 m bordée de 4 pièces sur sa face orientale. A l'ouest, enfilade de 8 pièces larges de 10 m le long d'un couloir. On note le départ d'une deuxième ligne de pièces au delà à l'ouest. La terrasse médiane est pratiquement inconnue à l'exception d'une source captée au SO. Seuls les thermes du IIIe s. (env. 200 m²) installés dans la terrasse inférieure ont été fouillés récemment.	mosaïques, peintures, thermes, marbres			IIe-IIIe s. ap.J.-C.	fouilles 1845 1964 1968 1977-1978	
LYONNAISE Lyon?	69 LYON ZAC St Pierre, Maison aux Xénia	à cheval sur la plaine et sur le pied de versant de l'éperon de Loyasse			Partie résidentielle organisée autour d'une cour à péristyle de 20x17,5 m agrandie à 19,50 m ; 9 puis 10 pièces réparties sur 2 côtés ; le corps sud large de 3,5 m est divisé en 4 pièces dont trois semblent à usage utilitaire, et les deux pièces orientales peut être thermales ; la salle centrale comportait peut-être un escalier ; le corps oriental comprenait une grande pièce (50 m²) de réception, un salon ainsi qu'une pièce inachevée ; à l'ouest de la maison, dans le prolongement du corps sud se développe un secteur artisanal.	enduits peints, colonnes		fours, creusets	Ier s. ap.J.-C.	fouilles 1985	*villa* ou *domus* ?
LYONNAISE Ségusiaves	42 CHAMBEON Les Résinets		>2 ha		Pas de descriptif faute de documentation	mosaïque, enduits peints, stuc, marbres			Haut-Empire	sondages 1975	rapport indisponible
LYONNAISE Ségusiaves	42 UNIAS Les Gargottes	vallée de la Loire		150 m²	Aile sud d'une *villa* ; petit ensemble thermal (foyer, *caldarium*, *tepidarium* en enfilade) formant excroissance sur l'aile dégagée sur une largeur d'un mètre terminée par une abside ; le corps principal se développe au nord de cet ensemble				Ier-IIe s. ap.J.-C.	sondages 1997	
LYONNAISE Ségusiaves	42 RIVE-DE-GIER Combeplaine	bords du Gier	1 ha ?	sondages	Plan problématique ; citerne, hypocauste				IIIe-Ve s. ap.J.-C.	évaluations	transition *villa*-habitat groupé ou *mansio*?

LYONNAISE Ségusiaves	42 ST-ALBAN-LES-EAUX Les Verchères	versants monts Madelei-ne	incon-nue	1200 m²	Plusieurs bâtiments dont un semi excavé ; puits		grenier,		lie-Ier s. av. Ier-IIe s. ap. J.-C.	fouilles 1996	1200 m² étudiés, 50000 m² détruits
LYONNAISE Ségusiaves	42 AMBIERLE Les Aiguets		>3000 m²	25 m²	Partie de bâtiment ; couloir large d'un mètre desservant une pièce de 3x4 m	hypocauste, enduits peints, sculpture				fouilles 1935	
NARBONNAISE Allobroges	74 FAVERGES Le Thovey	plaine	1 ha	1000 m²	Etablissement autour d'une cour centrale de 60x40 m entourée d'un portique ; sur les petits côtés (N et S) ont été mis au jour des bâtiments ; aile sud peu connue avec un corps de bâtiment large de 6,5 m et long de 40 m ; au NE de la cour, deux pièces donnant au nord sur un petit péristyle large de 15 m ; à l'ouest de ces 2 pièces se trouve un ensemble balnéaire de 30x10 m ; dans un premier état on accède aux bains par le nord directement dans le *frigidarium* (38,35 m²) doté à son extrémité sud d'une piscine de 12 m² ; à l'ouest on accède directement au *laconicum* prolongé par une *cella soliaris* de 35 m² dont le mur ouest présente en saillie la marque d'une baignoire de 7,5 m² ; une deuxième de 2,60 m² était située contre le mur nord. La chambre de chauffe en forme de L de près de 54 m² où étaient installés les *praefurnia* des deux pièces se situait au nord des précédentes. Elle comportait de gros massifs soutenant des chaudières pour encadrer les foyers. A l'est du *frigidarium* se trouve une grande pièce chauffée (53,7 m²) dont la chambre de chaleur était en grande partie comblée par un massif (23,7 m²) permettant le maintien d'une température modérée. La chambre de chauffe se situait au nord et contribuait à chauffer aussi un *laconicum* de 4x4,50 m. Cet ensemble associé au portique de 6,5x25 m qui donne sur la cour au sud est interprété comme un dispositif sportif cohérent. Dans un second temps le *laconicum* occidental est modifié avec l'ajout d'un bassin de 2 m². Dans la *cella soliaris*, le *solium* occidental est, lui, condamné. Vestiges à l'est de la cour quasiment inconnus	hypocauste, enduits peints, colonnes			Ier- IIIe s. ap. J.-C.	fouilles PP 1981-1988	
NARBONNAISE Allobroges	74 BRENTHONNE Le Fresnay		incon-nue	400 m²	Bassin de 18x4,85 m associé à des murs ; reconstructions tardives	*tubuli*, colonnes, sculpture			IIe-IVe s. ap. J.-C.		
NARBONNAISE Allobroges	73 ARBIN Mérande	versants de coteau	>2 ha	env. 4000 m²	Habitat de 70 pièces en plusieurs bâtiments alignés sur 200 m	hypocauste, mosaïques, colonnes, marbre, bassins		1 bâtiment	Ier- IVe s. ap. J.-C	fouilles PP 1977-81	
NARBONNAISE Allobroges	73 FRETERIVE Vers l'Eglise	piémont de l' Arclusaz	2 ha	600 m²	Thermes ouvrant par une galerie sur une palestre	hypocauste, bassins, marbre			IIe-IVe s. ap. J.-C.	fouilles SU 1985	*villa* ou agglomération secondaire

NARBONNAISE Allobroges	73 GILLY Le Grand Verger	au pied du cône de déjection du Chiriac	inconnue	1600 m²	Ensemble à peu près carré (40x42 m) de 23 pièces autour d'une cour à péristyle (17x25 m) comportant 2 états. Aile occidentale large de 9,50 m subdivisée en 6 pièces aux sols mosaïqués ou en *opus signinum*. Au centre *triclinium* de 5,5 m flanqué à l'ouest d'un *cubiculum*. A l'extrémité occidentale se trouve une grande pièce large de 11 m. L'aile nord, large de 4,5 m, comporte 5 pièces dont une totalement ouverte. Un étage coiffait cette aile. A l'est une pièce de 100 m² semble se tourner vers l'extérieur plutôt que sur la cour. Enfin l'aile ouest est mal connue. Elle recèle des vestiges d'installations balnéaires et/ou de pièces chauffées, ainsi qu'une citerne de 7,5 m de côtés. A la fin du IIe s., l'aile occidentale est transformée et le secteur balnéaire et sa citerne sont neutralisés ; à la place sont reconstruits plusieurs pièces à la fonction et au plan énigmatique ; à l'opposé, un nouveau corps de 5 pièces large de 5 m est crée en doublant l'extrémité de l'aile est. Une *cella solaris* de 11,25 m² est installée au centre de ce nouvel ensemble ; au nord de cette pièce se trouve un *frigidarium* tandis qu'au sud l'espace symétrique est divisé en 3.	Mosaïques, peintures, marbres,	inconnue		Ier- IVe s. ap. J.-C.	fouilles PP 1975-1984	*villa* ou *domus* ?
NARBONNAISE Allobroges	73 COGNIN La Ratière	vallée du Forezan			2 états, plan trapézoïdal de 120x150 m. Fouille des ailes N et S. Au sud, bâtiment d'au moins 8 pièces large de 12 m à usage agricole (?) dont l'organisation est problématique ; au NO, zone non fouillée d'habitat ; au N, aile d'habitat large de 10 m composée d'au moins 6 pièces donnant sur la cour par un portique large de 3,5 m. Après un incendie vers 260, l'établissement est reconstruit avec une nouvelle assiette. Le centre se déplace sous l'actuelle église. Au sud de l'ancienne aile septentrionale est édifié un petit ensemble thermal de 2 pièces (41 m²). Un troisième bâtiment a été décelé à une dizaine de mètres à l'est.	hypocauste, bassins, marbre, enduits peints	greniers tardifs, *dolia*		Ier-IVe s. ap. J.-C.	fouilles PP. 1970-1976	occupation proto
NARBONNAISE Allobroges	69 MEYZIEU La Dent	sur terrasse fluvio-glaciaire	4000 m²	env. 800 m²	4 états de *pars urbana*, portique sur 50 m ?	mosaïque, 2 bassins		atelier de bronzier	Ier- IVe s. ap. J.-C.	fouilles 1979	nécropole haut MA
NARBONNAISE Allobroges	69 FEYZIN La Sangladière	sur terrasse fluvio-glaciaire	inconnu	env. 230 m²	Aile thermale de *villa* rectangulaire (21x11 m) comportant à son extrémité une division tripartite (pièces de 6 m de côté). A la pièce orientale un bassin circulaire, au centre un *tepidarium*, à l'ouest un *frigidarium* mosaïqué symétrique. Des pièces de 3x6 m forment vestibules ou annexes.	Mosaïque, bassin, hypocauste				fouilles 1851	
NARBONNAISE Allobroges	38 L'ISLE-D'ABEAU Le Ga	versant de colline	5000 m² ?	1500 m²	Plusieurs états installés sur des terrasses ; nombreuses installations hydrauliques	aqueduc, bassins, thermes, marbres			Ier- IVe ? s. ap. J.-C.	fouilles PP 1978-1984	plan difficilement interprétable. ; à reprendre et à rephaser
NARBONNAISE Allobroges	38 SAINTE-MARIE-D'ALLOIX Propriété Alibe		inconnue	60 m²	Aile thermale donnant sur cour ; *frigidarium* avec bassin, pièces annexes	aqueduc, marbre			IIe-IIIe s. ap. J.-C.	fouilles 1981	
NARBONNAISE Allobroges	38 SAINT-CLAIR-DU-RHONE Bramafan	sur terrasse tardi-glaciaire	inconnue	150 m²	Une dizaine de salles pavées dont 6 mosaïquées ; 4 niveaux	hypocauste, mosaïque polychrome			fin Ier av. IIIe s. ap. J.-C.	fouilles 1966	
NARBONNAISE	38 PASSINS Le Bourg	sur terrasse tardi-glaciaire	2500 m² ?	300 m²	2 états ; 4 pièces alignées sur galerie de façade sur cour	mosaïques, drains			fin I er av. IIIe s. ap.JC	fouilles 1980-1981	

NARBONNAISE Allobroges	38 POLIENAS Le Village	sur terrasse tardi-glaciaire	incon-nue	25 m²	Fragment de balnéaire de *villa* comportant 3 états. Initialement bassin absidial de 2,20 m² chauffé communiquant avec *cella soliaris* (2,50x4,5 m au moins). *Tepidarium* adjacent large de 2 m. Création ultérieure d'une troisième pièce au sud du *tepidarium*. Dans un troisième temps, seul le bassin est conservé et englobé dans un mur de terrasse.				Ier- IIIe s. ap. J.-C.	fouilles 1990	
NARBONNAISE Allobroges	38 SEREZIIN-DU-RHONE	sur terrasse tardi-glaciaire	incon-nue		Aile nord de *villa*. 3 pièces de 9 m de profondeur donnant sur un portique ? 2 états	2 mosaïques et un *opus sectile*			inconnue	fouilles 1972	
NARBONNAISE Allobroges	38 PONTCHARRA-SUR-BREDA Grignon	terrasse alluviale	Incon-nue	1200 m²	Bâtiment annexe de *villa* évoluant en 6 états. Dans un 1er temps on distingue un bâtiment, peut-être une grange rectangulaire avec une grande pièce (8x11 m), prolongée par une seconde plus petite dont les murs sont doublés (6x4,4 m) pour constituer un vide sanitaire. Un corps large de 5 m se développe à l'est de cette construction. Après arasement de la petite pièce doublée, est construit un ensemble de 3 pièces à sols en *terrazzo* dotées pour 2 d'entre elles de foyers saillants. Ultérieurement, ces deux ensembles sont réunis en un seul bâtiment de 17x19 m avec deux pavillons d'angle, une grande halle de 9x17 m, et 3 pièces profondes de 4,5 m en fond de bâtiment. Le corps oriental est doublé par une large pièce et atteint 14 m de largeur. A la fin du IIIe s. l'espace central est subdivisé en 6 pièces avec, notamment une grande salle de 6,50x10 m occupant le tiers SO. Celle-ci sera ultérieurement agrandie de 2 m en repoussant la façade. Un couloir avec escalier sépare ce volume des pièces centrales. Dans un dernier temps, au milieu du IVe s., ces 2 pièces seront redécoupées dans le sens de la longueur.	*Tubuli* en réemploi	séchoirs à grains ?		Ier- IVe s. ap. J.-C.	fouilles 1998	
NARBONNAISE Allobroges	38 CLONAS-SUR-VAREZE rue Ste Marguerite	sur terrasse fluvio-glaciaire	>1 ha	env. 200 m²	*Pars urbana* sur 2 terrasses autour d'un péristyle avec fontaine.	Peintures, mosaïques , bassin, thermes	inconnue		?-IIIe s. ap.J.-C.		
NARBONNAISE Allobroges	26 ST-PAUL-LES-ROMANS Les Mingauds	terrasse de l'Isère	>1 ha	1200 m²	Plan partiel de *villa*. Cour à portique de dimensions inconnues (34x90 m env.) avec bassin à exèdre (22x4,5 m). L'aile orientale dégagée sur une profondeur de 12 m recèle une pièce chauffée et son *praefurnium* ainsi qu'une grande pièce à mosaïque. L'aile nord correspond à la partie noble avec un ensemble de 3 pièces de réception équipées de mosaïques figurées. On note une cage d'escalier. L'étude de l'aile ouest a été à peine engagée	mosaïques, bassins, peintures, marbre, colonnes,		Atelier de tisserand ?	Ier-IIIe s. ap. J.-C.	fouilles 1964-1968	
NARBONNAISE Allobroges	26 ST-SORLIN-EN-VALLOIRE La Barre	terrasse fluvio-glaciaire	incon-nue	6000 m²	Parcellaire, 3 états, pas de plan, restes de bâtiments arasés. Constructions à pans de bois sur fondations de galets		pressoir, fouloir, bassin viticole		50 av.- fin IIIe s. ap. J.-C.	fouilles 1992 TGV	
NARBONNAISE Allobroges	38 SERMERIEU Localisation imprécise		incon-nue	env. 200 m²	Thermes de *villa ; cella soliaris* de 31 m² avec abside au nord et prolongée de bassins rectangulaires au sud (4,80 m²) et à l'ouest (5,50 m²). La chambre de chauffe à peu près carrée est placée à l'ouest (13,10 m²). A l'est de la pièce principale, dans l'enfilade des pièces précédentes, se trouve un *laconicum* de 15,60 m² aux murs très épais (1,30 m de large). Il est chauffé par une chambre de chauffe située partiellement hors emprise, au sud. Dans cette pièce sont installés deux massifs (3,90 et 3,40 m²) formant la plate-forme des réservoirs ou chaudières. A l'est, le plan est énigmatique et ne fournit pas de pièces complètes.				Datation inconnue ; Haut-Empire ?	fouilles 1866	

NARBONNAISE Allobroges	38 ST-ROMAIN-DE-JALIONAS Le Vernai	rebord de cuvette humide	13 ha	5000 m²	2 *villae* successives. Etablissement initial augustéen composé de petits bâtiments sur solins de galets dispersés sur sommet de butte . Reconstruction tibérienne dans double enclos, partie résidentielle de 1,5 ha organisé autour de cours à portiques. Thermes. *Pars rustica* avec alignement de bâtiments sur grille de fondations formant vide sanitaire dans lac partie basse vers lit majeur du Girondan . Chapelle paléochrétienne dans la *villa*.	Mosaïques, *opus sectile*, hypocauste, peintures, statues	vigne, arboriculture, chanvre, élevage,	Métallurgie. Moulin	fin Ier s. av.-Ve s. ap. J.-C.	fouilles PP. en cours	réoccupations médiévales
NARBONNAISE Allobroges	07 ANDANCE Château Pipet		inconnue	700 m²	Bâtiment de 5 pièces ; portique, bassin à exèdre, mur de soutènement	colonnes, statuette			?	fouilles 1964	terrasse pour jardin de *villa* ?
NARBONNAISE Allobroges	07 LIMONY Brèze	pied de colline	inconnue	env. 120 m²	2 rangées de pièces donnant sur une cour bordée par des portiques	mosaïques, *terrazzo*, colonnes, marbre	pressoir		IIe-IVe s. ap. J.-C	fouilles 1972-1982	
NARBONNAISE Ségovellaunes	26 PORTE-LES-VALENCE Saint Gervais	terrasse	>3000 m²	sondages	Portique, bassins, réservoir	mosaïques			Bas-Empire	fouilles 1997	nécropole médiévale.
NARBONNAISE Ségovellaunes	26 CHABRILLAN St Martin	versant piémont des Préalpes	au moins 1,2 ha	8000 m²	Plan étagé en 3 terrasses : à fonction économique, circulation et habitat. Habitat (4500 m²) très partiellement fouillé ; 8 pièces alignées autour d'un péristyle ; terrasse moyenne avec espace de circulation		pressoir, chai, cuve		fin Ier s. av.-IIIe s. ap. J.-C.	fouilles 1996 TGV Médit.	4 états. Habitat du *vilicus* ?
NARBONNAISE Ségovellaunes	26 PEYRUS St Pierre		inconnue	300 m²	Bassin monumental long de 30 m				Ier s. ap. J.-C ?	fouilles 1992	restitué par symétrie ; pas de contexte
NARBONNAISE Voconces	26 AIX-EN-DIOIS L'Oche	terrasse alluviale	inconnue		Thermes de *villa* ? *cella soliaris* de 13,30 m² avec *solium* de 5 m² au nord-est chauffée par *praefurnium* dans chambre de chauffe rectangulaire de 9 m². Sur le canal de chauffe, emplacement de la chaudière. A l'est dans l'enfilade de la *C.S.*, *tepidarium* large de 1,70 m. Au NO pièce de 29,15 m² dont le mur sud a disparu. Contre le mur oriental, structure de 3 m², peut-être un bassin d'eau froide dépendant d'un *frigidarium*. Au SE, pièce ovale de 48 m² chauffée par hypocauste à canaux rayonnants alimenté par chambre de chauffe située à l'ouest.	*tubuli*			Ier-IIIe s. ap. J.-C.	fouilles 1965-1972	thermes de *villa* ou élément de sanctuaire des eaux lié à la source des Fontanelles ?
NARBONNAISE Tricastins	26 CHATEAUNEUF-DU-RHONE Le Palais	terrasse tardi-glaciaire	>1ha	5000 m²	*Villa* sur terrasse de 2500 m² reconstruite au IIIe ; jardin à portiques avec bassin. Au sud thermes avec portique				fin Ier s. av-IVe s. ap. J.-C.	Fouilles p. 1997-2000	
NARBONNAISE Tricastins	26 LA-GARDE-ADHEMAR Surel	terrasse tardi-glaciaire	inconnu	800 m²	A une trentaine de mètres d'un carrefour, un bâtiment rectangulaire large de 6 m et long de plus de 11 m est rapidement détruit. Au moins 6 pièces d'une autre construction, largement hors d'étude, se développent autour de l'angle SE d'une cour. Il pourrait s'agir de la *pars rustica* d'une *villa*. Ultérieurement ce corps est prolongé vers le sud par au moins 3 pièces à l'intérieur desquelles est installé un pressoir.	*Tubuli*, mortier de tuileau	pressoir		Ier-IIIe s. ap. J.-C.	fouilles 1996 TGV Méd.	4 états
NARBONNAISE Tricastins	26 PIERRELATTE Espitalet-Nord	vallée du Rhône. Terrasse tardi-glaciaire	>1074 m²	sondages	A l'angle des DDXI et UKV du *Cadastre B d'Orange* ; pièce ou corps de bâtiment de 14x38,5 m au moins. Faisant pavillon d'angle saillant on trouve une pièce de 131 m². A l'extrémité ouest pièce de 14,5x9,5 m contenant une citerne. Au sud, devant le bâtiment est délimité par un mur une cour bordée par au moins 2 pièces. La photo-interprétation montre des espaces bâtis à l'ouest des précédents, hors les murs. Un second établissement fait face de l'autre côté du *cardo*	mosaïque, marbre			Ier- IIIe s. ap. J.-C.	sondages et photo-interpret. TGV Méd.	Site interprété comme *villa* avec possible fonction de relais routier

NARBONNAISE Tricastins	26 LES-GRANGES-GONTARDES Les Grèzes	vallée du Rhône terrasse tardi-glaciaire			Alignement de pièces n'appartenant peut-être pas à un même état . Une première série à l'ouest comporte 4 pièces larges de 3 mètres. La première est carrée, les deux suivantes sont longues de quatre mètres et la dernière est recoupée par une seconde série après 2 m. Les murs de tous ces espaces sont revêtus de mortier de tuileau. Un second ensemble situé à l'est est composé d'une pièce absidiale de 3,75 m² avec *tubuli* d'où s'évacue un égout puis d'une pièce de 4,50x2,5 m au sol caladé et enfin d'une dernière pièce de 7,35 m² donnant par une ouverture au nord sur un espace non fouillé.				Ier- IIIe s. ap. J.-C.		*villa* ou agglomération secondaire ? Détail de l'interprétation des vestiges à reprendre
NARBONNAISE Tricastins	26 DONZERE Le Mollard	terrasse alluviale	5000 m² ?	3000 m²	Plan centré ; aile de partie résidentielle et moitié d'installation viticole		chai, pressoirs, cuves		Ier- IIe s. ap. J.-C.	fouilles 1981-1983	
NARBONNAISE Tricastins	26 ST-PAUL-TROIS-CHATEAUX St-Vincent	Dépres-sion humide	3200 m²	3000 m²	4 phases antiques. Initialement un bâtiment à fonction agricole, rectangulaire de 66,8x16 m divisé en 4 espaces. Au centre une salle longue de 38,20 m (611m²) bordée à l'ouest par 2 bassins allongés de 4x1,25 et 4,20x1,25 m. Une autre pièce de 5,30 m de large ferme à l'ouest. A l'est on trouve 2 pièces, de 5,10 et 4,90 m de large. A 20 m au nord est construit un petit bâtiment monocellulaire de 5,45x5,60 m. Au début de l'époque flavienne construction autour d'une cour ouverte vers le sud, large de 37 m de 2 ailes. L'aile ouest, de 39,50x9,70 m, est divisée en 7 pièces. La moitié nord de cette aile est occupée par une seule salle. Celle-ci est bordée au sud par 2 petites pièces (3x2,10 m et 6x3,10 m). Au centre, une salle rectangulaire (5,00x5,80 m) ouvre par une porte charretière sur l'extérieur. Une vaste salle (4,60 m de large) occupe toute la largeur de l'aile. Au sud, le corps se termine par 2 pièces (3x4 m et 3x4,50 m). L'aile orientale est incomplètement dégagée. Seules 2 pièces (5,73x5,65 m et 5,73x5,30 m) ont été fouillées. Aucun élément fonctionnel précis ne permet de décrypter le plan. Au Ve s. après 3 siècles d'abandon, une partie des vestiges sont réoccupés. Une cabane est installée dans la ruine du bâtiment B. Une autre réutilise le volume d'une des grandes salles de l'aile ouest. Enfin un troisième espace est réaménagé à l'angle occidental du corps nord.	mosaïque			Ier -IIe s. ap.J.-C. réoccup. Ve s.	fouilles 1983-1986	Réoccupation médiévale
NARBONNAISE Tricastins	26 MALATAVERNE La Riaille	terrasse fluvio-glaciaire	incon-nue	220 m²	2 états, installation viticole recouvrant une mosaïque	mosaïque	pressoir, cuves, *dolium*,		IIe-IIIe s. ap. J.-C.	fouilles 1968	
NARBONNAISE Helviens	07 ALBA Bas Juliau	versant est du Berg		4000 m²	Etat initial : 3 bâtiments. Réfection à plan centré sur cour et terrasse	sol en *opus signinum*			Ier s. av.- fin IVe s. ap. J.-C.	fouilles 1986-1988	extension maxi IIIe s. ; sites dépendants
NARBONNAISE Helviens	07 ALBA La Mure	fond de vallée	2000 m²	400 m²	*Pars rustica* comprenant une cour et un cellier remanié fin IIe-IIIe s.		pressoir, cuves		Ier- IVe s. ap. J.-C.	fouilles 1995	
NARBONNAISE Helviens	07 ALBA La Plaine	sur 1ere côte du Coiron	incon-nue	3000 m²	Partie résidentielle restructurée au IIIe s. donnant sur cour à portique ; bassin de 15x3 m	bassin, thermes, mosaïques, colonnes			Ier s. av.- fin IVe s. ap. J.-C.	fouilles 1981	
NARBONNAISE Helviens	07 ALBA Saint Martin	pente de vallée de l'Aiguille	incon-nue	1750 m²	Construction à étage agrandie au IIe s. et dotée de thermes	thermes, *terrazzo*			Ier s. av.- IVe s. ap. J.-C.	fouilles 1983	6 phases

NARBONNAISE Helviens	07 CHAUZON Vignal	terrasse fluviale	>1000 m²	200 m²	Aile nord de *villa* ? Un bâtiment (10,8x9,60 m) à sol en mortier appartenant à une *pars rustica* et un autre partiellement dégagé avec série de pièces rectangulaires en enfilade selon un axe NS. Au nord, 4 pièces d'inégales surfaces ouvrant sur une grande salle large de près de 6 m dallée avec foyer. Secteur thermal voisin non fouillé	sols en mortier de tuileau, *tubuli*			Ier s. av. - fin VIe s. ap. J.-C.	fouilles 1986	occupation haut M.A.
NARBONNAISE Helviens	07 PRIVAS La Plaine du Lac	dépression sédimentaire	2450 m²	1250 m²	Habitat de 5 pièces centré sur une cour avec portique ; *pars rustica* partiellement fouillée		bassins de pressoir		Ier- VIe s. ap. J.-C.	fouilles 1996	ferme-relais routier?
NARBONNAISE Helviens	07 BOURG-ST-ANDEOL Le Liby	versant nord d'une dépression	inconnue	env. 600 m²	Possible *villa* installé à flanc de colline comprenant une partie thermale ou chauffée par hypocaustes et des bassins		pressoir		Haut-Empire	fouilles 1870	

TABLEAU 2 : LES ETABLISSEMENTS SECONDAIRES (FERMES)

LYONNAISE C.J.E.	01 FARGES Les Tovets			150 m²	Fragment de 2 pièces dont galerie de façade. 3 phases de constructions principales ?				Ier-IVe s. ap. J.-C.	fouilles 1993	
LYONNAISE Séquanes	01 CHATEAU-GAILLARD L'Argillier	terrasse alluviale		2000 m²	Bâtiment à solin de galet et élévation à pan de bois (1 étage ?) à 3 pièces sur cour interne de 10x11 m . Un autre bâtiment de 11x15 m avec une pièce principale et une galerie de façade ainsi que 2 cabanes de 10x6 m associées				Ier s. ap.- début IIe s. ap. J.-C. réoc IVe	fouilles 1984 A 42	
LYONNAISE Séquanes	01 PONCIN Champagne	terrasse alluviale	>2000 m²	650 m²	3 bâtiments avec élévations en matériaux légers. Les bâtiments A (13,5x4,4 m) et B (6,72x5 m) ont un sous sol soigneusement bâti. Le bâtiment C est sans cave. Une 4e construction a été repérée.				Ier s. ap. J.-C.-IVe s. ap. J.-C.	fouilles 1971-1973	
LYONNAISE Séquanes	01 PONT-D'AIN Saint-André ou les Combes	terrasse dominant le Suran	inconnue	5600 m²	3 bâtiments dans un enclos. Le plus important a 9 pièces autour d'une cour centrale (étage ?). Un autre à grande pièce (120 m²) donnant sur galerie à pavillons engagés			métallurgie : 5 bas fourneaux	IIe -IIIe s. ap. J.-C.	fouilles 1982 A 42	
LYONNAISE Ségusiaves	42 CLEPPE Le Bois de Croël	plaine alluviale	inconnue	160 m²	Bâtiment rectangulaire (12,50x13,50 m) divisé en 3 pièces. Espace principal de 10x7,5 m au NO bordée au sud par une galerie de façade de 10x2,90 m et à l'est par un couloir de 1,90x11,30 m suggérant un escalier. Un deuxième bâtiment a été détecté à 20 m au sud.				Ier s. ap. J.-C.-IIIe s. ap. J.-C.	fouilles 1977	fouille linéaire
LYONNAISE Ségusiaves	42 ST-ROMAIN-LE-PUY La Bruyère	non documentée	inconnue	55 m²	Bâtiment partiellement dégagé. Une pièce d'entrée étroite (couloir ?) large de 2,3 m et longue de 6 m séparée par une cloison de brique d'une pièce carrée de 6,5 m de côté.				IIe s. ap. J.-C.	fouilles 1968-1975	
NARBONNAISE Allobroges	69 SOLAIZE Le Clos des Eparviers	versant de moraine		1400 m²	Bâtiment unique en galet (élévations à pans de bois ?) formant initialement une bande large de 3,25 m avec au moins 2 pièces dont une seule complète (3,25x3,80 m). Au IIe s. agrandissement à l'est d'une pièce de 5,90x2,90 m. avec foyers			pesons de tisserand			
NARBONNAISE Allobroges	69 MEYZIEU La Grande Seiglière	terrasse fluvio-glaciaire	>1000 m²	400 m²	2 états. Un bâtiment partiellement dégagé (15x10 m) avec pièce ou cour centrale profonde de 8 m et au moins 6 pièces. Recouvrant une première construction avec pièce allongée (10x4 m)	sol en mortier de tuileau			Ier-IVe s. ap. J.-C.	fouilles 1982 CD 147	
NARBONNAISE Allobroges	69 MARENNES Le Pilon	terrasse fluvio-glaciaire	5100 m²	3500 m²	Un bâtiment en galet (élévations à pans de bois ?) au centre d'un dispositif d'enclos fossoyé quadrangulaire de 5000 m². Une deuxième construction sur poteaux dans un angle					fouilles 1992 A 46 Sud	partie centrale dont habitat détruit sans fouille

NARBONNAISE Allobroges	69 COMMUNAY La Troupillère	versant de coteau	incon-nue	350 m²	Plan très incomplet ; 2 états principaux. Aile sud avec alignement de 3 pièces donnant sur grande salle(6,5x10 m mini). Au nord, 2 autres pièces dont une seule intégralement conservée (3,50x7,50 m).	pas d'aménage-ment interne			Haut-Empire	fouilles 1991 A 46 Sud	annexe de *villa* ?
NARBONNAISE Allobroges	38 CREYS-ET-PUSIGNEU (CREYS-MEPIEU) Faverges	plateau			Bâtiment rectangulaire (3,8x10 m) avec solin de dalles calcaire divisé en 3 pièces donnant sur une cour enclose pavée de galets (10x8,5 m). Le mur périphérique est percé d'une porte cochère à l'ouest. Faisant face à l'habitat, une resserre borde la cour au sud				Ier-IIIe s. ap. J.-C.	fouilles 1977-1978	
NARBONNAISE Allobroges	38 ST-GEORGES-D'ESPERANCHE La Froide	terrasse alluviale	900 m²	900 m²	Bâtiment isolé de 13x8 m subdivisé en 2 rangées de 3 pièces				IIe-IIIe s. ap. J.-C.	fouilles 1991	
NARBONNAISE Allobroges	38 HIERES-SUR-AMBY Larina	éperon de plateau	21 ha	1,3 ha	A l'intérieur d'un espace fortifié, 2 états du Bas-Empire. 1er établissement en poteaux rapidement remplacé par établissement de 13 bâtiments majoritairement sur solins de galets et élévations en pans de bois disséminés sans ordre ni orientation, plusieurs se recoupant. Un habitat principal avec galerie de façade sur 3 côtés et espace intérieur à 2 pièces (10x13 m), un bâtiment avec pressoir, une grange (20x17 m) à 3 nefs ainsi que 8 bâtiments à 1 ou 2 pièces interprétées comme des remises ou ateliers. Au sud, le bâtiment XV s'appuie contre une remontée du rocher et présente un alignement sur 33 m de 6 pièces doublé par une excroissance de 2 pièces formant angle droit. Enfin , à l'ouest se trouve une construction (bâtiment 6) trop dégradée pour être interprétable		élevage de moutons	atelier de fausse monnaie	IVe- Vle s. ap. J.-C.	fouilles 1977-1992	le site serait au Bas-Empire une exploitation dépendant d'une *villa* sous la houlette d'un *vilicus*. Nécropole associée Réoccupation ht M.A.
NARBONNAISE Allobroges	38 L'ALBENC Le Bivan	terrasse alluviale de l'Isère	1600 m²	1600 m²	Prenant la suite d'une construction sur poteaux, bâtiment rectangulaire avec solin de pierres et galets (3,8x19 m) divisé en 3 pièces donnant sur une cour enclose pavée de galets (11x19 m). Une resserre est aménagée dans l'angle NE de la cour. Il est possible que des petites dépendances couvertes de tuiles aient été installées à l'ouest de l'établissement				IIe-IVe s. ap. J.-C.	fouilles 1992 A 49	
NARBONNAISE Allobroges	38 ST-SAUVEUR Le Perron	terrasse alluviale de l'Isère			2 états de construction. Au Ier s. un bâtiment rectangulaire de 37x12 m (restitué par symétrie) avec espace central large de 12,5 m entouré de chaque coté, de 2 pièces. Après abandon, nouveau bâtiment à plan ramassé rectangulaire (22x17,5 m) avec galerie en façade est entre 2 pavillons engagés ouvrant sur grande pièce centrale. Espace intérieur dégradé				mi IIe-mi IIIe s. ap. J.-C.		
NARBONNAISE Allobroges	38 VILLETTE-D'ANTHON Les Communaux-d'Arézieux	terrasse fluvio-glaciaire, bordure de dépres-sion humide	2 ha	2 ha	Bâtiment de 20x22 m recoupant un enclos fossoyé ; 9 pièces organisées autour d'un espace central (salle ou cour) de 8x10 m				mi IIe-mi IIIe s. ap. J.-C.	fouilles 1990 TGV sud	trésor monétaire
NARBONNAISE Segovellaunes	26 MONTELIER Les Claveysonnes	vallée du Rhône, plaine fersia-litique recouver te de limons d'inonda tion	2280 m²	1800 m² (2700 m² déca-pés)	Bâtiment dans un enclos déterminant deux cours. évolution en 4 phases du IIe au IVe s. Bâtiment de 7 pièces (262 m²) avec galerie de façade et 49 m² pour 2 annexes à l'est. Agrandissement ultérieur de 7 pièces à la fonction inconnue mais comportant peut être des bassins	sols en mortier de tuileau		forge	fin IIe-IVe s. ap. J.-C.	fouilles 1996 TGV Méd.	fonction incertaine.

NARBONNAISE Segovellaunes	26 CHABEUIL Les Gachets	vallée du Rhône, terrasse pleisto-cène	2500 m²	1000 m²	4 états. Bâtiment initial en 2 corps (358 m²). Au nord corps de 11x12 m subdivisé en 2 parties avec grande pièce de 12x6 m et 3 autres pièces. Au sud, grande pièce allongée de 152 m² avec petit décrochement. Au IIe s. aménagement d'une cour à l'est bordée au nord d'un nouveau corps d'au moins 5 pièces. Au IIIe s. le bâtiment initial est arasé et le corps nord agrandi	aqueduc ?		scories	Ier-fin IVe s. ap. J.-C.	fouilles 1996 TGV Méd.	
NARBONNAISE Segovellaunes	26 CREST Bourbousson 3	plaine alluviale de la Drôme, pied de collines mollas-siques	2000 m²	1200 m²	Bâtiment rectangulaire (20x11,8 m) en adobe sur soubassement de galets initialement divisé en 5 pièces et une galerie de façade donnant sur une cour carrée de 20 m de côté. L'espace interne s'organise autour d'une pièce carrée de 7,5 m dotée d'un foyer. Un couloir bordant cette pièce porte les traces d'un escalier. Une pièce latérale est interprétée comme une grange, une autre comme une étable (?). Dans un deuxième temps la partie orientale est modifiée. Au dessus de la pièce centrale est installé un grenier. Après incendie, un deuxième bâtiment est construit à l'est, largement hors emprise. Il n'a été reconnu que sur une longueur de 15,5 m et présentait une largeur de 7 m et était d'abord subdivisé en 2 pièces inégales. A la fin du IVe, la grande pièce est subdivisée en 2 et pourvue d'un cellier. Enfin au Ve le bâtiment est réaménagé par l'adjonction d'une grande salle au nord remplaçant petites pièces et dépendances. Ce second bâtiment a fourni de nombreux restes de métallurgie et des dépôts monétaires			enclume, lingot, scories	fin IIe- Ve s. ap. J.-C.	fouilles 1996 TGV Méd.	changements de fonction entre 1er établissement (ferme) et second pour lequel les témoins d'activité métallurgique, et les monnaies suggèrent une fonction commerciale
NARBONNAISE Tricastins	26 ALLAN La Barque	vallée du Rhône, plaine fersia-litique		1800 m²	Un premier bâtiment partiellement décapé (11,50x19 m mini) est agrandi par l'adjonction d'un palier et d'une dépendance de 2,60 m de large installés dans une vaste cour close trapézoïdale. Face à la cour, un bâtiment rectangulaire (15x34 m) a été restitué grâce à des sondages et des prospections géophysiques. Un troisième petit bâtiment a été repéré à l'est du précédent, entre celui-ci et la cour				Ier- déb. IIIe s. ap. J.-C.	fouilles 1996 TGV Méd.	fonction incertaine

TABLEAU 3 : DEPENDANCES ET ETABLISSEMENTS DIVERS

LYONNAISE Séquanes	01 PONCIN La Châtelarde	terrasse alluviale			Bâtiment à 3 nefs, large de 20,50 m et de longueur inconnue construit sur des fondations en moellons de calcaire. La nef centrale large de 9,50 m est prolongée par une abside en U. de 6,5 m de rayon. De part et d'autre de celle-ci le bâtiment est agrandi ultérieurement. Une pièce de 3x4 m prolonge la nef orientale tandis que 2 autres sont installées à l'ouest	mortier de tuileau et *tubuli* en réemploi			IIIe-IVe s. ap. J.-C.	fouilles 1980 A 40	bâtiment thermal ? Fonction problématique
LYONNAISE Séquanes	01 MONTAGNIEU La Roche Noire	grotte en pied de falaise		qq m²	Abri sous roche à ouverture aménagée. Négatif d'un fronton en bois avec trous d'encastrement. A l'intérieur, mur paramenté, foyer, sols aménagés. Mobilier de qualité (verres, monnaies, fer de lance).			loupes et scories de fer	IVe- Ve s. ap. J.-C.	sondages 1996-1997	problème de statut lié à la qualité du mobilier
LYONNAISE Séquanes (Ambarres ?)	01 MONTAGNIEU Le Pré de la Cour	berges du Rhône	4000 m²	4000 m²	4 états. Etablissement lié à débarcadère sur le Rhône. Site s'étirant sur plus de 250 m de longueur. Berge aménagée. Bâtiments en poteaux pour les 3 premières phases puis sur solins, standardisés (en phase IV : 8,80x6,50 m) monocellulaires avec foyer alignés. En phase 2, deux ensembles entourés d'une palissade				- 40 av.+50 ap. J.-C.	Archéo Rhône 1984	fonction artisanale ou commerciale liée au Rhône
LYONNAISE	01 SERRIERES-DE-BRIORD	berges du	incon-nu	1 ha	6 états. Etablissement initial en bois avec cabanes semi-enterrées dans enclos fossoyés rectilignes. Réorganisation				déb. Ier- IVe s. ap. J.-C.	Archéo Rhône	

	Les-Grandes-Terres	Rhône			tibérienne avec bâtiment à solin de galet et long de 16 m avec galerie de façade. et grande pièce interne. Nouvel établissement au IIe s. avec petit bâtiment de 5 m de côté et autre très dégradé. Au IIIe s., alignement de constructions (plans problématiques) en poteau dans enclos rectangulaire (80x44 m). Au IVe s. dernière occupation avec reconstruction sur bâtiments antérieurs					1985	
NARBONNAISE CJE	74 MUSIEGES Mont de Musièges	sommet du mont	8000 m²	sonda-ges	Plate-forme fortifiée par mur large d'un m et long de 340 m Bâtiment quadripartite de 250 m² appuyé contre rempart au NO. 2 petites constructions encadrant l'entrée unique. Une citerne (7x5x2 m) entourée par un mur	mosaïque, *tubuli*	meules	scories	IIIe- Ve s. ap. J.-C.	fouilles 1937-1939 1947-1951. sondages 1994-1995	problème d'identification
NARBONNAISE Allobroges	69 MEYZIEU Trillet	sommet de moraine	>1 ha	7500 m²	5 cabanes semi-enterrées en ossature-bois de gabarits variables. Sols aménagés, toitures de tuiles				IIe-IVe s. ap. J.-C.	fouilles 1992 A 42/43	nécropole associée à structures récentes Dépôt d'outils dans une cabane
LYONNAISE Ségusiaves	69 ANSE Les Carrières	plaine alluviale		250 m²	Bâtiment (11x5,5 m) à 2 pièces dissymétriques (1/3,2/3).associé à un dépotoir			métallurgie (bronze, fer)	fin IIe s. ap. J.-C.	sauvetage 1982	dépendance de Anse-La Grange du Bief ?
LYONNAISE Ségusiaves	42 ST-GERMAIN-L'ESPINASSE Déviation RN7	plaine alluviale	isolé ?	100 m²	Bâtiment (10,5x5 m) sur 12 piliers périphériques latéraux et 2 faîtiers.		grange		Ier s. av. - Ier s. ap. J.-C.	fouilles 1993	tombes à incinération associées
LYONNAISE Ségusiaves	42 ST-JEAN-ST-MAURICE Chateaubillon	incon-nue	incon-nue	200 m²	Bâtiment rectangulaire monocellulaire partiellement dégagé ((larg.5,60x7 m mini) prolongé par effondrement ou remblai de tuiles. A qq mètres, 6 TP en arc de cercle			scories	IIe s. ap. J.-C.	fouilles 1979	
NARBONNAISE Allobroges	69 FEYZIN Champ-Plantier III	pente de terrasse		3000 m²	A l'intérieur d'enclos fossoyés, mare (10x15 m) aménagée par un empierrement en bordure de laquelle est installée un abri en appentis long de 7 m et large de 4 m semi-enterré		ensemble à fonction pastorale ?		IIe s. ap. J.-C.	fouilles 2002	
NARBONNAISE Allobroges	69 ST-PRIEST ZAC des Feuilly	butte morai-nique			Plusieurs cabanes semi-enterrées de différents modules avec sols aménagés, toitures de tuiles associées à un puits				Ier s. ap. J.-C.	fouilles 2000	descriptif imprécis : rapport non rendu
NARBONNAISE Allobroges	69 CHASSIEU L'Epine	sommet de moraine	>6 ha	4 ha	Plusieurs noyaux d'occupation laténienne avec greniers sur poteaux. Réorganisation au Ier s. ap. J.-C. le long d'une voie avec plusieurs pôles constitués de cabanes semi-enterrées de différents modules avec sols aménagés, toitures de tuiles			forges, four à céramique	Ier s. av. - fin Ier s. ap. J.-C. réoc IIIe s.	fouilles 1992 A 42/43	agglomération d'unités indépendantes ou annexe de site ?
NARBONNAISE Ségovellaunes	26 MONTMEYRAN Blagnat	plaine fersia-litique, r dépôt torrentiel	incon-nu	9000 m²	Un bâtiment de 13x15 m sur 13 poteaux organisé en 2 nefs. avec 2 fossés perpendiculaires le ceinturant				Ier s. av.- Ier s. ap. J.-C.	fouilles 1996 TGV Méd.	Inhumation d'un porcelet au centre du bâtiment
NARBONNAISE Ségovellaunes	26 CHABRILLAN L'Hortal	versant piémont des Préalpes	env. 3000 m²	2200 m²	2 phases antiques. Au milieu IVe, un angle de bâtiment et un sol aménagé. Après désertion, réoccupation à la fin IVe avec bâtiment monocellulaire de 12x5,5 m, 2 autres murs formant angle aigu et un bassin carré (1,10 m de côté).				IVe s. ap. J.-C.	fouilles 1996 TGV Méd.	relation avec Saint-Martin ? Continuité d'occupation au ht M.A. habitat ou annexe ?
NARBONNAISE Ségovellaunes	26 VALENCE Le Maninet	plaine fersia-litique	estimé à 4 ha	150 m²	4 cabanes semi- enterrées de gabarits variables. Sols aménagés ; toitures de tuiles ? Dépendances de *villa* ?				mi Ier-déb IIIe s. ap. J.-C.	fouilles 1993 cont. de Valence	

■ *Les sources documentaires utilisées*

La base de données Patriarche

Les programmes de recherche

- PCR de J.-C. Béal (1998) : *L'artisanat dans les villes antiques* : il a permis un inventaire sur les chef-lieux de cités d' Alba, Die, Feurs, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Valence, Vienne et Lyon. - PCR de A. Desbat (1992) : *Les ateliers céramiques de la moyenne vallée du Rhône* : il a concerné Lyon, Vienne, Saint-Péray. PCR de C. Laroche : *Les ateliers céramiques en région Rhône-Alpes à l'époque romaine*. PT d'Alain Mélo : *sidérurgie antique et analyses de scories en Haute-Savoie* -Les tables-rondes et colloques organisés par J.-C. Beal à la maison de l'Orient avec publication des actes : *L'arbre et la forêt*, *Le bois dans l'Antiquité* (1995) (article sur Lyon) *Aspects de l'artisanat du textile dans le monde méditerranéen* (1996), *Des ivoires et des cornes dans les mondes anciens* (2000) (article sur Lyon), *Les artisans dans la ville antique* (2002) (article sur Lyon). Les publications à l'issue des deux premiers programmes concernent uniquement Lyon : L*a production de céramiques des ateliers lyonnais* (*Gallia* 1996 et 1997), *L'artisanat antique à Lyon* de Christine Becker dans les Actes du colloque *Les artisans dans la ville* (2002).

- Le dépouillement des BSR de 1992 à 2002 par Michel Lenoble et Philippe Thirion.

- Actes du Congrès de l'AFAV en 2001 : *Echanges et commerce du verre dans le monde antique* : *Les ateliers de verriers des Subsistances et de La Butte à Lyon*.

■ *L'artisanat céramique*

Il ressort de ce tour d'horizon que l'artisanat céramique reste l'activité artisanale la mieux connue de la région. Il y a plusieurs raisons à cela : tout d'abord c'est un artisanat qui laisse des traces faciles à identifier car les structures sont spécifiques et les déchets sont importants en nombre. De plus la présence à Lyon du Laboratoire de céramologie (UMR 5138) a largement favorisé les études portant sur la production des céramiques, et la recherche des ateliers.

L'inventaire comprend actuellement 134 ateliers céramiques se répartissant en 89 ateliers de potier, deux ateliers mixtes, 5 ateliers de terre cuite indéterminée, 38 ateliers de terre cuite architecturale. 48 ateliers de potiers, les deux ateliers mixtes, 2 ateliers de terre cuite indéterminée et 23 ateliers de terre cuite architecturale sont identifiés avec certitude.

Les ateliers de potier

La période de production est établie essentiellement pour les ateliers « certains » : 7 ateliers fonctionnent dès la fin du premier siècle avant J.-C ; c'est au cours du Haut Empire et principalement au premier siècle après J.-C. que la majorité des ateliers est attestée (30) . Au Bas-Empire seuls quelques ateliers (9) sont recensés.

Les ateliers de potiers ont des tailles et des durées de production variables.

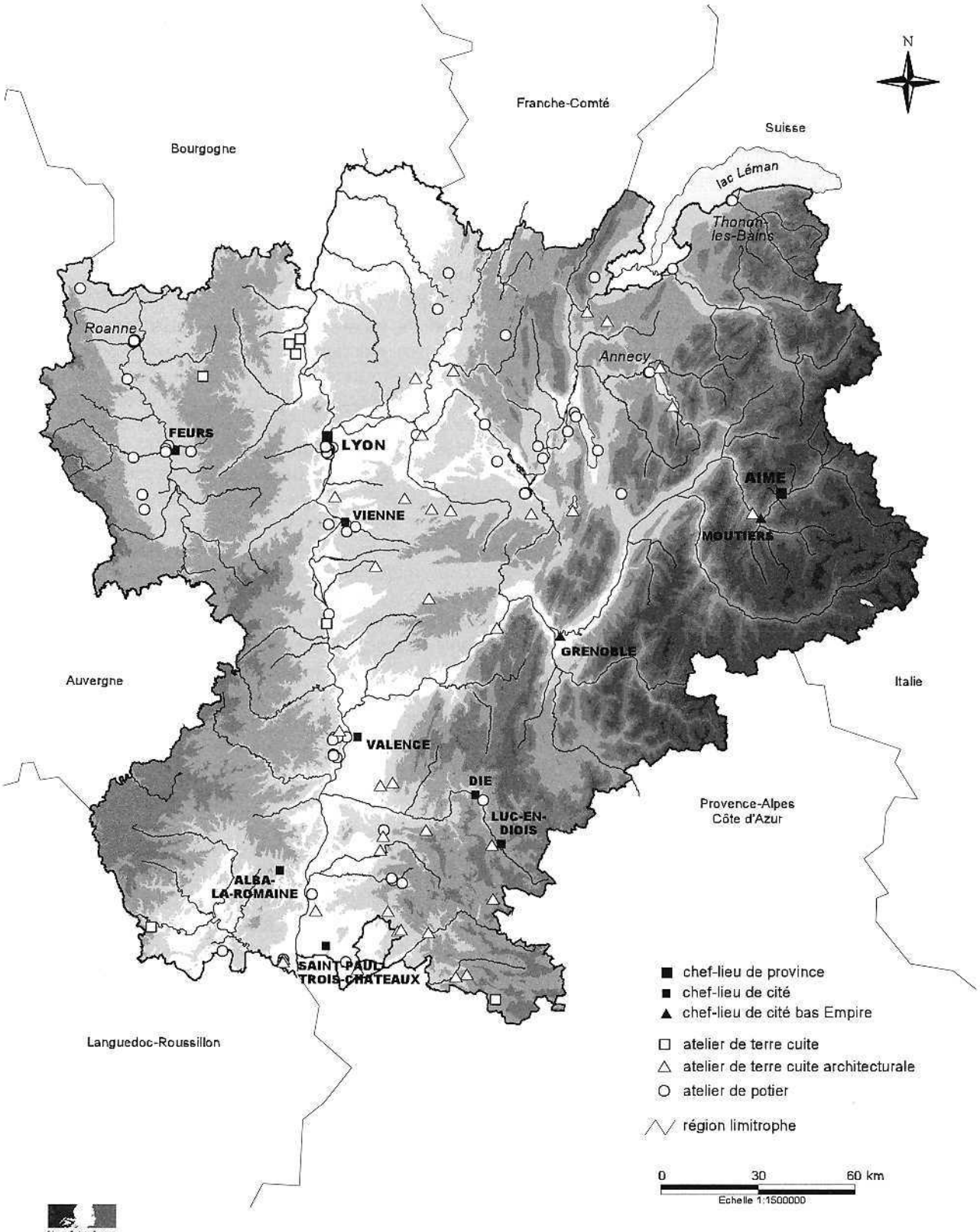
Il ressort de façon évidente que seuls les ateliers du Haut Empire lyonnais, viennois et ceux d'Aoste présentent une très grande variété de production. Les ateliers de Thonon et de Saint-Péray ont une double production de céramiques à vernis argileux (Sigillée Claire B, CRA ou DSP) et de céramiques culinaires. Les ateliers pourtant nombreux de Roanne et Feurs semblent avoir essentiellement fabriqué de la céramique commune. Il en est de même pour les ateliers drômois de Dieulefit et La Répara.S'agissant des ateliers qui ont exporté leurs céramiques au-delà d'une région proche, ce sont les ateliers ayant des « spécialités » comme les ateliers de Sigillées claires B de Saint-Péray, la luisante de Portout , les sigillées et les parois fines lyonnaises et viennoises, les mortiers et les vases décorés de type Déchelette 69 d'Aoste. En l'absence d'étude sérieuse sur l'atelier de Thonon, il n'est guère possible d'évaluer l'aire de diffusion des céramiques à revêtement argileux.

Les ateliers de terre cuite architecturale

La répartition des 38 ateliers de terre cuite architecturale pose question car aucun atelier n'est signalé à l'ouest de la vallée Rhône-Saône. Aucune explication ne vient malheureusement à l'esprit pour expliquer le manque d'ateliers. Nous disposons de la documentation pour seulement sept ateliers : Ambutrix (Ain), Doussard (Haute-Savoie), Clarafond (Haute-Savoie), Moissieu-sur-Dolon (Isère), Communay (Rhône), La Charce (Drôme) (Daumas, Laudet 1990), Montbrison-sur-Lez (Drôme). L'inventaire de Françoise Le Ny de 1988 comptait seulement trois fours (Doussard, Clarafond et Ambutrix). La notion même d'atelier de tuilier peut paraître impropre lorsque l'atelier n'est connu que par un seul four mais dans le cas d'ateliers fouillés de manière un peu extensive il apparaît une certaine organisation de l'espace de travail comparable aux ateliers de potiers.

Les fouilles réalisées dans le cadre d'opérations d'archéologie préventive sur les ateliers de Moissieu-sur-Dolon (Lalaï 1991) et Communay (Bouvier 1993) n'ont pas été limitées aux fours ; d'autres structures comme

La région Rhône-Alpes, époque antique
L'artisanat de terre cuite



Préfecture de la région Rhône-Alpes
service régional de l'archéologie
14/09/2007 (Données Patriarche au 15/12/2004)

Fond cartographique issu de la BD CARTO®
© IGN - PARIS - Autorisation n° 50-7549
Reproduction interdite

des aires de lavage ou de stockage d'argile, des bâtiments sur poteaux de bois ont également été identifiées. Aucune étude n'a été réalisée sur les matériaux produits dans ces ateliers ni sur leur diffusion. L'environnement proche de ces fours montre toujours des traces d'occupation contemporaines, mais il se pose toujours la question de savoir si ces fours sont utilisés de manière temporaire, le temps de constructions ou de réparations ou s'il s'agit de productions destinées à alimenter de grands chantiers de construction.

■ ***La chaux***

Quelques fours à chaux (8), dont certains de très grande capacité étaient construits sur le lieu de démolition de bâtiments monumentaux comme à Lyon.

■ ***Le verre***

L'artisanat du verre est peu représenté sur la région. Il est attesté par des fours et des moules à Lyon, Vienne et Aoste. L'UMR 5138 a intégré un programme sur l'artisanat du verre et des recherches sont menées sur l'alun.

■ ***Les métaux***

L'artisanat métallurgique prête souvent à confusion à cause de la méconnaissance, de la part des fouilleurs, des processus techniques d'élaboration des métaux ; ceci est surtout flagrant dans les données anciennes ; la découverte de scories suffisait parfois pour mentionner la présence d'un atelier métallurgique. Mis à part les sites étudiés dans le cadre du PCR sur l'artisanat (J.-C. Béal) ou le travail d'A. Mélo sur les scories, les données actuelles de Patriarche sont à considérer avec prudence et sans doute serait -il nécessaire de retourner à la source documentaire pour apporter des précisions sur le type de structures et de travail ; par exemple, pour le fer, déterminer s'il s'agit d'un fourneau lié à la phase de réduction du minerai ou bien d'une forge. Aujourd'hui, l'interprétation sur le terrain est facilitée par les nombreuses références dans le domaine de la métallurgie ancienne, en Suisse notamment, et par l'utilisation de manuels pour aider à l'identification des déchets. Il semblerait que l'artisanat du bronze prête moins à confusion au moment de la fouille. La répartition sur le territoire des points de découvertes se rapportant à l'activité métallurgique est sans surprise : les villes sont les plus concernées avec 36 EA situées dans les chefs-lieux de cité, et 9 dans des agglomérations secondaires, 20 dans des contextes ruraux liés ou pas à une *villa*, sans doute des activités de forge. 10 concernent les ateliers de réduction du fer en lien direct avec l'extraction du minerai de fer dans le Salève (74).

L'artisanat du plomb a été publié par A. Cochet à partir du mobilier. Aucun atelier n'a pu être identifié lors des fouilles.

■ ***Les autres artisanats***

Seuls deux ateliers de résinier sont connus, l'un dont les structures étaient intégrées dans un atelier de potier à Lyon, l'autre dans la Loire.

L'artisanat du textile est certifié à Vienne et Lyon avec les ateliers de foulons. La présence de fusaïoles, de peignes à carder ou de pesons de métiers à tisser est insuffisante pour différencier une activité artisanale d'une simple activité domestique.

L'artisanat de la peau est difficile à reconnaître mais il a pu être attesté à Vienne et des installations pourraient lui être attribuées également à Lyon.

La tabletterie est généralement identifiée par la présence d'objets ébauchés et de déchets de taille. Elle est avérée dans les principaux chefs-lieux de cité, quelques agglomérations et certaines *villae*.

La taille de la pierre (sculpture ?) est attestée à Lyon et Annecy par la présence d'outils et d'ébauches.

L'artisanat alimentaire comme la boucherie a été repéré à Lyon et à Valence ; des fumoirs à viande ont été fouillés à Annecy ; la meunerie est attestée par la présence de moulins ou de meules de grandes dimensions à Alba, Lyon, Annecy ainsi que dans la *villa* de Saint-Romain-de-Jalionas. Dans les *villae* du sud ont été remarquées des installations spécifiques (pressoirs) à la fabrication du vin et de l'huile d'olive.

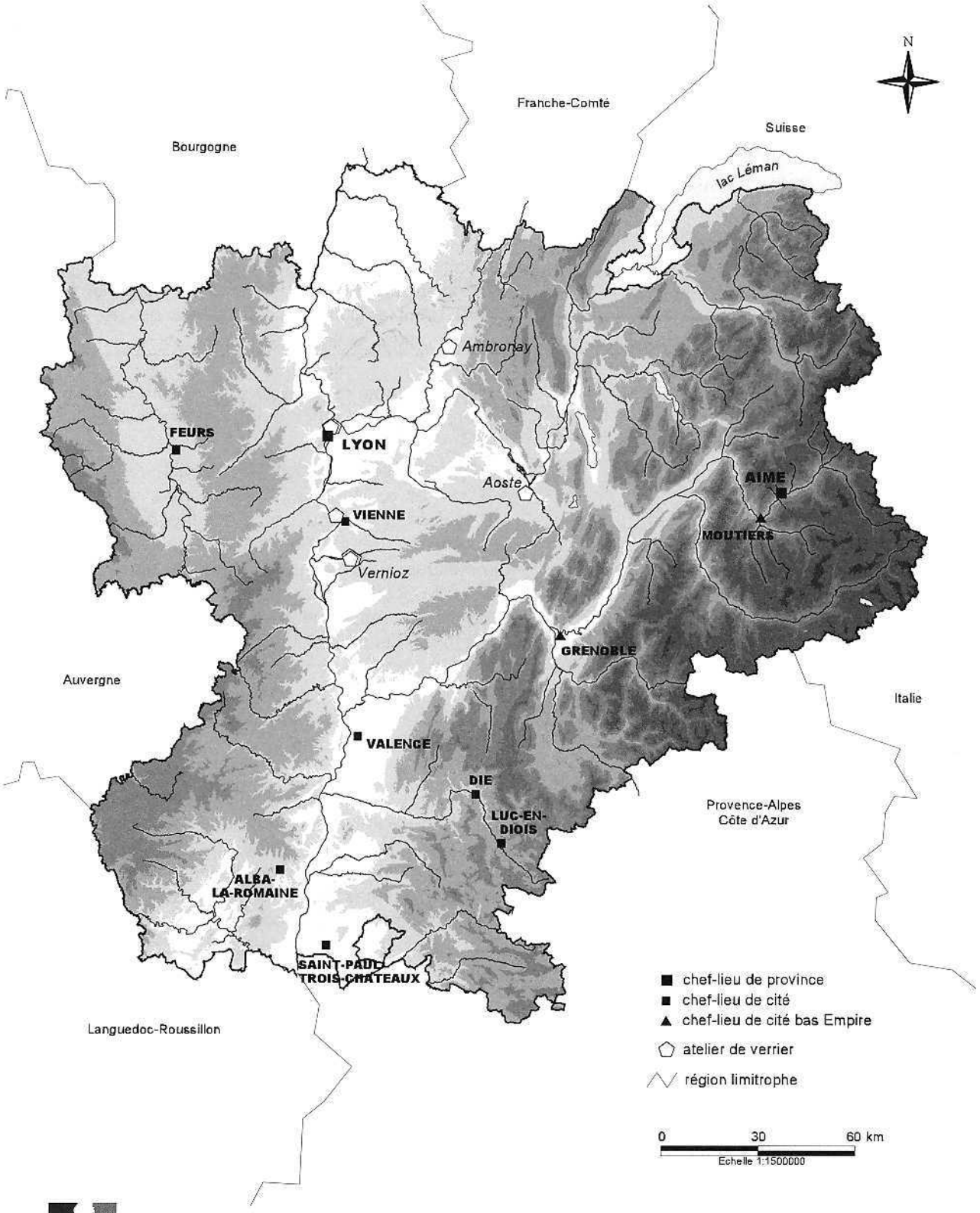
De nombreuses structures artisanales fouillées n'ont pas été interprétées, notamment des bassins en bois ou en maçonnerie recouverte de mortier de tuileau.

Les fouilles réalisées ces 10 dernières années ont apporté de nombreuses données sur l'artisanat : ateliers de potiers à Lyon, Feurs, Roanne, La Pacaudière ; ateliers de verriers à Lyon, ateliers métallurgiques à Annecy, Annemasse, Lyon, Saint-Paul-Trois-Châteaux, ainsi que dans d'autres contextes (sanctuaires, *villae*). Dans l'ensemble il serait souhaitable de réexaminer les données de terrain en prenant en compte les nouvelles recherches dans ce domaine afin d'essayer d'identifier certaines installations artisanales actuellement indéterminées ou de préciser dans le domaine métallurgique à quelle phase peuvent être associés la structure observée et les déchets prélevés.

On peut également relever l'insuffisance de recherches menées dans le domaine de l'artisanat à l'échelle de la région d'où découlerait une sous-interprétation des structures artisanales dégagées lors de la fouille.

Colette LAROCHE

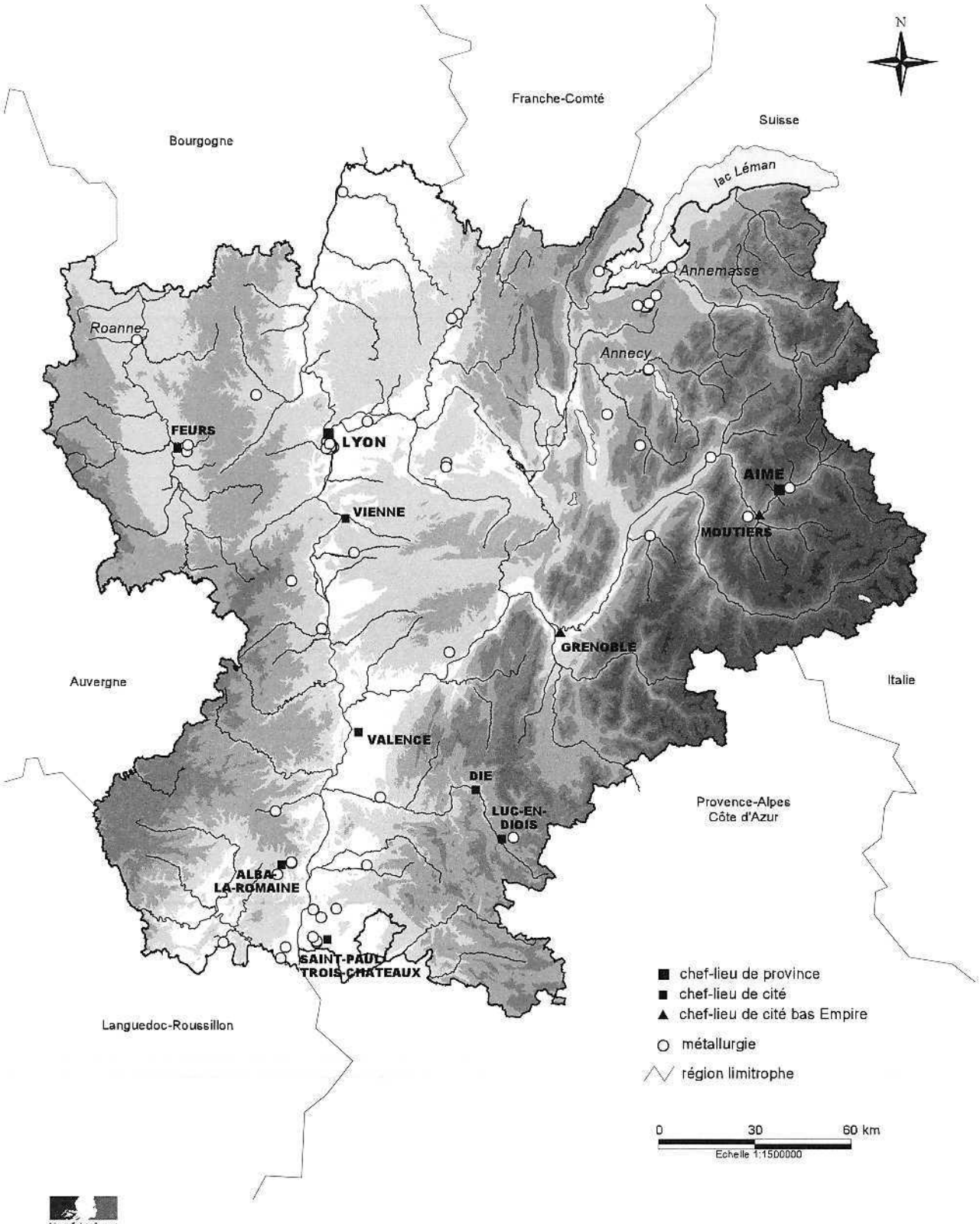
La région Rhône-Alpes, époque antique
L'artisanat du verre



Préfecture de la région Rhône-Alpes
service régional de l'archéologie
14/09/2007 (Données Patriarche au 15/12/2004)

Fond cartographique issu de la BD CARTO®
© IGN - PARIS - Autorisation n° 50-7549
Reproduction interdite

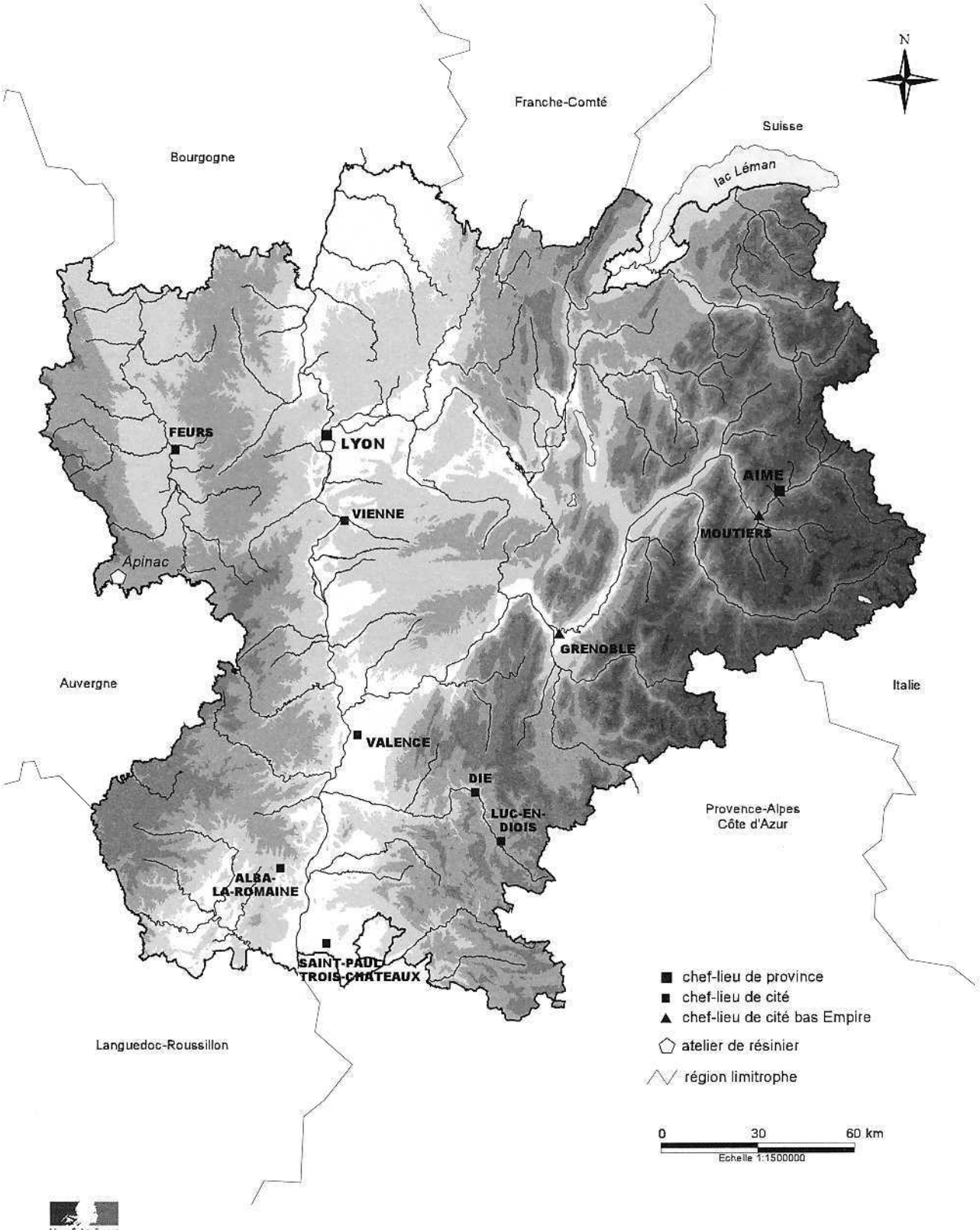
La région Rhône-Alpes, époque antique
La métallurgie



Préfecture de la région Rhône-Alpes
service régional de l'archéologie
14/09/2007 (Données Patriarche au 15/12/2004)

Fond cartographique issu de la BD CARTO®
© IGN - PARIS - Autorisation n° 50-7549
Reproduction interdite

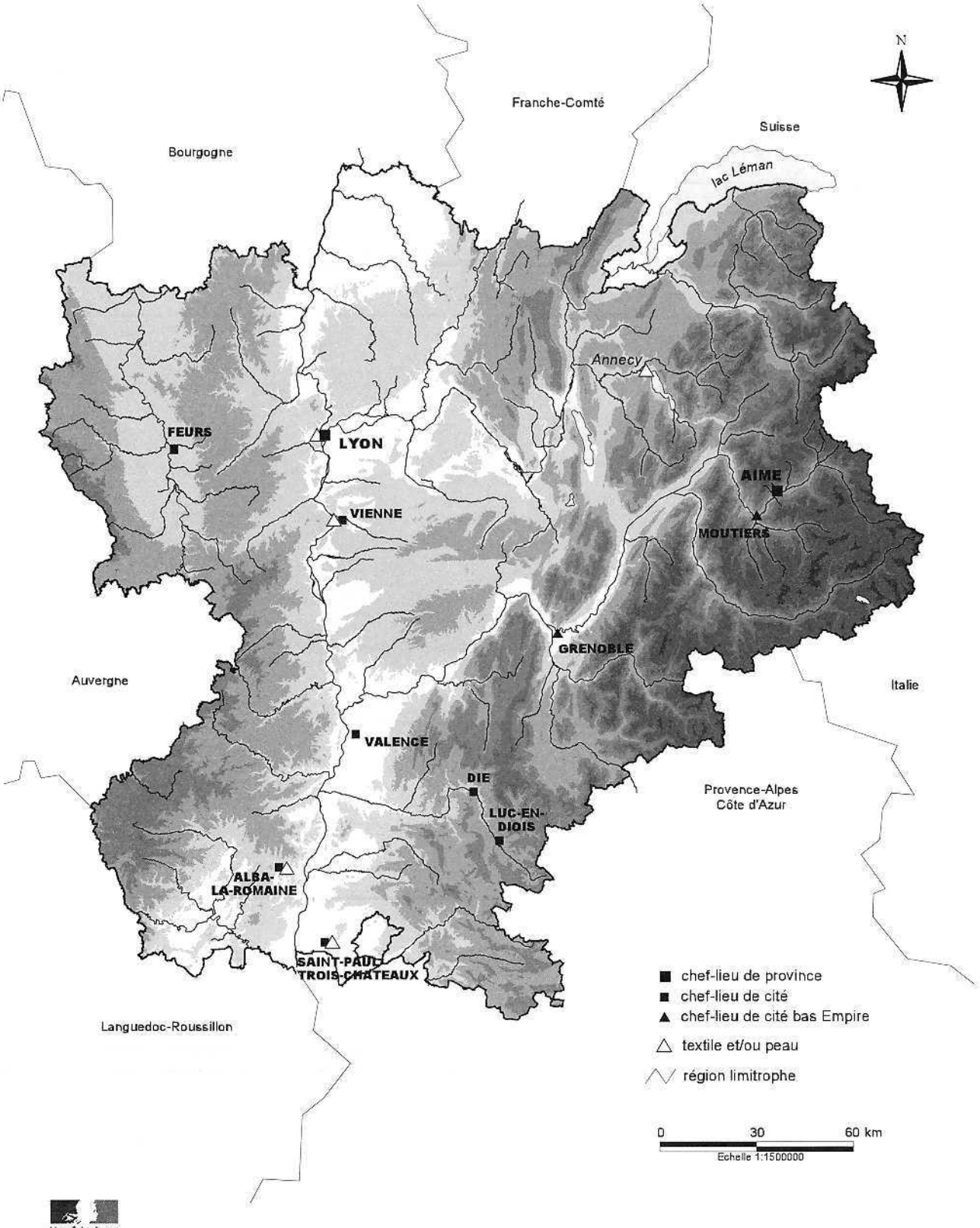
La région Rhône-Alpes, époque antique
Résine et poix



Préfecture de la région Rhône-Alpes
service régional de l'archéologie
14/09/2007 (Données Patriarche au 15/12/2004)

Fond cartographique issu de la BD CARTO®
© IGN - PARIS - Autorisation n° 50-7549
Reproduction interdite

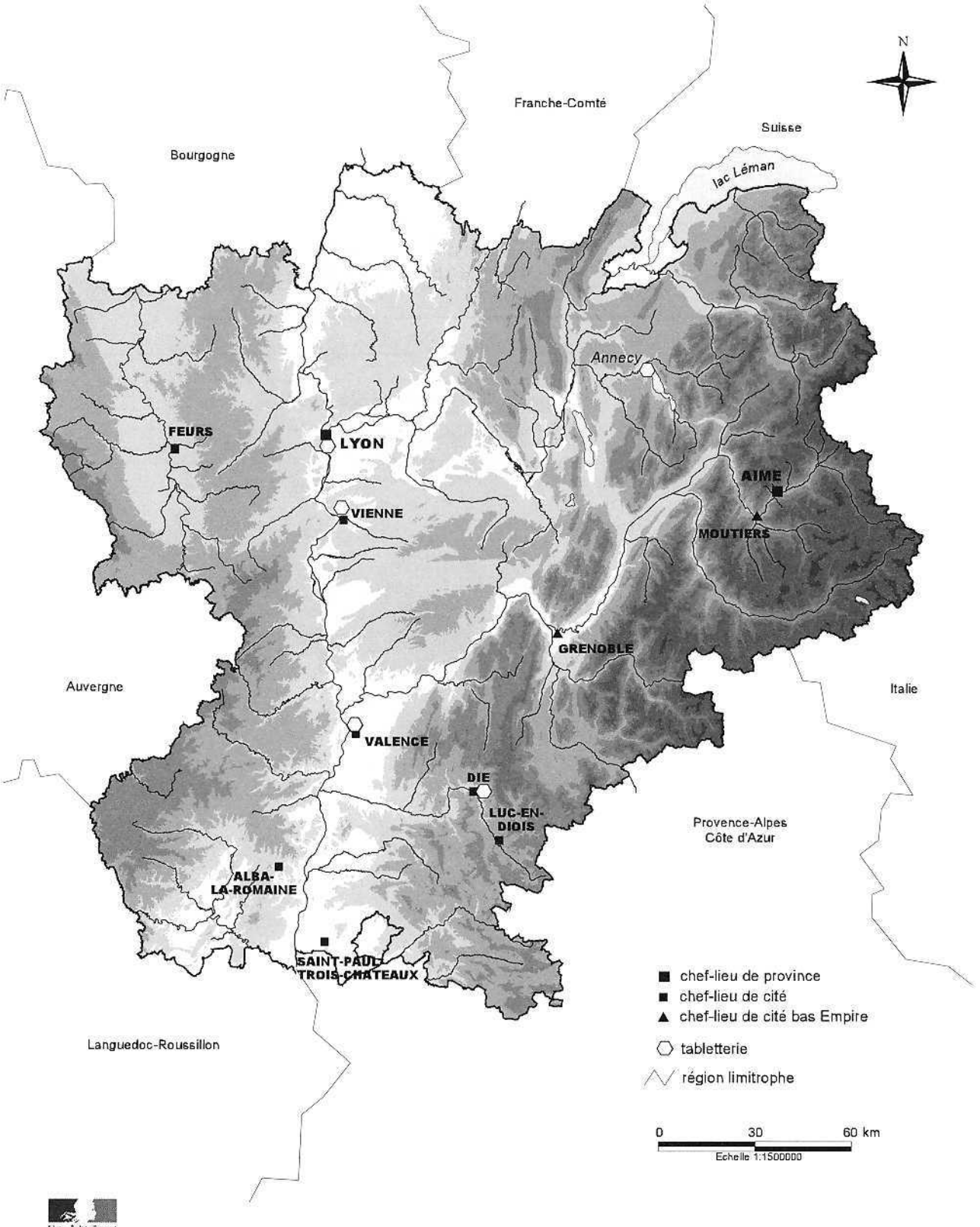
La région Rhône-Alpes, époque antique
L'artisanat du textile et/ou de la peau



Préfecture de la région Rhône-Alpes
service régional de l'archéologie
14/09/2007 (Données Patriarche au 15/12/2004)

Fond cartographique issu de la BD CARTO®
© IGN - PARIS - Autorisation n° 50-7549
Reproduction interdite

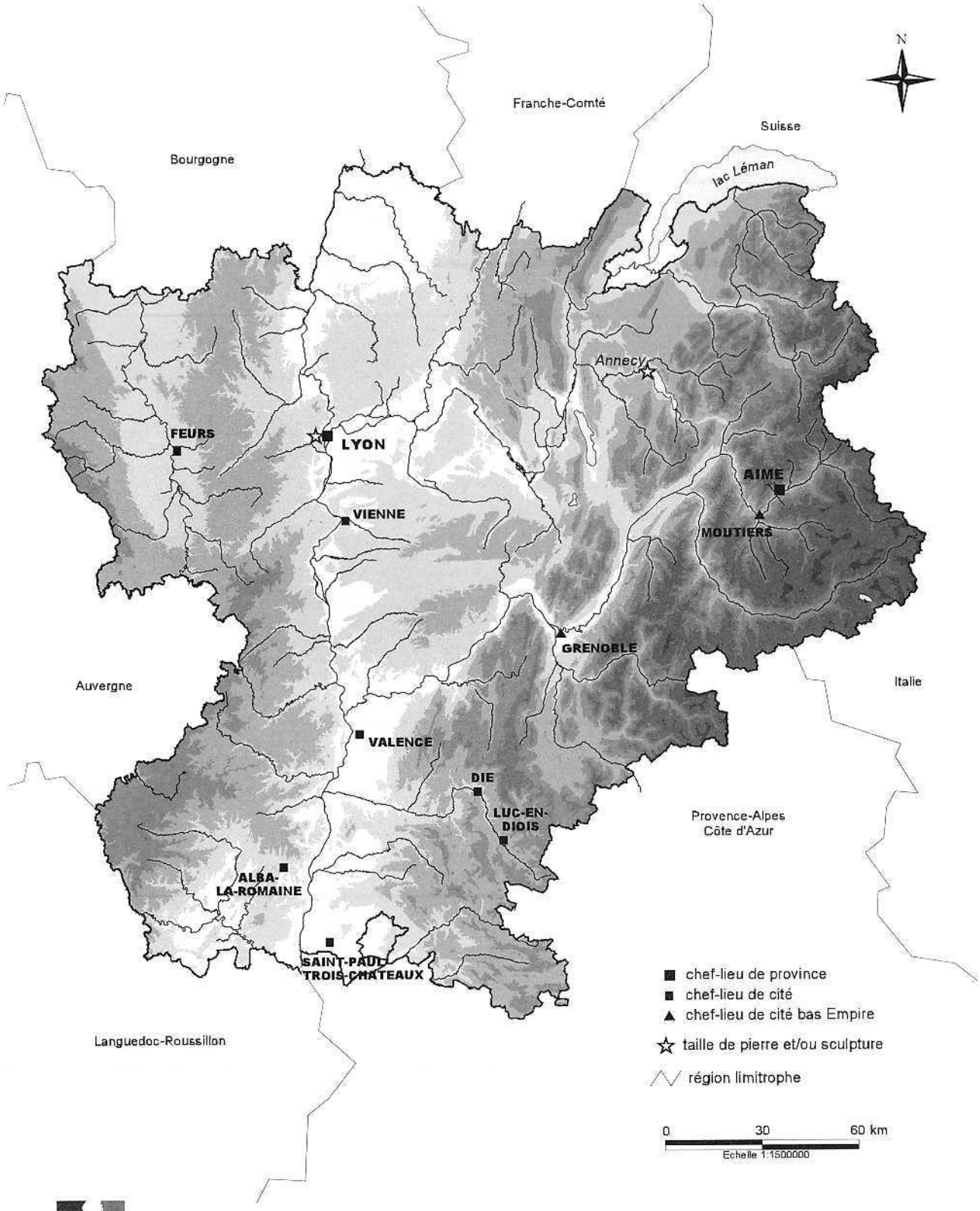
La région Rhône-Alpes, époque antique
L'artisanat de la tabletterie



Préfecture de la région Rhône-Alpes
service régional de l'archéologie
14/09/2007 (Données Patriarche au 15/12/2004)

Fond cartographique issu de la BD CARTO®
© IGN - PARIS - Autorisation n° 50-7549
Reproduction interdite

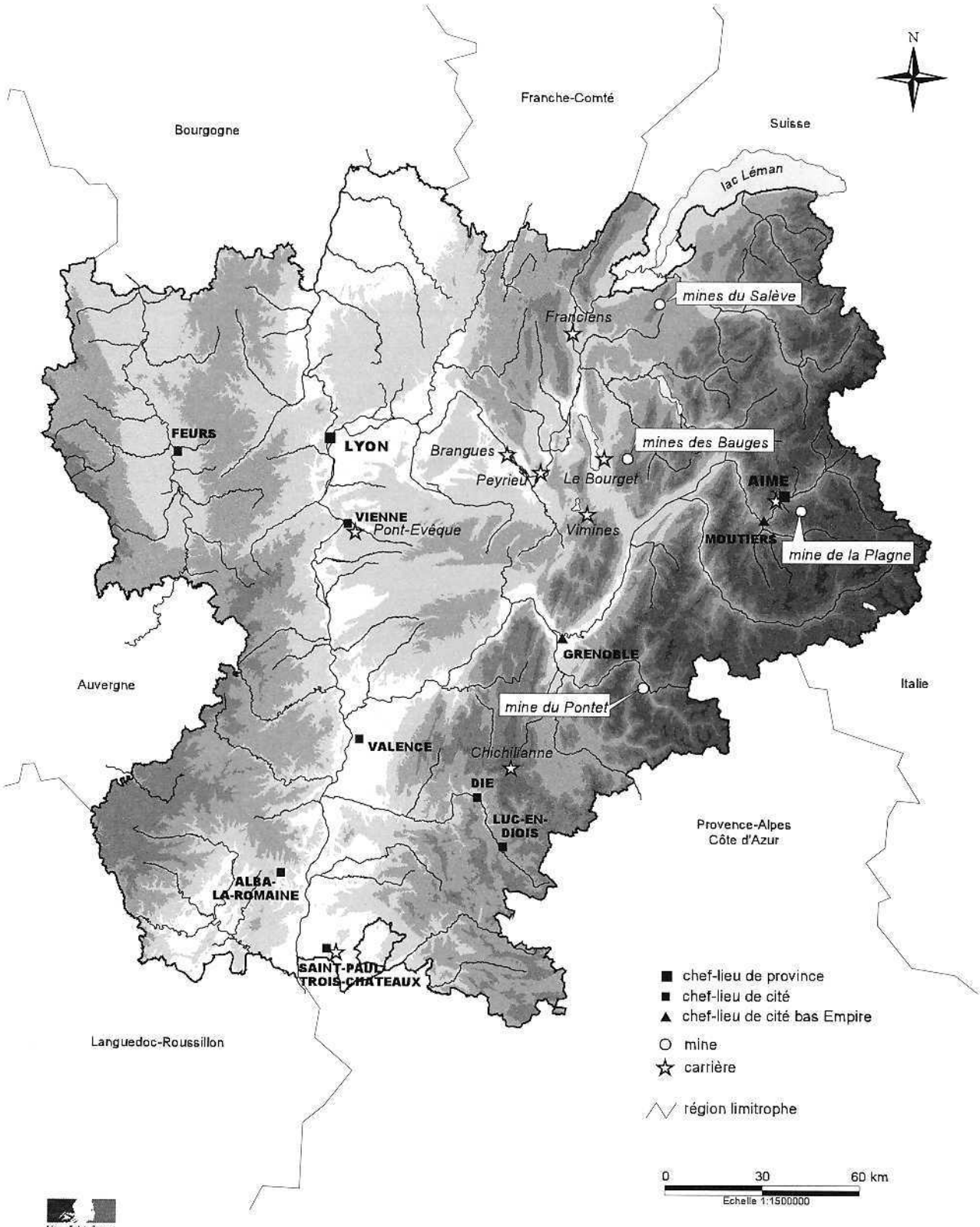
La région Rhône-Alpes, époque antique
L'artisanat de la taille de pierre et/ou sculpture



Préfecture de la région Rhône-Alpes
service régional de l'archéologie
14/09/2007 (Données Patriarche au 15/12/2004)

Fond cartographique issu de la BD CARTO®
© IGN - PARIS - Autorisation n° 50-7549
Reproduction interdite

La région Rhône-Alpes, époque antique
Mines et carrières



Préfecture de la région Rhône-Alpes
service régional de l'archéologie
14/08/2007 (Données Patriarche au 15/12/2004)

Fond cartographique issu de la BD CARTO®
© IGN - PARIS - Autorisation n° 50-7549
Reproduction interdite

Les mines et les carrières

■ ***Les sources documentaires***

La base de données informatisées Patriarche

Les programmes de recherche

- Prospections thématiques de François Dumoulin sur les mines du canton de Saint-Julien-Molin-Mollette (Loire) ;

- Prospections thématiques d'Alain Mélo sur la sidérurgie antique (Ain et Haute-Savoie) ;

- Prospections thématiques de Nadège Garioud sur les mines des Bauges (Savoie) ;

- Recherche d'Hugues Savay-Guerraz sur les carrières de pierre.

■ ***Les mines***

23 mines sont enregistrées dans Patriarche : 4 mines sont attestées à l'époque romaine : 3 mines de plomb argentifère et une mine de fer. Les 19 autres mines sont des exploitations plus récentes que l'on suppose avoir fonctionné dans l'Antiquité.

■ ***Les carrières de pierre***

Les études menées par Hugues Savay-Guerraz sur la provenance des pierres utilisées dans les constructions urbaines dénombrent 9 carrières exploitées à l'époque romaine : 5 carrières de calcaire : 2 de calcaire dur du jurassique à Peyrieu et à Brangues, une de calcaire dur cristallin blanc à veines rouges (aspect de marbre) à Chichilianne, une de calcaire blanc tendre du Crétacé (pierre de Seyssel) à Franclens ; deux carrières de brèche : l'une rouge à Vimines, l'autre au Bourget du Lac ; une carrière de molasse sableuse à Pont-Evêque et une carrière de marbre à Aime.

La datation de ces carrières est possible soit parce que certaines présentent des vestiges romains d'extraction, soit par comparaison avec la nature du matériau utilisé dans les constructions romaines.

Quelques carrières de pierre à usage local, comme les carrières de gneiss à Lyon, ont été enregistrées dans Patriarche.

Colette LAROCHE

Françoise DUMAZY
Michel LENOBLE

Lyon, 22 novembre 2005
Compte-rendu des débats

Philippe THIRION

Etaient présents : des chercheurs régionaux et extra-régionaux , des membres du SRA Rhône-Alpes et des membres de la CIRA Centre-Est.

La journée a été animée par Anne Le Bot-Helly – Conservatrice régionale de l'archéologie Rhône-Alpes – et Jacques Tarrête – Inspecteur général de l'archéologie – et placée sous la présidence de Françoise Dumasy.

■ *Introduction*

Anne Le Bot-Helly précise que la réunion a pour but de débattre et essayer de déterminer les orientations de la recherche archéologique à l'horizon 2007-2008. La documentation adressée à chacun est là pour asseoir les débats. Les cartes ont été réduites à l'essentiel mais des plans de villes, des cartes et des plans récemment publiés peuvent être visualisés si nécessaire dans le cours de la discussion.

Jacques Tarrête rappelle ce qu'il faut entendre par programmation scientifique interrégionale. En effet, l'organisation de la réunion répond à une demande du ministère de la Culture, direction de l'architecture et du patrimoine. Pour mémoire, il y a une trentaine d'années, le ministère de la Culture, chargé de la coordination de la recherche archéologique en France, demandait au Conseil supérieur de la recherche archéologique (CSRA) de faire une proposition de programmation de la recherche en Préhistoire et en Histoire (programmes P et H).

Une dizaine d'années plus tard, il fut demandé au CSRA, alors présidé par Christian Goudineau, de revisiter ces programmes et de voir ce qu'il fallait mettre en exergue, ce qui fut fait en même temps que fut instituée la pluri-annualité, c'est à dire la possibilité de mener une recherche sur plusieurs années. Cela avait été souhaité par Christian Goudineau et par Christophe Vallet, d'une part pour désengorger le CSRA qui examinait la totalité des demandes pour la France y compris ce que l'on appelait alors les « sauvetages programmés », et d'autre part, surtout, pour inciter les chercheurs à se bâtir, dans le cadre de la programmation scientifique, un programme sur plusieurs années à l'issue duquel une publication – ou du moins une publication d'étape – devait voir le jour.

Dix ans encore plus tard, il fut demandé au CRA renouvelé, présidé par Michel Reddé, de revoir une nouvelle fois cette programmation dans le but de dégager plus nettement des priorités de la recherche.

En effet, au début, la programmation avait été conçue comme un attrape-tout, sans véritables choix scientifiques ni thèmes prioritaires, ce qui était logique pour l'époque pour une première étape, afin de ne léser aucune opération en cours. Mais les révisions successives de l'instance du conseil national ne sont pas parvenues à cibler nettement les questions à traiter en priorité. Devant ce constat, il est apparu intéressant d'inverser le processus, c'est à dire d'élaborer cette programmation à partir des besoins régionaux plutôt qu'à partir des choix d'une entité nationale, même si celle-ci représentait l'ensemble de la communauté scientifique. Ainsi, aujourd'hui, il est demandé à chaque service régional de collecter l'information rassemblée au cours de ces dix dernières années et de la mettre à la disposition de l'ensemble de la communauté des chercheurs pour essayer de définir des thèmes prioritaires pour les années à venir, en associant bien sûr étroitement archéologie programmée et archéologie préventive.

C'est ce qui a été entrepris dans un certain nombre de régions autres que Rhône-Alpes et Auvergne. Il est important – même si cela est particulièrement délicat – de mener ce travail à un niveau interrégional et, bien évidemment, inter-institutionnel.

Françoise Dumasy insiste sur l'intérêt de dresser un bilan des résultats des opérations archéologiques portant sur ces 20 ou 25 dernières années car, au cours de cette période, les données, notamment celles fournies par l'archéologie préventive mais aussi celles fournies par l'archéologie programmée, ont augmenté de façon considérable. Aujourd'hui les corpus se sont très notablement accrus. L'archéologie a franchi de ce fait un seuil quantitatif, mais il est nécessaire également de s'interroger sur le bond qualitatif qu'a entraîné cet enrichissement des corpus. Cette archéologie des grands travaux nous invite donc à changer d'échelle dans nos façons de travailler, d'observer et de réfléchir.

Nous constatons une augmentation de l'étendue des surfaces fouillées, en ville bien sûr mais surtout en milieu rural, et également un accroissement des possibilités de travailler sur la longue durée. Ce processus a abouti à un élargissement du cadre spatial et à l'ouverture du cadre chronologique, avec pour ce dernier la possibilité de l'affiner. Cet enrichissement entraîne en même temps un élargissement très important, en amont (âge du Fer) comme en aval (haut Moyen Âge) des problématiques et donc de l'échelle d'observation.

Il nous faut donc bien prendre conscience de ces élargissements à la fois spatiaux et temporels pour fixer ensemble, désormais, le cadre et le thème de la recherche.

L'exposé de ce bilan, les tableaux et documents présen-

tés, impliquent d'ouvrir une réflexion et un examen critique sur la qualité de nos sources archéologiques.

■ ***Bilan critique***

Après la présentation des travaux de synthèse réalisés par les agents du SRA, la qualité des données proposées est soulignée par l'ensemble des participants et permet d'ouvrir les débats scientifiques.

Anne Le Bot-Helly insiste sur la nécessité de participer à l'enrichissement bibliographique ; les travaux universitaires en particulier, ne sont pas toujours connus.

Bilan de l'activité archéologique

Le bilan quantitatif dressé à partir des *BSR* (*Bilans scientifiques régionaux*) montre que les opérations concernant l'Antiquité correspondent à 29% de l'ensemble des interventions archéologiques.

On constate un ralentissement des opérations programmées. Plusieurs raisons à cela :

- impératifs de la mise en valeur sur un certain nombre de sites ; la durée de ces travaux, leur poids financier ont pour conséquence la réduction du nombre d'opérations ;

- absence de problématiques dynamiques qui pourraient mobiliser de jeunes chercheurs ;

- difficultés à définir des axes prioritaires porteurs de nouveaux projets.

Quant à l'archéologie préventive, elle dépend de l'activité économique. On pourrait même ajouter qu'en archéologie urbaine, les interventions sont en liaison avec les mandats électoraux. Sur un total de 3000 communes, 420 font l'objet d'une saisine. A ce constat quantitatif, doit être ajoutée une donnée plus qualitative à savoir le rôle de plus en plus actif et fort des collectivités dans la gestion patrimoniale.

PCR et publications

Atlas des villes de Gaule méridionale et *Atlas topographique de Lyon antique* : l'un des éléments importants de la recherche régionale. Tous les chefs-lieux sont concernés, ainsi que les deux agglomérations secondaires d'Annecy et Roanne.

En revanche on constate la diminution du nombre des PCR sur l'ensemble de la région. Un certain nombre d'entre eux sont arrivés à échéance. Seuls sont actifs actuellement trois PCR : PCR *Implantation des édifices religieux* PCR *Ateliers de céramique* PCR *Isle-Crémieu*

Bilan de la recherche archéologique

Si les cartes reflètent par définition l'état de la recherche et la dynamique de certains chercheurs, il semble tout de même que la recherche soit assez active dans les villes, comme le montrent les travaux du PCR *Atlas*, mais très insuffisante dans les campagnes. " Les centres urbains s'en tirent mieux que les territoires ".

Pourquoi ce constat assez négatif sur les campagnes ?

1 - Difficultés à accéder aux sites : problèmes de recouvrement des sites, d'érosion des sites, de disparition des sites pour des raisons humaines, politiques ou économiques. Il faut cependant souligner la découverte de nouveaux sites lors d'opérations de remembrement. Il est aussi difficile pour certains de se disperser sur l'ensemble du territoire : des zones prioritaires et une politique d'échantillonnages doivent être définies. Pour d'autres, il est dangereux d' « abandonner » des zones qui pourraient être le terrain des investigations de demain.

2 - Absence de programme de recherches extensives en archéologie agraire. On remarque que manquent les opportunités pour décaper de grands espaces. En ce sens, les travaux sur le TGV Méditerranée et l'Est lyonnais restent isolés.

3 - Peu de travaux sur l'habitat rural : il s'agit là d'un domaine que R. Royet considère comme sinistré. Il note en particulier que nos connaissances sont très peu sûres : un nombre important de sites figurant sur les inventaires sont à vérifier soigneusement : sur 318 sites interprétés comme *villae*, seuls 88 sont localisés avec précision et identifiés à des *villae*. Par ailleurs, peu de nouveaux sites sont apparus. Il faut constater qu'en dehors du PCR *Isle-Crémieu*, peu de programmes de prospection ont été lancés ces dernières années. Or, les programmes menés ailleurs, en Provence par exemple, ont bien montré qu'une ou deux décennies de prospections pédestres, couplées à des prospections aériennes, permettent de recenser un grand nombre de sites.

4 - Productions agricoles, monde du travail : peu de recherches. On note par exemple l'absence de tout programme sur l'activité oléicole. Qu'en est-il des travaux sur la viticulture ? Ici encore les comparaisons avec les recherches menées en Provence ou en Aquitaine montrent qu'une politique volontariste en la matière permet de faire progresser nettement nos connaissances.

5 - Les agglomérations dites secondaires : en-dehors des plus importantes comme Roanne ou Annecy, peu d'études ont été menées récemment. On note en Rhône-Alpes, à la différence de ce qui se fait actuellement en Languedoc, en région Centre ou en Bretagne / Pays de Loire, l'absence de tout projet d'ensemble sur ces sites, pourtant nombreux (plusieurs dizaines) et très divers. Il serait intéressant de proposer une méthodologie avec cartographie adaptée à l'exemple des atlas des chefs lieux de cités. Il est pour certains chercheurs plus approprié d'aborder la ville et l'emprise foncière qui constitue sa couronne.

■ ***Que faire face à ce constat morose ?***

Il apparaît en fait essentiel de définir des axes prioritaires pour les années à venir, en particulier dans les domaines de recherche laissés à l'abandon. C'est ici que la notion de programmation régionale trouve sa justification. Cependant, avant de proposer des axes de recherche, il a paru utile de faire le point sur les ressources humaines disponibles, seules capables de porter ces recherches.

Les acteurs de la recherche

L'établissement d'une programmation régionale doit en effet tenir compte de la spécificité des interventions des différents acteurs de l'archéologie et de la façon dont ils peuvent s'intégrer dans les structures de la recherche :

- les archéologues de l'INRAP dont un certain nombre travaillent dans le cadre des *Atlas* urbains : c'est manifestement un cadre qui fonctionne bien. En revanche, il apparaît beaucoup plus difficile de proposer un cadre de recherche pour les interventions dans l'espace rural ;

- les archéologues du SRA sont responsables d'un département dans lequel ils ont en charge les opérations qui ont lieu en milieu urbain comme en milieu rural. Ils assurent souvent la direction d'un programme de recherches (PCR ou Fouille programmée) ;

- les archéologues des collectivités territoriales sont encore peu nombreux et leurs interventions sont surtout centrées sur les villes (M. Zanettacci à Vienne ; J. Serralongue à Annecy ; L. Brissaud et J.-L. Prisset à Saint-Romain-en-Gal, service archéologique municipal de Lyon, le seul qui, à ce jour, soit agréé pour l'archéologie préventive) ;

- les archéologues universitaires (Lyon, Grenoble) sont souvent déjà responsables d'un programme de recherches (artisanat : J.-C. Béal...). Dans le cadre des masters 1 et 2, ils ont la possibilité de confier des travaux de recherche à des étudiants. La définition d'une programmation régionale pourrait permettre de proposer des listes de sujets de mémoire. Ceux-ci pourraient faire l'objet d'appels d'offres auprès des étudiants assurés de bénéficier d'un excellent encadrement administratif et scientifique.

On perçoit bien qu'il y a une synergie à mettre en place entre les différents acteurs de l'archéologie de façon à favoriser les échanges et les complémentarités. Il faut notamment veiller à définir un certain nombre d'axes auxquels pourraient participer, sans trop de difficultés, les archéologues de l'INRAP qui ne disposent que d'un temps très limité pour la recherche.

Par ailleurs, les mémoires universitaires pourraient porter en priorité sur des bilans critiques de la documentation ancienne, sur des réexamens de corpus ou de collections, sur des mises à plat de dossiers complexes. C'est une activité très formatrice pour de jeunes archéologues, mais qui exige beaucoup de temps : seuls les étudiants disposent de ce temps qui manque cruellement aux autres acteurs de l'archéologie.

Définition d'axes prioritaires

Un consensus semble se dessiner au cours des échanges.

La montagne

C. Annequin et S. Crogiez envisagent la création d'un PCR " *La montagne. du Léman à la Méditerranée* ". Il existe une base bibliographique (ERICA). Les sources ont fait l'objet d'un examen critique. De nombreuses cartes ont été publiées dans l'*Atlas*. Les recherches pourraient s'articuler autour de plusieurs thèmes : - les cultes alpins, - l'imaginaire de la montagne, - les voies, les cols, les stations routières, - mines et carrières, - le pastoralisme, - les habitats perchés, - typologie de l'habitat. On pourrait lancer des comparaisons entre les deux espaces géographiques de la région (Alpes et Massif Central). Des échanges pourraient également être envisagés, de part et d'autre des Alpes, avec les collègues italiens et suisses.

Les nécropoles

F. Blaizot considère qu'il serait très utile de proposer un bilan de nos connaissances sur les nécropoles. On pourrait d'abord se concentrer sur les découvertes faites à Lyon et à Vienne (matériel osseux, mobilier, chronologie etc.). Ce bilan passerait par un inventaire des collections et un examen critique de la documentation. Il faut pouvoir mettre sur la table ce qui existe et ce qui serait à faire.

L'Antiquité tardive

J.-F. Reynaud signale qu'une banque de données est en cours de constitution : il s'agit de rassembler des données et de créer des liens entre chercheurs travaillant sur cette période. Une bibliographie raisonnée est à mettre en place.

Les campagnes

Sur ce thème riche mais quelque peu délaissé à l'heure actuelle, plusieurs axes :

- On rappelle d'abord le PCR Isle-Crémieu (1300 km^2). Il pourrait inciter au lancement de programmes de prospection dans d'autres secteurs de la région : Ardèche, Drôme. Il faudrait sélectionner des secteurs qui pourraient donner lieu à des problématiques intéressantes et à des comparaisons suggestives.

- On signale également l'intérêt des recherches menées sur le *cadastre B d'Orange* dans le Tricastin. Depuis le

départ de Th.Odiot, le programme s'est interrompu. Cela vaudrait la peine de le réactiver. Il faudrait probablement commencer par dresser un bilan, puis envisager le lancement d'un nouveau programme.

- Plusieurs intervenants soulignent le fait qu'actuellement, un nombre important d'opérations d'archéologie préventive se situent à la périphérie des villes. C'est le cas notamment à Roanne, à Feurs, à Alba, à Annecy. Or, la notion de périphérie urbaine a été jusqu'ici peu exploitée. Un colloque sur les *Suburbia* a récemment fait surgir la réalité antique de ces espaces et révélé leur complexité. L'archéologie préventive confirme en effet la richesse de ces secteurs : fonctions funéraires, mais aussi routières, artisanales, maraîchères, voire résidentielles (*villae* suburbaines). Dans l'Antiquité tardive, ces secteurs voient leurs fonctions évoluer puisque les premières nécropoles chrétiennes se développent autour de bâtiments dédiés aux cultes des saints et ils jouent parfois un rôle dans la définition des nouveaux espaces urbains. Par ailleurs, ce thème de la couronne urbaine peut s'enrichir, si on l'agrandit jusqu'à 5 à 10 km, d'une réflexion sur le territoire vivrier de la ville et sur les relations ville/campagnes. Le développement d'un axe fort sur les périphéries urbaines pourrait apparaître comme une des spécificités de la recherche régionale. Il pourrait jouer un rôle fédérateur entre les différents corps d'archéologues (les archéologues de l'INRAP s'y investissant tout naturellement, puisque c'est leur terrain d'intervention). Il pourrait également offrir un lieu privilégié de rencontre entre les spécialistes de l'urbain et ceux du rural.

Les cités antiques

Il semble que des recherches intéressantes pourraient être lancées sur le problème des limites de cités, sur les relations avec les cités limitrophes et sur les évolutions ou les modifications de l'Antiquité tardive : par exemple, le territoire des Segusiaves (redéfinition de son territoire ; interrogations sur la " barrière " des Monts du Lyonnais ; place du territoire de la colonie de Lyon), ou celui des Vellaves mériterait un réexamen attentif. On pourrait enrichir cette approche d'une réflexion sur les agglomérations. Les recherches menées sur la cité de Nîmes ou sur la cité des Voconces pourraient constituer un modèle intéressant, d'autant plus que s'agissant des Voconces plus de la moitié de leur territoire se trouve en Rhône-Alpes.

Cadre de la recherche

L'une des idées pourrait être de cerner des zones intéressantes, de définir des territoires de recherche et d'y concentrer les forces.

Sur quels critères les choisir ? En Rhône-Alpes, il existe un réseau très actif de musées. Ceux-ci se veulent des pôles de recherche. Pourquoi ne pas s'appuyer sur ce réseau inscrit dans les territoires ?

Mieux encore, les acteurs les plus dynamiques des territoires sont précisément ce qu'on appelle les collectivités territoriales. Il pourrait être intéressant de leur présenter cette recherche sur les territoires, mise dans les perspectives environnementales et écologiques actuelles. On pourrait ainsi leur demander de soutenir financièrement ces projets : étudier le monde rural dans ses spécificités, alors qu'il est de plus en plus urbanisé ; s'interroger sur les modalités d'exploitation de la terre et de ses ressources ; s'interroger sur la gestion de l'eau (approvisionnement, stockage, évacuation) ; s'interroger sur la gestion des zones inondables et sur les relations homme/milieu ; s'interroger sur les axes de circulation terrestres, leur mise en réseau avec les axes fluviaux.

D'autres cadres pourraient être proposés, notamment celui de la cité antique. La région Rhône-Alpes correspond à un nombre important de cités, plus d'une dizaine. Il ne s'agit évidemment pas de se laisser enfermer dans la problématique ancienne de la définition des limites de cités, mais d'aborder surtout les questions touchant aux modalités d'exploitation du territoire dans une interrogation sur les rapports entre la ville-chef-lieu, les agglomérations et les campagnes. Cette interrogation pourrait s'accompagner de comparaisons touchant à la diversité géographique des cités (montagnes/plaines ; Alpes/Massif Central ; bassins fluviaux différents, Loire /Rhône etc.). Il s'agit de s'interroger sur les choix faits par les élites dans la gestion de leur territoire, en tenant compte des contraintes du milieu, du poids des aménagements antérieurs et des évolutions liées à l'insertion de ces territoires dans l'orbite romaine.

Les zones retenues pourraient constituer des lieux privilégiés de croisement des données, données archéologiques, données géographiques, données environnementales notamment, pour permettre une meilleure approche des multiples facettes de l'activité humaine.

■ *Conclusions*

Cette réunion a permis de dresser un état de la recherche en Rhône-Alpes. Réalisé par les acteurs mêmes de la recherche, ce bilan est en fait assez critique. Mais ce jugement sévère n'exclut pas pour autant les interrogations sur des améliorations possibles dans le fonctionnement des équipes et dans la définition de nouveaux axes de recherche, plus proches des réalités de terrain et des disponibilités des différents intervenants.

La journée du 22 novembre a permis de lancer une réflexion qui doit se poursuivre et aboutir à une définition plus précise et des thèmes de recherche à venir et des territoires sur lesquels ils doivent se déployer.

Françoise DUMAZY
Michel LENOBLE
Philippe THIRION

RHÔNE-ALPES

Liste des participants à la journée du 22 novembre 2005

P S I R

ANTIQUITE

Nom	Rattachement
ANNEQUIN Colette	Université
AUDRA Alain	bénévole
BALLET Françoise	Collectivité
BARETTO Florence	étudiante
BATIGNE Cécile	CNRS
BEAL Jean-Claude	Université
BET Philippe	INRAP
BLAIZOT Frédérique	INRAP
BLEU Stéphane	INRAP
BONNET Christine	INRAP
BRUN Sylviane	SRA
BUISSON-CATIL Jacques	MCC
CLAPPIER Anne-Marie	Collectivité
CANAL Alain	SRA
CECILLON Christian	INRAP
CHAPUIS Priscille	SRA
CHASTEL Jacqueline	SRA
CHOMER Claire	doctorante
COCCO Fiorella	SRA
COSTE Cécile	SRA
CROGIEZ Sylvie	Université
DEVILLARD Laure	SRA
DUMASY Françoise	Université
DUMONTET Cyril	Collectivité
DUPRAZ Joëlle	Collectivité
FEUILLET Marie-Pierre	SRA
FRANCOISE DIT MIRET Luc	SRA
FRASCONE Daniel	INRAP
FRESNE Myriam	SRA
GABAYET Franck	INRAP
GAIDON-BUNUEL Marie-Agnès	SRA
GIRARDY-CAILLAT Claudine	SRA
GIRY Karine	INRAP
GISCLON Jean-Luc	INRAP
GRANGE Sylvie	DRAC
HALDIMANN Marc-André	Musée (Suisse)
HELLY Benoît	SRA
HETTIGER Sophie	Bénévole
JOSPIN Jean-Pascal	Collectivité

Nom	Rattachement
JOSPIN Jean-Pascal	Collectivité
LALAI Dominique	INRAP
LAROCHE Colette	SRA
LASCOUX Jean-Paul	Collectivité
LASFARGUES Jacques	Collectivité
LE BOT HELLY Anne	SRA
LE NEZET CELESTIN Monique	INRAP
LEBASCLE Marie-Christine	Collectivité
LEBLANC Odile	Collectivité
LENOBLE Michel	SRA
LERT Mylène	Collectivité
LETTERLE Frédérick	SRA
MARTIN Geneviève	SRA
MATHEY Patrice	bénévole
MEGE Jean-Claude	INRAP
METERY Andrée	Association CARTA
MONIN Michèle	Collectivité
MONNIER Yohann	étudiant
MORESTIN Pascale	SRA
MOTTE Sylvain	INRAP
NOURISSAT Sophie	INRAP
OLLIVIER Laurence	SRA
PARIENTE Anne	Collectivité
PELLECUER Christophe	SRA
PENEZ Catherine	Collectivité
PENON Jacques	bénévole
PLANCHON Jacques	Collectivité
POUX Mathieu	Collectivité
PRISSET Jean-Luc	Collectivité
PROST-SUBTIL Stéphanie	doctorante
RETHORE Pascale	INRAP
REYNAUD Jean-François	Université
ROYET Robert	SRA
SAVAY-GUERRAZ Hugues	Collectivité
SERRALONGUE Joël	Collectivité
SERRIERES Loïc	étudiant
SILVINO Tony	étudiant
SCHMITT Anne	CNRS
SOLEIL Pascale	Collectivité

RHÔNE-ALPES

Liste des participants

P S I R

ANTIQUITE

Nom	Rattachement
TARDIEU Joëlle	SRA
TARPIN Michel	Université
TARRETTE Jacques	MCC
TEYSSIER Marie-Noëlle	SRA
TEYSSONEYRE Yannick	étudiant
THIRION Philippe	SRA
THOLLON-POMMEROL Christine	SRA

Nom	Rattachement
VALETTE Paul	bénévole
VARENNES Guillaume	SRA
VERDIN Florence	CNRS
VEROT-BOURRELY Agnès	INRAP
VOISIN Anne-Françoise	Collectivité
WALTER Colette-Anne	Collectivité
ZANETTACCI Monique	Collectivité

RHÔNE-ALPES

Personnel du Service régional de l'Archéologie de 2003 à 2007

P S I R

ANTIQUITE

Nom	Titre	Attributions
LE BOT-HELLY Anne	Conservatrice régionale de l'Archéologie	
LENOBLE Michel	Ingénieur de recherche	Adjoint à la Conservatrice Régionale de l'Archéologie Histoire
FEUILLET Marie-Pierre	Conservatrice du patrimoine	Histoire, gestion scientifique de la Savoie
ROYET Robert	Conservateur du patrimoine	Histoire, gestion scientifique du Rhône et du nord de l'Isère
CHASTEL Jacqueline	Ingénieure d'études	Préhistoire, gestion scientifique de l'Ain
DEVILLARD Laure	Ingénieure d'études	Préhistoire, Programmation et secrétariat CIRA
FRANCOISE DIT MIRET Luc	Ingénieur d'études	Histoire, gestion scientifique de Lyon et son agglomération + Courly
GAIDON-BUNEL Marie-Agnès	Ingénieure d'études	Histoire, gestion scientifique de la Loire
HELLY Benoit	Ingénieur d'études	Histoire, gestion scientifique de l'Isère et de Saint-Romain-en-Gal
LAROCHE Colette	Ingénieure d'études	Histoire, gestion scientifique de la Haute-Savoie
OLLIVIER Laurence	Ingénieure d'études	Histoire, carte archéologique, Ain, Savoie et Haute-Savoie
TARDIEU Joëlle	Ingénieure d'études	Histoire, gestion scientifique de la Drôme
THIRION Philippe	Ingénieur d'études	Histoire, cellule édition
THOLLON-POMMEROL Christine	Ingénieure d'études	Histoire, carte archéologique, Isère, Loire, Rhône
COCCO Fiorella	Assistante ingénieur	Histoire, carte archéologique, Ardèche, Drôme, cartographie
DUMOULIN François	Assistant ingénieur	Histoire, gestion scientifique de l'Ardèche
FRESNE Myriam	Assistante ingénieur	Carte archéologique, Ardèche, Drôme, cartographie
GELY Bernard	Assistant ingénieur	Préhistoire, gestion scientifique de l'Ardèche et de la Drôme
CHAPUIS Priscille	Technicienne de recherche	Dépôts, mobiliers et archives de fouilles
VARENNES Guillaume	Technicien de recherche	Histoire, Dépôts, mobiliers et archives de fouilles
OBERLIN Brigitte	Attachée des services extérieurs	Gestion administrative
MARTIN Geneviève	Secrétaire de documentation	Gestion documentaire, diffusion, cellule édition
BRUN Sylviane	Secrétaire administrative	Cellule d'édition, PAO et diffusion
MORESTIN Pascale	Secrétaire administrative	Coordination de l'instruction des dossiers d'archéologie préventive
COSTE Cécile	Adjointe administrative	Coordination de l'instruction des dossiers d'archéologie préventive
TEYSSIER Marie-Noëlle	Adjointe administrative	Secrétariat
CHAUVET Jean-Marie	Agent technique de surveillance	Gardien des grottes ornées de l'Ardèche

Stagiaires : GILLET Camille

LISTE DES BILANS

- 1 ALSACE
- 2 AQUITAINE
- 3 AUVERGNE
- 4 BOURGOGNE
- 5 BRETAGNE
- 6 CENTRE
- 7 CHAMPAGNE-ARDENNE
- 8 CORSE
- 9 FRANCHE-COMTE
- 10 ILE-DE-FRANCE
- 11 LANGUEDOC-ROUSSILLON
- 12 LIMOUSIN
- 13 LORRAINE
- 14 MIDI-PYRENEES
- 15 NORD-PAS-DE-CALAIS
- 16 BASSE-NORMANDIE
- 17 HAUTE-NORMANDIE
- 18 PAYS-DE-LA-LOIRE
- 19 PICARDIE
- 20 POITOU-CHARENTES
- 21 PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR
- 22 RHONE-ALPES
- 23 GUADELOUPE
- 24 MARTINIQUE
- 25 GUYANE
- 26 DEPARTEMENT DES RECHERCHES ARCHEOLOGIQUES SUBAQUATIQUES ET SOUS-MARINES
- 27 RAPPORT ANNUEL SUR LA RECHERCHE ARCHEOLOGIQUE EN FRANCE